

150 000 000

Crise majeure à la direction du P.C. espagnol

LIBRE PAGE 5

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

3,50 F

Algérie, 2 DA ; Maroc, 3,50 dir. ; Tunisie, 280 m. ; Allemagne, 1,50 DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique, 25 fr. ; Canada, 1,10 \$; Côte d'Ivoire, 275 F CFA ; Danemark, 5,50 kr. ; Espagne, 16 pes. ; É.-U., 45 c. ; Grèce, 50 dr. ; Iran, 125 rls ; Irlande, 70 p. ; Italie, 1000 L. ; Liban, 350 P. ; Luxembourg, 27 F. ; Norvège, 5,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 m. ; Portugal, 200 esc. ; Sénégal, 250 F CFA ; Suède, 500 kr. ; Suisse, 1,40 f. ; É.-U., 25 cents ; Tchécoslovaquie, 35 s. ; Yémen, 250 r. ; Zambie, 25 kwacha.

Tarif des abonnements 1982 : 18 F. par an.

5, RUE DES ITALIENS
75137 PARIS CEDEX 08
Tél. Paris 27 69 67 72
C.C.P. 1297 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

Les Israéliens sont aux portes de Beyrouth

- Le président Reagan « somme » Jérusalem d'arrêter immédiatement les combats
- Moscou s'est adressé à la Syrie et à l'O.L.P.

Dissonances

Les divergences entre l'Amérique et l'Europe au sujet de la guerre du Liban ne sont pas minces. Tandis que le président Reagan se ravise un peu tardivement pour demander à M. Begin d'arrêter les hostilités, les D.S. de la Communauté n'ont pas attendu que l'armée israélienne menace d'investir Beyrouth pour aviser l'État hébreu qu'ils envisagent une action « vraisemblablement des sanctions ».

Dans l'affliction, les Arabes, les Palestiniens en particulier, se félicitent sans doute de cette première réaction occidentale qui, à leurs yeux, va dans le sens de l'objectivité et de la justice la plus élémentaire.

Une phrase prononcée par M. Mitterrand risque cependant de faire tiquer tout autant des spécialistes du droit international que des hommes politiques du monde arabe. En affirmant que le Liban, avant l'entrée des troupes israéliennes, « était déjà occupé par deux autres armées, celle de la Syrie et celle des Palestiniens », le chef de l'État a établi un parallèle qui ne tient pas compte du statut juridique des deux armées en question.

Les Syriens ne sont pas au Liban, ses qualités, mais font partie de la Force arabe de dissuasion (la FAD) constituée par la Ligue arabe sur la demande expresse du gouvernement légitime du Liban, et dont le mandat est renouvelé tous les six mois, au même titre que la FINUL, ou, par exemple, de la force interafricaine déployée il y a quelques mois au Tchad par l'O.U.A.

Toujours sur le plan strictement juridique, la présence de l'O.L.P. au Liban n'est pas remise en cause par le gouvernement de Beyrouth. Des accords formels remontant à 1969, et renoués à plus d'une reprise, réglementent cette présence. Certes, les troupes de M. Yasser Arafat ont souvent violé ces accords, entraînant des polémiques sans fin, mais personne — sauf les Phalangistes libanais, Israéliens et leurs sympathisants — n'a exigé la fin de « l'occupation » palestinienne. Le plus souvent, moins par sympathie que par peur, « après avoir été chassés de Jordanie, strictement contrôlés partout ailleurs, les fedayin n'ont plus que le Liban pour manifester un semblant d'existence ».

Les Arabes sont désormais unis face à un envahisseur étranger. On l'a bien vu dès le début de ce conflit : le président libanais Sarkis a donné l'ordre à ses troupes de se battre côte à côte avec les Palestiniens, auxquels il a pourtant beaucoup à reprocher : les milices chiites qui, la veille de l'invasion israélienne, livraient des batailles sanglantes aux fedayin et à leurs alliés progressistes, ont retourné leurs armes contre le corps expéditionnaire israélien.

L'Irak, enfin, vient de proposer d'arrêter immédiatement les hostilités contre l'Iran, de retirer ses troupes de ce pays et d'accepter un règlement, quel qu'il soit, qui serait proposé aux deux parties en conflit. Même s'il est vrai que cette magnanimité est dictée par le souhait de Bagdad de mettre un terme à une guerre ruineuse, il n'est pas douteux que le président Saddam Hussein a tenu compte aussi et surtout de l'indignation de son opinion publique devant l'invasion israélienne, qui n'a d'autre objectif que de détruire l'O.L.P. et, avec elle, les chances d'un règlement, même lointain, débouchant sur un État palestinien vivant en paix côte à côte avec celui d'Israël.

Tandis que les affrontements avec l'aviation de Damas se poursuivaient, l'armée israélienne a annoncé par tracts, ce jeudi 10 juin, en fin de matinée, son intention de prendre Beyrouth. Cependant, M. Péro, chef de l'opposition travailliste, a déclaré qu'Israël ne compte pas occuper la capitale libanaise. Dans le même temps plusieurs débarquements s'effectuaient sur le littoral, à proximité de la capitale, l'aéroport international de Khaldé était soumis à de violents bombardements et des avions lâchaient des tracts au-dessus de la capitale libanaise avertissant la population de l'imminence de l'assaut.

Un lendemain de l'appel lancé par le chef des phalangistes libanais, M. Bachir Gemayel, préconisant un gouvernement d'union nationale et invitant le pays à se débarrasser des forces étrangères, les commentateurs militaires israéliens affirment qu'une jonction entre l'armée de M. Begin et les milices chrétiennes devrait être possible dans les plus brefs délais. La radio de Jérusalem ajoute pour sa part que « le grand dessein israélien consiste entre autres à contribuer à la formation d'un gouvernement libanais fort, qui veillera au départ de toutes les forces étrangères du Liban, y compris celles des Israéliens ».

Ilens et, bien entendu, des Syriens et des Palestiniens ».

Un message « sommant » Israël de mettre fin immédiatement aux hostilités a été reçu par M. Begin de la part du président Reagan, a révélé la radio de Jérusalem. M. Begin a aussitôt convoqué en consultation les chefs de l'opposition travailliste. Le président de l'O.L.P., M. Yasser Arafat, a reçu de son côté un message de M. Brejnev, dont on ignore la teneur. D'autre part, le président El Assad, de Syrie, a reçu un message des dirigeants soviétiques, indiquant-on à Damas.

La guerre met désormais aux prises les armées d'Israël et de Syrie sur le territoire libanais. Une gigantesque bataille aérienne — la plus importante depuis la guerre de 1973 — s'est déroulée, mercredi, au-dessus de la Bekaa, où les Palestiniens ne disposent d'aucune force. Quelque cent cinquante chasseurs-bombardiers de part et d'autre, ont participé aux combats. Selon Jérusalem, vingt-deux appareils syriens ont été abattus. Damas reconnaît la perte de seize avions et affirme qu'une vingtaine de chasseurs ennemis ont été détruits.

Réunis à Bonn, les ministres des affaires étrangères de la Communauté ont « vigoureusement condamné », mercredi, la « nouvelle invasion israélienne du Liban ».

L'angoisse d'une capitale assiégée et menacée d'une bataille de rue

De notre correspondant

Beyrouth. — Les Israéliens installés à l'orée sud de Beyrouth, l'extension du conflit après la destruction d'une batterie de missiles SAM-8 syriens, à l'issue d'une bataille aérienne dans laquelle, selon Damas, cent cinquante avions auraient été engagés, et les pilonnages incessants d'artillerie ont jeté les Beyrouthins en première ligne. Leur angoisse devant la menace d'une féroce bataille de rues ne cesse de monter.

L'armée israélienne a en effet atteint, mercredi soir, Khaldé, faubourg de Beyrouth situé à 10 kilomètres du centre. Ce faisant, elle parachève l'encerclement de Damour, dernière place forte palestinienne sur le littoral avant Beyrouth, et amorçait ce qui pourrait être le siège de la capitale.

Préparé par un pilonnage aérien encore plus intense que celui des jours précédents, un débarquement de commandos israéliens a eu lieu à Damour et la colonne israélienne qui a

atteint Khaldé venait de là, sans d'ailleurs s'être emparée de la ville.

Elle a été arrêtée à la tombée de la nuit par la milice chiite Amal, que dix chars syriens sont venus renforcer. Mais les troupes sur place à l'entrée de Beyrouth, et des renforts disponibles ne semblent pas faire le poids si les Israéliens décident de reprendre leur avance.

Le feront-ils ? Investiront-ils la ville ? Les six cent mille à sept cent mille habitants de Beyrouth-Ouest, du secteur palestinien progressiste de la capitale, ne pensent plus qu'à cela, vivant dans la hantise de combats, entre les Israéliens et les Palestiniens qu'ils pourchassent d'un bloc d'immeubles à l'autre. Des déplacements sont attendus sur les plages. Les avions israéliens se succèdent dans le ciel, accueillis par un déploiement de D.C.A.

Avec les deux cent mille Palestiniens de la capitale, avec quelques milliers de soldats syriens de la FAD, les Libanais de Beyrouth-Ouest seraient en quelque sorte des otages dans leur propre ville, en admettant dans cette hypothèse que les Israéliens continuent de concentrer leurs bombardements sur les camps palestiniens.

Mais qu'advient-il-il lorsque, fuyant les otages, les Palestiniens se répandent dans tout Beyrouth ? Les otages israéliens ne viendront-ils pas les y chercher ? A la lumière des bougies, les Beyrouthins n'ont parlé que de cela, mercredi, lors d'une soirée de mortelle inquiétude. L'électricité rationnée, l'eau qui commence à manquer, leur incertitude, les habitudes qu'ils ont aux plus durs d'années par sept années d'une guerre à épisodes multiples, ils croient avoir tout vu. Les voici démunis, subissant les affres d'une guerre qui n'est même plus la leur, même en façade.

Provoqués par les Israéliens sur terre et dans les airs, les Syriens ont été entraînés dans la bataille manifestement contre leur gré et après avoir décroché sur la quasi-totalité des axes de pénétration israéliens, notamment à Jezzine, dans la Bekaa méridionale, et dans le Chouf, après de brefs barouds d'honneur. L'attitude des autorités syriennes s'explique par des raisons pertinentes :

1) Leurs troupes au Liban, vingt-cinq mille hommes, sont formées en quasi-totalité d'appelés, peu aguerris, incapables de tenir tête aux unités engagées par Israël : leur envoyer des renforts significatifs est quasi impossible, le régime ayant besoin de ses troupes d'élite les plus sûres pour défendre le Golan et tenir le « front » intérieur.

LUCIEN GEORGE.

(Lire la suite page 3.)

M. Mitterrand lance « la deuxième phase du changement »

Les principaux partis de la majorité adhèrent sans réserve à la continuité de la politique gouvernementale affirmée par M. François Mitterrand au cours de sa conférence de presse du mercredi 9 juin.

Au nom du bureau politique du parti communiste, M. Pierre Juquin a notamment souligné, jeudi matin : « Mêmes orientations, mêmes objectifs », c'est ce que nous demandons. C'est ce que nous allons continuer de travailler au sein de la majorité et au gouvernement. » M. Georges Marchais devait s'exprimer, pour sa part, jeudi soir, au cours de l'émission « L'heure de vérité », diffusée par Antenne 2.

Les formations de l'opposition restent cantonnées dans une totale hostilité. Pour M. Jean Lecanuet, leader de l'U.D.F., le président de la République « est contraint à la fuite en avant », tandis que pour M. Bernard Pons, secrétaire général du R.P.R., le gouvernement n'a atteint « aucun des objectifs annoncés ».

La France malade de ses finances

par PAUL FABRA

Aléer en douceur l'opinion publique, bien disposer le parti socialiste, sans pour autant effrayer les prêteurs internationaux, c'est à ce triple exercice que s'est livré le président de la République dans sa conférence de presse. D'abord, tout d'abord, la proposition d'une rencontre entre partenaires sociaux auxquels le gouvernement entend bien expliquer un certain nombre d'impératifs et proposer des mesures.

(Lire la suite page 15.)

Recadrer une politique

par JEAN-MARIE COLOMBANI

Les réactions que suscite l'intervention du chef de l'État ne sauraient surprendre. L'opposition, désormais inconditionnelle, s'oppose. La critique principale porte sur le « flou » de l'action, selon M. Bernard Pons, et sur l'« écartèlement » selon M. Jean Lecanuet, de la politique, en expliquant les objectifs et les moyens.

Il est d'ailleurs décidé à poursuivre lui-même cet effort puisqu'il envisage d'autres interventions qui lui permettent d'ouvrir un dialogue personnel avec les Français. Ainsi l'identification du pouvoir et du président de la République conduit M. Mitterrand sur les traces de ses prédécesseurs, qui ont tous valorisé une forme de communication directe avec l'opinion.

(Lire la suite page 15.)

Vous reconnaissez-vous dans ces Français ?



Simonne et Jean Lacouture
En passant par la France
Apostrophes le 11 juin
Seuil

Pages 9 à 14
LE TEXTE INTEGRAL DE LA CONFERENCE DE PRESSE DE M. MITTERRAND

AU JOUR LE JOUR

BRAQUET

Le changement, c'est la Tour de France. Le chef de l'État l'a dit : les étapes se succèdent, mais elles sont toutes orientées vers un même but. Nous avons eu le prologue, toujours euphorique. Nous approchons de la montagne, où les efforts et le petit braquet seront de rigueur. Tout le peloton souffrira. Il y aura des abandons.

Et puis, un jour encore lointain, ce sera l'apothéose de la victoire sur les Champs-Élysées.

Naguère, M. Mitterrand fut traité par Georges Pompidou de « Poullidor de la politique », parce qu'il arrivait toujours deuxième. Il lui reste quelques étapes pour montrer qu'il est bien le Bernard Hinault de la politique.

BRUNO FRAPPAT.

LA MORT DE R.W. FASSBINDER

Le metteur en scène de théâtre et de cinéma Rainer Werner Fassbinder a été trouvé mort, le jeudi 10 juin à Munich, à l'hôtel où il habitait. Il était âgé de trente-six ans. Il venait de terminer le montage de Querelle de Brest, film d'après le roman de Jean Genet. On ne connaît pas les causes de son décès.

La fureur de vivre

Rainer Werner Fassbinder représente la fureur du cinéma allemand, la fureur d'une jeunesse qui a ouvert les yeux dans les années 60 et a regardé ce que ses aînés lui avaient dissimulé : la destruction de l'identité allemande par le nazisme.

Fassbinder refuse l'américanisation, la religion du deutschemark, il se révolte contre toutes les certitudes, et, en marge des toutes-puissantes institutions, il met en scène, il explore un monde stérile peuplé d'individus desséchés par les passions qu'ils ne peuvent vivre : loubards, travailleurs immigrés, homosexuels, filles solitaires.

A son pessimisme, il oppose un défi permanent qui le force à agir. Il ne veut pas montrer les reflets du réel, mais les menaces que cache la réalité. « Le réalisme, dit-il, se porte sur les rapports dialectiques entre ce qui est donné et ce qui est reçu. »

COLETTE GORDARD.

(Lire la suite page 29.)

Une semaine avec le Languedoc-Roussillon

Aujourd'hui : la situation de l'arrière-pays à travers la difficile conversion d'Alès et des Cévennes ; l'évolution de la presse régionale ; la présentation d'un département, la Lozère.

Lire pages 35 à 38

tienda

L'invasio

Deux colloques vont se tenir à Paris sur le thème de la résistance des intellectuels au totalitarisme (1). L'un d'eux est organisé par le CIEL, dont le fondateur, Alain Ravennas, constatant le relatif échec du pouvoir socialiste auprès du monde culturel, justifie l'état d'esprit de ceux qu'il appelle les « nouveaux sceptiques » Gabriel Matzneff, qui doit prendre la parole à l'autre de ces colloques, pense que la mission de l'intellectuel est d'opposer au royaume de César celui de l'Esprit, tandis qu'Yves Florenne attire l'attention sur les menaces pesant sur la presse culturelle. Enfin Alain Lagarde conteste une idée répandue en faisant remarquer que les idées ne sont pas moins têtues que les faits.

(1) Troisièmes assises nationales du CIEL (Comité des intellectuels pour l'Europe des libertés, 30, rue Saint-Dominique, 75007 Paris), au Hilton, 18, avenue de Suffren, les 11 et 12 juin ; colloque de l'Association pour la Russie libre sur les oppositions en Europe orientale à l'université Paris-Dauphine, le 19 juin. (B.P. 1195, 16/75764 Paris Cedex 16).

par YVES FLORENNE

A peine avions-nous commenté, avec tout le monde, la nomination qu'il appelle, le numéro de la *Nouvelle Revue socialiste* cosuocré à la culture (1) que nous lisions l'édition d'«*outré revue*... Il ne saurait laisser la première assemblée... Mesures à annexes culturelles :... intention délibérée ? Ou d'une intelligence des choses ? Une bureaucratie renversera-t-elle une politique ? De quoi s'agit-il ? De protéger et développer les moyens de la culture, sans dénigrer les plus pauvres, dans une participation... ou de prendre l'argent où il l'est... »

nares sur la presse culturelle. L'U.V.A. a des pouvoirs applicables à la presse, mais pas à la presse culturelle. Mois à un taux préférentiel : double, plus quadruple de celui fixé pour la presse politique. Sur tout, on ne peut pas saisir que la culture est chargée administrative, normalement gérée par des entreprises de structure commerciale, mais hors des possibilités de périodiques dont le fondement est le bénévolat. C'est simplement condamner à mort, en douce et à visage couvert, la plupart d'entre eux — y compris les deux cent quarante revues de presse culturelle — et qui, pour être économiquement plus faibles, ne sont pas moins le sel de la presse culturelle. Bref, les cochers *News*, les *Bulletins*, *Péguy* ou *Jaurès*, sont saisis à la même mesure que les moins bienveillantes que les entreprises de M. Hersant. Cette disposition fiscale a été votée en 1976. Mais c'est l'immuable administration qui l'applique aujourd'hui à la culture c'est toujours pas son affaire.

Dans le même mouvement, une nouvelle revue de culture pure, d'une qualité exceptionnelle, sans ressources publicitaires, présentant bien entendu les caractères indubitables du périodique, nous signale qu'elle se situe dans cette catégorie. C'est une revue prétextée que ces numéros sont, pour partie, organisés autour d'un thème : formule adoptée par la moitié des revues françaises et croyable. Ce prétexte et cette loyauté atteinte à la liberté d'organisation, nous ne pouvons que constater nullement le but visé : refuser les avantages, notamment en matière de tarifs postaux pour le service des abonnements, auxquels tout périodique a droit ; et ce — j'ai sous les yeux la lettre de l'organisme responsable — sous prétexte de tests anonymes, invoqués pour justifier l'insatisfaisable.

Faits apparemment infimes, mais qui par leur accumulation et leur convergence sont révélateurs. D'one

(1) « A l'ombre de la rose »,
« Idées » (le Monde du 24 avril).

par ALAIN LAGARDE (*)

Lest d'usage en politique d'opposer l'idéalisme des discours au réalisme des faits. Cette opposition est fort commode si elle n'est pas toujours pertinente. Elle permet en tout cas d'opposer au romantisme des uns la rigueur scientifique des autres. Aux premiers revendiquaient le bruit et la fureur des mots, aux seconds le dialogue modeste et silencieux de la pensée aux prises avec les faits.

Il va sans dire que pour certains observateurs, avertis ou non, la politique française relève du premier genre. En témoignage le portrait édicté par le président de la République, dressé sans doute avec tout le « réalisme » requis par son diplomate, mais aussi avec une certaine dose de *bon sens* (du 18 mai). Selon cet observateur « réfléchi », de nos mœurs politiques, M. Mitterrand partagerait avec l'ensemble des intellectuels français ce goût prononcé pour les idées générales, les formules séduisantes, les slogans, la rhétorique, ce qui l'empêcherait de beaucoup sur la vigueur de la pensée et l'attention minutieuse que l'on se doit de consacrer aux faits.

Cette réflexion péremptoire sur

Cette réflexion péremptoire sur l'esprit français est périodiquement reconduite par certains politologues américains depuis que Tocqueville l'a si brillamment formulée au siècle dernier. Ne suggère-t-elle pas *a contrario* que le réalisme exigerait de la pensée qu'elle se conformât à la politique telle qu'on la conçoit à Washington ? Certes, quelque esprit insidieux pourrait également suggérer qu'une bonne partie du monde professe un autre réalisme, soviétique celui-là, qui n'entend pas laisser

par ALAIN RAVENNES (*)

ETAIT-CE une faiblesse ou un mérite ? Le pouvoir précédent n'a pas recherché l'adhésion des intellectuels et des artistes, ni la réunion, à travers lui, de la culture et de la politique. En revanche, il est passé complètement à côté d'une de ses missions les plus significatives : retirer l'État des arts, de l'information et de la communication.

Le pouvoir accablé, lui, désire absolument l'absence des intellectuels et l'affection des créateurs. Pourtant, il ne les obtient pas. Elles lui semblaient naturelles, presque de droit, et voilà cependant qu'il lui faut les demander, user un peu de l'intimidation et beaucoup de la persuasion. Tout espoir. Tout espoir. Certes, quelques fidèles demeurent près de lui. Mais ce n'est faire injure à personne que de reconnaître que Claude Mancelon, Régis Debray, Max Gallo, François-Régis Bastide, sans compter l'ineffable Haillet, ne représentent pas l'élite intellectuelle que, comme on le voit, il appelle en terrain le « top niveau ». De l'opposition déclarée à l'ironie bienveillante, en passant par l'indifférence nerveuse, l'attitude des intellectuels répond mal aux appels du pouvoir et à son cour cour expressif. Le pouvoir, par conséquent, ne comprend pas. Tâchons de lui expliquer un peu.

« Notre politique est d'abord un projet », disent-ils, répétant le président et ses ministres, en se tendant à voir venir à eux, l'œil mouillé de reconnaissance, les petits et les grands enfants de la culture. Mais si, justement, c'était là que le bât blesse d'abord ? La culture peut fort bien être un projet, mais elle n'est pas « inviolable ». Malgré le mot « projet » qui lui exprime, le bon et « projeté » fait injure à la culture, parce qu'elle ne peut se laisser prévoir ou mener que pour aller au plus profond, ou moins vite, dans une autre dimension, vers une seconde difficulté. Le culte des morts et l'invocation des grands mots défunts ne tiennent lieu ni de vérité ni d'imagination. Il ne suffit pas de descendre au Panthéon, encore faut-il en

Le pouvoir socialiste n'a pas compris que les intellectuels ont changé presque autant que le monde. Pour les intellectuels, le passé présent a cinq mille ans, non un siècle. L'errance éternelle dans un vingtième siècle indéfiniment étiré leur paraît éternel et régressif. Ils ne cessent d'insister sur le lyrisme apocryphe, la proximité des assommes. On les mitraille de mots réputés nobles, de postures avantageuses : il n'y voit rien, y entendant que du creux et du vide. Ils ont vu que le monde a passé récent, dont les merveilleux nous ont valu deux guerres mondiales, trahit une allergie au présent et, naturellement, une incapacité à revenir.

Projet culturel ? Le maintien des radios et télévisions sous contrôle de l'Etat, l'usage national unifié de l'enseignement, la multiplication des fonctionnaires chargés de *l'animation socioculturelle*, que d'archaïsmes, n'est-ce pas Michel Rocard ? Et une grande source de pouvoir, de prestige, de pouvoir, de prestige, de pouvoir, là où il s'entendait à un triomphe romain.

L'art est offert à l'impossible, à la démesure, à la dérision. Il est (avec Dieu ?) le domaine où l'entend sans cesse le silence qui suit le « pourquoi » de Dimitri Karamazov, un poète, un philosophe, un maître du relatif, de la mesure, de la raison. Elle doit apporter des réponses provisoires, modestes, mais précises.

par ALAIN RAVENNES (*)

Presque tout le monde comprend cela spontanément : l'art sollicite l'imprudence, la politique exige la prudence. La pensée socialiste, comme son extrême communiste, postule assez exactement le contraire. Elle place l'utopie dans la politique et soutient que l'art doit résister ou épouser la réalité ! Telle est l'inversion, la contre-sens métaphysique du socialisme. Et aux yeux de nombreux intellectuels, la cause radicale de son échec, s'il y en a une.

Au bout de la nuit

Car les intellectuels ont changé, même s'ils y ont mis du temps. Elle est déjà loin l'époque où nombre des plus grands se ruèrent au service des totalitarismes bruns ou rouges, comme s'ils éprouvaient le besoin de racheter leur singularité, leur désordre intime, par l'adhésion à un ordre moral ou social extrême. Ce n'est pas l'eau qui coule sous les ponts, mais le sang de millions d'assassins, frappés précisément par l'utopie poétique. Au bout de la nuit, les vivants s'écourent quand même.

Il reste bien quelques intellectuels marxistes, mais si peu et quels ! Il y en a bien quelques autres qui rêvent de réédifier un empire sain... et dur grâce à la « biologie » ! Quelques-uns enfin, qui ne se lassent pas des divers succès de l'indigné et de la pleureuse, soutenant mordicus tout mouvement de « libération nationale » avant que de se frapper d'archaïque la poitrine devant la découverte des nouveaux charniers. Mais les autres, tous les autres, en sont révoltés. Ils ressentent entre eux une *fraternité moins étroite que celle de*

par GABRIEL MATZNEFF

LE 29 novembre 1966, je notais ceci dans mon journal intime : « Gilbert Péro! me reçoit à l'Elysée. Je suis venu le prier d'intervenir auprès du général de Gaulle, pour que celui-ci, profitant de la présence à Paris de M. Kossyguine, plaide en faveur de Siniavski et de Daniel. Gilbert Péro! ne me berce pas d'espoirs chimériques, mais il promet de transmettre ma demande au chef de l'Etat (1). »

Ces lignes résument ce qui sont
attitudes d'un homme qui exerce la
responsabilité du pouvoir et celle
d'un simple citoyen. Celui-ci a la
priorité au service des causes qui lui
paraissent justes. En revanche, il est
permis à des considérations huma-
nitaires d'inflechir sa politique étran-
gère : sa parfaite connaissance des
exécutions du régime turc se ren-
dant compte qu'il n'est pas étonnant
1° de s'élire à Soliman la Magni-
fique ; les chrétiens persécutés
par la Sublime Porte ne passent
pas dans des calculs que les
Russes et les Grecs ont fait de
ce point de vue.

Pendant longtemps, presque tout le monde en France a ignoré les contestataires d'Europe orientale : en 1967, alors que de rares voix isolées tentaient d'intéresser l'opinion au sort de Boukovsky, de Guinzbourg et des jeunes poètes du mouvement Smog, l'intelligentsia parisienne était, dans son ensemble, occupée à célébrer le jubilé de la révolution d'Octobre. Chaque vœu était de son

quement maîtres de leur destin ? Est-ce céder au verbalisme que de déclarer le déséquilibre croissant entre le Nord et le Sud assez inquiétant pour que s'impose à l'esprit une redistribution des richesses qui ne soit pas basée sur la charité, mais sur le respect des parties en présence ?

sençe ?

— Au demeurant, on est bien mal inspiré de confondre les idées avec les chimères. Une idée bien conçue n'est jamais si éloignée du réel qu'elle ne puisse, à terme, rencontrer un terrain propre à satisfaire les aspirations des peuples et des gens. Si en 1940 le général de Gaulle s'en était tenu au réalisme professé par Vichy, s'il n'avait été animé d'une certaine idée de la France, on peut le demander à quelle sorte de réalisme il aurait été voué entre pays d'un Europe livrée à la solitude intéressée des uns et à la courtoisie fraternelle des autres ?

C'est méconnaître la nature des idées que de les opposer aux faits, et sous-estimer la force des discours que de leur opposer les actes. Il n'est des discours dont l'efficacité soit bien réelle : des idées qui réveillent des espoirs ; des mots qui mobilisent des énergies. Les Grecs, les Romains le savaient qui imaginaient mal des actions qui ne fussent au préalable commandées par les mots ; on ne voit pas pour autant qu'ils aient manqué de réalisme. Les faits sont ténus dira-t-on ; mais les idées ne le sont pas moins ; l'expérience montre que bien souvent elles peuvent avoir raison des faits, aussi loquaces soient-ils.

(*) Agrégé de philosophie.

la certitude, mais plus riche et humaine : la fraternité du doute.

ils ont déappris la foi politique, les frissons de la cécité volontaire et la jouissance à faire comme si la monde et la vie était une idée. Ils ont pris en dégoût les dictats idéologiques et le supposé, littéralement monstrueux, selon lequel la morale s'identifie à l'histoire. Ceux d'entre eux qui gardent amitié pour les dirigeants socialistes ne se résignent pas à les enterrer, ils appellent « camarade » les responsables d'un parti communiste qui n'a cessé de donner toutes les preuves du cynisme totalitaire.

Et, comme tout est « philosophique » aujourd'hui, le bougaïalis, le bougaïisme, la philosophie, le bougaïisme (comme dit le bougaïisme), les économistes, les romantiques et le régime lui-même, puisqu'il quille sans cesse le précédent d'un anquin, proposent, avec un peu d'humour, l'affirmation des nouveaux scepticismes. Certains de ces nouveaux scepticismes, à l'instar du bougaïalis, ne rient surtout la chapealisation et le coupage. Mais le scepticisme, qui n'est pas d'age, peut bien s'offrir une nouvelle jeunesse. Se souvenir aussi de ses ancêtres, les Grecs notamment, qui ont inventé le scepticisme. *Platon, dit-on, disait un d'ux, simple et sans morale, se référant des croyances avouées ou secrètes dont la vaine multitude des hommes se laisse acabler en tous lieux par l'opinion et*

(*) Fondateur du CIEL (Comité des intellectuels pour l'Europe des libertés).

trémolo enthousiaste. Quelques années plus tard, les dissidents sont revenus à la mode : on se croquerait dans les rues et les rédactions pour se faire photographier à leurs côtés. C'était l'époque où M. Giscard d'Estaing se faisait insulter pour avoir refusé de recevoir André Amalric. Aujourd'hui, après avoir été pressés comme des citrons par les éditeurs et les journalistes, les écrivains sont conformistes des pays de l'Est n'intéressent plus personne. Même le plus célèbre d'entre eux, Soljenitsyne, ne fait plus recette : un tome de *l'Archipel du Goulag*, cela va encore, mais trois, c'est beaucoup trop. Les redoutés supplicés sont tout à fait oubliés. L'histoire suppose tout sauf de l'optimisme.

Le 19 juin, à la faculté Dauphine, nous exprimerons le vœu que la voix des opprimés russes, polonais, tchèques ou afghans soit plus attentive à l'écouter, tout en sachant fort bien que la mort des princes n'est pas celle des particuliers, et que les démocraties occidentales continueront d'entretenir d'excellentes relations avec les pays où règne le despotisme. Au cynisme de la raison d'Etat, nous opposerons le courage de la vérité, ou, pour paraphraser le titre d'un beau livre de Nicolas Berdiaeff (2), ou royaume de César celui de l'Évangile.

(1) *Vénus et Junon*, pages 102-103.
(2) *Royaume de l'Esprit et Royaume de César*, Delachaux et Niestlé, 1951.

Allo Montaigne, ici La Boétie...

authentiquement
**Je t'aime
d'amitié**

55 F
220 pages
En librairie

Reportages, récits de l'amitié et un entretien exclusif avec François Mitterrand.

autrement

En librairie (Diff. : Le Seuil)
Catalogue des numéros mensuels sur demande
à la venue, 4 rue d'Enghien, 75010 Paris

مَكِّيَّةٌ مِنَ الْأَمْثَلِ

150 من الاصل

Le Monde

étranger

L'invasion du Liban par les forces israéliennes

L'offensive israélienne au Liban a jusqu'à présent provoqué dans le monde arabe des réactions d'ordre essentiellement diplomatique. M. Arafat, président du comité exécutif de l'O.L.P. et commandant en chef des forces palestiniennes, a lancé, mercredi, un appel aux rois et présidents arabes, leur demandant d'assurer leurs responsabilités historiques et nationales face au complot meurtrier qu'exécute le gouvernement israélien contre les peuples libanais et palestiniens. « Ce qu'entreprend l'armée israélienne ne se limite pas à une action agressive contre nos forces armées, mais vise de toute évidence à exterminer les peuples palestiniens et libanais », a ajouté M. Arafat.

● A BYAD, le roi Khaled a répondu à cet appel en affirmant que son pays s'efforce par tous les moyens de « réveiller la conscience internationale » pour arrêter le « défi » d'Israël et obtenir le retrait des troupes israéliennes aux frontières internationales. Les

bureaux du Fath en Arabie Saoudite ont ouvert leurs portes aux volontaires désireux de lutter aux côtés des Palestiniens. Les villes saoudiennes ont été invitées à organiser des collectes de sang et de fonds pour les Palestiniens.

● A DAMAS, M. Khlil, secrétaire général de la Ligue arabe, qui a entrepris une tournée dans plusieurs capitales pour engager une concertation sur la demande libanaise de convocation d'un sommet arabe extraordinaire, a été reçu par M. Abdel Halim Khaddam, ministre syrien des affaires étrangères. La veille, il avait déclaré à Beyrouth, après son entretien avec le président Sarkis, qu'Israël n'aurait pas attaqué le Liban au moment où se déroulait le sommet de Versailles, s'il n'avait pas eu la certitude que ses participants adopteraient une attitude d'indifférence. Selon lui, l'agression ne se serait ni poursuivie ni étendue, « n'était le silence de ceux qui ont le pouvoir d'arrêter le coup porté non seulement au Liban, mais à

tous les idéaux et principes que l'on fait passer pour les fondements de la communauté internationale ».

● A TUNIS, le représentant de l'O.L.P., M. Hakam Baloui, qui venait de rencontrer M. Bourguiba, a déclaré, mercredi, que le président lui avait affirmé que « la Tunisie est prête à mettre en œuvre tous ses moyens pour soutenir le peuple palestinien et sa révolution, afin qu'il poursuive sa lutte courageuse ».

● A ALGER, le président Chadli Bendjedid a écarté, mercredi, une tournée dans l'est du pays, en raison de la gravité de la situation au Proche-Orient, pour présider une réunion extraordinaire du bureau politique du F.L.N. consacrée à la situation au Liban.

● AU CAIRE, l'Égypte a informé « franchement », mercredi, les États-Unis de ses réserves à propos du veto opposé par Washington au Conseil de sécurité de l'ONU au projet de réso-

lution réclamant le retrait israélien du Liban. L'officier « Al Ahram » écrit à ce propos : « Le veto américain semble cautionner l'agression israélienne aux yeux de l'opinion publique ».

● A TRIPOLI, M. Abdel Atti el Obeidi, le chef de la diplomatie libyenne, a convoqué les ambassadeurs des pays d'Europe de l'Est pour leur demander d'apporter un soutien militaire urgent à la révolution palestinienne.

D'autre part, le ministre libanais des affaires étrangères, M. Fouad Boutros, a convoqué, mercredi, l'ambassadeur des États-Unis au Liban, pour lui signifier « la vigoureuse protestation du gouvernement libanais contre le veto américain, qui a bloqué la résolution condamnant Israël au Conseil de sécurité ». M. Boutros a informé l'ambassadeur des États-Unis de la profonde amertume du Liban face à l'attitude américaine actuelle. — (A.F.P.)

L'opinion israélienne est de plus en plus séduite par la perspective « d'en finir » avec la présence syrienne au Liban

De notre correspondant

Jérusalem. — La destruction des missiles SAM-6 installés dans la Bekaa, celle d'un avion Mirage, ce bilan de la journée du 9 juin a soudain fait comprendre aux Israéliens que ce qui était prévisible la veille était devenu réalité : leur armée venait d'entrer en guerre contre celle de la Syrie, pour l'instant, sur le seul territoire libanais. Mais cette guerre pourrait devenir totale, s'étendant à la frontière du Golan où sont maintenant massées une grande partie des forces israéliennes, ce qui explique le rappel de très nombreux réservistes ces derniers jours.

Cette perspective d'un conflit majeur inquiète les uns et séduit les autres. Le clivage dans l'opinion se retrouve au sein de l'appareil politique et militaire avec ceux qui sont depuis longtemps partisans d'en finir avec la Syrie, alors que celle-ci est très isolée dans le monde arabe et qu'elle est le premier pays représentant une réelle menace militaire pour l'État hébreu.

Mais il s'agit plus d'habileté que de graves divergences, car il semble qu'une majorité d'Israéliens estime que leur pays doit profiter de son avantage actuel dans la mesure où c'est possible, sans s'engager dans l'estimation du « possible » qu'existent des différences.

L'ensemble de la presse constate, ce jeudi 10 juin, que l'opération « paix pour la Galilée » a complètement changé d'objectif et que son appellation est devenue tout à fait inappropriée. Tous les observateurs s'accordent à attribuer au bouillonnant ministre de la défense, M. Sharon, qui a déjà remporté à l'arrière tout de décisions du gouvernement, notamment pour la colonisation à l'ouest de la Cisjordanie, la responsabilité de ce changement.

L'opposition travailliste lui reproche déjà d'avoir, au début de l'invasion, dissimulé au par-

lement et au gouvernement une partie des informations concernant le déroulement des opérations, ceci afin de cacher ses véritables intentions et d'avoir les mains plus libres. On se demande maintenant comment il s'y est pris pour contraindre le gouvernement à modifier les buts de l'intervention israélienne au Liban, de manière à ce que Tsahal (force de défense d'Israël) soit en mesure d'investir Beyrouth, de chasser les Syriens du Liban et de bouleverser l'équilibre politique de ce pays alors qu'il n'était que de repousser les organisations palestiniennes à 40 kilomètres de la frontière israélienne en évitant tout affrontement avec les troupes syriennes.

Curieusement, le gouvernement et M. Sharon lui-même maintiennent, contre toute évidence, que ces consignes restent valables et que si Tsahal a accompli des prouesses de l'armée syrienne, c'est uniquement parce que celles-ci donnaient refuge aux fuyards pourchassés. Pourtant, il dément le fait que la majorité des membres du cabinet était opposée à toute action contre les forces syriennes même en pareil cas.

Le revirement de M. Begin — Lundi soir encore, le cabinet avait rejeté les propositions de M. Sharon d'une extension des objectifs de l'intervention. M. Begin partageait l'avis de M. Sharon mais il était soucieux de préserver au sein de la coalition gouvernementale et du Parlement tout entier (à quelques rares exceptions près) le « consensus national » qui est de tradition dans tous les conflits auxquels Israël doit faire face. Mais le lendemain, le ministre de la défense, soutenu par une partie de l'état-major et des généraux qui avaient déjà dépassé leur objectif, a réussi à convaincre M. Begin de laisser l'armée aller

pour avoir des vues grandioses sur la façon de stabiliser le Liban, et peut-être le Proche-Orient tout entier, par la force des armes. Il envisage d'arrêter l'O.L.P. du Liban, vers la Jordanie, où l'organisation palestinienne pourrait créer un véritable État palestinien. Il envisage de chasser les Syriens du Liban et de reconstituer dans ce pays un État à prédominance chrétienne sous le régime des phalanges, à l'instar de celui qui existait avant la création d'Israël.

Quant au cours d'une interview mercredi soir, on a demandé à M. Sharon si l'armée israélienne allait recevoir l'ordre d'entrer dans Beyrouth, le ministre de la défense a seulement répondu qu'il ne pouvait révéler les plans de Tsahal. A la télévision, un expert des questions militaires, M. Yehaiaou Gavish, a reconnu qu'une opération sur la capitale libanaise était désormais probable. Il a estimé que, de toute façon, sans que les soldats israéliens pénètrent au cœur même de la ville, il y avait de fortes chances pour que les unités syriennes et les organisations palestiniennes qui s'y trouvaient soient anéanties à ce stade, ce qui ne manquera pas de créer rapidement « une nouvelle situation politique au Liban ».

D'autre part, il est certain que l'armée israélienne est en mesure de faire une jonction avec les milices phalangiennes. L'appel de leur chef, M. Bachir Gemayel, invitait les Libanais à se débarrasser des « occupants étrangers » (Syriens et Palestiniens), a été accueilli avec un grand intérêt à Jérusalem.

FRANCIS CORNU.

Les bilans des pertes :

- 8 000 morts, blessés et disparus, selon les Palestiniens
- 45 tués et 308 blessés dans les forces israéliennes, selon Jérusalem

Près de huit mille personnes ont été tuées, blessées ou portées disparues depuis le début de l'offensive israélienne au Liban, a indiqué mercredi 9 juin, M. Abou Zaim, responsable des services de renseignements militaires de l'O.L.P.

À l'issue d'une conférence de presse tenue dans un abri à Beyrouth-Ouest, le responsable palestinien a invité l'opinion mondiale à s'élever contre la « massacre des Palestiniens et des Libanais perpétré par Israël au Liban ».

Il a souligné que des milliers de réfugiés palestiniens et libanais se trouvent dans les champs de mines, les collines, les vallées, sans moyens décents de subsistance, après l'attaque par les Israéliens de ces agglomérations civiles, des hôpitaux, des réservoirs d'eau et des centrales électriques.

L'état-major de Tel-Aviv a publié, pour sa part, ce jeudi matin un nouveau bilan des pertes israéliennes, le troisième depuis le déclenchement de l'offensive contre le Liban, faisant état d'un total de 45 morts et 308 blessés.

Selon ce troisième bilan, les combats des dernières quarante-huit heures ont fait 8 morts et 184 blessés, dont 77 grièvement atteints, 4 soldats étant portés disparus. Les 5 membres d'équipage de deux hélicoptères médicaux abattus au premier jour de la guerre qui avaient été portés disparus, sont considérés comme morts.

Ces chiffres s'ajoutant aux précédents, 33 morts, 144 blessés et 2 disparus, le bilan total est de 45 morts, 308 blessés et 6 disparus.

● L'association française Partage avec les enfants du tiers-monde, qui travaille au Liban depuis cinq ans en collaboration avec Terre des hommes et des organismes libanais de secours à l'enfance, lance un appel de solidarité en faveur des enfants victimes de la guerre. Les dons sont utilisés exclusivement pour les enfants sans aucune distinction de religion, région ou autre, sur l'ensemble du territoire libanais.

Pour tout renseignement, écrire à : Partage avec les enfants du tiers-monde, 7, impasse Jeanne-tôt, B.P. 11, 60203 Compiègne Cedex. C.C.P. : La Source, 35 280 20 V.

L'angoisse d'une capitale assiégée

(Suite de la première page.)

2) Même s'il veut engager toutes ses forces, le gouvernement syrien doit tenir compte de l'impossibilité où elles se trouvent de se mesurer à l'armée israélienne après la neutralisation de l'Égypte. Le reste du monde arabe n'a pas les moyens militaires de leur venir en aide.

3) Le « parapluie » promis par l'U.R.S.S. face à une agression israélienne, en vertu des accords et traités en vigueur entre les deux pays, ne s'applique pas aux troupes syriennes stationnées au Liban.

La bataille aérienne terminée, Damas a rappelé dix classes de réservistes et remplacé les programmes de la radio par des marches militaires entrecoupées de bulletins d'information.

Mercredi soir, les armées syrienne et israélienne étaient pratiquement en contact sur le terrain dans trois zones au moins : — Au sud de la Bekaa, où une progression israélienne sur trois axes, à partir de Hasbaya, conquise lundi, est susceptible de mener les troupes d'invasion à un point d'où les batteries syriennes de Sam-6 seraient à la portée de leur artillerie, sans qu'elles aient besoin d'engager leur aviation. Aussi les Syriens n'avaient-ils dans ce secteur d'autre choix que de résister et ils le font aux côtés des Palestiniens, refusant de décrocher comme ailleurs.

— Sur la route Beyrouth-Damas, au niveau de Mdeiré, carrefour routier menant au col du Beidar et qui domine le plateau de la Bekaa. Arrivés à Ain-Dara mardi après-midi, les Israéliens ont interrompu leur avance tandis que les Syriens mettaient leurs chars en position de combat.

— Enfin, à l'entrée sud de la capitale, l'aéroport de Khadé, a été bombardé ce jeudi matin en même temps que le commandement de l'O.L.P. situé dans le quartier populaire de Sabra où vivent de nombreux Libanais.

LUCIEN GEORGE.

La guerre nucléaire, c'est arrivé.

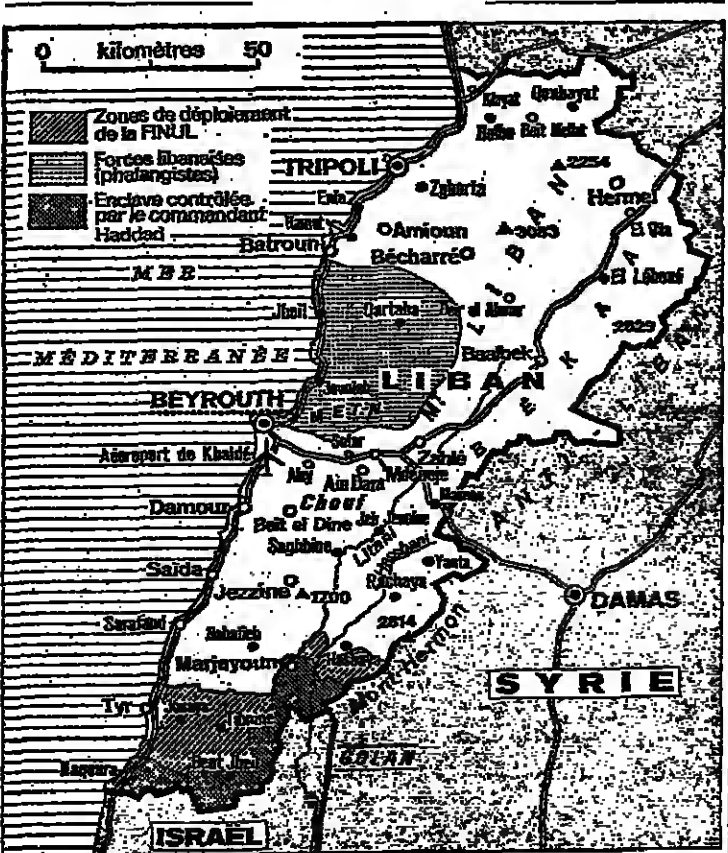
PLUS JAMAIS

le combat pour la paix des survivants d'hiroshima

Le recueil de témoignages des survivants d'Hiroshima et de Nagasaki rend concrète la réalité de l'horreur ; ils ont vécu la guerre nucléaire, ce jouet des stratèges et des gouvernements.

256 pages, 50 F.

Flammarion



La quatrième journée de la guerre a été marquée, mercredi 9 juin, par une importante bataille aérienne au-dessus de la Bekaa où sont installés les missiles syriens SAM-6. Cette bataille a donné lieu à des bilans contradictoires. Les Israéliens disent avoir détruit les missiles syriens. Au cours de cet engagement, un avion israélien a été détruit par des chasseurs syriens, a largué une bombe sur le faubourg damascène de Doummar, faisant huit morts et quarante-huit blessés.

Les Syriens, qui ont reçu des renforts, s'opposent dans le sud de la Bekaa à une progression israélienne sur trois axes à partir de Hasbaya. La bataille pour la route internationale Beyrouth-Damas se poursuit.

Ce jeudi matin, les forces israéliennes qui avaient occupé la ville de Damour — ce qui est démenté par les Palestiniens — ont lancé une violente offensive contre l'aéroport international de Beyrouth. Les Israéliens investissent l'aéroport où ils ont occasionné leur pression par des bombardements aériens de l'aéroport puis duquel, selon la radio de Beyrouth, une tentative de débarquement naval aurait été repoussée.

LE MONDE
diplomatique

NUMÉRO DE JUIN

**LES TERRORISTES
DANS LA RUE
ET DANS LE ROMAN**

**LA POLITIQUE
NUCLÉAIRE
DU PRÉSIDENT REAGAN**

**L'ÉGLISE AMÉRICAINE
PASSE À L'OPPOSITION**

Le numéro 10 F
5, rue des Italiens, 75421 Paris Cedex 06
Publication mensuelle du « Monde »
(En vente partout)

Le Monde

RÉALISE CHAQUE SEMAINE

UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE

spécialement destinée à ses lecteurs résidant à l'étranger

Exemplaire spécimen sur demande

L'INVASION DU LIBAN PAR LES FORCES ISRAËLIENNES

M. Bechir Gemayel lance un appel à la formation d'un cabinet de salut public

De notre correspondant

Beyrouth. — Impuissant, réduit à prendre par le biais de l'armée une part symbolique à la guerre qui se déroule sur son territoire, le gouvernement libanais demeure un élément central de la crise. Puisque c'est par son canal que passent les démarches internationales pour son règlement, notamment aux Nations unies.

Si les ministres de tous bords ont été choqués par le veto américain au Conseil de sécurité, ils ne sont pas d'accord sur l'attitude à adopter à l'égard du gouvernement de Washington et la suite de la couverture qu'il a accordée à l'invasion israélienne. Le premier ministre, M. Chafic Wazzan (sunnite), et les ministres de la communauté musulmane ou proches du Mouvement national progressiste, se sont prononcés pour la rupture des relations diplomatiques avec les États-Unis. Les ministres chrétiens ont préconisé une protestation nette, mais sans pour autant faire un séisme.

Principales victimes d'une guerre sur laquelle ils n'ont pas d'emprise, les Libanais en sortent-ils un peu moins divisés, profitant de l'occasion pour sceller un nouveau pacte national, et accentuant ainsi une tendance positive qui se manifestait déjà avant l'invasion israélienne ? Le chef des forces libanaises (chrétien), M. Bechir Gemayel, l'a exprimé mercredi. Il a suggéré mercredi « une rencontre à l'échelle nationale en vue de former un gouvernement qui permette de sauver le pays ».

Pour sa part, un dirigeant sunnite, M. Saïb Salam, est allé dire au président de la République que « les musulmans tendent la main à tous les Libanais ». Mais le problème ne se situe pas entre les chrétiens et les sunnites. De plus, M. Gemayel propose un pacte pour « espérer tous les Libanais », c'est-à-dire non seulement les israéliens, mais aussi les Syriens et les Palestiniens. Du moins, pour ces derniers, il s'agit d'exprimer leur pouvoir politico-militaire. Le président du Front libanais, M. Camille Chamoun, après avoir attaqué les Syriens pour ne pas s'être retirés, et les Palestiniens pour ne s'être pas tenus tranquilles, leur imputant ainsi la responsabilité de l'invasion, a été jusqu'à dire : « De prime abord, les conditions israéliennes de retrait nous semblent justes ».

Bien que la majorité des Libanais souhaite une entente nationale, l'invasion complice encore le problème, dans le camp palestino-progressiste déchiré par des luttes intestines. Si, jusqu'à présent, les forces chrétiennes ne paraissent pas tentées d'exploiter la situation militaire, et ne parlent pas de la fameuse « jonction » avec les israéliens dont il a tant été question au cours des années précédentes, comme d'un rêve chimérique, alors même qu'il est aujourd'hui à portée de main, rien ne permet d'espérer qu'un résultat positif pour le Liban puisse sortir du drame actuel.

L. G.

Pour « concentrer ses efforts sur l'ennemi sioniste » L'Irak se déclare prêt à retirer toutes ses forces d'Iran dans un délai ne dépassant pas deux semaines

L'Irak est « immédiatement disposé à cesser le feu et à mettre fin à toutes les actions armées contre l'Iran dès lors que ce dernier accepte d'en faire autant », a annoncé mercredi 9 juin un communiqué du conseil de commandement de la révolution irakienne.

Le communiqué a été diffusé solennellement par le radio de Bagdad qui a interrompu toutes ses émissions. Il indiquait que l'Irak était « disposé à retirer ses troupes de l'ensemble des territoires et des villes irakiennes qu'elles occupent, pour assurer la défense de leur propre territoire, dans un délai ne dépassant pas deux semaines ».

Selon l'agence irakienne INA, cette décision est due à « la prise de conscience qu'il nous faut concentrer tous nos efforts sur l'ennemi sioniste » et répondre à un appel de l'Organisation de la conférence islamique (OCI) conjurant Téhéran et Bagdad de « pointer leurs armes en direction de l'ennemi commun ».

Le texte précise que, si un accord direct d'intervention pas avec l'Iran, par l'intermédiaire

des organismes chargés de la médiation, sur les questions en litige, l'Irak s'engage à se soumettre à une « décision conjointe émanant de l'Organisation de la conférence islamique, qui se réunirait en session extraordinaire à cet effet ».

« Si l'Iran refuse la décision prise par la Conférence islamique, l'Irak est prêt à accepter toute décision émanant du mouvement des non-alignés ou du Conseil de sécurité des Nations unies », ajoute le communiqué.

D'autre part, un porte-parole irakien a annoncé que le président Saddam Hussein avait accepté de se rendre à La Mecque pour y participer à une réunion visant un règlement pacifique du conflit irako-iranien.

Les Irakiens n'avaient pas encore réagi ce jeudi matin à l'initiative d'un président Saddam Hussein. Cependant, l'ayatollah Khomeini avait, mardi, rejeté une invitation de la Conférence islamique au président Khomeini à se rendre à Ryad pour y discuter de la paix avec l'Irak. — (A.F.P.)

L'hypothèse de sanctions économiques contre Israël est envisagée par les Dix

De notre envoyé spécial

Bonn. — La déclaration approuvée mercredi 9 juin par les ministres des affaires étrangères des Dix, après plus de deux heures de discussion, est à la fois une condamnation d'Israël et un avertissement à l'État hébreu dans le cas où il ne retirerait pas rapidement ses forces du Liban. Ce texte est un compromis entre la position des Grecs et des Français qui auraient souhaité que la Communauté se montre encore plus sévère et celle des Néerlandais, des Allemands et des Danois, enclins à davantage d'indulgence envers l'Israélien.

Compte tenu de la détermination de l'intervention israélienne, rien n'attendait la condamnation par les Dix d'une action qu'ils considéraient « injustifiable ». Ainsi un paragraphe du document de travail initial qui faisait référence à l'« échouement » de la violence et où certaines délégations souhaitaient même que soit évoqué « le déplorable attentat contre l'ambassade d'Irak à Londres » a disparu. La Communauté refuse de mettre sur un pied d'égalité des actes terroristes et isolés et une opération militaire massive.

Comment réagir la souveraineté et l'intégrité territoriale du Liban auxquelles les Dix se disent très attachés ? L'adhésion à la force des Nations unies en Liban, qui doit être mise en œuvre d'urgence, semble la mission, semble signifier que les Dix sont favo-

rables au renforcement de ses effectifs.

Le passage le plus controversé de la déclaration a trait à ce qu'il conviendrait de faire dans le cas où Israël refuserait d'appliquer les résolutions du Conseil de sécurité, c'est-à-dire de retirer ses troupes. Dans cette hypothèse, « les Dix examineront les possibilités d'actions futures ». La mise en garde est incontestable mais vague. Les Grecs avaient demandé qu'on ajoute dans la version originale : « sans exclure des mesures économiques ou d'autres qu'ils estimeront nécessaires ». Les Français auraient accepté la mention « mesures économiques ». Celles-ci pourraient prendre la forme d'un embargo sur les importations en provenance d'Israël ou d'une suspension de certaines clauses de l'accord de coopération qui lie la Communauté européenne à Israël. Les pays les plus compréhensifs à l'égard de Jérusalem ont jugé inutile, au moins à ce stade, d'être aussi précis et ont obtenu que soit ajoutée une référence explicite à des sanctions économiques.

Cependant, la situation évoluant rapidement sur le terrain, la possibilité de telles sanctions contre Israël pourrait à nouveau venir sur le tapis dès le 14 juin à la réunion des directeurs des affaires politiques, et le 21 juin à la prochaine rencontre des ministres des affaires étrangères.

PHILIPPE LEMAITRE.

L'attentat contre l'ambassadeur israélien à Londres a été revendiqué par le groupe Abou Nidal

Dans un communiqué publié à Beyrouth, le groupe palestinien dirigé par Abou Nidal dissident de la principale organisation palestinienne le Fatah a revendiqué la responsabilité de l'attentat commis jeudi 3 juin, à Londres, contre l'ambassadeur d'Israël en Grande-Bretagne, M. Argov.

Le communiqué daté de mardi 8 juin, indique que cette opération entreprise par le « commando du martyr Majed Abou Chirar » (assassiné à Rome, il y a quelques mois) a été exécutée, « pour des objectifs politiques clairs » : elle visait à faire échouer les plans américano-saoudo-palestiniens destinés à imposer « des conditions de paix capitulaires à la nation arabe ».

L'ambassadeur, selon le communiqué, avait eu des contacts avec plusieurs responsables palestiniens, dont le représentant de l'O.L.P. à Londres, M. Nabil Taraw, ainsi qu'avec M. Khaled al-Bassan, conseiller de M. Arafat.

Un attentat acharné de M. Arafat qui l'aurait fait condamner à mort en octobre 1973 par un tribunal de guerre du Fatah, M. Sabri al-Banna, plus connu sous le nom d'Abou Nidal, s'était réfugié à Bag-

dad d'où il avait mené une lutte implacable contre l'O.L.P. qu'il considérait comme étant en faveur d'un dialogue et d'un compromis avec Israël.

En fait la lutte d'Abou Nidal contre l'O.L.P. se résumait en une série d'assassinats en 1973 contre des représentants de cette organisation à travers le monde : M. Saïd Hammami à Londres, Ali Yassine à Koweït, Ezzeddine Khatib à Paris. Le 1^{er} mai 1981, le groupe de M. Abou Nidal ont tué à Vienne le conseiller municipal Heinz Nittel, un proche du chancelier Kreisky, lui-même menacé de mort pour ses sympathies pour M. Arafat. Le 1^{er} juin de la même année, les assassinats Naim Khader, le représentant de l'O.L.P. à Bruxelles. Ils avaient l'intention de tuer M. Arafat lors d'une visite que celui-ci devait effectuer à Vienne une semaine plus tard.

En octobre 1978, Abou Nidal avait quitté Bagdad pour s'installer à Damas, mais il dispose toujours d'une base dans la capitale irakienne.

L'U.R.S.S. a conscience d'une certaine impuissance

De notre correspondant

L'agence palestinienne Wafa a annoncé que M. Yasser Arafat avait reçu, mercredi soir 9 juin, un message de M. Brejnev, en réponse à une communication que le dirigeant palestinien avait adressée au Kremlin. L'agence palestinienne ne révèle pas le contenu du message soviétique, dont Moscou n'avait pas fait état jeudi en début d'après-midi.

Moscou. — « Il est douteux qu'il n'y ait qu'une coïncidence entre le renforcement de l'agressivité des sionistes et la restitution du Sinaï », écrit-il, y a quelques semaines, l'hebdomadaire Temps nouveaux, en réponse à un lecteur égyptien qui justifiait la signature par le Caire des accords de Camp David. Pour le commentateur, la restitution du Sinaï a libéré Israël du souci de défendre ses frontières sur le front égyptien, lui permettant de transférer ses troupes vers le Liban et la Syrie ; elle lui a aussi valu, en échange, l'autorisation de Washington de conserver la Cisjordanie et Gaza, c'est-à-dire de récupérer par la force le problème palestinien.

Pour les Soviétiques, l'intervention israélienne au Liban, annoncée de longue date, est donc la suite logique des accords de Camp David. « Israël veut obtenir [au sujet de la Cisjordanie et de Gaza] sur le champ de bataille ce qu'il n'a pas réussi à obtenir au cours des négociations arabo-égyptiennes (sous-entendu : en raison de la fermeté manifestée par le Caire) », écrit, dans la livraison du 9 juin, Alexandre Bovine, observateur politique du quotidien. « Tel est, ajoute-t-il, l'objectif stratégique majeur de Tel-Aviv ».

A cet objectif principal qui suppose l'écrasement de la résistance palestinienne, s'ajoutent, selon les auteurs, trois objectifs parallèles : chasser les unités syriennes du Liban, affaiblir la position de l'Égypte au moment où celle-ci tente de se rapprocher des autres pays de la région, aggraver les divisions au sein du monde arabe, car « le monde arabe divisé ne peut pas résister à l'expansion israélienne, ni apporter une aide efficace aux Palestiniens et aux Libanais ».

Face à cette situation, que les institutions juives de France (CRIF), et déplorant avec une infinie tristesse les victimes de cette guerre imposée à Israël, et « appelle la communauté juive de France à manifester par tous les moyens sa solidarité et son soutien à l'État d'Israël », il affirme que « la situation présente n'est que la conséquence de la violation délibérée de la souveraineté libanaise par deux forces étrangères d'occupation, l'armée syrienne et l'O.L.P. ».

« Manifestations à Paris. — Le Repertoire juif appelle à une manifestation de solidarité avec Israël, ce jeudi 10 heures, devant l'ambassade d'Israël à Paris. Plusieurs organisations francophones ont pour leur part, lancé mercredi un appel à une manifestation de soutien aux Palestiniens, jeudi 18 heures, place de la République à Paris ».

d'observer une certaine réserve, se perdant par exemple d'exprimer ouvertement son soutien à la lutte des Palestiniens ou sa solidarité à l'égard des pays arabes. La seule prise de position quasi-officielle du gouvernement, publiée lundi 7 juin par le biais d'une « déclaration » de Tass (le Monde du 9 juin) frappe par la prudence de sa formulation.

Cette retenue n'est pas le fait du hasard. Pour Moscou, le clé d'abord en Égypte où il convient, autant que possible, de ménager le président Mubarak. Un commentateur écrivait récemment : « L'Amérique fonde toujours de grands espoirs sur l'Égypte en tant qu'élément-clé d'un règlement de la crise proche orientale ». On peut en dire autant de l'U.R.S.S. Le Caire est ainsi devenu un enjeu dans la lutte d'influence que se livrent les deux Grands.

... THOMAS FERENCZI.

LA DÉCLARATION DES MINISTRES DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Une « action injustifiable » qui risque de « conduire à un conflit généralisé »

Voici le texte de la déclaration sur le Liban adoptée mercredi 9 juin à Bonn par les ministres des affaires étrangères de l'Europe des Dix :

« Les États membres de la Communauté européenne condamnent vigoureusement la nouvelle invasion israélienne du Liban. »

« Tout comme les bombardements qui l'ont précédée et qui ont causé un nombre intolérable de pertes en vies humaines, cette action est injustifiable. Elle compromet l'effort en vue d'un règlement pacifique des problèmes de Proche-Orient et présente un danger imminent de conduire à un conflit généralisé. »

« Les Dix réaffirment leur attachement à l'indépendance, à la souveraineté, à l'intégrité territoriale et à l'unité nationale du Liban qui sont indispensables pour la paix dans cette région. »

« Les Dix appellent fermement les appels lancés par le secrétaire général des Nations unies. Ils demandent instamment à toutes les parties concernées de se conformer aux résolutions 506 et 509 (1) du Conseil de sécurité, et en particulier à Israël de retirer immédiatement et inconditionnellement toutes ses forces militaires du Liban, et de mettre la Force intermédiaire des Nations unies au Liban (FINUL) en mesure d'accomplir sans entraves la mission qui lui a été confiée. »

« Au cas où Israël continuerait à refuser de se conformer aux

résolutions sus-mentionnées, les Dix examineront les possibilités d'actions futures. »

« L'objectif des Dix est d'ouvrir la voie à une solution durable de la violence qu'ils ont à plusieurs reprises condamnée par le passé. Ceci ne peut pas être dissocié de l'établissement dans la région d'une paix globale, juste et durable. Ils sont disposés à apporter leur concours pour mener les parties à accepter des mesures destinées à faire baisser le tension, à rétablir la confiance et à faciliter une solution négociée. »

« Les Dix examineront d'urgence, dans le cadre des instances communautaires, l'utilisation des moyens qui sont à la disposition de la Communauté en vue d'apporter une aide aux victimes de ces événements. »

(1) La résolution 506, votée le 5 juin, après les bombardements israéliens, engageait les parties à cesser toute activité militaire ; la 509, votée le 8 juin, après le déclenchement de l'invasion terrestre, engageait Israël à se retirer sur la frontière internationale.

HISTOIRE D'ISRAËL
1948 - 1982

de Victor Malka et Jean-Loup Demigneux
Éditions Jannink

ISTH depuis 1953
INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES

DECS
STAGE INTENSIF du 2 au 28 Août

certif. COMPTABLE 80 h.
certif. JURIDIQUE 76 h.
certif. ÉCONOMIQUE 64 h.

Succès importants confirmés
Centre TOLBIAC 83, Av. d'Italie
75013 Paris - Tél. : 585.59.35

le 40^{ème} le Mercure joute le Parc des Expositions de la Porte de Versailles

HOTEL-RESTAURANT MERCURE
Hôtel-Restaurant Mercure Paris/Varves
400 chambres
Rue du Moulin - 92170 Varves
Tél. : (1) 642.93.22 - Télex 202195
Réservation centrale : (6) 077.52.52

Le Monde
classiques et documents

Numéro de juin

LA CRISE DES MONNAIES

L'ARCHÉOLOGIE

Le numéro : 5 F
(Dix numéros) : 45 F

RÉSIDENTS - CLURS
3^e AGE
Spécialiste Côte d'Azur
Cabinet INDEXA
52, av. Jean-Médard - 06000 NICE
Tél. : (93) 80.98.31 (F.N.A.I.M.)

10, 11, 12 JUIN

Griffsolde
SOLDES
TOUTE LA MODE EN DÉGRIFFE

AU FEMININ
1 rue de la Plaine/Nation
2 rue du Renard/H. de Ville
3 rue de Lagny/Nation

AU MASCULIN
3 rue de la Plaine/Nation
3 bd Montmartre/Montmartre

Jusqu'à épuisement des stocks.
ouvert le lundi après-midi

SCIENCES-PO

STAGE D'ÉTÉ
Examen d'entrée en A.P.
Corps enseignant diplômé I.E.P.

CENTRE DYLOH
8, rue Jean-Villereau
75015 PARIS
Tél. : 586-07-77

Préparation annuelle octobre-juin

Collection
Chemins d'Aujourd'hui
dirigée par Antoine Spire

Quand j'étais Juif
Maurice RAJSFUS

J'ai été Juif pour satisfaire le désir de ceux qui pensaient : « changer à tous les vents qu'ils ne l'étaient pas ! »

Éditions Mnémos
87, rue Saint-Lazare
75009 Paris - Tél. 263 72 36

صحنه من الحزن

هكذا من اليمين

NES

économiques
par les Dix

EUROPE

Italie

FORTE POUSSÉE SOCIALISTE AUX ÉLECTIONS PARTIELLES LOCALES

(De notre correspondant.)

Rome. — Forte avance des socialistes, plus modérée des partis « laïques » (républicains, libéraux et social-démocrates), légère régression de la démocratie-chrétienne, plus forte du parti communiste : telles sont les tendances qui se dégagent du résultat des élections administratives (municipales et provinciales) partielles qui ont eu lieu dimanche 6 et lundi 7 juin. Bien que concernant seulement 2 % de l'électorat italien, ces élections ont constitué une indication relative pour les formations politiques sur leur force respective. Elles passeront notamment dans le bilan de leur entente que vont dresser, avant la fin du mois, les partis de la majorité et dont dépend l'avenir du gouvernement Spadolini.

Dans les quarante-sept communes à l'exclusion de Trieste) concernées, les votes au scrutin proportionnel ont donné les résultats suivants : le D.C. obtient 39,8 % (régressant d'un point par rapport aux élections de 1977) ; le P.C. 23,7 % (contre 27,1 % précédemment) ; le P.S.I. 16,6 % (12,8 % auparavant) ; le parti social-démocrate 6,3 % (contre 3,6 %) ; le parti républicain 4,6 % (3,7 %) ; le parti libéral 1,6 % (0,3 %) ; le M.S.I. (néo-fasciste) 4,2 % (4,5 %).

Les résultats à Trieste, la plus grande circonscription concernée, n'infirment guère la tendance générale en faveur du P.S.I. et des partis « laïques ». Il reste qu'ils sont légèrement inférieurs par la forte composante régionaliste qui prévaut dans cette partie de l'Italie.

Cela dit, les socialistes peuvent être tentés par des élections anticipées pour capitaliser immédiatement le soutien dont ils ont bénéficié, au détriment notamment des communistes. Ils comptent dans le pays sur une cande longue, selon l'expression de M. Craxi, secrétaire général du P.S.I. Même s'ils préfèrent ne pas recourir immédiatement aux élections anticipées, il est certain que leur poids se fera davantage sentir au sein de l'alliance gouvernementale.

PHILIPPE PONS.

Espagne

Le numéro 2 du P.C. et le dirigeant des commissions ouvrières donnent leur démission de la direction du parti

De notre correspondant

Madrid. — Une crise a éclaté au sein du P.C. espagnol deux semaines après le revers qu'il a enregistré aux élections régionales d'Andalousie. Le numéro deux du parti, le vice-secrétaire général, M. Nicolas Sartorius, a présenté, le mercredi 9 juin, sa démission des organes de direction. M. Camacho, secrétaire général des Commissions ouvrières, la cen-

trale syndicale proche du P.C.E., qui est aussi membre du comité exécutif, a fait savoir qu'il avait pris une décision semblable : elle sera annoncée lors de la réunion du comité central ce jeudi 10 juin. Ces importants développements font suite à une réunion tendue

du comité exécutif (bureau politique) où ont été analysés les résultats obtenus en Andalousie : le P.C.E. n'y avait obtenu que 8 % des voix, contre 13 % en 1979. L'explication donnée par le secrétaire général du parti, M. Carrillo, a soulevé suffisamment d'objections pour que ce dernier ait cru bon d'offrir le premier sa démission, qui a été repoussée.

M. Sartorius s'est moqué l'un des plus critiques, considérant comme superficielle l'analyse de M. Carrillo. Celui-ci semble avoir eu essentiellement recours, pour expliquer le recul du P.C.E. à des explications d'ordre extérieur comme l'importance du « vote utile » en faveur des socialistes, et la campagne des « puissances d'argent » contre les communistes.

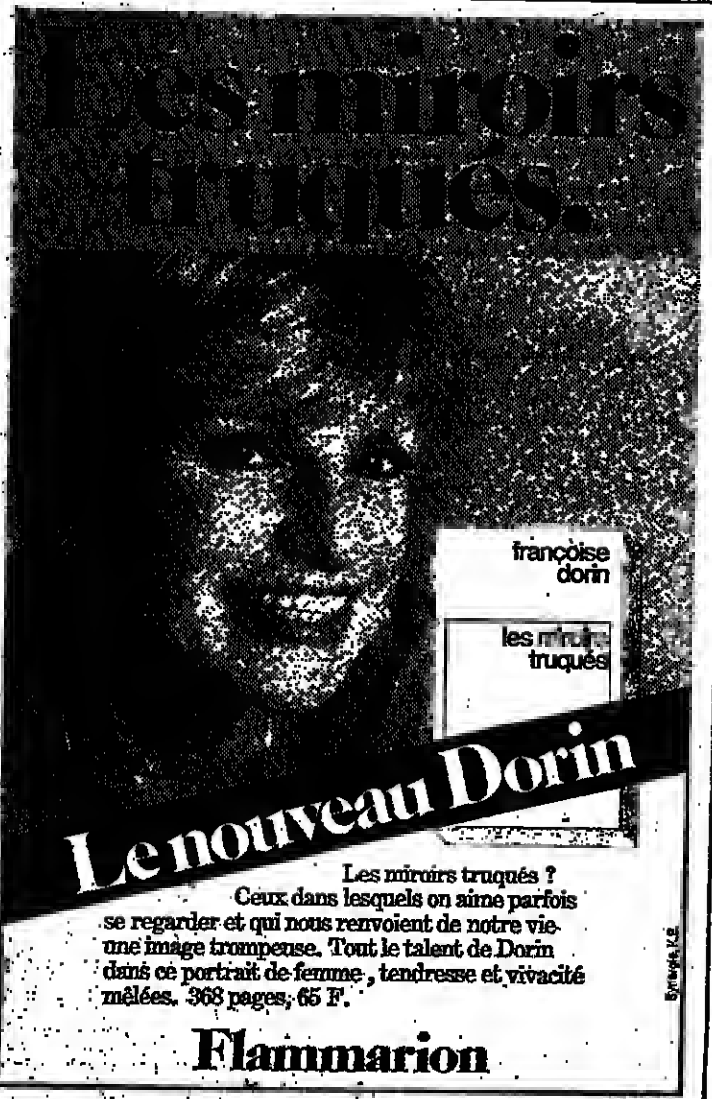
Considéré comme le dauphin du secrétaire général, M. Sartorius apparaissait comme le dirigeant le mieux placé pour obtenir l'adhésion de tous les secteurs d'un parti menacé d'éclatement. Il a travaillé plusieurs années au sein de la centrale syndicale communiste, ce qui lui a permis de nouer de solides contacts dans la base ouvrière. Il jouit de la considération des intellectuels du secteur « euro-communiste rénovateur », qui ont toujours veillé à ce que l'adhésion dans les critiques adressées aux autres dirigeants du parti. Lors de la crise qui avait abouti, en novembre, à l'expulsion des « rénovateurs », M. Sartorius s'était fait l'avocat d'une politique souple, afin d'éviter la rupture. Il était finalement rangé aux côtés de M. Carrillo afin de ne pas aggraver la crise.

Les divergences de M. Camacho avec la majorité des autres dirigeants sont plus nettes encore. Lors du congrès de juillet 1981, qui s'était prononcé contre l'admission de tendances organisées, M. Camacho avait été l'un des rares membres du comité exécutif à être favorable à une forme de reconnaissance des différences de positions au sein du parti. Il a, depuis, cherché progressivement à dégaucher les commissions ouvrières de l'influence du P.C.E. Il voulait ainsi éviter que les dissensions enregistrées au sein du parti ne se répercutent sur la centrale syndicale, où les oppo-

sants à la ligne de M. Carrillo sont nombreux.

Le P.C.E. ne paraît pas en mesure de sortir du cycle d'expulsions et de démissions qu'il connaît depuis près de deux ans. Les efforts de M. Carrillo pour en faire une formation ouverte, en faisant aux schémas propres à l'explosion centrifuge qu'il n'a pas pu contrôler. Les rangs du parti ne cessent de se clairsemmer après toute une phase d'afflux de militants formés dans les luttes contre le franquisme. La tendance à la bipolarisation de l'électorat espagnol se traduit par une perte constante de ses voix au profit des socialistes.

THIERRY MALINIAK.



françoise
dorin

les miroirs
truqués

Le nouveau Dorin

Les miroirs truqués ?
Ceux dans lesquels on aime parfois
se regarder et qui nous renvoient de notre vie
une image trompeuse. Tout le talent de Dorin
dans ce portrait de femme, tendresse et vivacité
mêlées. 368 pages, 65 F.

Flammarion

le 41^{ème}
Mercure
est à Paris
Place Clichy

HOTEL MERCURE
Hôtel Mercure Paris/Montmartre
308 chambres
3, rue Caulaincourt - 75018 Paris
Tél. : (1) 294.17.17 - Télex 640 605
Réservation centrale : (6) 077.52.52

**Pour BMW,
il y a un rapport très étroit
entre circuits de courses
et circuits intégrés.**

Une grande part de l'attrait des BMW vient de leur exceptionnelle sportivité. Une sportivité qui doit beaucoup aux technologies de pointe développées, plus éprouvées par la haute compétition. Au premier rang de ces techniques, l'électronique est en train d'opérer, par son intégration de plus en plus systématique, une véritable révolution dans l'automobile.

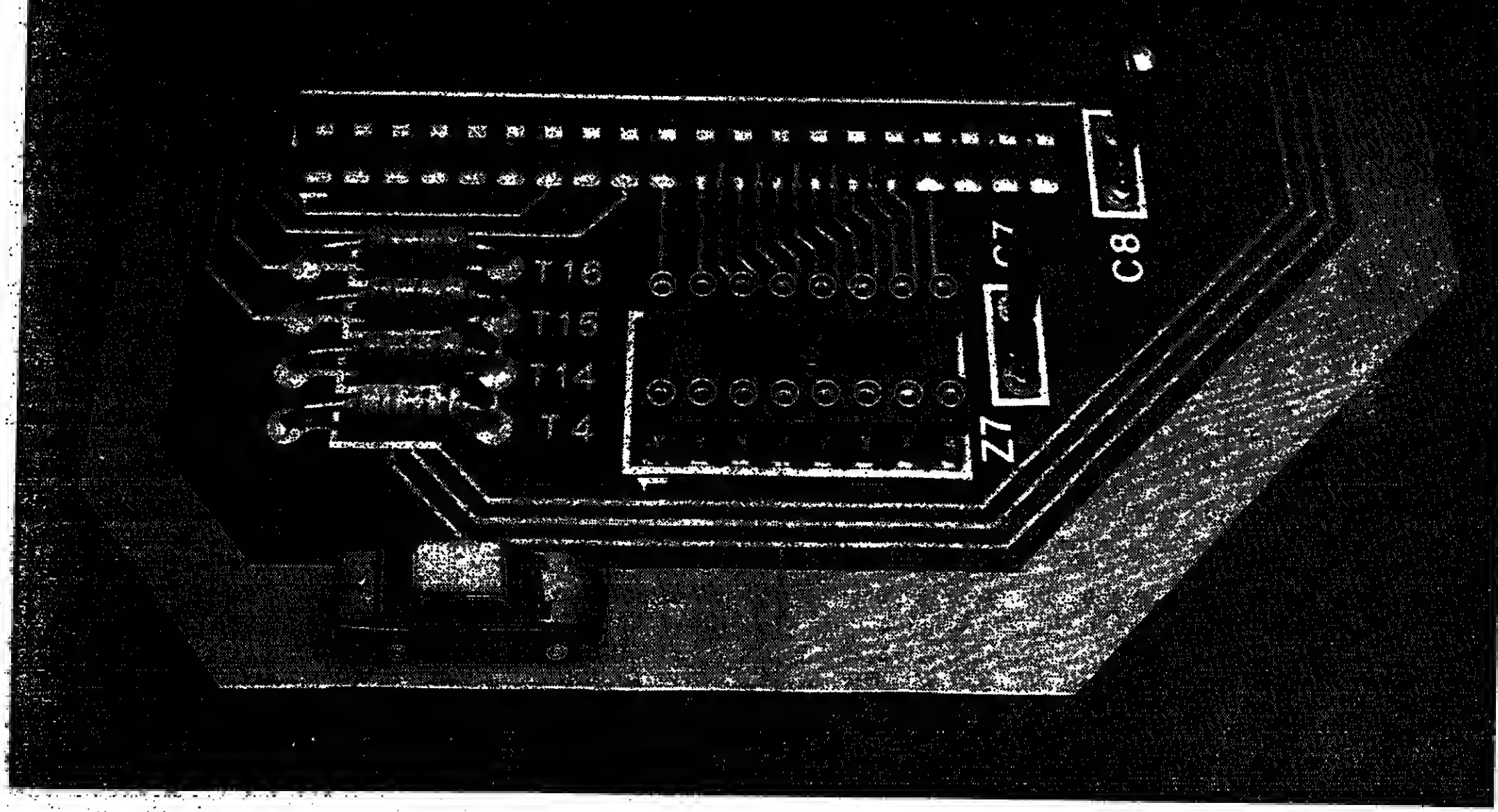
BMW montre la voie dans ce domaine. Injection électronique, régulation électronique du fonctionnement du moteur, système ABS d'antiblocage des roues lors du freinage, correcteur automatique de direction, indicateur de maintenance, ordinateur de bord, autant d'exemples d'avance prise par la marque pour assurer à ses modèles de série, efficacité, endurance, économie.

Cette dynamique de progrès que constitue le sport automobile, BMW la développe par une participation à la haute compétition toujours plus affirmée.

Championnat de France des voitures de production, brillamment remporté en 1981 avec 3 BMW en tête, Championnat d'Europe et des voitures de tourisme, enlevé par un coup de 635 CSi, rallyes avec la BMW M1 pilotée par Bernard Darniche, Formule 2 avec l'équipe March, et Formule 1 pour la première fois cette année, avec la BT 50 de l'écurie Brabham équipées d'un moteur turbo BMW.

Pour BMW, l'évolution automobile passe obligatoirement par la maîtrise des techniques sportives.

BMW France



ENCES-PO

TAGE D'ETE

CHIFFRE GAZON

CHIFFRE GAZON

CHIFFRE GAZON

CHIFFRE GAZON

CHIFFRE GAZON

CHIFFRE GAZON

CHIFFRE GAZON

CHIFFRE GAZON

CHIFFRE GAZON

CHIFFRE GAZON

CHIFFRE GAZON

CHIFFRE GAZON

CHIFFRE GAZON

CHIFFRE GAZON

MEDECINE

encadrement parallèle à la 1^{re} année de classe préparatoire
6 centres : Quimper, Nantes, Nîmes, Orléans, Orléans, Orléans
CEPES 57, rue Ch.-Lafitte, 92 Neully, 722.94.94/45.00.19
enseignement supérieur privé



Communisme. N°1

REVUE D'ETUDES PLURIDISCIPLINAIRES SOUS LA DIRECTION DE
STÉPHANE COURTOIS ET ANNIE KRIEGER.

Loin de la fureur des polémiques parisiennes et des enjeux institutionnels, animée par une équipe de jeunes chercheurs spécialistes, *Communisme*, revue pluridisciplinaire à périodicité semestrielle, a vocation à l'étude scientifique du communisme, centrée autour d'un axe : le phénomène du communisme français. 216 pages - 78 F.

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

MSI Vous aurez bien plus de succès... plus de succès, en faisant vos études en **Graphologie** **MSI**
Information gratuite sur notre cours de graphologie scientifique (certification dipl. Graphologie BPC) par : MSI, Ecole Suisse de Graphologie, Weismatt 66, Dep. 3, CH-3027 Berne



Rallye de l'Acropole Championnat du monde des rallyes

1^{ères}
MICHELE MOUTON
FABRIZIA PONS
AUDI QUATTRO TURBO

PNEUMATIQUES KLÄBER



LA FOI AUTOMOBILE

DIPLOMATIE

LE SOMMET DE L'OTAN A BRUXELLES

Atlantistes contre neutralistes

De notre envoyé spécial

Bonn. — La réunion des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays membres de l'Alliance atlantique, organisée ce jeudi 10 juin à Bonn, a une signification particulière, autant pour la R.F.A. qui l'accueille, que pour l'OTAN elle-même.

Le gouvernement ouest-allemand tenait à réaffirmer avec éclat son ancrage dans le camp occidental. Une série de grandes manifestations pacifistes, neutralistes ou anti-américaines avaient suscité depuis un an bien des interrogations sur la fidélité à l'Alliance sinon du gouvernement, du moins de l'opinion. Les controverses au sein des organisations dirigées du S.P.D. avaient même abouti à l'interdiction de l'adhésion des alliés de la R.F.A. : Bonn démentait-elle un des piliers de la défense occidentale ?

En obtenant que le sommet fut organisé à Bonn, M. Genscher, ministre des affaires étrangères, avait voulu répondre par l'affirmative. L'apparat avec lequel ont été reçus les dirigeants des Etats membres, mais plus spécialement M. Reagan, se veut une confirmation solennelle. En même temps, le gouvernement de Bonn a pris un risque : celui que les nouvelles démonstrations pacifistes — c'est-à-dire hostiles à l'OTAN et plus encore aux Etats-Unis — ne viennent ternir, voire contredire, cette manifestation de fidélité.

Pour faire face à une concentration de pacifistes d'extrême gauche dont les organisateurs attendaient cent cinquante mille à deux cent mille personnes, venues de toute l'Europe, les autorités avaient mis en place un dispositif exceptionnel. Des milliers de policiers, avaient été répartis dans des postes stratégiques. La capitale a été divisée en trois zones. Celle de Bonn-OTAN, qui comprend essentiellement le quartier de la Chancellerie et du Bundestag où se réunissent les dirigeants de l'Alliance, est particulièrement protégée, ce qui a permis à un responsable du maintien de l'ordre d'affirmer que « le président Reagan ne devrait apercevoir de manifestations qu'à la télévision ». Le fait que cette journée doive être consacrée d'autre part à des processions religieuses, a donné à la police un

excellent prétexte pour tenter de limiter la manifestation pacifiste de la rive droite du Rhin, c'est-à-dire de la manifestation à l'ouest de la capitale. Après les impressionnantes cortèges rassemblés la semaine dernière à l'appel des chrétiens démocrates pour soutenir l'Alliance avec les Etats-Unis, l'ampleur de la manifestation pacifiste de ce jeudi devait donner lieu, en toute hypothèse à bien des controverses, compte tenu du fait que le mouvement anti-OTAN semblait s'essouffier quelque peu ces derniers mois. Encore la première de ces manifestations n'était-elle que strictement ouest-allemande, tandis que la seconde devait prendre un caractère véritablement européen.

Important, ce sommet s'est aussi pour l'OTAN, M. Luns, son secrétaire, a souligné, au cours d'une conférence de presse, la vitalité d'une alliance qui

vient d'enregistrer l'adhésion volontaire d'un seizième membre, l'Espagne, une grande nation démocratique. Il a apporté un hommage appuyé et remarqué à Bonn — à la nouvelle attitude de la France vis-à-vis de l'OTAN. Il a estimé que la présence à Bonn au dîner de mercredi de M. Mitterrand et celle du premier ministre, M. Mauroy, à la table du sommet « confirment que l'attachement de l'Etat français est mieux disposé vis-à-vis de l'Alliance, et plus amical à l'égard des Etats-Unis que n'étaient ses précédentes ». (1)

Surtout, les dirigeants de l'OTAN comptent publier, ce jeudi soir, une « déclaration » qui devra aller au-delà des communiqués ordinaires (le Monde du 10 juin). Selon M. Luns, elle pourrait marquer un nouveau départ dans les relations entre les alliés, voire insu-

ger une ère nouvelle dans les rapports Est-Ouest.

De même, devant se garder d'aborder officiellement les questions sur lesquelles les différents Etats membres risquent de constater des divergences : l'affaire des Malouines ou l'Espagne est évidemment peu enclins à la moindre solidarité avec la Grande-Bretagne et le contentieux gréco-turc.

BERNARD BRIGOUX.

(1) A l'occasion de deux précédents sommets de l'OTAN à Bruxelles, le 26 juin 1974, le Chancelier fédéral avait représenté la France ; l'année suivante, M. Chirac d'Etat avait participé à la table du sommet au dîner offert par le roi Baudouin le 29 mai 1975, mais seul le ministre des affaires étrangères avait représenté la France à la table de la conférence. Au sommet suivant à Londres en 1977, c'était aussi le ministre des affaires étrangères qui avait représenté la France. Cette année, le gouvernement français a donc inspiré des précédents de 1974 et 1975 en confiant pour une seule et même occasion

SANS MODIFIER SES THÈSES SUR LA SÉCURITÉ

M. Reagan a voulu rassurer l'opinion ouest-allemande

De notre correspondant

La véritable question, a-t-il dit, est de savoir si les mesures unilatérales de désarmement sont de nature à promouvoir une coexistence pacifique entre l'Est et l'Ouest. A ses yeux, l'hypothèse d'un conflit nucléaire, celle de l'Afghanistan et de la Pologne, ne plaide pas en faveur de cette thèse.

Si le président est arrivé en Europe avec l'intention de présenter comme un homme de paix, il n'a rien abandonné de ses positions lorsqu'il s'agit des rapports entre les grandes puissances. Encore a-t-il réagi avec beaucoup d'a-propos et d'humour lorsqu'il a été interrompu au Bundestag par les protestations de deux députés sociaux-démocrates appartenant à l'extrême gauche. Ceux-ci ont affirmé que M. Reagan a affirmé le besoin de réduire les dépenses de l'Occident, « c'est-à-dire de réduire cette dette », s'est écrié M. Reagan, ce qui a naturellement provoqué les applaudissements de la part de la grande majorité de ses auditeurs.

Vous n'êtes pas seuls

Le président n'a manqué aucune occasion de conforter le public ouest-allemand. Il a renouvelé la garantie américaine en faveur de la R.F.A. et cela en termes très catégoriques. Selon lui, le peuple américain déclare : « Nous sommes avec vous l'Allemagne. Vous n'êtes pas seuls ». La femme du président avait déjà causé une certaine sensation par ses déclarations à un hebdomadaire ouest-allemand. Mme Reagan estime en effet que les Américains d'origine allemande constituent la base de la population des

Etats-Unis. Selon elle, la culture allemande jouerait un rôle essentiel dans la société américaine. Ainsi un voyage en Allemagne est-il considéré par Mme Reagan comme une visite dans un pays « qui est la source de ma propre société ».

Le président n'a pas été moins amical avec la presse. Il n'a pas craint de dire qu'aujourd'hui, le plus grand nombre des Américains revendiqueraient une ascendance allemande. « Ces Allemands, dit-il, ont défini et créé les valeurs, les idées, les industries, les développements et les sciences ». Aussi a-t-il invité le président de la R.F.A., M. Carstens, aux Etats-Unis pour célébrer, en 1983, le trois centième anniversaire des installations des Allemands.

Avec une précision tout à fait remarquable, on avait d'ailleurs trouvé du côté allemand la meilleure façon de répondre à ces compliments insistants du président. M. Carstens, en 1983, le trois centième anniversaire des installations des Allemands.

JEAN WEITZ.

« Trois chefs d'Etat au dîner de l'OTAN ». M. Mitterrand — qui a été reçu par le Chancelier fédéral — et M. Reagan ont pris part, mercredi, avec les chefs de gouvernement des autres Etats membres de l'Alliance, au dîner qui a précédé le sommet de l'OTAN. M. Carstens, à l'occasion du sommet de l'OTAN, dans le cadre festif du château d'Angelsburg à Bonn.

M. Carstens a célébré « l'engagement de stabilité pour le monde » que constitue à ses yeux l'Alliance atlantique. Ce a estimé que l'OTAN avait également été la République fédérale dans son développement vers un Etat « libre, démocratique et économiquement fort ».

BAC et SC.P.O

préparation spécialisée pour l'obtention du diplôme
CEPES 57, rue Ch.-Lafitte, 92 Neully, 722.94.94/45.00.19
enseignement supérieur privé

LE MONDE diplomatique

NUMÉRO DE JUIN

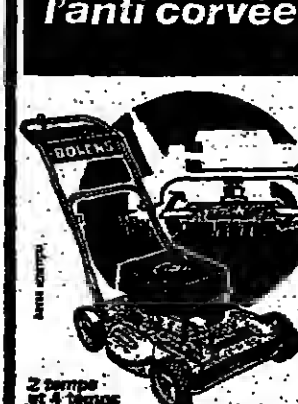
LE FIASCO DES MALOINES

- Nationalismes et loges territoriaux (Jean-Claude Buhret).
- Défense de l'intégrité territoriale et libre détermination des populations (Jean J.-A. Salmon).
- Le choc aventureux de M^{rs} Thatcher (Stuart Holland).
- Que reste-t-il de la doctrine de Monroe ? (Rodolfo Mattarollo).

L'AGRICULTURE DANS LES PAYS DE L'EST

Le numéro 10 P
5, rue des Halles, 75427 Paris Cedex 09
Publication mensuelle de « Monde »
(En vente partout)

BOLENS: l'anti corvée



BOLENS

Une gamme complète de 3 à 5000 cordons boudinés ou avec une corde de remorquage. Grâce à un double système de coupe, l'herbe PULSÉE est projetée sur le sol et se transforme en foin qui facilite votre travail. Faites vos corvées de foin avec BOLENS et vous serez satisfaits.

Documentation gratuite BOLENS
NOM : _____
ADRESSE : _____

Yvan Béal
21, Avenue de la République
63004 CLERMONT-FERRAND CEDEX
Tél. 0477 81.00.01 - Tél. 0477 81.00.02

LA CHEMISE PERSONNALISÉE

Des chemises de haute qualité (tissus, résistances aux mesures individuelles de chacun dans la forme et le tissu préféré) à partir de 300 F.
grâce au procédé « Mesures - Correspondance »

A. SCHNEIDER
CHEMISIER-MODELISTE
194 bis, rue St-Denis, Paris-2^e
Tél. : 236.87.84
Notice MC 622 gratuite contre 1 timbre

LAFT et PIPER

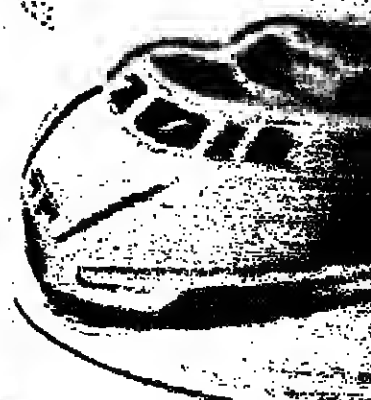
certificat d'études
Supérieures
de transport
international
21 octobre 1982 au 30 juin 1983
pour les titulaires d'un diplôme universitaire en aéronautique ou équivalent
ou en ingénierie « Ing. A »

Institut Parisien d'Enseignement
et de Recherche
10, rue de Valenciennes
75015 PARIS
Tél. 01 47 78 11 11

les autorités
en contacts en

ISEAN constat
vue d'aider

A voi
Mexico
Mexico
nouveau monde



مكتبة الأمل

ASIE

Chine

OBSÉDÉES PAR LA RECHERCHE D'« AGENTS SPÉCIAUX »

Les autorités multiplient les obstacles aux contacts entre Chinois et étrangers

Pékin. - Le 1^{er} mars, M. Wang Renzhong, alors chef de la propagande auprès du comité central, lançait dans la revue théorique du P.C.C. le *Drapeau rouge*, la mise en garde suivante : « Nos camarades doivent comprendre qu'au long-temps qu'existeront l'impérialisme et le social-impérialisme et tant que l'Union ne sera pas revenue dans le giron de la mère-patrie, il y aura toujours des menées d'espionnage contre nous. Bien entendu, nous ne devons pas imaginer que tous les étrangers ou tous les compatriotes de Hongkong et de Macao et les Chinois d'outre-mer qui visitent notre pays ont de mauvaises intentions. Mais il serait naïf de croire qu'aucun agent spécial ne se cache parmi eux ». Et M. Wang d'exhorter ses compatriotes à renforcer leur vigilance à l'égard de ces « diaboliques étrangers ».

L'affaire Lisa Wiehser, cette jeune Américaine, expulcée la semaine dernière par les Chinois sous l'accusation d'« espionnage » (le Monde du 5 juin), illustre bien la méfiance accrue que manifeste depuis quelque temps le gouvernement de Pékin envers les étrangers, quels qu'ils soient. On est-il le temps, pas si lointain - c'était en 1978 - où tel dirigeant, toujours en place au moment de l'ouverture, écrivait tranquillement que « le prolétariat peut et doit s'inspirer de l'exemple de la bourgeoisie ».

Le ton, depuis lors, a bien changé. Plusieurs films récents n'ont pas hésité à caricaturer ou à critiquer le comportement des étrangers. Déjà regroupés dans des « ghettos » résidentiels interdits, sauf pour raison de service, à tout Chinois, conduits

De notre correspondant

pratiquement jusqu'à la porte de leur appartement par des filières très prévenantes, mais parfaitement superflues, les étrangers éprouvent les plus grandes peines à entretenir avec des citoyens chinois des relations normales. Certains d'entre eux se sont vu récemment conseiller de ne plus rendre visite à leurs connaissances sur leur lieu de travail.

Un voyageur qui invite chez lui un Chinois, fût-il un officiel, n'est jamais sûr de pouvoir l'accueillir. L'invitation est généralement acceptée, mais, la plupart du temps, l'intéressé se découvre au dernier moment des obligations urgentes qui empêchent sa venue. Les ambassades sont soumises à un autre régime. Leurs invitations sont transmises au service du protocole des institutions concernées, lesquelles accordent ou non les autorisations aux fonctionnaires chinois invités.

Arrestations

Tout Chinois qui souhaite établir des rapports privés avec un étranger prend un risque. Ce type de contacts, non justifié par les nécessités du travail, est en principe interdit. Ces derniers temps, les cas d'arrestation de jeunes ayant contrevenu à ce règlement se sont multipliés. La suspicion des autorités est encore plus grande lorsque ces rencontres se font entre personnes de sexe opposé. L'affaire Li Shuang, cette jeune Chinoise jetée dans un camp pour le seul crime d'avoir aimé un

diplomate français, est dans toutes les mémoires. Il est maintenant confirmé que l'ami chinois de Mlle Lisa Wiehser, M. Yi Xieqiong, a été lui aussi mis sous les verrous.

Dernièrement, une circulaire a sérieusement durci les conditions exigées des étudiants étrangers de se rendre à l'étranger. Mais les efforts visant à décourager la création de liens entre nationaux et visiteurs peuvent prendre des formes plus mesquines. Ainsi, la compagnie de taxis qui lue des voitures aux hommes d'affaires résidant à Pékin vient de décider de muter ses chauffeurs tous les trois mois. Autre mesure peu amicale : les experts étrangers employés par le gouvernement chinois, qui bénéficiaient d'un tarif privilégié pour les courses en taxi en raison de la modicité de leur salaire, se sont vu retirer cet avantage.

Les Chinois d'outre-mer sont de moins en moins à l'abri de ces brimades ou de ces mesures répressives. Depuis quelque temps, la chasse est menée contre la musique de variétés de Hongkong jugée socialement « pornographique ». Il y a cependant plus grave : la police chinoise n'hésite plus à arrêter des ressortissants de Hongkong venus rendre visite à des parents ou amis. Plusieurs intellectuels connus dans la colonie britannique (M.M. Liu Shuang et Lin Ziyi, notamment), qui entretenaient des relations avec d'anciens membres du « mouvement démocratique » ont ainsi « disparu » ces derniers mois au cours d'un voyage en Chine populaire. Leurs familles sont depuis lors sans nouvelle sur leur sort.

MANUEL LUCBERT.

Cambodge

L'ASEAN constate la vanité de ses efforts en vue d'aider à un règlement politique

Bangkok. - Les pays membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) (1) avaient imaginé qu'ils pourraient lors de la réunion de leurs ministres des affaires étrangères, les 14 et 15 juin à Singapour, authentifier la formation d'une « coalition souple » entre les trois composantes de l'opposition cambodgienne au régime de Phnom Penh. Or ils doivent constater l'absence de leur médiation.

Les membres de l'ASEAN sont déçus de s'être engagés si loin dans cette affaire sans avoir réussi à la débrouiller. Un certain nombre de responsables thaïlandais souhaitent que leur pays prenne désormais du recul par rapport aux événements.

« Il se peut que nous en ayons trop fait : peut-être est-ce maintenant aux autres d'agir », s'interroge M. Bichai Rattakul, ancien ministre des affaires étrangères. Encore les dirigeants de Bangkok veulent-ils à manager la Chine, de peur que celle-ci, en guise de représailles, ne réactive les maquis communistes comme elle en agit constamment la menace.

« La formation d'une coalition souple n'est pas une question de vie ou de mort pour l'ASEAN », affirme M. Ghazali Shafie, ministre

De notre correspondant en Asie du Sud-Est

malaisien des affaires étrangères. Existe-t-il des solutions de rechange ? D'aucuns évoquent le rôle que pourrait jouer le comité ad hoc, créé en juillet à New-York, lors de la conférence internationale sur le Cambodge et que préside M. Pahr, ministre autrichien des affaires étrangères. D'autres, faute de mieux, envisagent la possibilité de mieux armer les forces nationalistes, comme a commencé de le faire Singapour.

A vrai dire, la situation paraît bloquée. Ni la Chine, ni le Vietnam n'ont en rien, sur le fond, modifié leurs analyses et leurs comportements même si, parfois, pour des raisons tactiques, il leur est arrivé de changer la présentation du discours. M. Sittih Savetsila, ministre thaïlandais des affaires étrangères, vient d'en faire l'amère constatation lors de son voyage à Pékin où il lui a été rappelé sans ménagement que la question cambodgienne se réglerait les armes à la main et que, dans cette perspective, il fallait éviter d'affaiblir les Khmers rouges. Les

Chinois n'ont qu'une obsession : saigner à blanc Hanoi et prendre le temps qu'il faut pour y réussir.

Les Vietnamiens sont tout aussi intransigeables. Même s'ils entretiennent des relations peu confiantes avec l'Union soviétique, celle-ci n'est pas prête à leur retirer son soutien. Pourquoi donc faibliraient-ils ? M. Vo Dong Giang, vice-ministre des affaires étrangères, a récemment évoqué des « facteurs positifs » susceptibles de favoriser un retrait partiel des troupes de Hanoi du Cambodge, mais encore faut-il cette offre à l'abandon par la Chine des îles Paracels et à la fermeture des installations militaires américaines aux Philippines. Et si l'admission par Hanoi d'une possible médiation de l'ONU a pu, à première vue, paraître nouvelle, elle s'accompagnait de la nécessaire dé-reconnaissance par les Nations unies du régime de M. Pol Pot.

On ne voit pas très bien, en définitive, ce qui, en l'état actuel des choses, est négociable.

JACQUES DE BARRIN

(1) Philippines, Indonésie, Singapour, Malaisie, Thaïlande.

Maintenant, le TGV rejoint la Méditerranée

Paris Dép. 7 h 10
Dép. 9 h 07
Dép. 10 h 55
Dép. 12 h 45

Le TGV met Montpellier à 5 h 35** de Paris et Marseille à 5 h 33**. Dès septembre 1982 de nombreux TGV viendront augmenter la desserte de la Méditerranée. Renseignez-vous dans les gares et agences de voyages.

Sans arrêt à Lyon

Valence

Prix normal*		1/2 tarif*	
1 ^{re}	2 ^e	1 ^{re}	2 ^e
322 ^F	218 ^F	165 ^F	113 ^F
		Ar. 10 h 48	
		Ar. 12 h 41	
		Ar. 14 h 36	
		Ar. 16 h 18	

Montélimar

Prix normal*		1/2 tarif*	
1 ^{re}	2 ^e	1 ^{re}	2 ^e
347 ^F	234 ^F	178 ^F	121 ^F
		Ar. 13 h 04	

Avignon

Prix normal*		1/2 tarif*	
1 ^{re}	2 ^e	1 ^{re}	2 ^e
387 ^F	261 ^F	198 ^F	135 ^F
		Ar. 11 h 49	
		Ar. 13 h 45	
		Ar. 15 h 37	

Marseille

Prix normal*		1/2 tarif*	
1 ^{re}	2 ^e	1 ^{re}	2 ^e
447 ^F	301 ^F	228 ^F	155 ^F
		Ar. 12 h 55	
		Ar. 14 h 47	
		Ar. 16 h 39	
		Ar. 18 h 18	

Nîmes

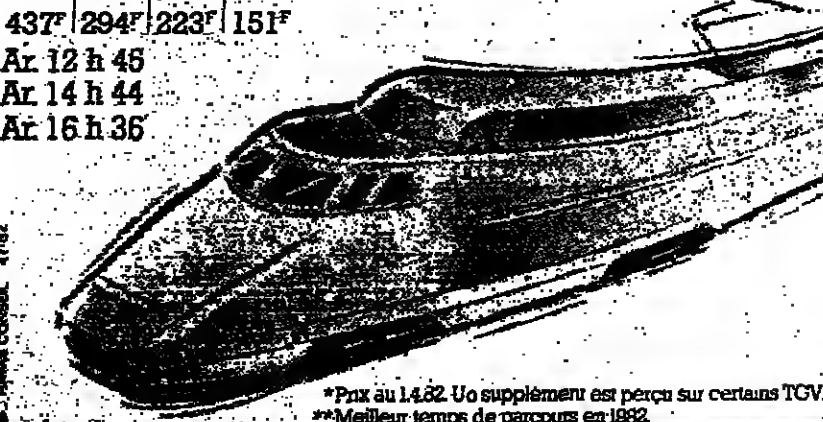
Prix normal*		1/2 tarif*	
1 ^{re}	2 ^e	1 ^{re}	2 ^e
412 ^F	278 ^F	210 ^F	143 ^F
		Ar. 12 h 19	
		Ar. 14 h 18	
		Ar. 16 h 10	

Montpellier

Prix normal*		1/2 tarif*	
1 ^{re}	2 ^e	1 ^{re}	2 ^e
437 ^F	294 ^F	223 ^F	151 ^F
		Ar. 12 h 48	
		Ar. 14 h 44	
		Ar. 16 h 36	

Eté 82 A voir !
Mexique
Paris-Mexico à partir de **4.170 FAR**
nouveau monde
8, rue Mobilion 75006 PARIS
(1) 329 40 40
Boulevard de la Chapelle 93 100 - A 27 93 25 - Boulevards 69 21 24 - L 04 31 50 15 -
Marseille 14 31 30 - Montpellier 60 50 18 - N 03 05 55 - Toulouse 62 42 20

HISTOIRE D'ISRAËL
1948 - 1982
de Victor Malka
et Jean-Loup Demigneux
Editions Jansink



TGV. Gagnez du temps sur le temps. **SNCF**

*Prix au 14.82. Un supplément est perçu sur certains TGV.
**Meilleur temps de parcours en 1982.

AMÉRIQUES

JEAN-PAUL II A BUENOS-AIRES

L'Argentine accueille le pape « avec une profonde affection » déclare le général Leopoldo Galtieri

Jean-Paul II devait quitter Rome, ce jeudi 10 juin à 22 heures (heure locale), pour un séjour de trente heures en Argentine. Après une escale technique à Rio-de-Janeiro (Brésil), il arrivera à Buenos-Aires vendredi matin, à 9 heures (heure locale). Le pape sera accueilli à la cathédrale par le cardinal Juan Carlos Arca, archevêque de la ville et président de la conférence épiscopale nationale. L'après-midi, il se rendra à la Casa

Rosada, où il sera reçu par le président argentin, le général Leopoldo Galtieri, pour une « rencontre privée ». Ensuite, Jean-Paul II célébrera, au sanctuaire marial de Notre-Dame de Luján, une messe pour la paix. Samedi 12 juin, le pape recevra les évêques argentins à la nunciature, ainsi que les présidents des conférences épiscopales de l'Amérique latine. Après une autre messe célébrée en plein air dans un parc de la capitale,

le pape quittera l'Argentine à 15 heures. Lors d'un entretien avec la presse, le président Galtieri a expliqué que son pays accueille le pape avec une profonde affection pour tout ce qu'il représente — même si les circonstances que nous connaissons actuellement ne sont pas celles de la joie. « Comme geste de bonne volonté, enfin, la junte a annoncé la libération de deux cent quarante-quatre détenus politiques.

Le contraire d'une Eglise d'avant-garde

Correspondance

Buenos-Aires. — Force et vitalité : tels sont les deux traits dominants de l'Eglise catholique argentine à la veille du prochain voyage d'un pape sur les bords du rio de la Plata. Cela, certes, n'a rien d'étonnant dans un pays où, pour 90 %, la population est catholique. Il n'en reste pas moins que son influence au sein de la société, et en particulier de la jeunesse, n'a cessé de s'accroître au cours des trois dernières années. Les preuves abondent. Les séminaires sont pleins et de nouveaux centres de formation doivent même être ouverts pour répondre à l'augmentation des vocations.

L'archidiocèse de Buenos-Aires compte, à l'heure actuelle, près de deux cents séminaristes. Le chiffre le plus élevé depuis trente-cinq ans. Le phénomène est plus net chez les hommes que chez les femmes. Les religieux sont plus attirés par les ordres contemplatifs comme le carmel. On assiste aussi à un renouveau de pratiques, en particulier des pèlerinages, tel celui de Notre-Dame-de-Luján où Jean-Paul II célébrera sa première messe quelques heures après avoir touché le sol argentin. En octobre dernier, un million de fidèles, pour la plupart âgés de moins de trente ans, ont parcouru les 64 kilomètres qui séparent la capitale de la célèbre basilique. Plus peut-être que leur nombre, c'est l'attitude religieuse des participants qui a frappé le clergé : de très nombreux jeunes se sont, en effet, confessés et ont

communauté. La facilité avec laquelle l'Eglise réunit les foules s'explique, dans une certaine mesure, par le fait que les manifestations politiques et syndicales sont interdites depuis 1976. Le premier rassemblement de masse, organisé en décembre dernier par la C.G.T. à son lieu avec le soutien protecteur de l'Eglise, a l'occasion du pèlerinage de San-Cayetano, le patron du pain et du travail. Il est vrai aussi que le regain de ferveur observé chez les jeunes peut être interprété comme une fuite devant une réalité assombrie par six ans de dictature.

Mais il tient aussi à l'action menée par la hiérarchie catholique. Depuis l'assemblée générale de mai 1981, « l'évangélisation de toute la jeunesse » est, en effet, devenue une priorité pour l'épiscopat.

Si l'Eglise argentine se montre, aujourd'hui, aussi dynamique, c'est parce qu'elle est à peu près parvenue à surmonter ses divisions internes. Durant quatre ans, le président de la conférence épiscopale, le cardinal Raúl Francisco Primatesta, désormais remplacé par le cardinal Aramburu, et le nonce apostolique, Mgr Pio Lapini, se sont efforcés de cicatriser les blessures laissées par l'affrontement entre les tendances ultra-conservatrices et libérales-mouvementistes qui a marqué la période comprise entre 1978 et 1981. Les cadres les plus révolutionnaires

qui, tout en représentant une minorité (leur nombre n'a jamais dépassé cinq cents, sur un total de dix mille sept cents), ont joué un rôle décisif dans la naissance du mouvement Montonero, ou bien ont renoncé au sacerdoce, ont été « réintégrés ». A l'heure actuelle, le gros du clergé argentin se situe au centre. L'aile réactionnaire, formée en particulier par des aumôniers militaires et des armées, est cependant très active, de même que la minorité progressiste qui soutient les organisations de défense des droits de l'homme.

L'élection, en avril dernier, à la tête de la conférence épiscopale, de l'archevêque de Buenos-Aires et primate d'Argentine, le cardinal Juan Carlos Aramburu, traduit la volonté de la hiérarchie catholique de ne pas s'écarter d'une ligne caractérisée par un conservatisme modéré. Manifestement, la majorité des évêques ont reculé devant la désignation d'une personnalité beaucoup plus forte et surtout beaucoup plus critique à l'égard du régime militaire. Dans leur « exhortation pastorale » intitulée « Reconstrucción nacional et ordre moral », les évêques argentin affirmant : « Notre peuple éprouve de plus en plus de difficulté à vivre dans la paix et la justice, à la fois, la violence terroriste et les méthodes utilisées pour combattre la « subversion ». En ce qui concerne le problème de la position de la hiérarchie catholique, il est clair : ni « ouï-oui », ni « Nuremberg ». La solution réside non pas dans le « réexamen » des actions répressives, qui ne seront que déchirer du nouveau la société, mais dans une information aussi complète que possible donnée aux parents des « disparus ».

C'est sans doute dans le domaine économique et social que les critiques adressées au gouvernement militaire sont les plus dures. Dans leur « exhortation pastorale » intitulée « Reconstrucción nacional et ordre moral », les évêques argentin affirmant : « Notre peuple éprouve de plus en plus de difficulté à vivre dans la paix et la justice, à la fois, la violence terroriste et les méthodes utilisées pour combattre la « subversion ». En ce qui concerne le problème de la position de la hiérarchie catholique, il est clair : ni « ouï-oui », ni « Nuremberg ». La solution réside non pas dans le « réexamen » des actions répressives, qui ne seront que déchirer du nouveau la société, mais dans une information aussi complète que possible donnée aux parents des « disparus ».

Le général Wilson avait monté une opération risquée, sans doute parce qu'il pensait pouvoir profiter du temps couvert pour décapiter aux postes d'observation argentin. Mais les nuages se sont dissipés et la voie était libre pour l'aviation de Buenos-Aires. Dans une dépêche quelque peu obscure, un correspondant de guerre avait annoncé, à la fin de la semaine dernière, une « action extraordinaire osée qui, en cas de réussite, rapprocherait la fin de la guerre » (le Monde du 8 juin). Elle n'a pas totalement échoué puisque les opérations avaient pratiquement été menées à bien quand les appareils argentins ont intervenus. Mais les dégâts matériels pourraient retarder l'assaut contre Port-Stanley, à moins que le commandant en chef ne tire de la vulnérabilité de ses troupes aux attaques aériennes la conclusion qu'il faut arrêter une décision le plus rapidement possible.

Contrairement aux affirmations de Buenos-Aires, on laisse entendre que les Britanniques ont maintenant établi une base solide à Bluff-Cove et Fitzroy et qu'elles encerclent donc totalement la garnison de Port-Stanley. Mais l'attaque de nuit a répété le danger que représente une crasse argentine, même très affaiblie, à un moment où tout le monde, en Grande-Bretagne, commençait à penser que les troupes de Buenos-Aires n'avaient plus d'autre choix que de se rendre.

DANIEL VERNET.

LA GUERRE DES MALOUINES

Le « mardi noir » de la Royal Navy

De notre correspondant

Londres. — Le 8 juin aura été un « mardi noir » pour la Royal Navy aux Malouines. L'attaque de l'aviation argentine a fait beaucoup plus de victimes et de dégâts que la dernière de la semaine dernière. Le chiffre officiel n'est pas encore connu. Mais le journal populaire Sun parle de « au moins 30 morts » et l'on craint que le bilan ne soit encore plus lourd. Selon l'envoyé spécial de la BBC, les raids argentins se sont d'autre part prolongés pendant toute la journée de mercredi.

Dans un premier temps, le porte-parole du ministère de la Défense avait indiqué que la frégate Plymouth avait été « endommagée » et que cinq blessés avaient été transportés sur d'autres bâtiments. Il avait déclaré que deux navires auxiliaires, le Sir-Galahad et le Sir-Tristram, avaient été touchés alors qu'ils débarquaient du matériel destiné à la 5^e brigade dans la petite baie de Bluff-Cove, la face de Fitzroy. Le revers du jour, en fait, beaucoup plus grave. Le ministère ne fait rien pour dissiper la confusion entourant les événements de mardi, mais avec les dépêches des correspondants de guerre, il est possible de reconstituer les grandes lignes de la bataille. Les gardes écossais et gallois, ainsi que les gendarmes népalais de la 5^e brigade commandés par le général Wilson ont quitté le Queen-Elizabeth 2 il y a une dizaine de jours, en direction du sud, où ils ont été transférés sur des bâtiments plus petits qui les ont amenés jusqu'à la tête de pont de San-Carlos.

Leur mission est de bloquer la garnison argentine au sud de Port-Stanley. Grâce à un simple coup de téléphone, le général Wilson apprend que les Argentins ont abandonné les villages de Fitzroy et de Bluff-Cove après avoir fait sauter le pont sur le petit estuaire. Il décide d'accéder le mouvement et d'éviter à ses hommes une longue marche. Un premier détachement est hébergé en plein jour. Pour les soldats qui sont déjà à Goose-Green, il requiert un bateau endommagé lors de la reconquête du village, mais vite réparé par les ingénieurs du génie et il fait transporter ceux qui se trouvent encore à San Carlos par bateau jusqu'à Lively Island, en face de Fitzroy. De là, la 5^e brigade doit être débarquée par Sir-Galahad et Sir-Tristram.

C'est mardi, au moment où l'opération touche à sa fin que la chasse argentine fait son apparition, sans avoir été précédemment interceptée par les avions britanniques Harrier. Sur la tête de pont de Bluff-Cove, les soldats

n'ont pas encore eu le temps d'organiser une défense aérienne efficace. La frégate Plymouth est atteinte. Une bombe touche la salle des machines du Sir-Galahad, provoquant l'explosion d'un réservoir d'oxygène. Les hommes, qui n'ont pas le temps de rejoindre les canots de sauvetage, sautent à la mer, raconte l'envoyé spécial de la chaîne britannique de télévision. Aussitôt, des hélicoptères viennent à leur secours mais une épaisse fumée noire.

Le Sir-Galahad a, selon toute vraisemblance, été incendié. Le Sir-Tristram, qui se trouve à quelque 200 mètres, est amarré dans les flammes. Le premier avait deux cent cinquante hommes à bord plus une équipe de soixante-neuf personnes, essentiellement d'origine chinoise. Une radio indépendante affirme que cent quarante-six blessés ont été ramassés à San-Carlos. Il a aussi qu'une barge de débarquement, appartenant au navire Fearless a aussi été incendiée et que ses quatre équipages sont portés disparus.

Le général Wilson avait monté une opération risquée, sans doute parce qu'il pensait pouvoir profiter du temps couvert pour décapiter aux postes d'observation argentin. Mais les nuages se sont dissipés et la voie était libre pour l'aviation de Buenos-Aires. Dans une dépêche quelque peu obscure, un correspondant de guerre avait annoncé, à la fin de la semaine dernière, une « action extraordinaire osée qui, en cas de réussite, rapprocherait la fin de la guerre » (le Monde du 8 juin). Elle n'a pas totalement échoué puisque les opérations avaient pratiquement été menées à bien quand les appareils argentins ont intervenus. Mais les dégâts matériels pourraient retarder l'assaut contre Port-Stanley, à moins que le commandant en chef ne tire de la vulnérabilité de ses troupes aux attaques aériennes la conclusion qu'il faut arrêter une décision le plus rapidement possible.

Contrairement aux affirmations de Buenos-Aires, on laisse entendre que les Britanniques ont maintenant établi une base solide à Bluff-Cove et Fitzroy et qu'elles encerclent donc totalement la garnison de Port-Stanley. Mais l'attaque de nuit a répété le danger que représente une crasse argentine, même très affaiblie, à un moment où tout le monde, en Grande-Bretagne, commençait à penser que les troupes de Buenos-Aires n'avaient plus d'autre choix que de se rendre.

DANIEL VERNET.

États-Unis Défaite des héritiers aux primaires sénatoriales de Californie

De notre correspondant

Washington. — Il ne suffit pas d'avoir un père dans le métier pour devenir sénateur. M. Barry Goldwater Jr et M. Maureen Reagan l'ont appris à leurs dépens, le 8 juin, aux « primaires » de Californie. Si la fille de l'idéologue d'extrême droite a obtenu 18 % des voix républicaines, la fille du président n'en a recueillies que 5 %. Et c'est le maire de San-Diego, M. Pete Wilson, qui a emporté la nomination pour les élections sénatoriales de novembre.

M. Goldwater était activement soutenu par son père. L'ancien candidat à la présidence de 1964, qui est toujours sénateur d'Arizona, avait collecté 300 000 dollars pour la campagne et figurait sur les affiches électorales de l'héritier. Mais celui-ci, âgé de quarante-trois ans, était plus « iséiste à regarder (un bel homme) qu'à entendre (une intelligence discutée).

Le président, en revanche, avait discrètement désapprouvé la candidature de sa fille aînée. Passant outre cette fêlure de quarante ans s'était lancée seule dans la bataille. Trois fois ma-

riée, ancienne actrice, aujourd'hui dans le marketing, mais républicaine de longue date, elle a l'air d'embarrasser son père et d'ennuyer les responsables de la Maison Blanche.

Du côté démocrate, une autre évidence s'est vérifiée : on ne déteste pas facilement un homme politique de stature nationale. L'écrivain Gore Vidal a été écarté par le gouverneur de Californie, M. Edmund (Larry) Brown, qui veut devenir sénateur pour mieux viser la Maison Blanche. M. Brown aura quarante-six ans en 1984. C'est un « présidentiable » assez sérieux. Tout sera fait, du côté républicain, pour lui barrer l'accès du Capitole en novembre.

Les « primaires » de Californie ont également donné la victoire au maire de Los Angeles M. Thomas Bradley, qui devient le candidat démocrate au poste de gouverneur. S'il est élu, l'autonomie — et les sondages lui donnent de bonnes chances — cet ancien policier sera le premier gouverneur noir des États-Unis. Quitte à viser plus haut ensuite.

Guatemala

L'armée investit le général Rios Montt de tous les pouvoirs

Guatemala (A.F.P., A.P., Reuters, U.P.I.). — La junte de trois officiers qui dirigeait le Guatemala depuis le coup d'État militaire du 23 mai a été dissoute le mercredi 9 juin, et son chef, le général Efraín Rios Montt, a été désigné par l'armée président de la République et commandant en chef des troupes du pays.

Ce changement a été justifié par la nécessité d'unifier les structures de commandement dans le pays. Le colonel Gordillo avait récemment indiqué que l'unité de vue entre les trois membres de la junte laissait à désirer. Mais des sources proches du palais présidentiel laissent entendre que les deux officiers évincés étaient restés trop proches du précédent régime, renversé le 23 mai, celui du général Lucas Gaviola.

Le général Maldonado a également donné sa démission de son poste de ministre de l'Intérieur : il a été remplacé à cette position par un proche du général Rios Montt, le colonel Ricardo Morales. Le colonel Gordillo, quant à lui, a été remplacé comme ministre des communications par le colonel Leonel Ortega.

Le nouveau président de la République est également investi des pouvoirs législatifs. Cette situation de concentration absolue des pouvoirs entre les mains d'un seul homme a suscité des réactions de la classe politique conservatrice du Guatemala, qui appelle de ses vœux la création rapide d'un conseil d'État, promis le 6 juin, par le général Rios Montt.

Rien qu'il ait promis de ramener la démocratie, le général Rios Montt n'a pas été acclamé pour des raisons. Il a, le 20 mai, proposé une amnistie aux guatemaltèques qui rendaient les armes dans un délai de un mois, les menaçant, au cas où ils n'obtempéreraient pas, d'une offensive majeure.

Le mercredi 9 juin, le colonel Lima, commandant les troupes de la province de Quiché, un plateau de la guerrilla, au nord du pays, a annoncé qu'une offensive menée la semaine précédente, contre les rebelles, avait entraîné la mort d'un moins cinquante d'entre eux, ainsi que celle de neuf soldats et de huit membres des milices de défense civile. En outre, dix-neuf autres guatemaltèques avaient été tués, le 4 juin, à Nebaj, dans le centre de Quiché.

A TRAVERS LE MONDE

Brésil

● LA SUPPRESSION DES DÉLÉGATIONS DES LA POLICE POLITIQUE (DOPS) dans les États de la fédération brésilienne a été annoncée le mercredi 9 juin par le ministre de la Justice, Francisco de Assis Brasil. Les DOPS, souvent condamnés pour leurs méthodes violentes par la presse, seront exercés par la police fédérale. Le directeur du DOPS de São Paulo, le principal délégué des pays, a vivement critiqué cette décision. Il y a deux semaines, en revanche, le gouverneur de l'état de Rio-Grande avait décidé de supprimer le DOPS de son territoire. — (A.F.P.)

Canada

● RETOUR DU DERNIER PROTAGONISTE DE LA CRISE D'OCTOBRE ENVOYÉ EN EXIL. — M. Yves Langlois, ancien membre du Front de libération du Québec (F.L.Q.), qui avait participé, le 5 octobre 1970, à l'enlèvement du diplomate britannique, M. James Cross, événement qui provoqua le début de la « crise d'octobre », est rentré, mercredi 9 juin, à Montréal où il a été arrêté et sera détenu aux tribunaux. M. Cross avait été libéré le 3 décembre 1970 à la différence du ministre québécois Pierre Laporte, également enlevé par le F.L.Q. et qui fut assassiné en ses ravisseurs avaient obtenu un sauf-conduit pour Cuba. Ces dernières années, M. Langlois vivait à Paris où il avait obtenu l'asile politique. — (Corresp.)

Colombie

● L'ÉTAT DE SIÈGE SERA LÉVÉ. — Le 20 juin, a annoncé le 9, le ministre de la Justice colombien, M. Pedro Andrés Buitrago, que le décret de l'ordre public ne vient empêcher la réalisation de cette promesse, le pays retrouvera une normalité constitutionnelle à peu près inconnue depuis trente ans. La dernière proclamation de l'état d'exception remonte à 1978. — (A.F.P.)

El Salvador

● CENT TRENTA-CINQ GUERRILLEROS ONT ÉTÉ TUÉS lors de l'opération menée, onze jours durant, dans la province septentrionale de Chalusotango par la troupe d'élite salvadorienne, le commandement militaire, le mercredi 9 juin, un porte-parole militaire. Dix civils, dont des femmes et des enfants, ont également été victimes des opérations, ainsi que trois soldats. Douze campements de guérilla auraient été rasés, seize autres armées saisies, et cinquante faits prisonniers, dont une femme. — (A.F.P.)

Inde

● DIX-NEUF PERSONNES ONT ÉTÉ TUÉS PAR L'EXPLOSION D'UNE BOMBE sur un marché de Calcutta, capitale de l'état d'Assam, dans le nord-est de l'Inde. On compte en outre une quarantaine de blessés, dont la plupart sont dans un état critique. L'état d'Assam connaît une agitation endémique due à la présence sur son territoire d'envi-

ron millions de réfugiés « déguisés » (selon des chiffres officiels) venus du Bangladesh voisin, et dont une partie de la population demande la déportation. — (A.F.P., Reuters.)

Kenya

● ADOPTION D'UN RÉGIME DE PAIX UNIQUE. — Le parlement kenyan a adopté mercredi 9 juin, à l'unanimité, un amendement à la Constitution instituant un régime de parti unique (le Monde du 10 juin). Tout candidat à la présidence devra être membre du seul parti kenyan, l'Union nationale africain du Kenya (KANU). La Constitution permettrait, jusqu'à la création d'autres partis, bien que le dernier amendement d'opposition, dirigé par l'ancien vice-président Oginga Odinga, ait été interdit en 1980 par le président Kenyatta. La décision du Parlement fait suite à des rumeurs selon lesquelles M. Odinga avait l'intention de recréer un parti, ce qu'il a démenti. Il n'y a pas moins été exclu de la KANU, ce qui l'empêche de se présenter à des élections législatives. — (A.F.P.)

Tchad

● LE COLONEL KAMOUQUE EN DIFFICULTÉ. — L'ancien président du Conseil d'État tchadien, le colonel Kamougue, a été renversé le 9 juin, dans son P.C. de Moumoudou, dans le sud du pays, face à une coalition de dirigeants sudistes qui lui demandaient de quitter le pays. Le principal adversaire du colonel Kamougue était le lieutenant-colonel Rodolphe, commandant en chef des F.A.T. (Forces armées tchadiennes). D'autre part, le Nigeria, dont un contingent militaire se trouve encore au Tchad dans le cadre de la Force égyptienne de paix, s'est retiré, mercredi, de la prise, de N'Djamena par M. Habbé se soit déroulée sans effusion de sang et a réaffirmé la tenue d'élections libres la plus tôt possible. — (A.F.P., Reuters.)

Union soviétique

● LA FIN DE LA FÊTE DES FILS DU COUP D'ÉTAT DÉBUTÉ. — Victor Korkotouk, un vétéran vétéran d'émigration pour l'Occident, après cinq ans d'attente, le 27 juin, Victor Korkotouk avait demandé l'asile politique, en 1977, aux Pays-Bas. Il a été exclu de la nationalité soviétique et vit en Suisse. — (A.F.P.)

Yougoslavie

● LE PROCÈS EN APPEL de M. Marko Veselica s'est ouvert jeudi 10 juin devant la Cour Suprême de Croatie. Il s'agit d'un accusé, en août 1981, à onze ans de prison pour « propagande hostile ».

● M. VLADIMIR BAKARTCHOU, vice-président de la présidence fédérale de l'état yougoslave et membre de la présidence de la Ligue des communistes, a été hospitalisé mercredi 9 juin, il doit subir une intervention chirurgicale. Il avait déjà été opéré en 1980. À ce moment, dix ans, il est l'un des derniers survivants des proches compagnons de Tito. — (A.F.P.)

مكتبة الامم المتحدة

LA CONFÉRENCE DE PRESSE

LA DÉCLARATION PRÉLIMINAIRE

(Suite de la page 9.)

Donc, j'ai dit d'abord — c'est la première condition — que la reconquête du marché intérieur et, c'est complémentaire, accroître la compétitivité sur le marché extérieur, j'y reviendrai dans un moment.

La deuxième condition consiste à assurer notre avenir technologique. Le rôle accru du secteur public le permettra, mais en même temps, par effet d'entraînement, des centaines de petites et moyennes entreprises à haute technologie, à grande capacité, seront aidées, encouragées, je le répète, entraînées dans le mouvement dont nous prenons l'initiative. Et comme nous irons naturellement vers la solution de nos choix, je pense que l'accent sera mis surtout sur les filières électroniques.

La troisième condition sera la poursuite de la justice sociale, transferts fiscaux, transferts sociaux.

La quatrième condition : reconstituer l'épargne et, la cinquième : équilibrer le territoire, d'où toute une série de problèmes posés pour notre agriculture et ceux que pose constamment notre environnement.

Le point suivant de cet exposé préliminaire est tout simplement l'examen des moyens. C'est là que vous trouverez par rapport à vos questions, à vos commentaires, aux débats qui s'ensuivront, autre chose que des intentions affirmées, que l'existence ou le dessin d'une politique, chose nécessaire sans doute, mais qui ne serait pas suffisante.

La responsabilité politique, ce n'est pas simplement la capacité de présenter un beau programme ; encore faut-il en avoir un, ce qui n'est pas donné à tout le monde. Alors, quels moyens ? Priorité à l'investissement et à l'innovation, si je dit.

Il faut que nous mobilisions nos facultés industrielles. D'autres que moi ont parlé promotion de l'industrie, avant la guerre, la deuxième guerre mondiale, mais beaucoup plus dans les années 1965 à 1970 et même un peu au-delà.

Finora la France dans la compétition ; aujourd'hui, il faut faire quelque chose de plus, c'est-à-dire choisir les secteurs où cette industrie est franchement compétitive, plus encore, où la France peut s'assurer la primauté sur le marché.

C'est possible. C'est tellement possible qu'on s'y met et qu'on a la certitude de réussir. Dès maintenant, dans les études que j'ai en cours, j'ai demandé au premier ministre de prévoir l'engagement d'un certain nombre de milliards pour l'industrie, au travers du secteur public, existant existant avant 1982 ou récent (cinq grands groupes industriels).

Je vais vous donner une petite statistique sur l'évolution des investissements des entreprises nationales (il y en a eu davantage aujourd'hui, cela pourrait expliquer la différence pour une part). Alors que l'investissement privé n'était pas en progrès, les entreprises nationales ont investi 12,5 milliards en 1980, onze milliards sept cents millions en 1981, grâce aux correctifs intercalaires, douze milliards huit cents millions en 1982, seize milliards trois cents millions en 1983, je veux que nous allions vers les vingt-cinq milliards, parce qu'il y a priorité.

Mais l'investissement doit se porter aussi sur le logement. Il doit se porter sur les grands travaux. Il faut créer un Fonds de

grands travaux obéissant à des règles particulières et servant, dans le plus bref délai, pour la ville comme pour l'ensemble des réseaux de campagne, au niveau des capacités de toutes nos régions — de support au développement du bâtiment, des communications, forme de relance peu porteur d'inflation, parce qu'elle est généralement économe d'importations.

Je ne serais pas complet si je ne disais pas les grands efforts sur l'éducation et sur la formation professionnelle en période d'innovation : à industries nouvelles, qualifications nouvelles des hommes. Il faut donc créer les conditions des qualifications professionnelles qui nous permettront de saisir notre société en pleine mutation, et encore une fois, la recherche restera dans le budget.

REVENU AGRICOLE : 1977, SEULE ANNÉE POSITIVE

Si l'on excepte l'année 1977, où le revenu agricole moyen (par exploitation) a augmenté de 0,3 %, ce revenu a effectivement baissé chaque année à partir de 1974. Cette baisse succédait à une série d'années bénéficiaires. Pour la période 1974-1981, le revenu agricole moyen en France constants a diminué de 2,05 %. Dans cette série négative, les résultats de 1981 sont les moins mauvais avec une baisse de 0,4 % seulement.

En tablant sur un maintien des cours relativement élevés pour les productions animales et sur une modération naturelle ou provoquée — ce sera le thème de la prochaine conférence annuelle — des coûts de production, le chef de l'Etat espère parvenir à maintenir le revenu agricole en 1982. Il faut rappeler, cependant, que les comptes nationaux ont pris en compte dans le calcul des revenus de 1981 des aides effectivement versées cette année, mais octroyées au titre du maintien du revenu de 1980 qui, lui, avait chuté de 6,4 %. Enfin, dans ceux de 1974 à 1978 sont considérés comme définitivement arrêtés.

proche du secteur privilégié dans la répartition stricte des crédits.

Bref, il nous faut compléter les conditions de la croissance telles qu'elles ont été engagées l'année dernière. Les moyens en sont la priorité à l'investissement, à l'innovation et, secondaire, la maîtrise du déficit du budget de l'Etat. Ce déficit est d'environ 3 %, et il ne faut pas qu'il devienne un pourcentage appliqué au produit intérieur brut. Certes, on peut se prévaloir de ce que ce déficit est sans doute le plus faible à l'heure actuelle par rapport aux autres pays industrialisés. La question se pose, d'après les derniers chiffres, au regard de la Grande-Bretagne. Mais il est inférieur au déficit allemand, au déficit américain, au déficit japonais, au déficit italien. Nous disposons d'un bon instrument, mais faisons attention aux tendances : si nous tendons vers le haut, d'autres tendront vers le haut, et ce déficit, il ne faut pas se rencontrer au mauvais endroit. Par ailleurs, il est d'autres critères ou d'autres param-

tres économiques qui font que l'élément du déficit budgétaire n'est pas suffisant pour nous ; et ces paramètres ne sont pas toujours à notre avantage.

Il faut donc être strict et attendre du gouvernement qu'il respecte — je n'ai pas lieu d'en douter, sachant les dispositions déjà prises et, d'autre part, l'engagement du gouvernement tout entier — ce plafond de 3 %, pas davantage, en tenant compte des progrès réalisés grâce à la croissance qui nous donnent une certaine marge d'action.

Il faut un budget maîtrisé pour la Sécurité sociale, aussi. C'est là un des grands dossiers pour les mois, que dis-je, pour les semaines qui viennent. Il est donc nécessaire de réajuster le budget social est plus lourd que le budget de l'Etat. Si le budget de l'Etat en 1982, s'il est de 200 milliards (789 ou 790), le budget social dépasse 800 milliards. C'est pose des problèmes de responsabilité : ceux qui assurent la dépense doivent aussi, pour une part, assurer la recette et s'il doit exister une solidarité entre toutes les parties prenantes, il faut que chacun soit responsable.

Et l'on ne me fera pas croire qu'il n'est pas possible, après avoir remis vraiment la Sécurité sociale à son vrai budget, de la tailler dans les ordonnances de 1987, de trouver des économies de l'ordre de 6, 7, 8 milliards pour la période 1981-1982, ce qui permettrait d'atteindre la fin de 1983 sans aucun déficit de la Sécurité sociale, la note restant sous nos yeux plus lourde encore pour 1983.

La Sécurité sociale, c'est un dossier particulier dont vous connaissez la lourdeur, celui de l'UNEDIC, dû à l'accroissement du chômage, à la déperdition de richesses pour le pays, que représentent deux millions de chômeurs.

Et, à cet égard, il faut que l'on sache que l'entente que les parties prenantes, organisations patronales et syndicales, participent par leurs cotisations au redressement de l'UNEDIC, j'en tends que la solidarité joue, la comme ailleurs, et que ceux qui détiennent la garantie de l'emploi participent à l'équilibre des échanges pour ceux qui n'en ont pas.

Priorité à l'investissement et à l'innovation, donc un premier temps, maîtriser le budget de l'Etat et le budget social, deuxième condition, la troisième est, qu'il s'agit de décaler l'emploi, mais seulement à reculons, mais de façon offensive. Il est une règle qui me paraît de l'ordre de l'éternel d'être : faut-il donc prioriser la croissance dans la lutte contre l'inflation, ou à la liberté, ou priorité à la lutte contre le chômage ?

Ce sont des termes qui manquent de sens ; rien n'est plus inflationniste qu'un chômeur et rien n'est plus déflationniste qu'un chômeur. Il faut maîtriser l'inflation, cela veut dire que ces termes sont inséparables, et on ne peut guère l'un de ces maux sans préjudice de l'autre. Je veux vous dire que ce n'est pas encore notre cas vers une limitation de la courbe d'accroissement du chômage, avec un nombre plus réduit, même s'il est important de se débarrasser du chômage tend à stationner dans son évolution, pas encore à diminuer.

Ceux qui pourront le plus feront le plus et ceux qui pourront le moins s'associeront. Pour ma part, j'appelle à donner à la France les moyens qui permettront à tous et à chacun de vivre mieux. Les citoyens savent de quelle façon vivre les personnes âgées, les familles, les femmes seules, le SMIC.

Quoi qu'il advienne de nos finances publiques, ces catégories ne pourront pas être oubliées. Il faut leur donner leur pouvoir d'achat, et je le souhaite — je pense que M. le premier ministre sera en mesure de le faire. Ce n'est pas un projet, c'est un engagement, qu'il faut lier dans un délai raisonnable la rencontre des partenaires sociaux, qu'ils soient réunis autour d'une même table, pour examiner en commun ce qui convient à leur pays, ce qui convient à la production, ce qui convient sur intérêts légitimes de chaque groupe social. L'Etat sera là et dira son mot.

Équilibrer le territoire, je l'ai dit tout à l'heure, cela s'applique spécialement à la politique agricole. Vous savez de quelle façon nous avons négocié au sein de la Communauté économique européenne ; de quelle façon nous avons tenu, sur le plan de la production viticole, les discussions nécessaires ; de quelle façon nous avons garanti les producteurs de lait. La production animale, au dehors du marché, est à l'heure actuelle positive. Ce sera peut-être la première année, depuis huit ans, où le pouvoir

d'achat des agriculteurs dans leur moyenne n'aura pas baissé, alors que la chute de l'indice du prix du lait depuis huit ans ; c'est en tout cas à quel nous tendons ; faire que les agriculteurs soient en mesure de reculer à cet égard. Vous savez de quelle façon il y a des jeunes sur la terre, qu'ils puissent exploiter sans être écrasés par les dettes ; qu'ils trouvent les relais, tandis que l'ensemble des producteurs se verra, grâce aux offices par produits, en état d'organiser les marchés à elles ont réussi.

Le cinquième point de cet exposé — mais je passerai très vite, car je suppose que vous en userez autant que vous le voudrez — c'est ce que j'appellais tout à l'heure une présence plus active de la France dans le monde, la politique étrangère de la France que je résume en termes simples, à la fois, l'un et l'autre le point de vue, ni isolément. Ni isolément, ni isolément. Cela se traduit en termes positifs par l'indépendance et la solidarité. L'indépendance nationale. On pourrait énumérer l'ensemble des problèmes difficiles que nous avons à traiter. Je vous en faisais le bilan, mais nul ne peut penser que je n'ai pas dans l'esprit le problème des Malouines, celui du Liban, celui de l'Irak, celui de la construction communautaire en Europe, celui du tiers-monde et particulièrement de l'Afrique, si chère à la France, le problème du Tchad, celui du Sahara, le problème d'un sommet, à la veille d'un entre, Versailles et Bonn, quelle est la place de la France.

Cette place, je vous en parlerai, mesdames et messieurs. Je sais qu'elle vous intéresse, vous passionne même. Mais j'ai déjà trop parlé. Il me fallait bien tracer les grandes lignes. A vous de me les faire préciser. Merci. Voulez-vous que nous commençons tout, de suite ?

Alors, défendons l'emploi, les jeunes d'abord, les adultes aussi, de dix-huit ans jusqu'à quarante ans, et dix-huit ans la formation professionnelle, une réforme de l'Agence nationale pour l'emploi, un redéploiement des industries de chômage, et peut-être encore une meilleure approche du problème posé par le travail à temps partiel.

Quatrième point, quant aux moyens que nous allons nous donner, que nous avons commencé de nous donner à nous-mêmes, on va vers la reconquête du territoire ; pour cela, naturellement, il faut avoir la volonté, le goût d'épargner, ensuite il faut le pouvoir, et nous voulons développer, chaque fois que cela sera possible, et ce sera possible, le capital à risque.

Il faut que tous ceux qui épargneront sachent que cette épargne leur profitera en même temps, mais en même temps, tout entier, il faut multiplier — en échangeant les formules adoptées jusqu'ici, en les rendant plus justes, en cherchant le moyen terme, mais en même temps, on ne cherchant pas simplement à faire profiter des législations fiscales privilégiées les plus riches — des comptes épargne-investissements pour les entreprises et pour les individus, les ménages, qui correspondront à des exonérations fiscales.

Cinquième point, nous pourrions hardiment notre politique de justice sociale, nous pourrions les nouvelles solidarités. Par une politique fiscale ? Oui, il n'y aura pas une charge plus lourde sur le plan fiscal, car dans l'année qui vient, nous aurons un budget qui on a déjà plusieurs fois appelé que le prélèvement obligatoire (Etat plus prélèvement social) représente un tout petit peu plus de 42 % du produit intérieur brut ; c'était 42,5 % en mai 1981. Nous avons donc légèrement débordé. On avait précédemment débordé de 38 % à 42 % en mai 1980. Nous avons donc considérablement redressé la tendance ; elle sera plus encore redressée en 1983. Il n'y aura pas de nouvelles charges sociales, mais nous aurons une répartition plus juste afin que ceux qui font des sacrifices depuis cent cinquante ans, c'est-à-dire depuis le début de la société industrielle, ne soient pas encore chargés de porter à eux seuls tout le poids de la nation.

La rencontre des partenaires sociaux

Ceux qui pourront le plus feront le plus et ceux qui pourront le moins s'associeront. Pour ma part, j'appelle à donner à la France les moyens qui permettront à tous et à chacun de vivre mieux. Les citoyens savent de quelle façon vivre les personnes âgées, les familles, les femmes seules, le SMIC.

Quoi qu'il advienne de nos finances publiques, ces catégories ne pourront pas être oubliées. Il faut leur donner leur pouvoir d'achat, et je le souhaite — je pense que M. le premier ministre sera en mesure de le faire. Ce n'est pas un projet, c'est un engagement, qu'il faut lier dans un délai raisonnable la rencontre des partenaires sociaux, qu'ils soient réunis autour d'une même table, pour examiner en commun ce qui convient à leur pays, ce qui convient à la production, ce qui convient sur intérêts légitimes de chaque groupe social. L'Etat sera là et dira son mot.

Équilibrer le territoire, je l'ai dit tout à l'heure, cela s'applique spécialement à la politique agricole. Vous savez de quelle façon nous avons négocié au sein de la Communauté économique européenne ; de quelle façon nous avons tenu, sur le plan de la production viticole, les discussions nécessaires ; de quelle façon nous avons garanti les producteurs de lait. La production animale, au dehors du marché, est à l'heure actuelle positive. Ce sera peut-être la première année, depuis huit ans, où le pouvoir

SPECIAL BAC préparation intensive
INSTITUT BARGUE
86 aux Tles ABCD
sciences po
(1) 306 77 09

La reprise s'est arrêtée

« Nous avons d'abord voulu rallumer le moteur de notre production (...). Résultat : un a plus tard une croissance qui n'est pas autonome, qui est tout de même la plus forte de tout le monde occidental », a déclaré M. Mitterrand.

Les statistiques de l'INSEE montrent en fait que, au moment où — pour accroître la consommation des ménages — le gouvernement relançait la dépense (35 milliards de francs, soit 1 % du produit national mis au pot en juin-juillet 1981), la reprise avait déjà en cours. Le produit national, après avoir chuté de 0,6 % au premier trimestre de 1981, avait en effet progressé de 1,3 % au second trimestre du fait, notamment, de la coopération par M. Barre de la majoration d'un point des cotisations d'assurances-maladie des salariés, du fait aussi de la distribution de subventions aux agriculteurs au titre de la garantie de leur pouvoir d'achat.

Les statistiques de l'INSEE montrent que la reprise s'est vite essouffée. L'indice trimestriel de production industrielle, après avoir progressé au deuxième et au troisième trimestre, a baissé au quatrième (1). Les comptes trimestriels de l'INSEE confirment cette évolution, le produit national brut marchand baissant de 0,1 % au premier trimestre 1982.

L'évolution en cours — la tendance, comme disent les conjoncturistes — est donc celle d'une stagnation de la production, voire d'une très légère baisse, qui s'explique par le déclin de nos exportations à l'étranger et l'arrêt de la reconquête des stocks dans les entreprises.

En moyenne annuelle, la croissance économique aura été très faible en 1981 : + 0,5 % par rapport à 1980. Pour 1982, l'INSEE prévoit 2 % de croissance du produit national : selon ce chiffre, table-4-1 sur une nette reprise de l'activité au deuxième semestre de cette année, entraînée par un indispensable redéploiement des exportations. Les prévisions faites en septembre 1981 tablent sur une croissance de 0,5 % en 1982.

Avons-nous fait mieux que « tout le monde occidental » ? L'affirmation de M. Mitterrand doit être nuancée. En moyenne, les grands pays industrialisés de l'O.C.D.E. ont connu une croissance de 1,2 % en 1981 (2). Ce taux supérieur, en outre, est-elle que par les résultats des Etats-Unis (+ 2 %) et du Japon (+ 2,9 %). Il est vrai, en revanche, que les pays européens voisins de la France ont fait plus mal que nous en matière de reprise d'activité, puisque pour 1981, leurs résultats ont été les suivants : — 0,3 % pour la R.F.A., — 1,9 % pour la Grande-Bretagne, — 0,5 % pour l'Italie, — 0,6 % pour les pays européens. — A. V.

(1) L'indice trimestriel de la production industrielle calculé par l'INSEE sur la base du P.N.B. (premier trimestre 1981, puis 124, 125 et 124 aux trimestres suivants).

(2) Ce chiffre calculé par l'O.C.D.E. sur la base du P.N.B. (premier trimestre 1981, puis 124, 125 et 124 aux trimestres suivants) est légèrement supérieur à celui de l'INSEE.

Courage et ambiguïtés

C'est un discours relativement courageux qu'a tenu le président de la République pour traiter du « grand dossier », l'« état » de la République, le président de la République, placé au jour du mur, les syndicats de fonctionnaires, d'enseignants, mais aussi les ministres communistes.

Courage enfin quand M. Mitterrand affirme, à propos de la protection sociale, que ceux qui assurent les dépenses doivent assurer les recettes. Cette déclaration, si on la traduit bien, signifie qu'en cas d'économie insuffisante, il faudra quand même accroître les cotisations des assurés si l'on veut maintenir la protection sociale. Or les excédents prévisionnels des dépenses par rapport aux recettes vont s'accroître dans les années à venir, dans des proportions gigantesques, et c'est là que l'ambiguïté transparaît. Comment peut-on évoquer le maintien des prélèvements obligatoires à 42-43 % de la production intérieure brute et, en même temps, laisser entendre que la formule de l'assurance, c'est-à-dire l'équilibre entre cotisations et dépenses, doit jouer ? Comme l'a indiqué l'INSEE, après les travaux pour le VIII^e Plan, plus pour le plan intermédiaire, les besoins de financement pour la protection atteignent quelque 40 milliards de francs en 1983 et 60 à 120 milliards de francs en 1985. Des économies sont possibles, mais seront-elles suffisantes. Dès lors, un accroissement du prélèvement obligatoire (à 2 points de cotisation par an) semble inévitable. Mme. Quastiaux, l'a indiqué nettement dans une interview au Monde quand elle parle d'un accroissement de la participation du budget de l'Etat plutôt que des cotisations. Elle le laisse entendre par là, mais n'explique quand elle estime officiellement qu'un accroissement des prélèvements obligatoires ne peut pas être évité.

En somme, M. Mitterrand, dans sa conférence de presse, a planté le drapeau à la fois de la rigueur et de la solidarité. Il est d'accord pour déshabiller Pierre le riche, afin d'habiller Paul le déshérité au nom d'une meilleure répartition. Face aux questions entre ministres sur le niveau des cotisations sociales, il est à la fois d'accord avec Michel au Jacques pour traîner en période de crise la progression des dépenses sociales, mais il est aussi avec Nipia pour demander, si nécessaire, aux Français, un effort contributif.

C'est un discours relativement courageux qu'a tenu le président de la République pour traiter du « grand dossier », l'« état » de la République, le président de la République, placé au jour du mur, les syndicats de fonctionnaires, d'enseignants, mais aussi les ministres communistes.

Courage enfin quand M. Mitterrand affirme, à propos de la protection sociale, que ceux qui assurent les dépenses doivent assurer les recettes. Cette déclaration, si on la traduit bien, signifie qu'en cas d'économie insuffisante, il faudra quand même accroître les cotisations des assurés si l'on veut maintenir la protection sociale. Or les excédents prévisionnels des dépenses par rapport aux recettes vont s'accroître dans les années à venir, dans des proportions gigantesques, et c'est là que l'ambiguïté transparaît. Comment peut-on évoquer le maintien des prélèvements obligatoires à 42-43 % de la production intérieure brute et, en même temps, laisser entendre que la formule de l'assurance, c'est-à-dire l'équilibre entre cotisations et dépenses, doit jouer ? Comme l'a indiqué l'INSEE, après les travaux pour le VIII^e Plan, plus pour le plan intermédiaire, les besoins de financement pour la protection atteignent quelque 40 milliards de francs en 1983 et 60 à 120 milliards de francs en 1985. Des économies sont possibles, mais seront-elles suffisantes. Dès lors, un accroissement du prélèvement obligatoire (à 2 points de cotisation par an) semble inévitable. Mme. Quastiaux, l'a indiqué nettement dans une interview au Monde quand elle parle d'un accroissement de la participation du budget de l'Etat plutôt que des cotisations. Elle le laisse entendre par là, mais n'explique quand elle estime officiellement qu'un accroissement des prélèvements obligatoires ne peut pas être évité.

En somme, M. Mitterrand, dans sa conférence de presse, a planté le drapeau à la fois de la rigueur et de la solidarité. Il est d'accord pour déshabiller Pierre le riche, afin d'habiller Paul le déshérité au nom d'une meilleure répartition. Face aux questions entre ministres sur le niveau des cotisations sociales, il est à la fois d'accord avec Michel au Jacques pour traîner en période de crise la progression des dépenses sociales, mais il est aussi avec Nipia pour demander, si nécessaire, aux Français, un effort contributif.

Courage encore lorsque le chef de l'Etat s'est adressé aux syndicats, au patronat, puis aux fonctionnaires et à tous ceux qui ont une garantie d'emploi pour leur dire que tous devaient accepter de participer par des

JEAN-PIERRE DUMONT.

La reconstitution de l'épargne

La reconstitution de l'épargne figure parmi les objectifs de M. Mitterrand. De 1974 à 1981, le taux d'épargne des ménages a diminué, revenant de 17,4 % par an à 14,4 %, avec une chute à 12,6 % en 1975. Cette diminution, due au ralentissement de l'augmentation du pouvoir d'achat des ménages et à la crise économique, a été observée dans la plupart des pays industrialisés.

Le taux d'épargne financière a beaucoup moins diminué, venant de 5,1 % en 1974 à 4,4 % en 1981, avec des passages à 7,5 % en 1975 à 7 % en 1978. L'épargne liquide, très importante en France (plus de 1 400 milliards de francs) par rapport à l'épargne à long terme (obligations pour 800 milliards de francs et 220 milliards de francs pour les actions), a eu tendance à fléchir, en proportion, ces dernières années, au profit des obligations. Ces dernières, à l'initiative de M. Barre, qui, à partir de mai 1979, décide de relever massivement les taux d'intérêt en les rendant supérieurs au taux d'inflation, ont vu leurs émissions annuelles passer de 65 milliards de francs en 1980 et à 106 milliards de francs en 1981.

Cette même année, toutefois, après avoir diminué pendant trois exercices consécutifs, les excé-

dents dans les caisses d'épargne se sont mis à augmenter. La création du livret rose à revenu indexé sur l'inflation et destiné aux ménages à revenu modeste devait donner une nouvelle impulsion à cette forme d'épargne.

Quant au compte épargne-investissement réservé aux ménages, dont a parlé le chef de l'Etat, il s'agit probablement de l'une des formules proposées récemment par le rapport Dauterme sur le développement et la protection de l'épargne. C'est d'abord un plan d'épargne inverse (P.E.I.), qui recueillirait des placements en actions ou obligations françaises à revenus exonérés d'impôt avec un plafond de 50 000 F par ménage et une durée d'immobilisation de cinq ans. Ensuite, la commission envisage la création d'un nouveau instrument original, le compte d'épargne patrimonial (C.E.P.), composé d'actions pour les deux tiers au moins et alimentées par une épargne nouvelle, avec un crédit d'impôt de 20 % et un plafond annuel de 10 000 F. Les deux instruments pourraient recevoir des actions acquises depuis 1978 au titre de la loi Monod, dont elle constituerait le relais. Mais, pour l'instant, aucune formule précise n'a encore été retenue par les pouvoirs publics.

F. R.

PRÉSIDENT

Tous vos ch
de réflexi
ont dans Ch

مكتبة الأمل

LA CONFÉRENCE DE PRESSE

appel du gouvernement légitime
du Liban sera entendu par la
France.

Il est, donc, par contre, le ma

REDACTED b.

à ce que des relations fécondes de tous ordres existent entre l'Amérique latine et la France.

» Des événements surgissent dont je ne suis pas le maître. Je

» Nous l'avons fait; nous soutenons les gouvernements légitimes. Comment naissent ces gou-

de l'ordre soient présentes sur le terrain au maximum. Moins de gens dans les bureaux, dans les administrations — j'ai entendu

1990

[illegible]

150 من الأصل

PRESSE

DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

LES RÉPONSES

un parlementaire s'exprime dans l'entourage le cas échéant des élections. Il faut que tous soient d'accord, et surtout au maximum à la sécurité des braves gens qui peuvent compter sur le gouvernement de la République pour être à la fois vigilants et quand il le faut, sévères, afin que ne débouche pas l'appel à la violence.

La francophonie

Le recul de la francophonie n'est-il pas inquiétant ? C'est pourquoi je m'en occupe ! C'est un sujet qui me passionne. Je pense que les institutions existantes ne sont pas en mesure de répondre à mon attente. Nous avons cependant à leur tête un certain nombre de responsables de grande valeur, qui vont pouvoir me soumettre des propositions qui feront que la francophonie et les institutions tendant à défendre la langue française soient mises en place d'ici peu, y compris l'institution francophone qui a été sur des problèmes propres au Canada, au Québec, nous le savons. C'est l'idée chère à M. Sangnier, qui n'est pas simple. Je crois pouvoir compter sur le concours de personnalités éminentes qui ont déjà accompli, qui ont pu se faire entendre et qui, à l'avenir, pourront nous aider. Je pense à M. Pierre Emmanuel, à M. Philippe de Saint-Robert, qui pendant des années ont servi dans ce domaine, et qui, à l'avenir, pourront nous aider. Je pense aussi que l'action de M. Parandis est moderne, rafraîchissante, et en même temps active, dynamique.

Durée du travail et partage des revenus

Un journaliste m'a dit que M. Mitterrand n'a pas abordé le partage du travail et des revenus.

Tous les mots que je n'ai pas dit ne signifient pas que j'ai renoncé à mettre en œuvre la réalité que je retourne. J'ai pu parler des choses dont on a parlé tous les jours, sur lesquelles la position du gouvernement est bien connue. C'est une priorité. J'ai dit tout de même les ordonnances et j'ai cru, par ce mot, reconnaître l'ensemble de ceux qui ont travaillé, les heures, les cinquante semaines de congés payés, la retraite à

soixante ans. Ce sont des implications tout de même intéressantes de ce que nous entendons par le partage. J'ai quand même parlé du partage du temps de travail, je n'ai, en effet, pas parlé — je suis passé un peu vite — du partage du travail qui occupe tellement le gouvernement. On discute même actuellement de ces choses dans nos assemblées. Cela reste une priorité du gouvernement.

Les élections municipales

À quelles conditions les partis de gauche peuvent-ils gagner les élections municipales en mars prochain ?

Si les travaillent bien, si le gouvernement est en mesure d'entraîner les Français, comme il le fait déjà dans une grande section de redressement national, si les Français — et j'ai confiance en eux — consentent à l'effort dans la justice sociale qui leur est demandé pour la France et pour eux-mêmes, alors je pense que les Français sauront être logiques, avec eux-mêmes. Ils savent qu'on ne fait rien avec rien. On ne gagne pas des élections par des méthodes procédurières, on ne gagne pas des élections avec une loi électorale. C'est pourquoi le projet qui sera soumis au gouvernement n'est pas un projet pour gagner les élections. Nous avons toujours gagné nos élections avec les lois faites par les autres ! Attention à ce que la même loi ne se vécisse pas en sens inverse, ou plutôt de la même façon, mais en sens inverse quant aux bénéficiaires !

Le sort de Virgil Tanoso

Une question établit un parallèle entre l'enlèvement de Mehdi Ben Barka, il y a vingt ans, et le disparition, il y a deux jours, à Paris, de l'émigré d'origine roumaine Virgil Tanoso. Ne s'agit-il pas d'un crime d'État perpétré pour les mêmes raisons, et dans les mêmes circonstances ?

(Lire la suite page 16.)

Un sommet social pour quoi faire ?

M. Mitterrand a surpris beaucoup de monde, y compris dans son entourage, en proposant une réunion, en juillet ou en septembre, de tous les partenaires sociaux sous le houlette du premier ministre. Un tel sommet ne serait pas une pratique tout à fait nouvelle pour le nouveau pouvoir puisque, à deux occasions, le 12 juin 1981 et le 11 février 1982, M. Mauroy avait réuni les organisations syndicales et patronales. Mais il ne s'agissait alors que de la durée du travail. L'objectif présidentiel est aujourd'hui plus ambitieux — même si un certain flou n'est pas complètement dissipé : « Parvenir à maîtriser d'un commun accord les grands équilibres et, d'autre part, ce pourrait être une bonne occasion pour chacun de rapprocher ses thèses ».

L'histoire des quarante-cinq dernières années est cependant là pour attester le risque qu'il peut y avoir à trop attendre de tels sommets sociaux. Maitron, Grenelle, Tilsit, autant de conférences qui n'ont pas toujours répondu aux résultats escomptés même si le contexte dans lequel elles ont été intervenues et leur nature étaient sensiblement différents de ce qui est envisagé aujourd'hui. Lorsque aussitôt après la constitution du nouveau gouvernement, Léon Blum convoqua le patronat (le C.G.P.F.) et le C.G.T. (le 7 juin 1936 à Maitron), il s'agit principalement de faire face à l'importante vague de conflits sociaux qui secoua le pays. Cette conférence — à chaud — per-

mettra, grâce aux accords réalisés, de faire refluer le mouvement. La conférence de Grenelle du 25 mai 1968 réunit, là aussi à chaud, l'ensemble des organisations syndicales et patronales à l'initiative de Georges Pompidou. Mais le protocole d'accord en 8 points qui est signé donne peu de fruits. Il est immédiatement dénoncé à Renault-Billancourt puis dans de nombreuses grandes entreprises. C'est donc ces entreprises qu'il faudra renégocier pour faire cesser les grèves.

Ni Maitron ni Grenelle ne peuvent donc servir de référence à la nouvelle conférence, puisque celle-ci se produirait, en principe, à froid, alors que la ministre du travail fait état actuellement d'une baisse du nombre de grèves. Un nouveau Tilsit ? En mars 1969, M. Schumann, ministre des affaires sociales, avait réuni l'ensemble des partenaires sociaux, presque à froid, pour « préparer et faciliter les négociations contractuelles des salaires au niveau des différentes branches d'activité ». Mais, sans ordre du jour précis, la conférence n'avait débouché que sur ce que M. Ceyrac avait appelé un « malentendu ». Malentendu qui devait permettre à la C.G.T. et à la C.F.D.T. de lancer une grève nationale le 11 mars 1969.

Pour éviter échec ou malentendu, la réunion des partenaires sociaux devra donc être bien cadrée. A l'Elysée, on indique qu'il s'agira de discuter du contenu de la deuxième phase de l'action gouvernementale.

Il appartient donc à M. Mauroy de définir clairement les finalités d'une telle conférence qui escute encore bien des interrogations auprès des partenaires sociaux non consultés au préalable. L'idée sous-jacente du chef de l'Etat, qui accepte mal la division syndicale, est d'associer plus étroitement les partenaires sociaux à l'action économique et sociale du gouvernement, ce qui nécessite de leur part un effort important pour rapprocher leurs points de vue. Par impossible ? Les difficultés s'annoncent nombreuses, alors qu'un tel projet peut réveiller l'action revendicative, avant ou après la conférence, au vu des intentions ou des résultats.

MICHEL NOBLECOURT.

L'ASSOCIATION FRANCE-PALESTINE prend acte de la condamnation sans réserve de l'agression israélienne par la France et de la réaffirmation de la nécessité d'un Etat palestinien en Cisjordanie et à Gaza, mais estime que « la meilleure réponse à un tel acte aurait été la reconnaissance de l'O.L.P. comme seul représentant du peuple palestinien ». L'association ajoute qu'elle « trouve inacceptable de parler de trois armées d'occupation au Liban », et « regrette la trop grande modération des sanctions envisagées contre Israël et le refus implicite d'inviter M. Yasser Arafat en France, alors qu'on estime utile de parler avec le ministre des affaires étrangères israélien ».

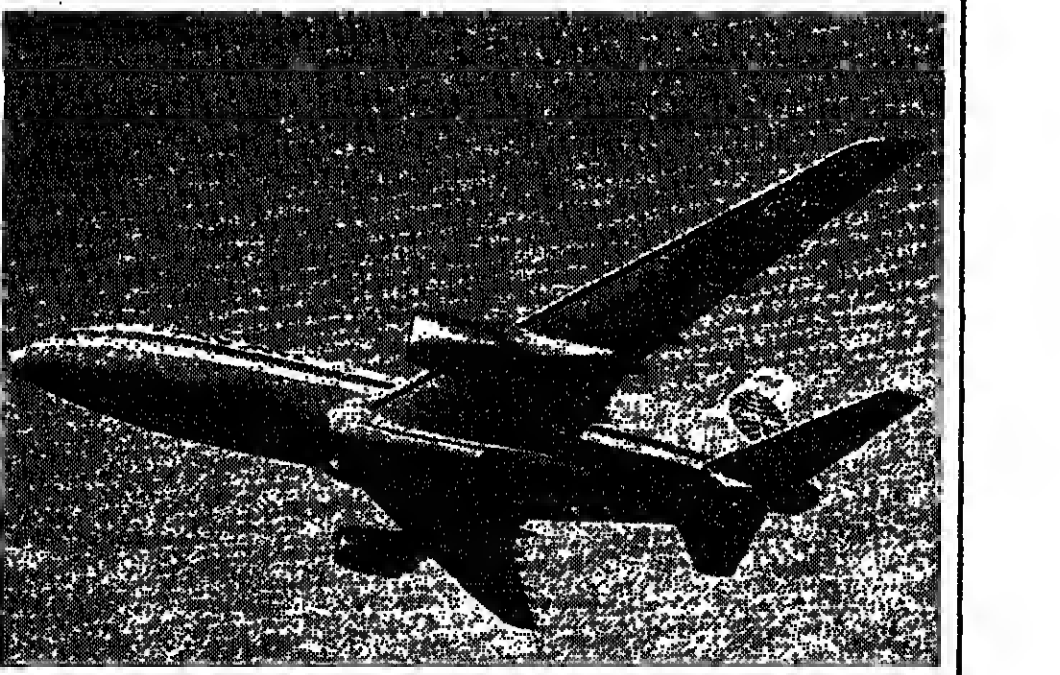
Paris-Miami. L'Expérience en direct.

Pan Am. Le seul vol sans escale vers Miami.

Pan Am, le plus court chemin Paris-Miami. Pan Am, la seule compagnie aérienne qui vous propose ce vol sans escale. Avec Pan Am, il vous suffit de décoller d'Orly tous les mardis, vendredis, samedis et dimanches à 12 h, pour arriver à Miami à 15 h 35.

Sur Pan Am, vous voyagez dans un luxueux Tislar L1011, le plus moderne des gros porteurs en service sur l'Atlantique. Première Classe, Espace et Intimité à la fois, là où les fauteuils Sleeperette® se font lits ou presque, avec leur 60 degrés d'inclinaison. Clipper Class®, un havre de tranquillité réservé par Pan Am à ces grands voyageurs que sont les hommes d'affaires. Et Cabin Class® enfin, où même aux prix les plus bas, vous pouvez apprécier un service de repas chauds, de cinéma en vol, dans la tradition des 55 années d'expérience Pan Am.

Pan Am, la seule à vous offrir 3 classes de service sans escale sur Miami. Laissez-vous tenter par l'expérience.



Clipper Class®. Une solution conçue pour les hommes d'affaires.

Les responsabilités d'un cadre de haut niveau exigent qu'il voyage dans le calme d'une classe conçue pour lui et arrive à destination reposé et détendu.

C'est pour lui que Pan Am a inventé la Clipper Class®, où pour un peu plus cher, il dispose de beaucoup plus d'espace.

De l'espace pour réfléchir, pour travailler ou tout simplement pour se détendre.

Les sièges sont plus spacieux, plus confortables et les cocktails sont offerts.

En correspondance immédiate à Miami, découvrez "L'Expérience Avion" Pan Am vers :

Orlando	Los Angeles
Tampa	Las Vegas
New Orleans	Houston
Mexico	

Appelez votre Agence de Voyages ou Pan Am au 266.45.45.

Enfin la francophonie vint...

Les partisans de M. Mitterrand avaient, avant le 10 mai 1981, annoncé, mélangés, fols qu'avec eux verraient le jour une « grande politique linguistique et culturelle de la France dans le monde ».

La question posée par Lyon Cohen-Solal, du Mouvement Economiste, a permis au président de la République d'acquiescer enfin ses vœux sur un thème qui le « passionne » : la francophonie. Notre consœur s'était placée sous l'angle du « recul » du français à l'étranger, reculé tout à fait relatif si l'on considère que, en cent ans — depuis que le mot de francophonie a été forgé par le géographe Onésime Reclus — le nombre des « parlant français » — intégraux — est passé de cinquante à cent millions et celui des locuteurs partiels ou potentiels de cent à trois cents millions. En outre, notre langue est actuellement celle qui se répand le plus vite dans le monde, après le portugais.

Elle n'est pas moins menacée dans son rôle de secondidiome international. Pour conserver cette position, M. Mitterrand a révisé, mercredi, que les institutions existantes n'étaient pas en mesure de répondre à son attente. Il privilégia la création de nouveaux organismes francophones, parmi lesquels un « conseil des sélections », idée défendue par M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de la recherche, et une « section internationale de l'institut de

France », idée chère au poète Pierre Emmanuel. Le président a donc soigneusement renoncé au projet, ébauché avant le 10 mai 1981 par M. Jack Lang, d'ouvrir l'Académie française proprement dite à des écrivains francophones étrangers, ce qui aurait été la bonne manière de souligner que le français appartient à tous ceux qui le parlent, et non pas aux seuls « hexagonaux ».

Outre Pierre Emmanuel, le président de la République a exprimé le désir d'associer à ses initiatives un autre écrivain gaulliste, Philippe de Saint-Robert (qu'il a reçu deux fois récemment) ainsi qu'un professeur socialiste, M. Stello Farandil, dont le « dynamisme rationalisant » est déjà à l'œuvre au Haut Comité de la langue française. Cet organisme consultatif courrait, dit-on à l'Elysée, être bientôt doté de pouvoirs réels en matière linguistique à l'intérieur et à l'extérieur, avec des crédits adéquats.

Enfin, l'idée d'une « Communauté organique francophone » — selon l'expression peu heureuse de Léopold Senghor — pourrait, sous une forme ou sous une autre, ressortir des limbes où l'avaient reléguée, sous le précédent septennat, tant les querelles de préséance interconfessionnelles que le médiocre enthousiasme de M. Giscard d'Estaing. Si ce n'est pas, encore là une véritable politique, c'est déjà un programme minimum.

J.-P. PÉRONCEL-RUGOZ.

Pan Am. L'Expérience Avion.

LA CONFÉRENCE DE PRESSE

DANS LES MILIEUX POLITIQUES

LES RÉPONSES

(Suite de la page 13.)

« Je n'ai rien négligé et c'est une affaire que j'ai suivie de jour en jour. »
 « Si l'état de l'économie, hypothèse tragique, que M. Tanase a disparu pour ne pas réparaître, cela entamerait sérieusement la nature des relations entre la Roumanie et la France. »
 « Je le répète, je n'ai rien négligé, et vous me rassurez le soin de vous dire un peu plus tard ce qui est, en toute certitude, et sur quoi j'ai besoin encore d'un peu de temps. Cette conclusion, je vous la communiquerai et je la rendrai publique, soyez-en sûr. »

Le conflit entre l'Iran et l'Irak

« Un journaliste revient sur cette guerre. »
 « C'est très important, mais j'ai déjà eu l'occasion de m'exprimer à ce sujet. »
 « Je considère que c'est un conflit qui, aujourd'hui, est déterminant, non seulement pour la région du Moyen-Orient mais aussi pour l'équilibre mondial. Je considère que c'est un conflit dont l'évolution entame tous les rapports subtils ou puissants, tous les rapports de forces, les relations diplomatiques de cette région et, par voie de consé-

quence, entre les plus puissants. »
 « C'est donc un conflit que j'observe aussi avec la plus grande vigilance, la France s'étant déclarée prête non seulement à participer mais à prendre des initiatives au niveau des Nations unies pour permettre, si cela est possible, un retour à la paix. »

« Je ne vous en dirai pas davantage à ce sujet. »
 « Je vous dirai simplement, mesdames et messieurs — terminant comme j'ai commencé — que vous m'avez permis — et je vous en remercie — d'engager cet après-midi un dialogue avec les Français, un dialogue d'une certaine nature puisque je n'aurais pas fait de conférence de presse depuis le mois de septembre dernier. »

« Je ne veux pas vous déranger tout le temps, j'ai donc l'intention, dans les semaines qui viennent, de m'adresser aux Français, en pensant à vous, mais sans que vous soyez là, c'est-à-dire par les moyens dont je dispose sur le plan audiovisuel, pour les entretenir de notre action, pour qu'ils prennent part eux-mêmes au débat, pour qu'ils me communiquent leurs idées et pour que nous nous efforçons de répondre par conséquent à leurs désirs mais à ce qui m'apparaît comme l'intérêt primordial du pays. »
 « Je vous remercie. »

La disparition de Virgil Tanase

« Voilà maintenant trois semaines que l'écrivain d'origine roumaine naturalisé Français, Virgil Tanase, a disparu. Il a quitté son domicile parisien le 20 mai vers 9 h. 30 pour un rendez-vous dans le quartier du Luxembourg avec une personne qui devait lui confier un travail de traduction. Or cette personne, qui a été identifiée, mais dont le nom est gardé secret, a attendu en vain l'écrivain, dont on a eu aucune nouvelle depuis ce jour. »
 « La brigade criminelle, qui a été chargée de l'enquête, a procédé à une minutieuse enquête de voisinage ainsi que dans les milieux dissidents roumains. Pour l'instant, aucun élément matériel n'a permis d'affirmer que Virgil Tanase a été victime d'un enlèvement de la part de la Securitate (police secrète roumaine), même si cette hypothèse est considérée comme sérieuse. Une information contre X pour arrestation illégale et séquestration de personnes a été ouverte le 24 mai. Le dossier a été confié à M. Jean-Louis Debré, juge d'instruction. »
 « Il est établi cependant que l'écrivain se sentait menacé, notamment depuis la parution dans le mensuel Actual d'un article signé de son nom dans lequel il s'en prenait en termes sévères

à « Sa Majesté Coucoussou, roi communiste ». A-t-il pu disparaître pendant quelques temps ? Peu probable, étant donné que les exilés roumains que sa propre famille, et notamment son épouse, particulièrement affectée par ce qui reste pour l'instant une disparition. Une disparition qui n'a guère ému l'opinion publique à la différence d'un autre enlèvement qui a occupé beaucoup de place dernièrement. »

Pourrait le président de la République se déclarer, au cours de sa conférence de presse, qu'il suivait l'affaire de « jour en jour » ?
 Le chef de l'Etat a répondu : « Si l'état de l'économie, hypothèse tragique, que M. Tanase a disparu pour ne pas réparaître, cela entamerait sérieusement la nature des relations entre la Roumanie et la France. »
 « Un pays dans lequel M. Mitterrand a l'intention de se rendre à la fin du mois de septembre. Le chef de l'Etat a déclaré qu'il avait besoin d'un peu de temps pour savoir avec certitude ce qu'il était advenu du dissident d'origine roumaine. Est-ce à dire que des contacts ont été pris avec les autorités roumaines et qu'une négociation est actuellement en cours au sujet de ce qui apparaît de plus en plus comme une affaire d'Etat ? — M. B.-R.

LA RÉFORME DE LA DISTRIBUTION

La loi Royer en question

Pour la seconde fois en moins de six mois, le président de la République a affirmé la nécessité de réformer les circuits de distribution. Trois ministères (économie et finances, commerce et artisanat, consommation) se sont attelés à cette tâche. Les travaux les plus avancés concernent l'appareil commercial proprement dit.
 Le gouvernement prépare une réforme de la loi Royer (1973) non seulement en ce qui concerne l'urbanisme commercial — l'implantation des grandes surfaces — mais aussi pour revoir le système d'aides au petit commerce et la réglementation de la concurrence.
 M. Delais, ministre du commerce et de l'artisanat, insiste beaucoup sur la nécessité de rééquilibrer géographiquement les points de vente, et notamment de redonner au petit commerce sur place dans les zones rurales les plus dépourvues. « Il est parfois plus utile de maintenir une boulangerie dans un village que de construire un hypermarché dans la région », a-t-il coutume de dire. Aussi, a-t-il fait effectuer, avec l'aide de la Rue de Rivoli, un inventaire complet des surfaces de vente, département par département. Sur ce point, les trois ministères concernés s'interrogent sur l'importance de la réglementation à mettre en place dans une économie de marché. Les seuils de surface, à partir desquels les autorisations de construction doivent être demandées, seront ramenés au niveau le plus bas possible (à partir de 400 mètres carrés).
 La réforme de la loi Royer portera principalement sur les règles de la concurrence (prix bonifiés, prix d'appel, refus de vente, publicité mensongère, délais de paiement), qui sont la pierre d'achoppement des relations entre l'industrie et le commerce.
 Les pouvoirs publics devraient aborder bientôt la phase de consultation avec toutes les parties intéressées (producteurs, distributeurs, consommateurs), avant que le Parlement ne se saisisse du projet de réforme vraisemblablement à la session d'automne.

Chaque est conscient qu'un sujet aussi vaste doit être traité sans précipitation.
 Quant à la réforme des circuits de distribution proprement dits, elle se fait au coup par coup et selon les filières de produits. Des mesures de rationalisation s'inscrivent, qu'il s'agisse des circuits saisonniers (fruits) ou permanents (pêche).
 À cet égard, fait-on remarquer au ministère de la consommation, la création d'offices par produits formera un cadre qui facilitera grandement la tâche des ministères.
 Le président de la République, quant à lui, place la réforme de la distribution dans le cadre de ses objectifs de rigueur et de solidarité. — F.S.

Le Monde de L'Éducation

EXCLUSIF
LE PREMIER BILAN DU COLLÈGE
 A quoi servent les associations de profs ?
 L'avenir des écoles normales supérieures
 En vente partout : 10 F.

DANS LA MAJORITÉ

M. DELANOE : LA CONSTANCE

M. Bertrand Delanoe, porte-parole du P.S. : M. Mitterrand confirme qu'il a un sens aigu du temps et de la conscience dans les choix politiques. Il était juste de rappeler que la politique conduite depuis un an succède à des orientations économiques désastreuses pour l'appareil de production de notre pays. Les objectifs désignés sont ceux choisis par le peuple français. Quant aux moyens, ils permettront de rentabiliser l'effort, d'insérer dans la durée. La politique de justice sociale reste vigoureuse. Les socialistes ne peuvent qu'être satisfaits de l'annonce de la poursuite de l'amélioration du pouvoir d'achat des catégories les plus démunies. La réforme fiscale tant attendue est une porte importante de cette continuité dans la politique de justice sociale. L'école, elle-même, est une priorité de l'action gouvernementale, représente un autre motif de satisfaction pour le P.S. C'est par le sens de la collectivité nationale qui se traduit dans la proposition de concertation avec tous les partenaires sociaux que seront surmontées les difficultés. Manifestement, le président de la République, par son souci de vérité, par sa grande détermination, est en mesure d'entraîner la confiance et le soutien du peuple français. Cet aboutissement décisif pour la poursuite de la politique choisie, il y a un an par une majorité de citoyens et de citoyennes.

M. JUQUIN (P.C.F.) : mêmes objectifs, même orientation

M. Pierre Juquin, membre du bureau politique du parti communiste, a déclaré, mercredi 9 juin : « Mêmes objectifs, même orientation. Le président de la République a exprimé la volonté de continuer la politique engagée depuis un an. C'est ce que nous défendons. C'est ce à quoi nous allons continuer de travailler au sein de la majorité et au gouvernement. »
 « Il s'agit de développer et de

faire notre croissance et notre effort de justice sociale. Revenons la consommation par le maintien du pouvoir d'achat des salariés relevant des conventions collectives. Pour faire tourner la machine économique française, mobilisons toutes les énergies afin de produire français. »
 M. Juquin a ajouté : « En politique extérieure, le président de la République réaffirme les positions socialistes qui consistent à la base de l'accord gouvernemental entre socialistes et communistes. Dans l'esprit de cet accord, nous souhaitons, pour ma part, qu'il s'engage plus nettement sur le problème du désarmement et de la paix. »

M. ROGER GERARD SCHWARTZENBERG, président du Mouvement des radicaux de gauche : « Préoccupé par l'évolution des prix, du commerce extérieur, du déficit public, le M.R.G. a un réexamen des moyens de notre politique économique. Le M.R.G. approuve dans la priorité à l'investissement, l'appel aux économies et à l'épargne, la volonté de maîtriser le budget. Il importe en effet d'imposer une stratégie de l'effort qui sera conduite dans une solidarité et la justice sociale. »

PSU : « Le président de la République, sans abandonner les grandes orientations qui lui ont permis de recueillir l'adhésion du pays l'an dernier, a semblé rechercher des moyens nouveaux et plus efficaces pour atteindre les objectifs d'une véritable politique de solidarité. »

M. ALAIN KRIVINE, membre du bureau politique de la Ligue communiste révolutionnaire (trotskiste) : « François Mitterrand s'est montré maître dans l'art de l'écoute, et pendant la deuxième phase transmise par le président de la République sera celle de l'audace, publiquement baptisée « politique de répartition ». Le gouvernement entre dans la deuxième phase de l'impasse. C'est une autre politique que les travailleurs devront imposer sur le plan national comme sur le plan international. François Mitterrand a confirmé la fidélité de l'impérialisme français à ses partenaires anglais et américains. »

Autoportrait, avec foule

par PHILIPPE BOUCHER

Au fur et à mesure qu'il assigne, solennellement à son pays de plus amples desseins, ou bien lui révèle où est le chemin, quand ce n'est pas le « bon choix », l'hommage d'Etat livre une manière d'autoportrait, privé autant que politique, à la foule qu'il a réunie. A charge pour elle, quelle soit tassée dans un palais ou dispersée dans un plain air, de voir, dans cet autoportrait, l'essentiel ou l'accessoire du discours prononcé, le dérisoire ou l'absolu de l'hommage qui parle.

Dans cet art, qui paie tribut à l'avoué autant qu'à la volonté, M. François Mitterrand a fait alterner, mercredi, les repentirs et les repêches. Tant il est vrai aussi que, dès l'ordre du septennat, le président de la République n'avait pas craint de dévoiler ce qu'était désormais son portrait : tracé d'abord à l'aide d'un profond repère du pin-cedon, bouleversant ce qu'on croyait être jusqu'alors un tout autre visage. N'avait-il pas dit qu'il était gisant sans peine dans des habits qui n'étaient pas faits pour lui ?

Le propos tenait de l'euphémisme, venant d'un homme qui, depuis 1958, par la parole et par l'écrit, a plus que tout autre vicié une Constitution qu'il accusait d'être une France une sorte de dictature à la romaine.
 A force de repentirs, c'est tout le tableau, ses contours, ses reliefs, ses repères et jusqu'à ses mystères, qui change, si nombreuses les retouches dont M. Mitterrand n'a pas été avare.
 La science politique, qui se veut autonome, requiert peu le secours d'autres disciplines qui pourraient pourtant l'enrichir notablement : la psychanalyse et la linguistique. Quant à cette dernière, ses travaux appliqués à la vie politique française sont encore en nombre trop restreint pour qu'on soit déjà assuré du bien-fondé des études qui portent sur le langage des hommes publics. Il ne serait pas cependant sans intérêt de rechercher les évolutions du contenu d'un discours présidentiel du bout d'un septennat à l'autre, pour tirer de la grammaire et du vocabulaire des enseignements inouïs.
 Il n'est pas forcément dérisoire non plus d'accorder une importance apparemment excessive à trois formules de l'allocation de mercredi pour y déceler peut-être un peu plus que l'habituel et y mettre tout sur. Ainsi entend-on vanter ceux qui, dans les années 60 à 70 et même

un peu au-delà, ont périé de promotion de l'industrie. Il était difficile de ne pas voir là, à tout le moins, un coup de chapeau à Georges Pompidou, pour qui, comme le montrait un dessin de l'époque, les contrats qu'il affectionnait l'emportaient sur les discours chers à son prédécesseur, qui « le développement économique » sur « la préjugé économique », comme le déclarait naguère M. Laurent Fabius. Pourquoi pas ? Mais l'hommage rendu au pair, par-delà les choix partisans de chacun, transcendait les clivages politiques pour ne retenir que cette égalité particulière du dialogue entre princes qu'on aurait crus si distincts. Et ce ne pas être l'oint du Seigneur, et quel autre dialogue ? Et quel autre hommage ? Encore qu'implicitement, de la France Mitterrand à la France de Gaulle, lorsque le premier s'inspire de la pensée profonde du second, qui brocardait « tout ce qui grouille, grenouille et s'agite », mais l'hommage rendu au pair, par-delà les choix partisans de chacun, transcendait les clivages politiques pour ne retenir que cette égalité particulière du dialogue entre princes qu'on aurait crus si distincts. Et ce ne pas être l'oint du Seigneur, et quel autre dialogue ? Et quel autre hommage ? Encore qu'implicitement, de la France Mitterrand à la France de Gaulle, lorsque le premier s'inspire de la pensée profonde du second, qui brocardait « tout ce qui grouille, grenouille et s'agite », mais l'hommage rendu au pair, par-delà les choix partisans de chacun, transcendait les clivages politiques pour ne retenir que cette égalité particulière du dialogue entre princes qu'on aurait crus si distincts. Et ce ne pas être l'oint du Seigneur, et quel autre dialogue ? Et quel autre hommage ? Encore qu'implicitement, de la France Mitterrand à la France de Gaulle, lorsque le premier s'inspire de la pensée profonde du second, qui brocardait « tout ce qui grouille, grenouille et s'agite », mais l'hommage rendu au pair, par-delà les choix partisans de chacun, transcendait les clivages politiques pour ne retenir que cette égalité particulière du dialogue entre princes qu'on aurait crus si distincts. Et ce ne pas être l'oint du Seigneur, et quel autre dialogue ? Et quel autre hommage ? Encore qu'implicitement, de la France Mitterrand à la France de Gaulle, lorsque le premier s'inspire de la pensée profonde du second, qui brocardait « tout ce qui grouille, grenouille et s'agite », mais l'hommage rendu au pair, par-delà les choix partisans de chacun, transcendait les clivages politiques pour ne retenir que cette égalité particulière du dialogue entre princes qu'on aurait crus si distincts. Et ce ne pas être l'oint du Seigneur, et quel autre dialogue ? Et quel autre hommage ? Encore qu'implicitement, de la France Mitterrand à la France de Gaulle, lorsque le premier s'inspire de la pensée profonde du second, qui brocardait « tout ce qui grouille, grenouille et s'agite », mais l'hommage rendu au pair, par-delà les choix partisans de chacun, transcendait les clivages politiques pour ne retenir que cette égalité particulière du dialogue entre princes qu'on aurait crus si distincts. Et ce ne pas être l'oint du Seigneur, et quel autre dialogue ? Et quel autre hommage ? Encore qu'implicitement, de la France Mitterrand à la France de Gaulle, lorsque le premier s'inspire de la pensée profonde du second, qui brocardait « tout ce qui grouille, grenouille et s'agite », mais l'hommage rendu au pair, par-delà les choix partisans de chacun, transcendait les clivages politiques pour ne retenir que cette égalité particulière du dialogue entre princes qu'on aurait crus si distincts. Et ce ne pas être l'oint du Seigneur, et quel autre dialogue ? Et quel autre hommage ? Encore qu'implicitement, de la France Mitterrand à la France de Gaulle, lorsque le premier s'inspire de la pensée profonde du second, qui brocardait « tout ce qui grouille, grenouille et s'agite », mais l'hommage rendu au pair, par-delà les choix partisans de chacun, transcendait les clivages politiques pour ne retenir que cette égalité particulière du dialogue entre princes qu'on aurait crus si distincts. Et ce ne pas être l'oint du Seigneur, et quel autre dialogue ? Et quel autre hommage ? Encore qu'implicitement, de la France Mitterrand à la France de Gaulle, lorsque le premier s'inspire de la pensée profonde du second, qui brocardait « tout ce qui grouille, grenouille et s'agite », mais l'hommage rendu au pair, par-delà les choix partisans de chacun, transcendait les clivages politiques pour ne retenir que cette égalité particulière du dialogue entre princes qu'on aurait crus si distincts. Et ce ne pas être l'oint du Seigneur, et quel autre dialogue ? Et quel autre hommage ? Encore qu'implicitement, de la France Mitterrand à la France de Gaulle, lorsque le premier s'inspire de la pensée profonde du second, qui brocardait « tout ce qui grouille, grenouille et s'agite », mais l'hommage rendu au pair, par-delà les choix partisans de chacun, transcendait les clivages politiques pour ne retenir que cette égalité particulière du dialogue entre princes qu'on aurait crus si distincts. Et ce ne pas être l'oint du Seigneur, et quel autre dialogue ? Et quel autre hommage ? Encore qu'implicitement, de la France Mitterrand à la France de Gaulle, lorsque le premier s'inspire de la pensée profonde du second, qui brocardait « tout ce qui grouille, grenouille et s'agite », mais l'hommage rendu au pair, par-delà les choix partisans de chacun, transcendait les clivages politiques pour ne retenir que cette égalité particulière du dialogue entre princes qu'on aurait crus si distincts. Et ce ne pas être l'oint du Seigneur, et quel autre dialogue ? Et quel autre hommage ? Encore qu'implicitement, de la France Mitterrand à la France de Gaulle, lorsque le premier s'inspire de la pensée profonde du second, qui brocardait « tout ce qui grouille, grenouille et s'agite », mais l'hommage rendu au pair, par-delà les choix partisans de chacun, transcendait les clivages politiques pour ne retenir que cette égalité particulière du dialogue entre princes qu'on aurait crus si distincts. Et ce ne pas être l'oint du Seigneur, et quel autre dialogue ? Et quel autre hommage ? Encore qu'implicitement, de la France Mitterrand à la France de Gaulle, lorsque le premier s'inspire de la pensée profonde du second, qui brocardait « tout ce qui grouille, grenouille et s'agite », mais l'hommage rendu au pair, par-delà les choix partisans de chacun, transcendait les clivages politiques pour ne retenir que cette égalité particulière du dialogue entre princes qu'on aurait crus si distincts. Et ce ne pas être l'oint du Seigneur, et quel autre dialogue ? Et quel autre hommage ? Encore qu'implicitement, de la France Mitterrand à la France de Gaulle, lorsque le premier s'inspire de la pensée profonde du second, qui brocardait « tout ce qui grouille, grenouille et s'agite », mais l'hommage rendu au pair, par-delà les choix partisans de chacun, transcendait les clivages politiques pour ne retenir que cette égalité particulière du dialogue entre princes qu'on aurait crus si distincts. Et ce ne pas être l'oint du Seigneur, et quel autre dialogue ? Et quel autre hommage ? Encore qu'implicitement, de la France Mitterrand à la France de Gaulle, lorsque le premier s'inspire de la pensée profonde du second, qui brocardait « tout ce qui grouille, grenouille et s'agite », mais l'hommage rendu au pair, par-delà les choix partisans de chacun, transcendait les clivages politiques pour ne retenir que cette égalité particulière du dialogue entre princes qu'on aurait crus si distincts. Et ce ne pas être l'oint du Seigneur, et quel autre dialogue ? Et quel autre hommage ? Encore qu'implicitement, de la France Mitterrand à la France de Gaulle, lorsque le premier s'inspire de la pensée profonde du second, qui brocardait « tout ce qui grouille, grenouille et s'agite », mais l'hommage rendu au pair, par-delà les choix partisans de chacun, transcendait les clivages politiques pour ne retenir que cette égalité particulière du dialogue entre princes qu'on aurait crus si distincts. Et ce ne pas être l'oint du Seigneur, et quel autre dialogue ? Et quel autre hommage ? Encore qu'implicitement, de la France Mitterrand à la France de Gaulle, lorsque le premier s'inspire de la pensée profonde du second, qui brocardait « tout ce qui grouille, grenouille et s'agite », mais l'hommage rendu au pair, par-delà les choix partisans de chacun, transcendait les clivages politiques pour ne retenir que cette égalité particulière du dialogue entre princes qu'on aurait crus si distincts. Et ce ne pas être l'oint du Seigneur, et quel autre dialogue ? Et quel autre hommage ? Encore qu'implicitement, de la France Mitterrand à la France de Gaulle, lorsque le premier s'inspire de la pensée profonde du second, qui brocardait « tout ce qui grouille, grenouille et s'agite », mais l'hommage rendu au pair, par-delà les choix partisans de chacun, transcendait les clivages politiques pour ne retenir que cette égalité particulière du dialogue entre princes qu'on aurait crus si distincts. Et ce ne pas être l'oint du Seigneur, et quel autre dialogue ? Et quel autre hommage ? Encore qu'implicitement, de la France Mitterrand à la France de Gaulle, lorsque le premier s'inspire de la pensée profonde du second, qui brocardait « tout ce qui grouille, grenouille et s'agite », mais l'hommage rendu au pair, par-delà les choix partisans de chacun, transcendait les clivages politiques pour ne retenir que cette égalité particulière du dialogue entre princes qu'on aurait crus si distincts. Et ce ne pas être l'oint du Seigneur, et quel autre dialogue ? Et quel autre hommage ? Encore qu'implicitement, de la France Mitterrand à la France de Gaulle, lorsque le premier s'inspire de la pensée profonde du second, qui brocardait « tout ce qui grouille, grenouille et s'agite », mais l'hommage rendu au pair, par-delà les choix partisans de chacun, transcendait les clivages politiques pour ne retenir que cette égalité particulière du dialogue entre princes qu'on aurait crus si distincts. Et ce ne pas être l'oint du Seigneur, et quel autre dialogue ? Et quel autre hommage ? Encore qu'implicitement, de la France Mitterrand à la France de Gaulle, lorsque le premier s'inspire de la pensée profonde du second, qui brocardait « tout ce qui grouille, grenouille et s'agite », mais l'hommage rendu au pair, par-delà les choix partisans de chacun, transcendait les clivages politiques pour ne retenir que cette égalité particulière du dialogue entre princes qu'on aurait crus si distincts. Et ce ne pas être l'oint du Seigneur, et quel autre dialogue ? Et quel autre hommage ? Encore qu'implicitement, de la France Mitterrand à la France de Gaulle, lorsque le premier s'inspire de la pensée profonde du second, qui brocardait « tout ce qui grouille, grenouille et s'agite », mais l'hommage rendu au pair, par-delà les choix partisans de chacun, transcendait les clivages politiques pour ne retenir que cette égalité particulière du dialogue entre princes qu'on aurait crus si distincts. Et ce ne pas être l'oint du Seigneur, et quel autre dialogue ? Et quel autre hommage ? Encore qu'implicitement, de la France Mitterrand à la France de Gaulle, lorsque le premier s'inspire de la pensée profonde du second, qui brocardait « tout ce qui grouille, grenouille et s'agite », mais l'hommage rendu au pair, par-delà les choix partisans de chacun, transcendait les clivages politiques pour ne retenir que cette égalité particulière du dialogue entre princes qu'on aurait crus si distincts. Et ce ne pas être l'oint du Seigneur, et quel autre dialogue ? Et quel autre hommage ? Encore qu'implicitement, de la France Mitterrand à la France de Gaulle, lorsque le premier s'inspire de la pensée profonde du second, qui brocardait « tout ce qui grouille, grenouille et s'agite », mais l'hommage rendu au pair, par-delà les choix partisans de chacun, transcendait les clivages politiques pour ne retenir que cette égalité particulière du dialogue entre princes qu'on aurait crus si distincts. Et ce ne pas être l'oint du Seigneur, et quel autre dialogue ? Et quel autre hommage ? Encore qu'implicitement, de la France Mitterrand à la France de Gaulle, lorsque le premier s'inspire de la pensée profonde du second, qui brocardait « tout ce qui grouille, grenouille et s'agite », mais l'hommage rendu au pair, par-delà les choix partisans de chacun, transcendait les clivages politiques pour ne retenir que cette égalité particulière du dialogue entre princes qu'on aurait crus si distincts. Et ce ne pas être l'oint du Seigneur, et quel autre dialogue ? Et quel autre hommage ? Encore qu'implicitement, de la France Mitterrand à la France de Gaulle, lorsque le premier s'inspire de la pensée profonde du second, qui brocardait « tout ce qui grouille, grenouille et s'agite », mais l'hommage rendu au pair, par-delà les choix partisans de chacun, transcendait les clivages politiques pour ne retenir que cette égalité particulière du dialogue entre princes qu'on aurait crus si distincts. Et ce ne pas être l'oint du Seigneur, et quel autre dialogue ? Et quel autre hommage ? Encore qu'implicitement, de la France Mitterrand à la France de Gaulle, lorsque le premier s'inspire de la pensée profonde du second, qui brocardait « tout ce qui grouille, grenouille et s'agite », mais l'hommage rendu au pair, par-delà les choix partisans de chacun, transcendait les clivages politiques pour ne retenir que cette égalité particulière du dialogue entre princes qu'on aurait crus si distincts. Et ce ne pas être l'oint du Seigneur, et quel autre dialogue ? Et quel autre hommage ? Encore qu'implicitement, de la France Mitterrand à la France de Gaulle, lorsque le premier s'inspire de la pensée profonde du second, qui brocardait « tout ce qui grouille, grenouille et s'agite », mais l'hommage rendu au pair, par-delà les choix partisans de chacun, transcendait les clivages politiques pour ne retenir que cette égalité particulière du dialogue entre princes qu'on aurait crus si distincts. Et ce ne pas être l'oint du Seigneur, et quel autre dialogue ? Et quel autre hommage ? Encore qu'implicitement, de la France Mitterrand à la France de Gaulle, lorsque le premier s'inspire de la pensée profonde du second, qui brocardait « tout ce qui grouille, grenouille et s'agite », mais l'hommage rendu au pair, par-delà les choix partisans de chacun, transcendait les clivages politiques pour ne retenir que cette égalité particulière du dialogue entre princes qu'on aurait crus si distincts. Et ce ne pas être l'oint du Seigneur, et quel autre dialogue ? Et quel autre hommage ? Encore qu'implicitement, de la France Mitterrand à la France de Gaulle, lorsque le premier s'inspire de la pensée profonde du second, qui brocardait « tout ce qui grouille, grenouille et s'agite », mais l'hommage rendu au pair, par-delà les choix partisans de chacun, transcendait les clivages politiques pour ne retenir que cette égalité particulière du dialogue entre princes qu'on aurait crus si distincts. Et ce ne pas être l'oint du Seigneur, et quel autre dialogue ? Et quel autre hommage ? Encore qu'implicitement, de la France Mitterrand à la France de Gaulle, lorsque le premier s'inspire de la pensée profonde du second, qui brocardait « tout ce qui grouille, grenouille et s'agite », mais l'hommage rendu au pair, par-delà les choix partisans de chacun, transcendait les clivages politiques pour ne retenir que cette égalité particulière du dialogue entre princes qu'on aurait crus si distincts. Et ce ne pas être l'oint du Seigneur, et quel autre dialogue ? Et quel autre hommage ? Encore qu'implicitement, de la France Mitterrand à la France de Gaulle, lorsque le premier s'inspire de la pensée profonde du second, qui brocardait « tout ce qui grouille, grenouille et s'agite », mais l'hommage rendu au pair, par-delà les choix partisans de chacun, transcendait les clivages politiques pour ne retenir que cette égalité particulière du dialogue entre princes qu'on aurait crus si distincts. Et ce ne pas être l'oint du Seigneur, et quel autre dialogue ? Et quel autre hommage ? Encore qu'implicitement, de la France Mitterrand à la France de Gaulle, lorsque le premier s'inspire de la pensée profonde du second, qui brocardait « tout ce qui grouille, grenouille et s'agite », mais l'hommage rendu au pair, par-delà les choix partisans de chacun, transcendait les clivages politiques pour ne retenir que cette égalité particulière du dialogue entre princes qu'on aurait crus si distincts. Et ce ne pas être l'oint du Seigneur, et quel autre dialogue ? Et quel autre hommage ? Encore qu'implicitement, de la France Mitterrand à la France de Gaulle, lorsque le premier s'inspire de la pensée profonde du second, qui brocardait « tout ce qui grouille, grenouille et s'agite », mais l'hommage rendu au pair, par-delà les choix partisans de chacun, transcendait les clivages politiques pour ne retenir que cette égalité particulière du dialogue entre princes qu'on aurait crus si distincts. Et ce ne pas être l'oint du Seigneur, et quel autre dialogue ? Et quel autre hommage ? Encore qu'implicitement, de la France Mitterrand à la France de Gaulle, lorsque le premier s'inspire de la pensée profonde du second, qui brocardait « tout ce qui grouille, grenouille et s'agite », mais l'hommage rendu au pair, par-delà les choix partisans de chacun, transcendait les clivages politiques pour ne retenir que cette égalité particulière du dialogue entre princes qu'on aurait crus si distincts. Et ce ne pas être l'oint du Seigneur, et quel autre dialogue ? Et quel autre hommage ? Encore qu'implicitement, de la France Mitterrand à la France de Gaulle, lorsque le premier s'inspire de la pensée profonde du second, qui brocardait « tout ce qui grouille, grenouille et s'agite », mais l'hommage rendu au pair, par-delà les choix partisans de chacun, transcendait les clivages politiques pour ne retenir que cette égalité particulière du dialogue entre princes qu'on aurait crus si distincts. Et ce ne pas être l'oint du Seigneur, et quel autre dialogue ? Et quel autre hommage ? Encore qu'implicitement, de la France Mitterrand à la France de Gaulle, lorsque le premier s'inspire de la pensée profonde du second, qui brocardait « tout ce qui grouille, grenouille et s'agite », mais l'hommage rendu au pair, par-delà les choix partisans de chacun, transcendait les clivages politiques pour ne retenir que cette égalité particulière du dialogue entre princes qu'on aurait crus si distincts. Et ce ne pas être l'oint du Seigneur, et quel autre dialogue ? Et quel autre hommage ? Encore qu'implicitement, de la France Mitterrand à la France de Gaulle, lorsque le premier s'inspire de la pensée profonde du second, qui brocardait « tout ce qui grouille, grenouille et s'agite », mais l'hommage rendu au pair, par-delà les choix partisans de chacun, transcendait les clivages politiques pour ne retenir que cette égalité particulière du dialogue entre princes qu'on aurait crus si distincts. Et ce ne pas être l'oint du Seigneur, et quel autre dialogue ? Et quel autre hommage ? Encore qu'implicitement, de la France Mitterrand à la France de Gaulle, lorsque le premier s'inspire de la pensée profonde du second, qui brocardait « tout ce qui grouille, grenouille et s'agite », mais l'hommage rendu au pair, par-delà les choix partisans de chacun, transcendait les clivages politiques pour ne retenir que cette égalité particulière du dialogue entre princes qu'on aurait crus si distincts. Et ce ne pas être l'oint du Seigneur, et quel autre dialogue ? Et quel autre hommage ? Encore qu'implicitement, de la France Mitterrand à la France de Gaulle, lorsque le premier s'inspire de la pensée profonde du second, qui brocardait « tout ce qui grouille, grenouille et s'agite », mais l'hommage rendu au pair, par-delà les choix partisans de chacun, transcendait les clivages politiques pour ne retenir que cette égalité particulière du dialogue entre princes qu'on aurait crus si distincts. Et ce ne pas être l'oint du Seigneur, et quel autre dialogue ? Et quel autre hommage ? Encore qu'implicitement, de la France Mitterrand à la France de Gaulle, lorsque le premier s'inspire de la pensée profonde du second, qui brocardait « tout ce qui grouille, grenouille et s'agite », mais l'hommage rendu au pair, par-delà les choix partisans de chacun, transcendait les clivages politiques pour ne retenir que cette égalité particulière du dialogue entre princes qu'on aurait crus si distincts. Et ce ne pas être l'oint du Seigneur, et quel autre dialogue ? Et quel autre hommage ? Encore qu'implicitement, de la France Mitterrand à la France de Gaulle, lorsque le premier s'inspire de la pensée profonde du second, qui brocardait « tout ce qui grouille, grenouille et s'agite », mais l'hommage rendu au pair, par-delà les choix partisans de chacun, transcendait les clivages politiques pour ne retenir que cette égalité particulière du dialogue entre princes qu'on aurait crus si distincts. Et ce ne pas être l'oint du Seigneur, et quel autre dialogue ? Et quel autre hommage ? Encore qu'implicitement, de la France Mitterrand à la France de Gaulle, lorsque le premier s'inspire de la pensée profonde du second, qui brocardait « tout ce qui grouille, grenouille et s'agite », mais l'hommage rendu au pair, par-delà les choix partisans de chacun, transcendait les clivages politiques pour ne retenir que cette égalité particulière du dialogue entre princes qu'on aurait crus si distincts. Et ce ne pas être l'oint du Seigneur, et quel autre dialogue ? Et quel autre hommage ? Encore qu'implicitement, de la France Mitterrand à la France de Gaulle, lorsque le premier s'inspire de la pensée profonde du second, qui brocardait « tout ce qui grouille, grenouille et s'agite », mais l'hommage rendu au pair, par-delà les choix partisans de chacun, transcendait les clivages politiques pour ne retenir que cette égalité particulière du dialogue entre princes qu'on aurait crus si distincts. Et ce ne pas être l'oint du Seigneur, et quel autre dialogue ? Et quel autre hommage ? Encore qu'implicitement, de la France Mitterrand à la France de Gaulle, lorsque le premier s'inspire de la pensée profonde du second, qui brocardait « tout ce qui grouille, grenouille et s'agite », mais l'hommage rendu au pair, par-delà les choix partisans de chacun, transcendait les clivages politiques pour ne retenir que cette égalité particulière du dialogue entre princes qu'on aurait crus si distincts. Et ce ne pas être l'oint du Seigneur, et quel autre dialogue ? Et quel autre hommage ? Encore qu'implicitement, de la France Mitterrand à la France de Gaulle, lorsque le premier s'inspire de la pensée profonde du second, qui brocardait « tout ce qui grouille, grenouille et s'agite », mais l'hommage rendu au pair, par-delà les choix partisans de chacun, transcendait les clivages politiques pour ne retenir que cette égalité particulière du dialogue entre princes qu'on aurait crus si distincts. Et ce ne pas être l'oint du Seigneur, et quel autre dialogue ? Et quel autre hommage ? Encore qu'implicitement, de la France Mitterrand à la France de Gaulle, lorsque le premier s'inspire de la pensée profonde du second, qui brocardait « tout ce qui grouille, grenouille et s'agite », mais l'hommage rendu au pair, par-delà les choix partisans de chacun, transcendait les clivages politiques pour ne retenir que cette égalité particulière du dialogue entre princes qu'on aurait crus si distincts. Et ce ne pas être l'oint du Seigneur, et quel autre dialogue ? Et quel autre hommage ? Encore qu'implicitement, de la France Mitterrand à la France de Gaulle, lorsque le premier s'inspire de la pensée profonde du second, qui brocardait « tout ce qui grouille, grenouille et s'agite », mais l'hommage rendu au pair, par-delà les choix partisans de chacun, transcendait les clivages politiques pour ne retenir que cette égalité particulière du dialogue entre princes qu'on aurait crus si distincts. Et ce ne pas être l'oint du Seigneur, et quel autre dialogue ? Et quel autre hommage ? Encore qu'implicitement, de la France Mitterrand à la France de Gaulle, lorsque le premier s'inspire de la pensée profonde du second, qui brocardait « tout ce qui grouille, grenouille et s'agite », mais l'hommage rendu au pair, par-delà les choix partisans de chacun, transcendait les clivages politiques pour ne retenir que cette égalité particulière du dialogue entre princes qu'on aurait crus si distincts. Et ce ne pas être l'oint du Seigneur, et quel autre dialogue ? Et quel autre hommage ? Encore qu'implicitement, de la France Mitterrand à la France de Gaulle, lorsque le premier s'inspire de la pensée profonde du second, qui brocardait « tout ce qui grouille, grenouille et s'agite », mais l'hommage rendu au pair, par-delà les choix partisans de chacun, transcendait les clivages politiques pour ne retenir que cette égalité particulière du dialogue entre princes qu'on aurait crus si distincts. Et ce ne pas être l'oint du Seigneur, et quel autre dialogue ? Et quel autre hommage ? Encore qu'implicitement, de la France Mitterrand à la France de Gaulle, lorsque le premier s'inspire de la pensée profonde du second, qui brocardait « tout ce qui grouille, grenouille et s'agite », mais l'hommage rendu au pair, par-delà les choix partisans de chacun, transcendait les clivages politiques pour ne retenir que cette égalité particulière du dialogue entre princes qu'on aurait crus si distincts. Et ce ne pas être l'oint du Seigneur, et quel autre dialogue ? Et quel autre hommage ? Encore qu'implicitement, de la France Mitterrand à la France de Gaulle, lorsque le premier s'inspire de la pensée profonde du second, qui brocardait « tout ce qui grouille, grenouille et s'agite », mais l'hommage rendu au pair, par-delà les choix partisans de chacun, transcendait les clivages politiques pour ne retenir que cette égalité particulière du dialogue entre princes qu'on aurait crus si distincts. Et ce ne pas être l'oint du Seigneur, et quel autre dialogue ? Et quel autre hommage ? Encore qu'implicitement, de la France Mitterrand à la France de Gaulle, lorsque le premier s'inspire de la pensée profonde du second, qui brocardait « tout ce qui grouille, grenouille et s'agite », mais l'hommage rendu au pair, par-delà les choix partisans de chacun, transcendait les clivages politiques pour ne retenir que cette égalité particulière du dialogue entre princes qu'on aurait crus si distincts. Et ce ne pas être l'oint du Seigneur, et quel autre dialogue ? Et quel autre hommage ? Encore qu'implicitement, de la France Mitterrand à la France de Gaulle, lorsque le premier s'inspire de la pensée profonde du second, qui brocardait « tout ce qui grouille, grenouille et s'agite », mais l'hommage rendu au pair, par-delà les choix partisans de chacun, transcendait les clivages politiques pour ne retenir que cette égalité particulière du dialogue entre princes qu'on aurait crus si distincts. Et ce ne pas être l'oint du Seigneur, et quel autre dialogue ? Et quel autre hommage ? Encore qu'implicitement, de la France Mitterrand à la France de Gaulle, lorsque le premier s'inspire de la pensée profonde du second, qui brocardait « tout ce qui grouille, grenouille et s'agite », mais l'hommage rendu au pair, par-delà les choix partisans de chacun, transcendait les clivages politiques pour ne retenir que cette égalité particulière du dialogue entre princes qu'on aurait crus si distincts. Et ce ne pas être l'oint du Seigneur, et quel autre dialogue ? Et quel autre hommage ? Encore qu'implicitement, de la France Mitterrand à la France de Gaulle, lorsque le premier s'inspire de la pensée profonde du second, qui brocardait « tout ce qui grouille, grenouille et s'agite », mais l'hommage rendu au pair, par-delà les choix partisans de chacun, transcendait les clivages politiques pour ne retenir que cette égalité particulière du dialogue entre princes qu'on aurait crus si distincts. Et ce ne pas être l'oint du Seigneur, et quel autre dialogue ? Et quel autre hommage ? Encore qu'implicitement, de la France Mitterrand à la France de Gaulle, lorsque le premier s'inspire de la pensée profonde du second, qui brocardait « tout ce qui grouille, grenouille et s'agite », mais l'hommage rendu au pair, par-delà les choix partisans de chacun, transcendait les clivages politiques pour ne retenir que cette égalité particulière du dialogue entre princes qu'on aurait crus si distincts. Et ce ne pas être l'oint du Seigneur, et quel autre dialogue ? Et quel autre hommage ? Encore qu'implicitement, de la France Mitterrand à la France de Gaulle, lorsque le premier s'inspire de la pensée profonde du second, qui brocardait « tout ce qui grouille, grenouille et s'agite », mais l'hommage rendu au pair, par-delà les choix partisans de chacun, transcendait les clivages politiques pour ne retenir que cette égalité particulière du dialogue entre princes qu'on aurait crus si distincts. Et ce ne pas être l'oint du Seigneur, et quel autre dialogue ? Et quel autre hommage ? Encore qu'implicitement, de la France Mitterrand à la France de Gaulle, lorsque le premier s'inspire de la pensée profonde du second, qui brocardait « tout ce qui grouille, grenouille et s'agite », mais l'hommage rendu au pair, par-delà les choix partisans de chacun, transcendait les clivages politiques pour ne retenir que cette égalité particulière du dialogue entre princes qu'on aurait crus si distincts. Et ce ne pas être l'oint du Seigneur, et quel autre dialogue ? Et quel autre hommage ? Encore qu'implicitement, de la France Mitterrand à la France de Gaulle, lorsque le premier s'inspire de la pensée profonde du second, qui brocardait « tout ce qui grouille, grenouille et s'agite », mais l'hommage rendu au pair, par-delà les choix partisans de chacun, transcendait les clivages politiques pour ne retenir que cette égalité particulière du dialogue entre princes qu'on aurait crus si distincts. Et ce ne pas être l'oint du Seigneur, et quel autre dialogue ? Et quel autre hommage ? Encore qu'implicitement, de la France Mitterrand à la France de Gaulle, lorsque le premier s'inspire de la pensée profonde du second, qui brocardait « tout ce qui grouille, grenouille et s'agite », mais l'hommage rendu au pair, par-delà les choix partisans de chacun, transcendait les clivages politiques pour ne retenir que cette égalité particulière du dialogue entre princes qu'on aurait crus si distincts. Et ce ne pas être l'oint du Seigneur, et quel autre dialogue ? Et quel autre hommage ? Encore qu'implicitement, de la France Mitterrand à la France de Gaulle, lorsque le premier s'inspire de la pensée profonde du second, qui brocardait « tout ce qui grouille, grenouille et s'agite », mais l'hommage rendu au pair, par-delà les choix partisans de chacun, transcendait les clivages politiques pour ne retenir que cette égalité particulière du dialogue entre princes qu'on aurait crus si distincts. Et ce ne pas être l'oint du Seigneur, et quel autre dialogue ? Et quel autre hommage ? Encore qu'implicitement, de la France Mitterrand à la France de Gaulle, lorsque le premier s'inspire de la pensée profonde du second, qui brocardait « tout ce qui grouille, grenouille et s'agite », mais l'hommage rendu au pair, par-delà les choix partisans de chacun, transcendait les clivages politiques pour ne retenir que cette égalité particulière du dialogue entre princes qu'on aurait crus si distincts. Et ce ne pas

POLITIQUE

LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

LE PROJET SUR LA NÉGOCIATION COLLECTIVE

Le groupe communiste isolé

Mardi 8 juin, l'Assemblée nationale a poursuivi la discussion des articles du projet de loi relatif à la négociation collective et au règlement des conflits collectifs du travail.

Les députés commencent l'examen de l'article 4 du projet qui prévoit notamment, pour les entreprises d'au moins cinquante salariés, que l'employeur est tenu d'engager chaque année une négociation sur les salaires effectifs, la durée effective et l'organisation du temps de travail. La commission des affaires sociales propose de son côté d'étendre cette obligation à toutes les entreprises ou sont constituées une ou plusieurs sections syndicales ou organisations représentatives au plan national ou ayant fait la preuve de leur représentativité.

M. Colom (P.S., Rhône) souligne que pour éviter un recours systématique à l'Etat, il est nécessaire de développer la négociation collective. Pour M. Seguin (R.P.R., Vosges), « cela sera que chaque année, syndicats et chefs d'entreprise se retrouveront pour un face-à-face obligatoire sur les matières fixées par la loi, la négociation de brochure perdra une partie de son intérêt, voire de sa réalité ». Il ajoute : « En regard aux conditions dans lesquelles il sera établi, le procès-verbal d'accord collectif de la négociation collective pourra aussi bien compromettre que faciliter la reprise de celle-ci ultérieurement, car, dans un tel procès-verbal, chaque partie sera tentée de systématiser sa position ».

M. Renard (P.C., Aisne) déclare que si le texte ne prévoit pas les conventions et accords collectifs doivent être plus favorables aux salariés que les lois et règlements, « on permettrait à des entreprises comme Citroën de s'appuyer sur des organisations du type de la C.G.T. pour opposer à l'application du droit mais aussi pour le modifier ». M. Charles (R.P.R., Nord) souligne que le Conseil économique et social s'est prononcé contre l'obligation de négocier annuellement. M. Madelin (U.D.F., Ille-et-Vilaine) estime que chaque fois que le gouvernement se mêle de vouloir faire la politique sociale, il se place des partenaires sociaux, « il les dessaisit, chaque fois qu'il leur dit : si vous concluez un accord, le législateur ne s'opposera pas à sa mise en œuvre ».

M. Auroux, ministre du travail, justifie le choix du gouvernement en indiquant : « La politique contractuelle doit conduire à la démocratie Comintern, la démocratie politique ou la démocratie économique doit avoir ses rendements, la démocratie économique doit avoir ses rendements... ». Les négociateurs seront responsables de ce qui permettra de hiérarchiser les revendications ».

La nécessité du pluralisme

L'article 4 du projet tend à modifier les articles L. 132-1 et L. 132-3 du code du travail. Selon le texte, le premier d'entre eux définit la portée de la convention collective et de l'accord collectif : la première a vocation à traiter, pour toutes les entreprises professionnelles intéressées, de l'ensemble des matières touchant aux conditions d'emploi et de travail et aux garanties sociales ; le second ne traite que d'un ou plusieurs sujets relevant de cet ensemble. L'article élargit la portée des règles relatives à la validité des conventions et accords collectifs de travail et aux organismes habilités à les conclure. La convention ou l'accord doit, à peine de nullité, prendre la forme d'un écrit. Il est, d'autre part, précisé que les associations d'employeurs sont assimilées aux syndicats pour ce qui est du droit des conventions et accords collectifs, afin d'en faciliter la conclusion et l'extension.

L'Assemblée repousse notamment un amendement du groupe R.P.R. tendant à prévoir la possibilité pour « un groupement de salariés qui a fait la preuve de sa réserve cette faculté aux seules conventions ou un accord avec les employeurs, alors que le texte réserve cette faculté aux seules organisations syndicales de salariés ».

M. Renard présente ensuite un amendement prévoyant que les organisations syndicales représentatives signataires doivent avoir recueilli au moins 80 % des suffrages exprimés par les salariés dans la forme d'un accord. La représentativité dans l'entreprise serait appréciée sur la base des dernières élections au plan national, sur celle de statistiques électorales professionnelles publiées par le ministre du travail. M. Auroux, précisant qu'il fait part de l'avis de tout le conseil des ministres, insiste sur la nécessité du pluralisme syndical. Il reconnaît qu'il arrive que ce soient les organisations minoritaires de telle ou telle branche qui signent l'accord collectif, et ajoute : « Les non-

signataires savent que le fait de ne pas signer n'empêche pas l'accord ». Après avoir souligné les « difficultés techniques » qu'il y aurait à mesurer la représentativité réelle d'un syndicat dans le champ d'application d'une convention, M. Auroux indique que cette disposition donnerait trop d'importance à une attitude négative. Par l'absentéisme, les organisations majoritaires, ajoute-t-il, pourraient bloquer la signature d'un accord, même si elles sont en désaccord sur des points de détail. Les organisations syndicales qui ne sont vraiment pas d'accord, souligne-t-il, « doivent donc signer l'accord, même si elles ne le veulent pas ». Tout en reconnaissant la validité de l'amendement du groupe communiste, M. Auroux s'y déclare défavorable.

M. Seguin critique cet amendement, qui n'a, selon lui, qu'un « lointain rapport » avec la démocratie, et M. Madelin fait part de l'indignation du groupe U.D.F. Le groupe communiste souligne-t-il « réclame, pour la C.G.T., le monopole de la signature des accords ou des conventions ». A la demande de M. Seguin, le groupe communiste dépose un amendement prévoyant que l'accord ou par scrutin public, par 4/5 voix contre 44.

L'article L. 132-4 réaffirme le principe selon lequel la convention et l'accord collectif de travail peuvent comporter des dispositions plus favorables aux salariés que celles des lois et règlements en vigueur. Ils ne peuvent déroger aux dispositions d'ordre public de ces lois et règlements. Après avoir défendu un amendement prévoyant que l'accord ou la convention « doivent » être plus favorables aux salariés que les lois et règlements en vigueur, le groupe communiste accepte de retirer celui-ci.

L'article suivant est relatif au champ d'application des conventions et accords collectifs. Il est notamment précisé que celui-ci est territorial et professionnel, le champ d'application étant défini « en termes d'activités économiques ». — L. Z.

Droits et obligations des locataires et des bailleurs

L'Assemblée nationale a adopté, mercredi 9 juin, le texte élaboré par la commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif aux droits et obligations des locataires et des bailleurs. Le Sénat ayant adopté ce texte dans les mêmes termes jeudi matin 10 juin, il est donc définitif. Sur les points les plus litigieux entre députés et sénateurs, les dispositions adoptées par l'Assemblée sont les suivantes :

ART. 2 : la rédaction retenue est celle du Sénat. Toutefois, les immeubles soumis au statut de la copropriété et comprenant uniquement des logements acquis en vue de la retraite ne sont pas exclus du champ d'application de la loi. En outre, l'acquisition des immeubles (sans partie du logement occupé par le bailleur ne concernera que les locations de chambres « meublées ».

ART. 4 bis : cet article, qui permet aux personnes établies hors de France de déroger à la loi en ce qui concerne la durée du contrat pour la location de leurs résidences, a été rétabli. Sa portée ne concerne pas les personnes simplement établies hors de la métropole.

ART. 6 ter (réstitution du contrat en vue de la vente) : dans le cas où le contrat est conclu pour une durée égale ou supérieure à six ans, le bailleur ne peut en cas de paiement partiel du loyer, être tenu de résilier le contrat.

ART. 11 : la quittance sera délivrée au locataire lorsque celui-ci en aura fait la demande ; le bailleur sera tenu de remettre un reçu en cas de paiement partiel du loyer.

ART. 14 bis (charges récupérables) : dans les immeubles soumis au statut de la copropriété, le syndic sera obligé de mettre certains documents à la disposition des copropriétaires bailleurs, à charge pour eux de les porter à la connaissance de leurs locataires.

ART. 18 (clause de résiliation de plein droit) : le juge des référés pourra accorder des délais ne pouvant excéder deux ans à compter de la décision ayant suspendu les effets de cette clause.

La formulation retenue tend à prohiber, dans ce cas, l'octroi de nouveaux délais de grâce par la cour d'appel.

ART. 19 (conclusion d'accords collectifs pour un bâtiment ou un ensemble de bâtiments) : la commission a retenu comme seul d'application les bâtiments comportant au moins six logements locatifs. Elle a, d'autre part, porté aux sept condamnés la majorité de locataires requise pour qu'un accord puisse être étendu à l'ensemble d'un immeuble.

ART. 20 (représentativité des associations de locataires) : les associations représentant les locataires d'un bâtiment ou d'un ensemble ou les locataires de tout ou partie du patrimoine immobilier d'un même bailleur doivent regrouper au moins trois locataires.

ART. 22 : les communications des associations sur les panneaux d'affichage mis à leur disposition doivent porter sur le logement et l'habitat.

ART. 27 : le critère de l'ancienneté a été supprimé en ce qui concerne la représentativité des organisations de locataires ou de bailleurs.

ART. 30 : les accords collectifs nationaux peuvent être rendus obligatoires pour l'ensemble d'un secteur local sans que la majorité des organisations représentatives de locataires ou de bailleurs de ce secteur.

ART. 34 : les logements vacants depuis au moins dix-huit mois à la date de la nouvelle location, ainsi que ceux dont la vacance résulte d'une décision de justice fondée sur l'insécurité des obligations du locataire, sont exclus du champ d'application des dispositions relatives aux accords de médiation.

ART. 35 bis : dans les communes de plus de 60.000 habitants, des décrets pourront fixer le plafond des majorations qui pourront être appliquées au 1^{er} juillet 1983 aux nouvelles locations. Ce plafond devra tenir compte des prix pratiqués dans des locaux comparables situés dans un même secteur géographique.

Le texte de la C.M.P. a été modifié par trois amendements mineurs déposés par M. Hockel (P.S., Charente), rapporteur de la commission des lois.

Le calendrier

La conférence des présidents, qui s'est tenue mardi 8 juin, a établi comme suit l'ordre du jour des prochaines séances de l'Assemblée nationale :

VENREDI 11 : questions orales sans débat ; suite du texte sur la négociation collective ;

LUNDI 14 : projet portant réforme de la planification ;

MARDI 15 : réforme de la planification ; projet relatif aux conflits d'artisans et de commerçants (deuxième lecture) ;

MERCREDI 16 : suite des questions au gouvernement, projet portant suppression des P.P.A. (deuxième lecture) ; proposition relative à l'établissement de la situation nationale (deuxième lecture) ; projet relatif aux ressources pour l'absence de service fait sur les traitements publics ; proposition relative au régime des actes des autorités communales, départementales et nationales ;

JEUDI 17 : projet relatif aux chambres régionales des comptes ; projet relatif au statut des membres des chambres régionales des comptes ;

VENREDI 18 : complément, lecture définitive du projet de loi de finances rectificative pour 1982 ; projet relatif aux prestations de vieillesse, d'invalidité et de veuvage ; questions orales sans débat ;

LUNDI 21 : projet de loi d'orientation et de programmation pour

la recherche et le développement technologique ;

MARDI 22 : suite du projet sur la recherche ; projet relatif à la participation des employés au financement des transports publics urbains.

L'Assemblée pourra, en outre, examiner, mercredi 23 juin, le projet de loi relatif aux activités du secteur privé dans les établissements d'hébergement publics et, le jeudi 24 juin, le projet relatif à la création d'unités d'intervention dans le secteur agricole. Enfin, selon M. Mermat, l'Assemblée examinera le quinquiesme « projet Auroux » sur les droits des travailleurs, portant sur les comités d'entreprise, de sécurité et des conditions de travail, au cours de la session extraordinaire de juillet. Durant la même période, les projets sur la réforme électorale, la situation de la loi « sécurité et liberté », seront soumis aux députés. De son côté, M. Pierre Joxe, président du groupe socialiste, a demandé aux députés socialistes de voter les projets de loi votés avant le début du mois d'août.

LA RÉFORME DE LA PLANIFICATION

La commission des Finances modifie sensiblement le projet présenté par M. Rocard

La commission des finances de l'Assemblée nationale s'est réunie mardi 8 juin, pour examiner les objections présentées par le député U.D.F. devant être examinées de plus près. Les députés socialistes, membres de la commission se sont réunis autour de M. Gauchet, président de la commission des finances, pour examiner les objections de M. Rocard, président du groupe socialiste, adressées à la commission des finances. Celle-ci, au cours de sa deuxième séance, de travail, a adopté les amendements proposés par M. Rocard, ministre du Plan et de l'aménagement du territoire, visant

la Constitution dans vingt-deux dispositions. M. Laignel (P.S., Indre) a reconnu que certaines des objections présentées par le député U.D.F. devaient être examinées de plus près. Les députés socialistes, membres de la commission se sont réunis autour de M. Gauchet, président de la commission des finances, pour examiner les objections de M. Rocard, président du groupe socialiste, adressées à la commission des finances. Celle-ci, au cours de sa deuxième séance, de travail, a adopté les amendements proposés par M. Rocard, ministre du Plan et de l'aménagement du territoire, visant

Pas de report mais des délais

« J'ai eu le sentiment de participer à un vrai débat parlementaire, riche et fructueux », a affirmé M. Jean Auroux, ministre du travail, en commentant, le 8 juin, devant les journalistes l'adoption par l'Assemblée nationale des deux premiers projets de loi sur les droits nouveaux des travailleurs.

Il a estimé que les amendements adoptés n'ont pas, tant pour le texte sur les libertés des travailleurs que pour celui sur le développement des institutions représentatives, à la « cohérence » du projet gouvernemental, qui est « restée dans les limites qui étaient les nôtres ».

M. Auroux n'a pas du tout favorable à un report de l'application de ces textes lorsqu'ils seront définitivement votés et promulgués. Les entreprises disposeront d'un délai d'un an après la promulgation pour adapter leurs règlements intérieurs aux nouvelles dispositions législatives. Les entreprises de plus de deux cents salariés auront un délai de trois mois pour adapter les modalités de l'expression des salariés. Le ministre du travail répond ainsi à M. Gattaz, qui, dans une lettre au premier

ministre, demande, en raison des charges supplémentaires, que les entreprises soient déchargées de la mise en œuvre des projets Auroux, soit d'accorder aux entreprises la contrepartie des coûts qu'elles auront à subir.

Au ministère du travail, on indique ainsi que la création de sections syndicales dans les entreprises de moins de cinquante salariés n'entraînera aucun coût supplémentaire, la condition ayant été mise qu'il n'y aurait pas de délégués syndicaux sans que des délégués du personnel exercent aussi cette fonction.

Souhaitant que « pour la première fois une avancée du droit social s'est effectuée à froid », parient de « libération législative », M. Auroux a jugé que, après une phase initiale d'observation au débat, « l'opposition a été partie présente » à la discussion parlementaire. Au ministère du travail, on noue l'espoir que les quatre textes des projets Auroux soient adoptés par l'Assemblée nationale et le Sénat avant la fin juillet.

M. NUCCI EST CHARGÉ D'UNE NOUVELLE MISSION EN NOUVELLE-CALÉDONIE

M. Christian Nucci, député socialiste de l'Isère, qui avait été chargé par le gouvernement, le 8 décembre dernier, d'une mission temporaire et nommée haut-commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie, a été reconduit à ce poste par le conseil des ministres du mercredi 9 juin et par deux décrets parus au Journal officiel du 10 juin. Sa première mission, dont la durée ne pourra excéder six mois, conformément à l'article L.O. 144 du code électoral, avait été interrompue à la date du 2 juin, par la lettre du premier ministre au président de l'Assemblée nationale, six jours-donc, avant son terme.

La nouvelle lettre de mission adressée par M. Mermat à M. Nucci est chargée d'une mission plus large que la précédente. Il est demandé au haut-commissaire non seulement de poursuivre l'action réformatrice engagée en

Nouvelle-Calédonie mais aussi de l'appliquer aux pays voisins du territoire.

M. Nucci est ainsi appelé à donner à son travail une dimension internationale dans le Pacifique du Sud. Cette nouvelle mission n'étant pas considérée comme une simple prolongation de la précédente, le ministre du travail, on noue l'espoir que les quatre textes des projets Auroux soient adoptés par l'Assemblée nationale et le Sénat avant la fin juillet.

M. Nucci a regagné Nouméa mercredi soir.

U.D.F.-R.P.R. : la débâcle économique est inévitable

Les délégués de l'U.D.F. et du R.P.R. se sont de nouveau réunis mercredi 9 juin au Sénat. Dans un communiqué commun, elles constatent que « le mode de scrutin pour les prochaines élections municipales n'est pas proposé par le ministre de l'Intérieur sur recommandation d'une commission impartiale ». Elles déclarent que la réforme électorale, telle qu'elle est proposée, est « une réforme qui ne peut que conduire à une débauche économique ». Elles déclarent que la réforme électorale, telle qu'elle est proposée, est « une réforme qui ne peut que conduire à une débauche économique ».

Une délégation de M.R.G. (M.M. Jean-Michel Bachelot, Jean-Michel Bachelot, Jean-Michel Bachelot) a réagi mercredi 9 juin au Sénat. Elle a déclaré que le projet de loi relatif à la réforme électorale, tel qu'il est présenté, est « une réforme qui ne peut que conduire à une débauche économique ».

STYLISTES : COPIES COULEURS
Qualité photographique professionnelle
ETRABE 38 AV. DAUMESNIL PARIS-12^e 347.21.32

مكتبة الأمل

سكدا من الامم

POLITIQUE

LE COLLECTIF BUDGÉTAIRE POUR 1982

L'opposition du Sénat à la politique économique de la gauche s'affirme avec vigueur

Par 196 voix contre 91 (P.C., P.S.), le Sénat a adopté, mercredi 9 juin, le projet de loi de finances rectificative pour 1982 dont il avait commencé l'examen la veille. Mais c'est un collectif budgétaire profondément différent de celui voté par l'Assemblée nationale qui est renvoyé devant une commission mixte paritaire.

Le Sénat, en effet, a répondu l'article 3 qui permettait notamment de porter de 17,80 à 18,60 le taux intermédiaire de la T.V.A. Il a également adopté l'article 10 qui révisait le décret d'avance finissant la part de l'Etat dans la facture du gaz algérien. Ce refus, proposé par M. Bin (U.P., centre, Ardennes), rapporteur général, avait été approuvé dans la discussion par plusieurs orateurs de la majorité sénatoriale et, en particulier, par l'ancien ministre de l'économie, M. Monory (U.N., centre, Vienne), qui avait même mis en cause la constitutionnalité de la procédure destinée à compenser le surcoût du gaz algérien.

Les sénateurs ont ainsi adopté un amendement de M. Desours Desvres (R.I., Calvados) tendant à priver aux collectivités locales la réaffectation annuelle de la compensation du fonds de péréquation. M. Fabius, ministre du budget, avait indiqué, avant le vote de l'amendement, que l'allègement de la taxe professionnelle, du fait des règles de compensation, ne se traduirait que par un léger manque à gagner (environ 0,5 %) et au détriment des seules communes les plus riches.

Un autre amendement du même sénateur est adopté, qui tend à une actualisation du revenu cadastral.

L'article 23, tendant à relever (insuffisamment, a estimé le Sénat) la limite de déduction du salaire du conjoint des artisans et commerçants, a été supprimé.

Avant le scrutin final, M. Bonnetous (gauche dém., Yvelines), président de la commission des finances, exprimé son inquiétude devant l'énormité du coût du fonctionnement des entreprises récemment nationalisées. Le redressement de leur situation, a estimé la Cour des comptes, nécessiterait plusieurs dizaines de milliards. Le ministre de l'Indus-

trie a parlé de 30 milliards en deux ans. « Comment, demande M. Bonnetous, maîtriseriez-vous, dans le budget, ces dépenses publiques ? Notre commission des finances est tenue par la loi organique de sursur la gestion des entreprises nationalisées. Comment le pourrions-nous ? »

M. Fabius : « Il est vrai que les charges budgétaires sont lourdes et que nous devons veiller au respect des équilibres. J'ai pris note de la volonté de votre commission d'être informée avec précision de l'affectation des sommes attribuées aux entreprises publiques. La part de votre sous de donner à la Cour les comptes les moyens de remplir ses tâches nouvelles. J'espère enfin que ce collectif puisse contribuer au redressement de notre économie. »

Le ministre, répondant aux orateurs de la majorité sénatoriale, regrette néanmoins que celui-ci ait transformé le texte budgétaire en quelque chose qu'il ne peut qualifier, et déclare comprendre que les groupes de la majorité nationale ne puissent l'adopter. M. Durfaux (Vendée) et Vallin (Rhône), au nom des groupes socialistes et communistes, avaient en effet annoncé qu'ils voteraient contre ce texte « dénaté ».

« Pourquoi, avait déclaré M. Bin, avons-nous accédé le déficit budgétaire ? Parce qu'il n'est pas opportun de financer la relance de l'économie en reportant d'une main aux entreprises ce qu'on prétend leur donner de l'autre. » — A.C.

M. Schmitz (P.S., Doubs), président de la commission des affaires sociales du Sénat, a indiqué mercredi 9 juin à l'occasion d'un rappel au règlement, qu'un signe de protestation contre le désinvestissement de sa commission au profit d'une commission spéciale (Le Monde du 4 juin), il n'assisterait plus à la conférence des présidents. Un second texte relatif aux libertés des travailleurs dans l'entreprise, ayant été adopté par l'Assemblée nationale, une seconde commission spéciale devra être constituée au Sénat pour l'examen de ce projet.

Le communiqué officiel du conseil des ministres

MODERNISATION DE LA SIDÉURGIE

Le ministre de l'Industrie a présenté l'état des travaux, et des révisions conduites en concertation avec les partenaires sociaux pour mettre en œuvre un programme de modernisation de l'industrie sidérurgique française.

L'objectif du gouvernement est de rétablir en quatre ans une industrie sidérurgique forte et compétitive, capable d'approvisionner les industries clientes aux conditions de prix et de qualité du marché international et d'aligner un courant d'exportation.

Des plans de modernisation ont été établis par les chefs d'entreprise et vont être soumis à la concertation avec les partenaires sociaux puis présentés aux autorités européennes. Ils devront en particulier préparer la relance à l'équilibre d'exploitation des entreprises après 1985, qui seront en mesure de produire 24 millions de tonnes à l'horizon de 1986.

Les pouvoirs publics mettront à la disposition des entreprises des moyens financiers leur permettant de mettre en œuvre cet ambitieux programme de modernisation et notamment de :

- rétablir une structure financière saine, afin de ramener les frais financiers à un niveau analogue à celui des principaux concurrents ;
- lancer un très important programme d'investissements pour moderniser les moyens de production ;
- les investissements sidérurgiques s'élèveront à 15,5 milliards de francs (F. 1982) pour la période 1982-1986, auxquels s'ajoutera une tranche complémentaire de l'ordre de 2 milliards de francs au terme de la concertation qui va être engagée par les chefs d'entreprise avec le personnel.

Par ailleurs, une somme de 2,25 milliards de francs a été prévue pour le financement des études d'Ulmor et de Safflor, la reconversion et la diversification, à l'intérieur de laquelle 500 millions de francs seront affectés à la diversification industrielle des bassins sidérurgiques.

Les dotations en capital pour Ulmor et Safflor seront de 24 milliards en 1982 et de 3,5 milliards en 1983.

Afin que les plans ne se traduisent par une dégradation collective sans recouvrement des mesures spécifiques avec les partenaires sociaux seront mis en œuvre. Elles comprendront trois volets :

- une forte réduction de la durée du travail ;
 - une utilisation des mesures de préretraites adaptées à chaque site ;
 - des offres de reclassement.
- Les pouvoirs publics, les autorités régionales et les groupes sidérurgiques seront appelés à mobiliser leurs efforts conjointement pour préserver les équilibres régionaux dans les bassins sidérurgiques.

Enfin, l'évolution des mines de fer, particulièrement en Lorraine, sera examinée en fonction des objectifs de production qui seront retenus par les usines sidérurgiques.

COMPOSITION DU C.E.S.

Le conseil des ministres a adopté un décret modifiant les conditions de désignation des représentants des organisations syndicales au conseil économique et social.

Ce texte modifie le décret du 27 mars 1959 afin de tenir compte : d'une part, de la création, en 1981, de la C.F.P.T., qui a bénéficié des sièges précédemment détenus par la C.F.T.C. ; d'autre part, de la fusion intervenue en 1977 entre la C.F.T.C. et la Confédération générale des syndicats indépendants. A cet égard, la C.F.T.C., qui disposait déjà de trois sièges au titre des personnalités qualifiées, sera désormais habilitée à désigner également un représentant au titre des organisations syndicales.

ESPACE SOCIAL EUROPEEN

Le conseil des Communautés des ministres chargés du travail et des affaires sociales du 27 mai a marqué

un progrès significatif dans la mise en œuvre de l'espace social européen. Les ministres des Dix ont arrêté plusieurs orientations importantes. Ils ont défini un programme d'action en faveur de l'emploi porteur pour l'essentiel sur la relance de l'investissement, en particulier de l'investissement public, les actions en faveur des jeunes, l'aménagement et la réduction du temps de travail, un soutien aux petites et moyennes entreprises et le développement de la concertation entre partenaires sociaux. Un accord de principe a été aussi donné à un règlement sur la retraite desind.

Les ministres ont décidé un programme d'actions communautaires pour les années 1982-1983 visant à promouvoir l'égalité des chances pour les femmes.

Enfin, le conseil a adopté une directive protégeant les travailleurs contre les nuisances dues au travail du plomb. Le gouvernement français a insisté, à cette occasion, pour que les problèmes posés par l'amiante soient au plus tôt pris en compte dans une directive communautaire contraignante.

SIDÉURGIE COMMUNAUTAIRE

Les ministres de l'Industrie des Dix ont prorogé pour un an, à compter du 1^{er} juillet prochain, l'encadrement du marché sidérurgique communautaire. Ces mesures ont été étendues, selon des conditions particulières, à la catégorie du fil machine.

CHACQUE SEMAINE

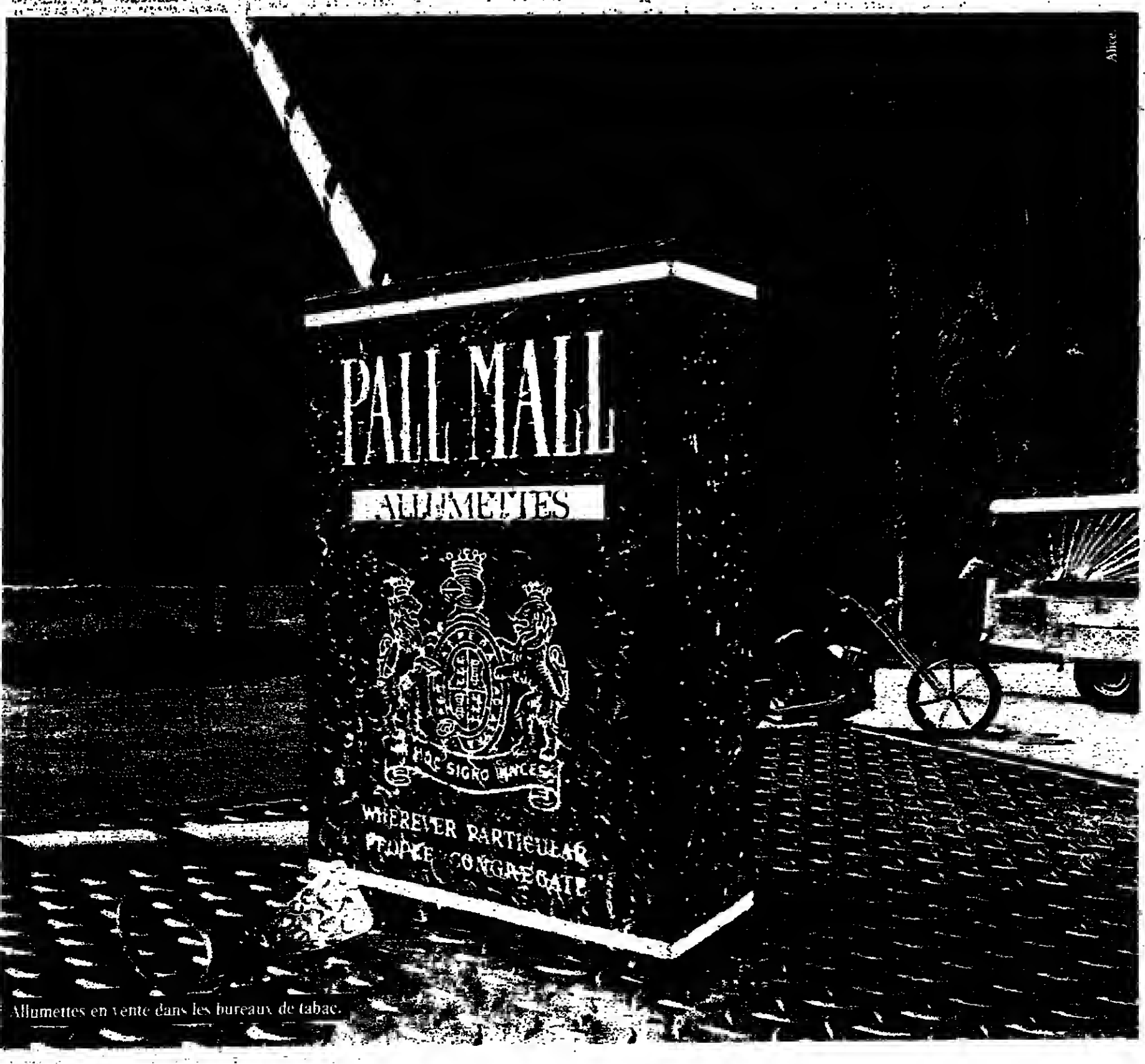
Le Monde

dans DIMANCHE

UNE PAGE

L'ACTUALITÉ DU DISQUE

CLASSIQUE - JAZZ - ROCK - VARIÉTÉS



PALL MALL FILTRE. AMERICAN TOBACCO COMPANY.



Allumettes en vente dans les bureaux de tabac.

C'est évident!
TAPIS
PERSAN **40%**
moins cher
maison de
l'Iran

L'ANGLAIS EN ANGLETERRE
et aux Etats-Unis pour
5-12 ans, 12-15 ans et 15-18 ans
● matin: 15 heures de cours par semaine
par groupes de 2 élèves maximum.
● après-midi: tennis, équitation, golf, na-
vigation, voile, planche à voile.
● sélection rigoureuse et contrôle constant
des familles.
OXFORD
INTENSIVE
SCHOOL
OF ENGLISH
Apprécié par le British Council
Membre Fondateur de l'UNOBI
Membre de l'EFMD
Or: 1029 105 1259
21, rue Théophraste Renaudot
75015 Paris - Tél.: 19 533.13.02

MARCEL LASSANCE
SOLDES
COLLECTIONS SHOW-ROOM
COSTUMES - VESTES
SPORTSWEAR
S.S.V., 12, rue Barbette
75003 PARIS
Samedi 8 h - 11 h
Lundi au vendredi 11 h - 19 h

SALTA 255.95.25
TRANSPORTE TOUT A TOUTE HEURE

Le Monde

DIMANCHE

Au sommaire du prochain numéro :

LA LEÇON D'ESPOIR DU GRAND RABBIN SIRAT

Chef spirituel d'une communauté de sept cent mille personnes, le grand rabbin de France René-Samuel Sirat veut redonner « foi et espérance » aux juifs de France.

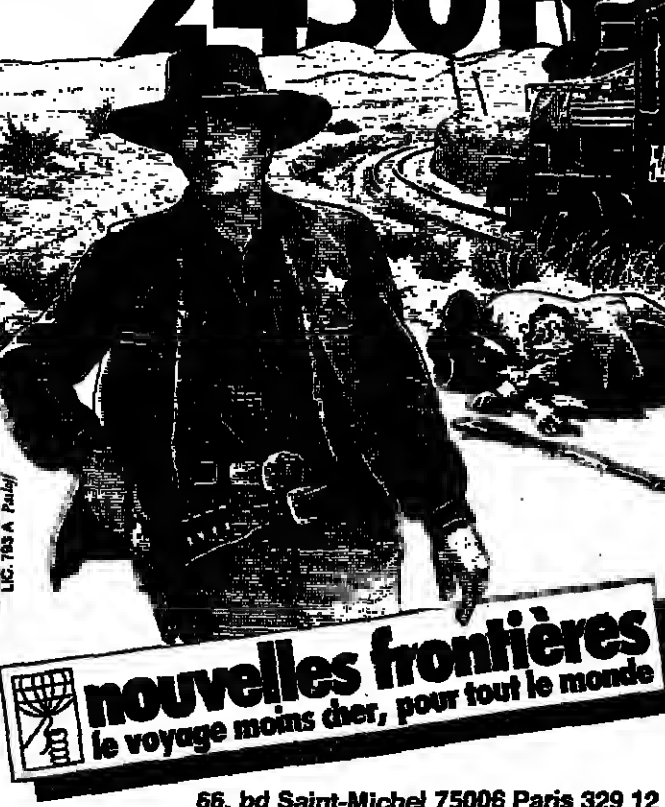
Interview de Victor Malka

L'EMPIRE D'ELF-AQUITAINE

De la Norvège au Gabon, un empire avec ses barons, ses gouverneurs et son monarque. Sous le contrôle — malaisé — de l'Etat.

Enquête de Daniel Schneider

PARIS
NEW YORK
à partir de **2450 F** aller-retour



nouvelles frontières
le voyage moins cher, pour tout le monde

66, bd Saint-Michel 75006 Paris 329 12 14
15, rue des Sœurs-Noires 34000 Montpellier 60 53 33

POLITIQUE

LA PRÉPARATION DU CONGRÈS DU PARTI RÉPUBLICAIN

Le P.R. veut montrer qu'il a des idées

Après avoir été pendant quatre ans — depuis sa création, à Fréjus, au mois de mai 1977 — une force de soutien à l'ancien président de la République, le parti républicain veut s'affirmer dans l'opposition comme un parti « adulte », naturellement fidèle à M. Giscard d'Estaing, mais soucieux de son indépendance. Cette ambition, il l'exprimera lors de la réunion de son congrès national les 12 et 13 juin prochains à Paris, sur la pelouse de Reuilly.

QUESTION : On a pu attribuer votre échec du 10 mai à l'absence du pouvoir. Ne s'agit-il pas aussi de l'absence d'idées ?

HERVÉ DE CHARETTE : Il y a mille raisons à notre échec. Parmi celles-ci, il est certain qu'il y avait une tendance lourde : l'affaiblissement progressif de l'ancienne majorité. Entre 1974 et 1981, aucun des scrutins n'a donné la majorité des voix à la majorité politique de l'époque. Cette majorité a commis deux erreurs : elle a privilégié ses responsabilités à la tête du pays sans toujours se soucier du combat des idées. Elle a fait des concessions à l'adversaire dans ce débat des idées. Ces concessions ne datent pas du septennat précédent. On a dit que Giscard a fait du socialisme rampant. Je ne le crois pas. Ce n'est pas lui qui est en cause mais la majorité de l'époque qui a absorbé, au point d'en avoir une indigestion, bon nombre d'idées d'inspiration socialiste ou marxiste.

GÉRARD LONGUET : Lorsqu'on gouverne un pays avec à peu près la même majorité depuis une vingtaine d'années, on est tenté de faire des compromis, au détriment de ses électeurs. Un certain nombre de ministres et de responsables politiques ont pensé, de bonne foi, qu'il fallait faire la politique de nos électeurs mais aussi des autres, de ceux qui pourraient le devenir. Ils ont estimé qu'on ne pouvait pas gouverner toujours contre 48 ou 49 % des Français. Cette idée est certes honorable mais dangereuse. Sous le précédent septennat, la classe dirigeante était issue de l'administration. Les hommes qui peuplaient les cabinets ministériels, qui préparaient les textes, qui avaient l'écoute des ministres, avaient une formation de gestionnaires pragmatiques et non d'idéologues. Ils n'étaient pas forcément ouverts à une démarche strictement libérale.

WILLY DIMEGLIO : Au fond, le peuple français en avait assez de cette société industrielle qu'on lui avait proposée. Il a mal supporté l'arrivée de la crise. On lui avait présenté Giscard comme un homme compétent. Il a cru découvrir qu'il ne l'était pas, dans la mesure où l'inflation et le chômage restaient des problèmes majeurs. Aujourd'hui, il commence seulement à mesurer son erreur parce qu'il peut se référer à ce que fait l'équipe de M. Mitterrand. Ce que l'on demande aujourd'hui à un homme politique, en dehors de la compétence, c'est d'être « proche ». Les Français veulent s'identifier, se reconnaître dans le personnage politique. Nous n'avons pas toujours eu ces comportements de proximité.

JEAN-PIERRE RAFFARIN : Avant la crise économique, il y avait deux discours : celui de la capacité — le nôtre — et celui de la proximité. La crise économique a déplacé le centre de gravité de la capacité vers la « proximité ». Les sondages effectués juste avant le 10 mai dissuadent que les Français, en partie, ne croyaient pas en la capacité de François Mitterrand à résoudre la crise économique, et se contentaient de lui faire confiance.

HERVÉ DE CHARETTE : L'idée que nous nous faisons du libéralisme se résume à trois choses simples : le libéralisme en politique, c'est-à-dire la séparation du pouvoir politique, économique, culturel et de communication ; l'information ; le respect du droit à la vie privée. L'Etat a déjà une fonction énorme de régulation de la vie économique et sociale. Il faut mettre des bornes à ce genre d'activité. Sans vouloir en faire un « État-croûton », il faut faire maigrir l'Etat.

GÉRARD LONGUET : Les socialistes autogestionnaires ne disent pas le contraire, mais les socialistes au pouvoir font le contraire. C'est pour cela qu'il peut y avoir des convergences intéressantes entre les libéraux et les libéraux.

WILLY DIMEGLIO : La démocratie aujourd'hui ne peut plus se concevoir sans le partage de la communication et de l'information, sa décentralisation et sa mise à la disposition de tous les citoyens.

HERVÉ DE CHARETTE : A l'heure actuelle, l'information, c'est l'Etat. Il en est non seulement le seul diffuseur mais la seule source. Il n'y a pas de dialogue possible lorsque

Ce congrès devrait être consacré, pour l'essentiel, au débat d'idées. À partir de l'examen du projet de « manifeste républicain », rédigé par M. Hervé de Charette, secrétaire général adjoint, et adopté le 27 mai par le bureau politique du P.R. Il y sera aussi question de la vie interne du parti et de sa stratégie pour l'avenir.

Le débat que nous avons organisé entre M. Hervé de Charette, M. Willy Dimeglio,

les informations ne sont détenues que d'un seul côté.

GÉRARD LONGUET : Ce qui m'horripile profondément, c'est que, au moment précis où la France a les moyens techniques et économiques de la liberté, elle y renonce... le libéralisme, c'est un peu l'anarchie. C'est l'individu, l'entreprise, la famille, la commune, responsables dans le respect des lois. Ce que l'on voudrait, nous, c'est que le président de la République ne s'occupe pas des tulle de la place des Vosges.

JEAN-PIERRE RAFFARIN : Il faut introduire dans le libéralisme la notion de partage. Dans le monde du travail, comme dans la démocratie locale, il faut pouvoir partager les différents univers de responsabilité. Ce partage s'appelle l'union.

GÉRARD LONGUET : C'est le principe de subsidiarité. Chacun fait ce qu'il doit faire dans son domaine, et l'intervention de l'Etat n'est vraiment que subsidiaire. Le jour où un ministre aura le courage de dire à un conseiller général de son parti politique : « Non, je n'interviendrais pas dans votre affaire départementale, même si je peux vous aider, parce que c'est votre problème, réglez-le sur place », on aura gagné beaucoup en liberté.

HERVÉ DE CHARETTE : Ce qui nous menace aujourd'hui, ce n'est pas l'anarchie mais l'écroulement. Ce sera l'écroulement de l'Etat, ce sera l'écroulement de la République. Les responsabilités sont partagées.

HERVÉ DE CHARETTE : C'est le moment qu'on puisse dire !

JEAN-PIERRE RAFFARIN : « Tout soit jeté à la rivière ».

WILLY DIMEGLIO : Jusqu'ici nous étions porteurs de la pensée libérale mais davantage préoccupés par le court terme. Aujourd'hui il nous faut la réinventer.

HERVÉ DE CHARETTE : Ce que nous ferons demain ne sera pas du tout ce que nous avons fait. Les socialistes au pouvoir vont casser le système dans lequel nous vivons. Il faudra construire du neuf.

« Il faut faire maigrir l'Etat »

QUESTION : Comment pensez-vous construire les Français que les idées libérales sont encore les meilleures pour l'avenir ? Le mot libéralisme n'est-il pas dévalué ?

GÉRARD LONGUET : Je suis très optimiste sur l'avenir sémantique du mot libéralisme. Par réaction contre l'étatisme croissant, la bureaucratie, il va retrouver tout son sens. Sur le plan des résultats économiques, c'est quand même le système le plus efficace. Mais le libéralisme, c'est aussi un style de vie, une attitude, une liberté du citoyen, de consommateur, du père de famille, du citoyen dans sa commune. Le libéralisme, c'est le « libre choix de ». Dans un système où on n'aura de moins en moins le « libre choix de », le libéralisme va réapparaître en force.

JEAN-PIERRE RAFFARIN : Le mot libéralisme a d'énormes qualités mais quelques défauts dans son image d'aujourd'hui. Il a besoin d'être enrichi.

HERVÉ DE CHARETTE : L'idée que nous nous faisons du libéralisme se résume à trois choses simples : le libéralisme en politique, c'est-à-dire la séparation du pouvoir politique, économique, culturel et de communication ; l'information ; le respect du droit à la vie privée. L'Etat a déjà une fonction énorme de régulation de la vie économique et sociale. Il faut mettre des bornes à ce genre d'activité. Sans vouloir en faire un « État-croûton », il faut faire maigrir l'Etat.

GÉRARD LONGUET : Les socialistes autogestionnaires ne disent pas le contraire, mais les socialistes au pouvoir font le contraire. C'est pour cela qu'il peut y avoir des convergences intéressantes entre les libéraux et les libéraux.

WILLY DIMEGLIO : La démocratie aujourd'hui ne peut plus se concevoir sans le partage de la communication et de l'information, sa décentralisation et sa mise à la disposition de tous les citoyens.

HERVÉ DE CHARETTE : A l'heure actuelle, l'information, c'est l'Etat. Il en est non seulement le seul diffuseur mais la seule source. Il n'y a pas de dialogue possible lorsque

le secrétaire du Conseil économique et social et secrétaire de la fédération de l'Hérault, M. Gérard Longuet, ancien député, président de la fédération de la Meuse, et M. Jean-Pierre Raffarin, président de la fédération de la Vienne, s'est articulé autour de trois thèmes : les raisons de l'échec de 10 mai, le sens et les valeurs du libéralisme, la place du P.R. dans l'opposition et ses rapports avec M. Giscard d'Estaing.

tres ne forment pas une chaîne de plomb. Ils ne sont pas omnipotents et écrasants comme à l'intérieur du R.P.R. Il y a chez les électeurs et les sympathisants du R.P.R. beaucoup plus de franchise de retour au pouvoir parce qu'ils étaient persuadés qu'ils ne le perdrait pas. Ils ont joué un coup de poker assez diabolique en disant : on va émettre un vote d'alarme mais on va « se réveiller » au deuxième tour aux législatives. Ils ont été piégés et ils sont fariés parce qu'ils se rendent compte que s'ils ont perdu le pouvoir, c'est un peu de leur faute. Chez les giscardiens, c'est différent. Ils se battent jusqu'au bout pour leur président. Puis pour les législatives. Ils ont perdu en se disant qu'ils avaient tiré toutes leurs cartouches.

JEAN-PIERRE RAFFARIN : S'il y a une différence entre l'U.D.F. et le R.P.R., c'est celle-ci. La volonté de conquête du pouvoir est au moins équivalente, mais la stratégie diffère. Nous, nous voulons une reconquête par les idées. Nous ne repartons pas avec un mobile ancien. Le R.P.R. a moins d'incertitude, mais il est pressé, c'est une faiblesse.

GÉRARD LONGUET : Pour maintenir la pression, on dit au R.P.R. : « Ne vous inquiétez pas, il y aura bientôt une élection présidentielle, et on a un candidat immédiatement disponible ». Nous, nous sommes des modérés. L'idée de gagner sur un coup de poker, c'est le contraire de nos convictions. Alors qu'au fond, le coup de bluff bien réussi, la manifestation du 30 mai 1982, ça, c'est le coup de patte gaillarde, le coup de patte un peu bonapartiste. Nous, nous voulons gagner pied à pied : les cantonales, les municipales et ainsi de suite.

QUESTION : Quels sont les rapports du P.R. avec M. Giscard d'Estaing ?

HERVÉ DE CHARETTE : Il y a une stratégie qui n'est pas la nôtre. C'est la stratégie anti-giscardienne qui, naturellement, vient principalement de la gauche. Il y a tout ça, qu'il faut déconstruire. Giscard reste sur l'avenue. Ceux-là, leur intérêt est qu'il s'en aille, que le P.R. se coupe en deux, une moitié au C.D.S., l'autre au R.P.R. Ce scénario n'est pas envisageable. C'est celui de la victoire durable des socialistes.

GÉRARD LONGUET : Lorsque M. Giscard d'Estaing était candidat à la présidence ou président, ceux qui venaient au P.R. y adhéraient pour faciliter son accession au pouvoir. Le pouvoir venait alors d'en haut. Pour que le responsable désigné par le P.R. ait l'autorité, il suffisait qu'il se recommande de Giscard. Aujourd'hui, il faut que l'autorité et la responsabilité du dirigeant du P.R. viennent de l'adhésion.

JEAN-PIERRE RAFFARIN : Au R.P.R., par essence, le leader est connu. On n'a pas besoin de père pater d'estimation. Le problème essentiel n'est pas celui de la légitimité des dirigeants mais de l'organisation du travail militant à la base.

HERVÉ DE CHARETTE : Le débat n'est pas celui des rapports avec M. Giscard d'Estaing. Nous sommes toujours avec lui. Celui est nouveau, c'est que nous sommes, dans l'opposition, le seul parti qui ait une ligne claire et une stratégie.

WILLY DIMEGLIO : Le P.R. est plus proche de la gauche que de la droite. C'est pourquoi le C.D.S. est en quelque sorte le « P.R. de la droite ».

GÉRARD LONGUET : Le P.R. est plus proche de la gauche que de la droite. C'est pourquoi le C.D.S. est en quelque sorte le « P.R. de la droite ».

JEAN-PIERRE RAFFARIN : Le P.R. est plus proche de la gauche que de la droite. C'est pourquoi le C.D.S. est en quelque sorte le « P.R. de la droite ».

HERVÉ DE CHARETTE : Le P.R. est plus proche de la gauche que de la droite. C'est pourquoi le C.D.S. est en quelque sorte le « P.R. de la droite ».

GÉRARD LONGUET : Le P.R. est plus proche de la gauche que de la droite. C'est pourquoi le C.D.S. est en quelque sorte le « P.R. de la droite ».

Le P.R. veut montrer qu'il a des idées

Le P.R. veut montrer qu'il a des idées

Le P.R. veut montrer qu'il a des idées

Le P.R. veut montrer qu'il a des idées

Le P.R. veut montrer qu'il a des idées

Le P.R. veut montrer qu'il a des idées

Le P.R. veut montrer qu'il a des idées

Le P.R. veut montrer qu'il a des idées

Le P.R. veut montrer qu'il a des idées

Le P.R. veut montrer qu'il a des idées

Le P.R. veut montrer qu'il a des idées

Le P.R. veut montrer qu'il a des idées

Le P.R. veut montrer qu'il a des idées

Le P.R. veut montrer qu'il a des idées

L'affaire de Kh...
statée avec retar...

Moignage d'un sac...

Le Monde

empire
H-Aquitaine

Le Monde

Le Monde

Le Monde

150 من الأصل

HISTOIRE

Vingt ans après la guerre d'Algérie

L'affaire de Khenchela est traitée avec retenue par Alger

De notre correspondant

Alger. — Les polémiques déclenchées en France par la découverte à Khenchela, dans les Aurès, d'un immense charnier no sont ici qu'une indifférence. (Le Monde du 4 juin). La presse n'y fait aucun écho. On s'étonne dans les milieux officiels d'une réaction aussi tardive à un événement déjà ancien. Les premiers cadavres ont été découverts au début du mois de février, liés à des travaux de déblaiement réalisés par l'Assemblée populaire communale de la ville pour aménager un terrain de sports. Dès le mois de mars, l'ampleur du massacre était connue, plus de six cents morts ayant été recensés. Aujourd'hui, le chiffre de mille deux cents a été dépassé.

Les ossements ont été découverts dans l'enceinte d'un ancien camp de la légion étrangère. Nombre d'entre eux étaient entassés dans des tranchées datant de la seconde guerre mondiale. La présence dans le charnier de canettes de bière, d'un peu de half-truck et de divers vestiges d'équipements militaires permettrait de dater les exécutions. Selon El Moudjahid, qui a recueilli des témoignages sur place, celles-ci auraient eu lieu surtout en 1959, lors du lancement par l'armée française d'une vaste opération pour reprendre le contrôle du massif des Aurès. La présence parmi les victimes de nombreux civils ne fait aucun doute, des squelettes d'enfants et de femmes ayant été retrouvés ainsi que quelques bijoux.

L'événement a été traité par la presse avec une grande retenue et le sonnet manifeste de ne pas raviver les plaies du passé. La télévision a cependant montré, le 18 avril, des images qui ont fait une profonde impression. Mais elle n'est plus revenue sur le sujet. Il faut que la jeune génération sache de quel prix nous avons payé notre indépendance, nous a dit un responsable.

Nous devons rendre hommage aux martyrs que nous retrouvons et leur donner une digne sépulture. Mais nous refusons toute incitation à la haine.

Nombreux sont ceux qui rappellent les mots de Houari Boumédiène affirmant à M. Giscard d'Estaing, premier chef d'Etat français à se rendre en visite officielle en Algérie depuis l'indépendance, que « la page était définitivement tournée, si elle n'était pas arrachée ». De plus, pour les Algériens, ce type d'information n'était pas nouveau. Si le charnier de Khenchela est la plus importante découverte à ce jour, il n'est pas le premier. Plusieurs dizaines de découvertes de ce type ont été faites ces vingt dernières années à l'occasion de travaux de terrassement à proximité d'anciens centres d'interrogatoires. Il ne fait de doute pour personne que bien d'autres « Khenchela » sont disséminés à travers le pays. Il n'est pas malvenu d'entendre-on dire, que les Français découvrent à cette occasion le véritable visage de la guerre d'Algérie. Mais, ajoute-t-on, le risque est grand de voir ce genre d'événement exploité à des fins politiques par des éléments soucieux avant tout de nuire aux relations franco-algériennes, qu'ils se trouvent en France ou ailleurs.

El Moudjahid a ainsi réfuté avec violence les allégations du journal marocain Al Maghrib, niant un rapprochement entre l'escalade, le 19 mai en Algérie, de M. Mitterrand et l'annonce de la découverte du charnier. Selon le journal marocain, les Algériens, déçus par cette visite, auraient trouvé ainsi un moyen de faire pression sur Paris. La simple chronologie des faits rend bien évidemment insoutenable une telle argumentation.

DANIEL JUNQUA.

Le témoignage d'un ancien habitant

A propos de la découverte d'un charnier à Khenchela, le docteur Armand Maurin (Paris), nous écrit :

Quand mes parents, médecins tous les deux, s'installèrent à Khenchela, j'avais deux ans. Je suis resté dans ce pays jusqu'à l'âge d'homme puisque j'ai pu y exercer la médecine à la fois comme civil et comme militaire. Sans suffisance, je peux prétendre connaître cette commune dont mon père et mon frère Paul ont été les maîtres successifs.

Je n'ai besoin ni de tests médicaux, ni d'interrogatoires pour affirmer que les récentes accusations d'un journal sont fausses. Il me suffit de connaître les lieux du crime.

La découverte du charnier n'est ni récente ni fortuite, car il était connu de tous les habitants du village et des environs.

Dans un pays où tout se sait, où chacun surveille son voisin, il est impossible qu'on ait pu enterrer, derrière le marché, plus de mille cadavres sans que personne ne s'en soit aperçu et sans que personne n'en ait parlé.

Il est impossible en outre que les ouvriers qui ont creusé les trous nécessaires à la plantation des pins du petit bois qui recouvre le charnier ne soient tombés sur aucun des cadavres dont on découvre aujourd'hui les squelettes avec tant de facilité. Dans mon livre, Khenchela, je souligne le caractère insolite de cette plantation étrange clôturée par un entourage en fil de fer. La solitude du lieu, son abandon m'avait frappé.

Je note que même les enfants s'en désolent. J'en comprends maintenant le pourquoi. Ce lieu désolé est un cimetière, séquelle lamentable d'un règlement de compte fratricide.

Aucun des Khenchelois actuellement en France ne connaissait ce charnier, c'est donc qu'il est, postérieur à leur départ comme les arbres qui le recouvrent.

CHARNIERS

Il y a des charniers en Algérie. Un peu partout des corps ont été jetés dans des fosses communes plus ou moins cachées, au long d'une guerre de huit ans.

La découverte discrète, en février dernier, de dizaines de squelettes à Khenchela, au sud de Constantine, est venue le rappeler. Progressivement, selon Libération et de source algérienne, les restes de mille deux cents personnes ont été trouvés.

Tant qu'aucune recherche approfondie n'aura été faite — et les autorités algériennes semblent jusqu'à présent décidées à laisser « les morts enterrer les morts », — aucune accusation précise ne pourra être lancée.

Mais quels que soient les responsables du massacre ou des massacres successifs, le charnier de Khenchela vient, vingt ans après l'arrêt des hostilités, rappeler que ce fut une guerre si atroce que la plupart des anciens adversaires jetèrent sur ses circonstances le manteau de l'oubli.

Les résistants algériens avaient engagé contre la France un combat où était utilisée dès le premier jour l'arme des faibles : la terreur. Terreur contre les Français d'Algérie, terreur aussi pour s'assurer le concours actif ou passif de la population musulmane.

Face à cette situation, le pouvoir civil a progressivement abdiqué — de lui-même — ses prérogatives en les confiant à l'armée, mal préparée à des tâches de « maintien de l'ordre » et qui progressivement a eu à faire face à la fois au terrorisme, à la guérilla, et, notamment aux frontières, à des opérations militaires.

Une grande partie des cadres militaires venaient d'Indochine où ils avaient mené à la fois une sanglante guerre classique et une guerre révolutionnaire, conduite par des spécialistes idéologiquement et technologiquement et techniquement bien entraînés. Ils avaient tiré — ou croyaient avoir tiré — les leçons de la guerre subversive. La plus importante était qu'un géant cuirassé, s'il est aveugle, est extrêmement vulnérable aux coups d'un adversaire insaisissable.

Et la grande mécanique militaire s'est mise en marche d'autant plus facilement que tout ce qui n'est pas combat classique apparaît aux soldats de métier comme une honteuse transgression des règles du jeu.

Prenant argument des méthodes de l'adversaire, une partie de l'armée française, avec la discrète approbation de Paris, qui lui demandait essentiellement de camoufler ses « bavures » pour éviter les réactions de l'opinion française et encore plus de l'opinion étrangère, s'est transformée en une machine à faire parler et à faire taire. Au point que les responsables, inquiets de voir ses soldats, jeunes ou moins jeunes, s'enfoncer dans la sauvagerie, créant des détachements spéciaux — les DOP — chargés, après des unités, des basses besognes. Cette mesure hypocrite changea peu de chose. Jusqu'à la fin de la guerre, la torture fut appliquée en Algérie et certaines de ses victimes discrètement liquidées.

Certains oseraient-ils dénoncer les méthodes employées en Algérie que la réplique était toute prête : mensonge et atteinte délibérée au moral de la nation et de l'armée. Il se trouve des théologiens pour justifier ce qu'ils appellent pudiquement l'« interrogatoire renforcé ». Et l'adversaire seul, combattu au nom de ce qu'on oserait appeler la civilisation chrétienne et occidentale, pouvait être accusé d'assassiner et de torturer. Il ne s'en priva certes point.

Certains des « soldats perdus » du putsch d'avril 1961 ou de l'O.A.S. étaient cependant conscients de ce qu'ils avaient été amenés à faire. Tels d'entre eux n'ont pas caché qu'ils s'étaient révoltés, c'était parce

qu'ils ne pouvaient admettre avoir vendu leur âme au diable pour rien.

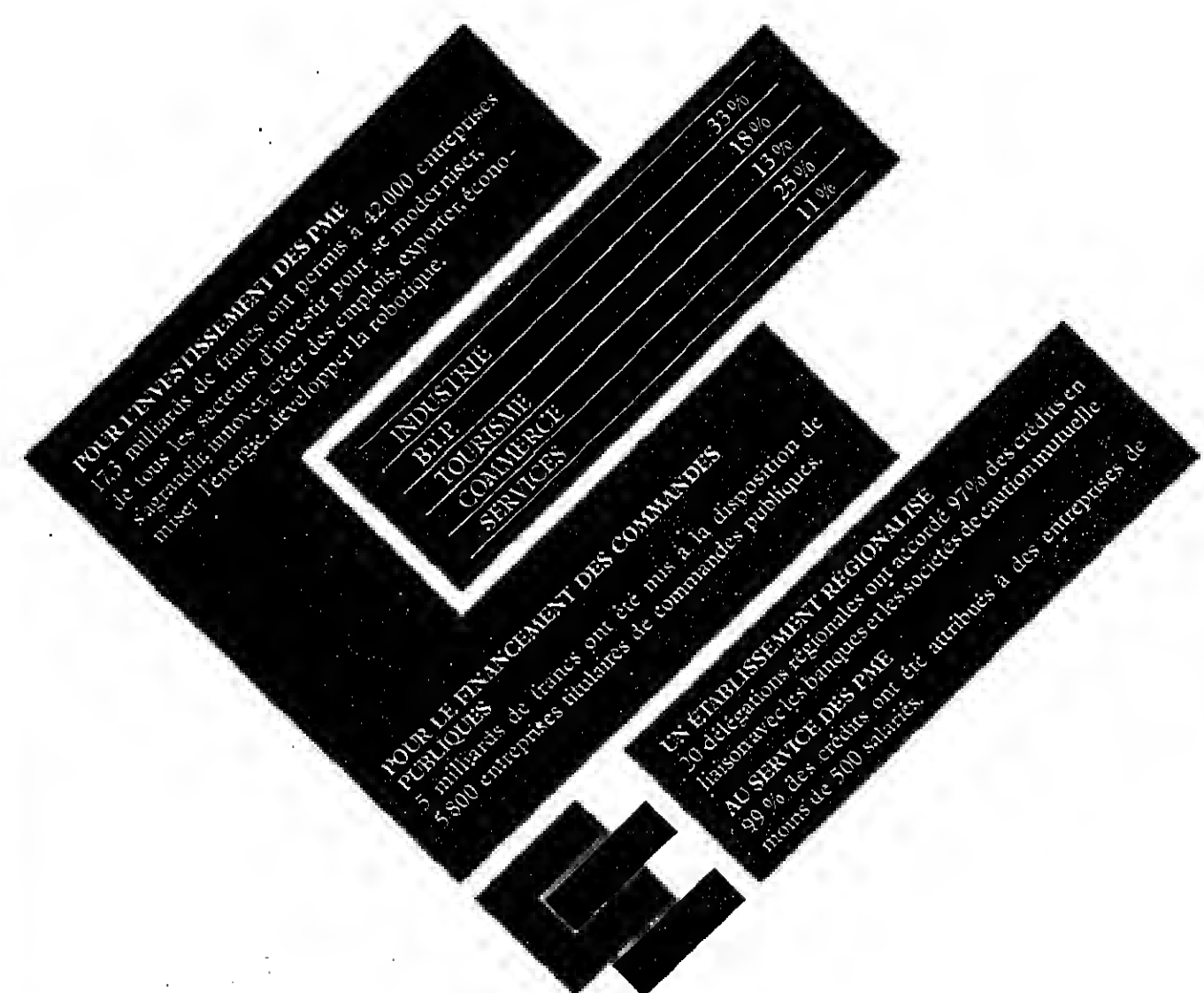
L'engrenage de l'horreur ne prendra fin qu'avec la guerre — encore que des milliers d'Algériens aient aussitôt après payé de leur vie leur engagement aux côtés des Français.

Les amnisties ont permis de passer l'éponge sur « des infractions commises à l'occasion de la guerre d'Algérie », crimes de guerre compris. Il était, il est vrai, difficile sur la plan politique de procéder à une purge qui se fût étendue de la base au sommet de la hiérarchie militaire, comme parmi les responsables politiques.

L'opinion française dans son ensemble, malgré les efforts de quelques-uns, avait été peu soucieuse de savoir et de juger. La plupart de ceux qui avaient combattu en Algérie — et dont l'immense majorité n'étaient pas des tortionnaires — se sentaient malgré eux saisis par les crimes commis sous l'uniforme qu'ils avaient porté. Et l'arrivée d'un million de Français d'Algérie chassés de leur terre natale poussait à la discrétion.

JEAN PLANCHAIS.

LE CEPME A 1 AN. BILAN : 22 MILLIARDS DE FRANCS MIS A LA DISPOSITION DES PME EN 1981.



Crédit d'équipement des PME

SIÈGE SOCIAL : 14, RUE DU 4 SEPTEMBRE 75002 PARIS. TÉL. (1) 298.80.00

Pour de plus amples informations le rapport annuel de l'exercice 1981 vous sera adressé sur simple demande : tél. (1) 828.40.00, poste 2115 ou 41.02.

Le Monde
DIMANCHE
Dans son numéro du 13 juin

L'empire d'Elf-Aquitaine

De la Norvège au Gabon, un empire avec ses barons, ses gouverneurs et son monarque. Sous le contrôle — malaisé — de l'Etat.

ENQUÊTE DE DANIEL SCHNEIDER

AUTOMATIQUE - DIRECTION ASSISTÉE - 80 ch
HONDA ACCORD

Vignette 82: 240 F

JAPAUTO
Concessionnaire exclusif - 27, av. de la Grande Armée - Tél. 500.14.51

prépare TOTAL

HISTOIRE

TÉMOIGNAGE

6 juin 1936 : anniversaire du Front populaire

par JEAN PIERRE-BLOCH (*)

Le 6 juin 1936, la France va avoir, pour la première fois dans son histoire, un gouvernement à direction socialiste. À 15 heures, ce samedi, Léon Blum présente son gouvernement. A travers le pays, il y a plus d'un million de grévistes, qui, presque partout, occupent leur lieu de travail. Cela aussi ne s'est jamais vu.

L'annonce de cette journée hors série a attiré la foule des curieux des couloirs de la Chambre ce jour-là. Le travail des journalistes n'est pas facilité par l'affluence des intrus, qui ont envahi le salon de la Paix avec un ensemble bruyant. L'assistance de toute part est immense; les journalistes se demandent s'ils ne rêvent pas; ils n'aperçoivent plus Léon Blum au deuxième rang de la première travée de l'extrême gauche à son banc de député où il s'est assis pour discuter avec ses adversaires. C'est Maurice Thorez qui a pris sa place. Nous sommes tous à nos bancs; la bataille a été dure pour obtenir une bonne place, aucun de nous ne voulant aller vers le centre. Nous sommes cent quarante-huit, les radicaux cent neuf et les communistes soixante-neuf. Un déplacement des sièges s'est fait. Tout ce monde veut s'asseoir à gauche, y compris les divers gauchistes, dans l'ancienne Chambre, étaient des divers droite. Ce que la mode nous a donné, la mode nous le reprendra.

Pour la première fois siègent au banc du gouvernement trois femmes. Edouard Herriot prononcera la formule rituelle, mais, pour la première fois, le président de la Chambre dira: « Mesdames, messieurs », au milieu des sourires.

Les huissiers les ont fait asseoir, juste derrière Léon Blum. Elles ont l'air un peu perdu, intimidées.

Il y a la dame aux cheveux gris, Mme Brunswick, la femme du célèbre philosophe, qui s'est dévouée avec beaucoup de courage aux œuvres charitables; il y a la savante cédore, dont les travaux font honneur à la France, Irène Joliot-Curie, et puis il y a, toute menue, modestement habillée, Suzanne Lacore, la petite institutrice d'un village de la Dordogne, la militante de toujours.

Pas de communistes dans ce gouvernement: ils ont refusé de participer, ce qui leur permettra plus tard de dire: « Tout ce qui a été bien fait, c'est grâce à nous. Ce qui a été mal fait, c'est parce que nous n'y étions pas. »

La parole est à M. le président du conseil pour une convocation du gouvernement. L'instant est solennel. Léon Blum n'est pas en jaquette noire, contrairement à la tradition, mais en veston gris d'une grande élégance: il est accueilli à la tribune par une immense salve d'applaudissements. La droite garde un silence de mort.

Léon Blum affirme que le gouvernement n'a pas à chercher sa majorité, que celle-ci est faite. Les braves se déclenchent d'un seul coup — et il analyse son programme que plus d'un million de grévistes attendent et les trois ou quatre lois essentielles réclamées par tous les syndicats: nationalisation des sociétés de fabrication d'armes de guerre (des applaudissements redoublent et un député crie: « A bas la guerre! »); semaine de quarante heures; congés payés; réglementation des contrats collectifs de

travail. La France a alors cinquante ans de retard au point de vue social sur les autres pays.

Amis de Dunois, dans son compte rendu de la séance, dit dans le *Populaire* avec quelle force tranquille et sûre Léon Blum affirme sa foi socialiste.

Le président du conseil rappelle que plus d'un million de travailleurs ont cessé le travail et attendent le vote de ces lois. Il veut à faire remarquer qu'au cours de ces occupations d'usines les grévistes ont assuré, avec le plus grand soin, l'entretien du matériel: que nulle détérioration n'a pu être constatée et que, en dépit du nombre considérable des grévistes, il n'y a ni incident, ni désordre, ni rixe. Il proclame qu'il veut la paix et que son gouvernement fera tout pour éviter la guerre.

Il est approuvé avec chaleur sur tous les bancs. Il termine en affirmant que l'esprit républicain doit animer tous les fonctionnaires de la chose publique. Le chef du parti socialiste a achevé son discours. Tous les députés du Front populaire se lèvent pour le saluer longuement d'une vibrante ovation.

Je regarde du côté de l'opposition. Je distingue la voix rageuse de Philippe Herriot, de Xavier Vallat. Des murmures montent de leurs travées. Un regard d'Edouard Herriot va apaiser pour un moment la houle: « Je vous prie de me mettre à l'aise pour vous adresser mes remerciements à la fin de la séance. »

L'opposition va harceler le (*) Ancien député socialiste de l'Ain (1936-1947).

chef du gouvernement. L'extrême droite de l'époque, baroque, haineuse, n'accepte pas la défaite. Congés payés, conventions collectives, devant la poussée populaire, on ne peut pas faire autrement, la mort dans l'âme, on l'accepte, ce sont des concessions inévitables. Mais les quarante heures, alors que par l'occupation des usines la propriété est menacée selon eux, cela n'est pas possible.

XAVIER VALLAT : pour la première fois un juif...

Quatre orateurs vont se faire entendre. Deux, avec beaucoup de courtoisie et d'estime pour Léon Blum, Paul Reynaud, qui dans les couloirs est le seul à le tutoyer, Louis Marin, qui, s'il ne dissimule pas sa sympathie pour Léon Blum, même une attaque en règle contre le gouvernement; deux autres adversaires, et quels adversaires! Fernand Laurent et Xavier Vallat.

Fernand Laurent, qui plus tard protestera contre les lois radicales de Vichy et rejoindra Londres avec son fils, héroïque combattant de la France libre, et Xavier Vallat, qui deviendra commissaire aux affaires juives, homme à tout faire de Vichy. Xavier Vallat, ignoble, qui veut être injurieux:

X. Vallat: « Votre arrivée au pouvoir, monsieur le président, marque une date historique. Pour la première fois, ce vieux pays gallo-romain va être gouverné... »

E. Herriot: « Prenez garde M. Vallat. »

X. Vallat: « ...par un juif, fonce le dire à haute voix, voilà ce que le pays pense... »

A droite, à part les Herriot et Scapini, on est médusé.

E. Herriot: « Paroles inadmissibles du haut d'une tribune française. Même chez nos amis, nous ne trouverions pas une approbation aussi complète comme vous sembleriez l'espérer. »

X. Vallat refuse de retirer une parole. Il en ajoute: — « *Edouard de Talmaud, d'écouter de Lion...* »

E. Herriot lui coupe la parole: « Je ne connais ni juif, ni protestant, ni catholique dans cette Assemblée, je ne connais que des Français. » Il est applaudi par ceux qui deviendront plus tard des nazis.

En 1941, Herriot a répondu de la même manière à Pétain, qui lui demandait de lui fournir la liste des députés juifs.

A gauche ce sont des hulements. Je me lève de mon banc et je me précipite vers la tribune.

En ce jour de main, Barthe, le quinquagénaire, un véritable colosse, me plaque et m'arrête. Blum, Léon Blum, se lève de son banc et se prépare à quitter l'hémicycle; avec Léo Lagrange, Lapié, nous nous précipitons vers lui pour le retenir et, au besoin, le protéger. A nouveau, Herriot, dans une savante démonstration d'agression méprisante. Dans le brouhaha et les rires, de banc à banc, on passe au vote. Le gouvernement obtient trois cent quatre-vingt-quatre voix contre deux cent vingt. La Jeune République, presque toute l'Assemblée à part ceux qui deviendront plus tard des nazis, après l'agression de X. Vallat, vote pour le gouvernement.

Aut moment de nous séparer, on apprend qu'une proposition de loi pour le vote immédiat des femmes était déposée sur le bureau de la Chambre.

CORRESPONDANCE

« Le Pili » et le comte de Paris

M. J.-C. Allain, professeur d'histoire contemporaine à l'université de Mainz, nous écrit d'autre part:

Le document, partiellement cité par le *Figaro Magazine*, n'est pas une révélation ni une découverte inédite. Il est, partiellement officiel et de consultation publique, car il a été publié en 1969 dans le tome premier de la série II (1941-1945) des *Archives des Deutschen auswärtigen Politik (1918-1945)*, document 258, pp. 488-490. Une note des éditeurs de ces documents indique que les autorités allemandes ont opposé un refus de non recevoir à la dénaturation rapportée par le conseil général.

La publication présentée est préparée par une commission internationale d'historiens: le regretté professeur Maurice Baumont dirigeait alors la représentation française. Cette collection de documents diplomatiques allemands n'est pas isolée: les États-Unis d'Amérique, le Royaume-Uni, la France, l'Italie et, depuis un an, la Suisse publient de telles séries d'ouvrages, retraçant leur politique étrangère passée.

Il est intéressant de voir et de savoir qu'ils peuvent, moyennant certains artifices d'exploitation, fournir matière à petits « scoop » à retardement.

M. Christian Conzel nous écrit à propos de « document » publié par le *Figaro Magazine* et datant par le comte de Paris (le *Moniteur* du 21 mai):

Voilà en quels termes le journal usé de langue française, le *Pili*, parlait du prince, que les collaborateurs hâlaient en prison qu'il avait vigoureusement démenti.

« Ce prince, déjà moralement décliné, était héritier de la terre des *Orléans*, est complètement acquies à la haute finance anglosaxonne... » (septembre 1942).

En novembre 1942 il récidivait: « Par sa basse démagogie et ses furtifs avec les milieux les plus inférieurs, les plus anglophobes, le prince de la III^e République, Monsieur d'Orléans a donné toutes les preuves de son incapacité politique et de sa collaboration avec l'Angleterre et les Juifs. »

Le 8 juin 1942...

M. Yves Maréchal nous écrit: Il y a quarante ans que le port de Pétrole jaune devint obligatoire, des l'âge de six ans, pour les juifs de France occupée.

Lundi matin, le 8 juin 1942, au sortant du métro Saint-Paul, beaucoup d'entre nous ont compris qu'il se passait quelque chose de grave. Je veux parler de nous « autres », les sans-états. Nous arrivons à Paris. Nous étions exilés au lycée Charlemagne et nous n'avions pas encore appris l'indifférence.

On commençait par un cours de dessin. Au lieu de l'appel habituel, M. Papadacqui appela: les noms de nos camarades juifs qui leur faisant signe de quitter leur place et de se rassembler autour

de lui. Aussitôt la gravité fit place à l'angoisse. Déjà, pensions-nous, déjà, on va les emmener. Quand tous les enfants à l'école jaune furent réunis, le professeur descendit de l'estrade et, sans prononcer un mot, se pencha vers la main de chacun d'eux. Puis ils reprirent leur place parmi nous.

On passa de voir M. Papadacqui au lycée Charlemagne. Sans doute avait-on jugé que nous n'avions pas besoin d'une seconde leçon. Il y a des matières où il ne faut pas grand temps pour faire ses universités. L'été arrivait. Le 12 juillet, nous avons subi les hommes vachons à nos camarades. Quatre jours plus tard eut lieu la rafle du Vel d'Hiv.

- 2 années d'études
- préparation au Diplôme d'État
- BTS Services Informatiques
- 4 options: bureautique, FME, commercial, micro-ordinateur
- 1 ordinateur pour 3 étudiants
- Admission: Bac + tests et entretiens. Priorité Bac + 1

C.B.I. 64, rue de Miromesnil 75008 Paris (1) 225.66.92 / 562.87.69

Centre de formation supérieure privé en Bureautique et Informatique

FORMATION CONTINUE A L'I.D.T. DE PARIS

UNIVERSITÉ RENÉ-DESCARTES

FORMATIONS EN GESTION DES ENTREPRISES

Réservées aux femmes demandeuses d'emploi

en MICRO-INFORMATIQUE DE GESTION

Durée: 1 an ou 2 ans

en FINANCES-COMPTABILITÉ

Durée: 18 mois, sanctionnée par un D.U.T.

en GESTION APPLIQUÉE

AUX PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES

Durée: 1 an, ou pour le D.U.T.: 18 mois

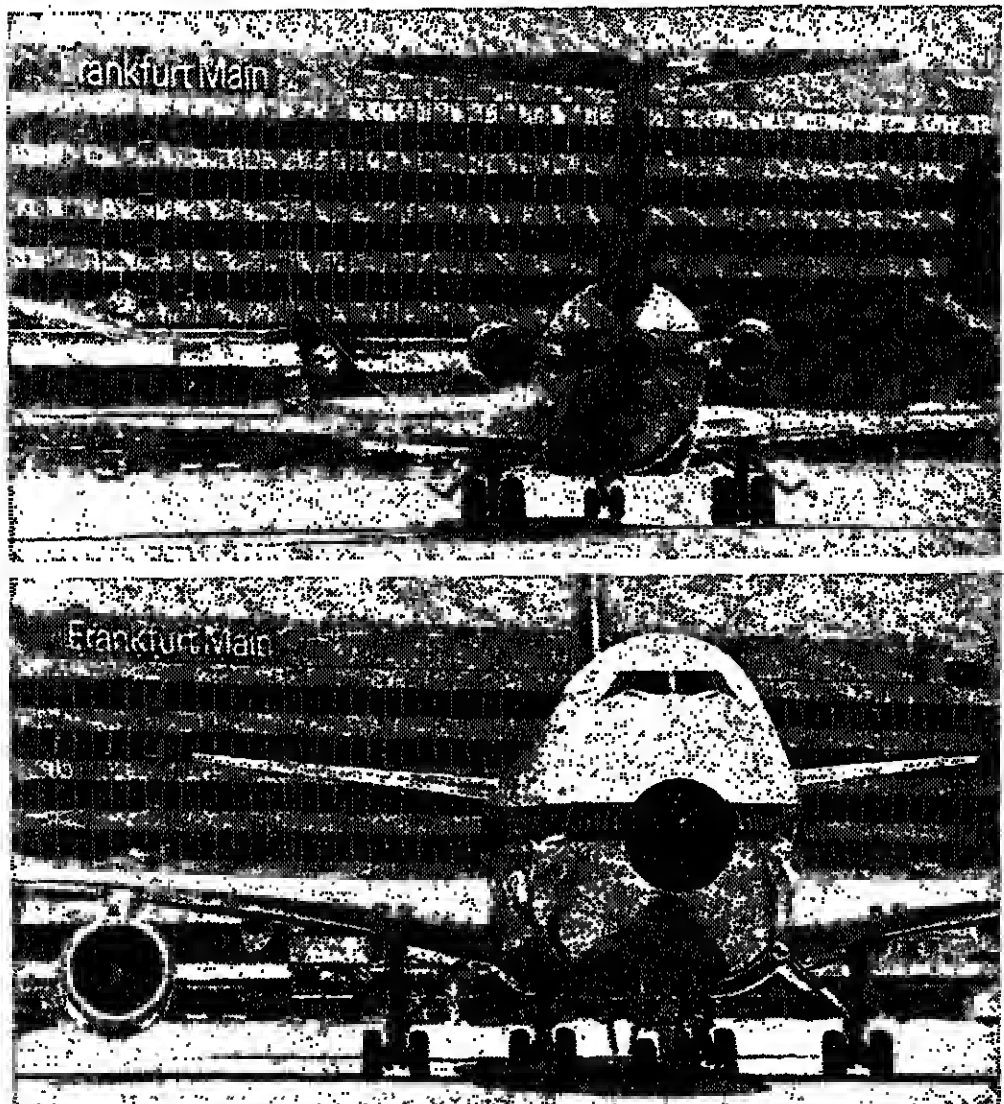
Pour notice détaillée et candidatures, écrire ou téléphoner à:

Mme CHAISI, Département Gestion des Entreprises -

I.U.T. de PARIS - 143, avenue de Valenciennes 75016 PARIS

Tél.: 525-60-18

Passez par Francfort avec Lufthansa: vous y gagnez.



Vous quittez Paris à 10.55 avec Lufthansa. A 12.05 vous êtes arrivé à Francfort: c'est-à-dire, au cœur de réseau Lufthansa, le centre névralgique de toutes les correspondances. Depuis Francfort, nous vous emmenons vers 120 destinations, sur les cinq continents, et, naturellement, dans tous les grands aéroports d'Allemagne. L'aérogare, conçue en un seul bâtiment, est organisée de telle sorte qu'elle permet des correspondances très rapides: 45 minutes minimum. C'est un record. On comprend pourquoi l'hebdomadaire *Newsweek* vient de classer Francfort en tête pour les facilités de transfert et les correspondances sur court-, moyen- et long-courriers. On comprend pourquoi, d'après le sondage de l'Annual Investment File, les hommes d'affaires du monde entier ont élu Lufthansa première compagnie aérienne et Francfort premier aéroport du monde. Pour la deuxième année consécutive.



مكتبة الامم المتحدة

سكوا من الأصل

Le Monde

LIVRES

LA SECONDE VAGUE DES ROMANS HISTORIQUES

Robert Merle, héraut de la Renaissance

Avec le Prince qui volt, quatrième volet des Mémoires de Pierre de Siorac, Robert Merle apporte une nouvelle dimension à son vaste panorama de la Renaissance française. Si Paris, sa bonne ville montrée avec force détails la capitale à l'époque de la Saint-Barthélemy, ce dernier épisode est à la fois un passionnant roman d'espionnage et le portrait, magnifiquement brossé, d'un prince, Henri III, souvent injustement caricaturé et méprisé par l'historiographie.

« La description aussi complète et minutieuse de la vie quotidienne, politique, des mœurs, de toute cette période, suppose un travail de documentation énorme. Quelles ont été vos sources principales ?

— Alexandre Dumas disait à peu près : « Si j'ai volé l'histoire, je lui ai fait de beaux enfants ». Je pense qu'il est tout aussi passionnant de la respecter. En plus de tous les ouvrages historiques que j'ai pu consulter, je me suis immergé dans la littérature de l'époque : les romans, les chroniques, mais surtout, les témoignages directs, comme le Journal de Pierre de l'Estoile, les Mémoires de Sully, les lettres d'Henri III et d'Henri IV.

— Ce qui vous a permis de restituer le langage, le mode d'expression et de pensée du seizième siècle. Ni Mémorial, dans sa Chronique du règne de Charles IX, ni Gobineau, dans son « Princesse championne », ne l'ont tenté.

— Toutes ces lectures m'ont

fourni la base indispensable. J'ai retenu les tournures, les images hardies utilisées à l'époque, mais j'ai aussi bénéficié de mon expérience d'angliciste. The History of Henry Howard, du romancier anglais du dix-neuvième siècle Thackeray, qui restitue la langue et le comportement des Anglais du début du dix-huitième siècle, m'a un peu servi d'exemple. La tâche était pour moi plus complexe, car mes personnages ont quatre cents ans d'écart avec nous. D'autre part, l'anglais

et lui, était inévitable : leur ennemi commun — Philippe II et son Inquisition — ne pouvait que les rapprocher. Un fait, par exemple, m'a beaucoup frappé qui a peu retenu l'attention des historiens : le jour même où Philippe II a lancé l'Armada contre l'Angleterre, le duc de Guise, payé par Philippe II, est venu à Paris provoquer le roi et lever des barricades : le roi de France a dû capituler et s'enfuir, car il croyait, comme tout le monde, que l'armée espagnole

était en voyage, et sans qu'il soit question d'homosexualité, se laissait déprimer jusqu'à ce que celui-ci revienne. Les rapports entre père et fils — quant ils s'alimentent — étaient excellents.

— Le lecteur vous découvre royaliste presque fervent.

— A l'époque, je l'aurais été : être royaliste, c'était ce qu'on appelait alors être un « politique », ennemi des factions et des fanatismes ; c'était la seule manière efficace de lutter contre le pouvoir omnipotent des grands, de l'Eglise. Le royalisme était loin d'être absolu, comme elle le devint avec Richelieu et Louis XIV. Etre royaliste, cela signifiait aussi, à Paris, être contre le pouvoir absolu des petits-bourgeois de la Ligue.

— Dans vos précédents romans, Maheville, l'ère de la mort est non négligeable, pour ne citer que ceux-là, vous placez vos personnages dans des environnements et des situations si difficiles qu'ils sont obligés de donner le meilleur ou le pire d'eux-mêmes. Si vous recourez au roman historique, serait-ce que votre époque vous paraît sans odeur et sans saveur, trop facile à vivre ?

— Non, je ne pense pas que notre époque soit particulièrement aisée à vivre. Mais j'ai toujours été fasciné par les situations en vase clos, par les réactions de personnages enclavés, dans leur château, dans une île, ou par l'ennemi comme dans Week-end à Zuydcoote. Cette fascination est peut-être liée à mes trois ans de captivité en Allemagne, mon expérience humaine la plus extraordinaire.

— Comment expliquez-vous cet engouement actuel des Français pour leur passé que vous avez contribué à éveiller ?

— Il y a plusieurs réponses. D'abord, le lecteur se rassure : l'auteur ne va pas écrire d'une manière incompréhensible, un roman historique n'est pas, par définition, un roman de laboratoire. Ensuite, si l'ouvrage est sérieusement documenté, le même lecteur peut espérer y apprendre quelque chose. Il y a d'autres raisons, plus profondes. L'histoire n'est pas suffisamment enseignée en France. En Angleterre, le roman et les pièces historiques, à commencer par les œuvres de Shakespeare, forment un fond culturel essentiel. Depuis il y a en Thackeray, Walter Scott, alors que nos plus grands auteurs ont peu puisé aux sources. Racine et Corneille préféraient une Antiquité enjolivée à leur histoire proche, les tentatives historiques de Voltaire et de Victor Hugo ne comptent pas parmi leurs chefs-d'œuvre. Mérimée et Dumas n'ont pas en de postérité. Il y avait un manque, un besoin que le public, passionné par ses origines, ses racines, essaya aujourd'hui de combler.

Propos recueillis par ALEXIS LECAYE.



★ Dessin de GAGNAY.

L'espion d'Henri III

SUR l'Europe déchirée, une sombre menace couve en attendant l'été 1580. Philippe II et la Sainte Inquisition ont décidé de liquider définitivement l'hérésie, protestante, en conquérant l'Angleterre d'Elizabeth et la France, où la royauté du dernier Valois, Henri III, chancelle sous les assauts du duc de Guise, agent de l'Espagne, et chef de la Ligue.

On retrouve, dans le Prince que volt, Pierre de Siorac, huguenot de cœur et aujourd'hui, médecin du roi, pris dans cette tourmente. Mûri par ses multiples aventures, prêt à en courir de nouvelles, pour répondre à l'immense curiosité de son temps, tel le héros, Pierre est devenu, un des héros dominants d'Henri III, et voyage plus que jamais, de Guyenne, où il rencontre le futur Henri IV, à Sedan, de Boulogne, où il prévient le gémissement de Soles menacé de la ville, à Londres, où il double l'ambassadeur officiel, peu sûr, en liant des accords secrets entre son maître et Elizabeth.

Cette débordante activité ne va pas sans risques — ni plaisir. S'il se laisse voler, stoïque, par la duchesse de Montpensier, l'ignominieuse tentative d'assassinat, et visite avec l'œil professionnel d'un grand reporter la capitale britannique, qu'il juge, malgré son amitié pour les Anglais, moins belle et moins vaste que Paris, même si les charmes de ses habitants égalent en « suavité » ceux de ses compatriotes.

Comme pour les épisodes précédents, le bonheur que l'on éprouve à lire, ces aventures tient autant à la maîtrise avec laquelle Robert Merle mène son récit qu'à ses portraits de personnages, célèbres ou non, et à la langue simple et inventive, contemporaine de ses héros, qu'il a su recréer.

A. L.
★ LE PRINCE QUI VOLT, de Robert Merle, Elan, 525 pages, 80 F.

actuel est imprégné de mots français de la Renaissance, gardés jusqu'au bout, l'usage de termes et de sens (« remembrance », « predicament », « bargain », etc.), ce qui me donnait l'avantage de connaître déjà une large part de ce vocabulaire.

— Plus qu'une réhabilitation d'Henri III, le Prince que volt apporte un certain nombre de révisions sur les mœurs politiques et diplomatiques des princes. Cette entente secrète entre la reine Elizabeth et le roi Henri III, culminant dans les exécution de Marie Stuart et de duc de Guise, a-t-elle véritablement existé ?

— La pensée politique de Machiavel domine l'époque : ruser, mentir, tromper, jouer un double jeu, ces techniques sont la base de la diplomatie des princes, tous grands lecteurs de Machiavel. On reproche souvent à Henri III de ne pas avoir fait grand-chose pour sauver Marie Stuart de la hache. Il n'y avait aucun intérêt ! Elle était une parente des Guise, et une ennemie potentielle dont il souhaitait la disparition. Malgré la différence de religion, l'alliance, même distillée, entre Elizabeth

allait conquérir l'Angleterre, puis le reste de l'Europe.

— Or, c'est ce qui vous a attiré vers cette fin de la Renaissance ?

— Le passage entre deux mondes est fascinant à observer, ainsi que les heurts des fanatismes. C'est une fin et un commencement, le début d'une révolution mentale, venue principalement de la Réforme : la noblesse, jusqu'alors uniquement guerrière et consummatrice, commence à s'intéresser aux sciences, à la production, à l'agriculture. Pierre de Siorac, noble et médecin, plus qu'un demi-huguenot, est un prototype de ces hommes nouveaux.

— Malgré la violence, les épidémies, les guerres, on a la nostalgie, à vous lire, d'un autre art de vivre, où les rapports entre les gens, malgré les castes, étaient plus libres, plus spontanés, où régnait une sorte d'état de nature privilégié.

— C'était une civilisation du contact : l'amitié n'avait pas le même sens qu'aujourd'hui. On s'aimait avec fureur, avec passion. Tel homme dont l'ami par-

L'ermite fait pape

● L'abdication de Célestin V.

Le dernier livre de Jean Farniot, Le Pape et la Sainte-Lie, ne se donne pas explicitement pour un « roman », et ce mot ne figure pas sur sa couverture. De quel s'agit-il alors ? D'un récit historique ? C'est en tout cas un récit romanesque. Jean Farniot s'est donné la liberté d'inventer d'excellents dialogues, qui n'ont pas eu de témoins, et qu'il écrit dans la langue d'aujourd'hui. Il emploie le plus souvent le présent de narration, comme si nous devenions contemporains de ce treizième siècle finissant, comme si un reporter d'aujourd'hui assistait, invisible, aux péripéties étranges qui marquent l'ascension du pape Célestin V et son abdication.

Le conflit entre les compromissions inévitables du pouvoir

et la pureté de la vie spirituelle est au centre de cette aventure d'un pape qui le fut malgré lui. On peut penser à l'Antigone de Jean Anouilh, ou aux Mains sales de Jean-Paul Sartre : mais, ici, la crise de conscience de l'homme porté au pouvoir et qui croit y perdre son âme prend une force et une ampleur exemplaires. La question, redoutable, qui se pose à lui devient celle-ci : peut-on à la fois servir Dieu et prendre en charge son Eglise ?

Tout commence par la description d'une pittoresque et brillante cohorte, qui grimpe un chemin escarpé sous un soleil éblouissant. Le conclave vient d'élire un pape, en juillet 1294, et c'est le misérable Pietro Angeli, ermite de Morrone. Aussi est-ce un cortège de cardinaux qui va chercher dans ses retraites l'abbé dans ses adorations. Le roi de Naples, Charles II, cousin de Philippe

le Bel, qui est pour beaucoup dans cette élection, fait partie de l'expédition, et il va mettre tout le poids de son autorité pour obtenir l'acceptation, la soumission, du nouveau pape.

Pietro est d'abord effaré par cette visite inattendue. Il se pose avec effroi la dignité à laquelle on veut l'élever. C'est la volonté de Dieu, lui dit-on, et le pauvre homme interroge ses voix intérieures, mais il n'entend rien. Il est loin d'imaginer comment le choix des cardinaux s'est porté sur lui, loin de soupçonner les marchandages dont il a été l'objet. En fait, on a pensé qu'il serait un pape transparent, incapable d'imitations, perdu dans ses oraisons, et qui signera tout ce qu'on voudra lui faire signer. En outre, l'ermite jouit d'une immense popularité, et sa réputation de sainteté conviendrait ses actes.

JOSANE DURANTEAU.
(Lire la suite page 24.)

« LE TEMPS D'UN ROYAUME », de Rose Vincent

Jeanne Dupleix au cœur de l'Inde

LES Français ne devraient plus ignorer leur passé, qui fut glorieux, aux Indes. Trois romans de facture et d'inspiration diverses sont venus récemment le leur rappeler, un peu dans la désordre mais avec une incontestable puissance d'évocation. Michel Larnieu a ouvert la voie avec le Roman de la Begum Sombre (Albin-Michel, 1981). Il a commencé par la fin, l'équipée du mercenaire allemand Walter Rheinhardt, baptisé Sombre, et surtout celle de sa bayadère devenue princesse guerrière, appartenant aux toutes dernières années du dix-huitième siècle. Puis vint cet hiver la beau Nabab d'Irène Frain, qui suivait l'aventure de René Madec, autre mercenaire, breton celui-là, qui racoupait en grande partie la carrière de Sombre.

Dans ces deux romans, nous sommes en train de perdre notre royaume des Indes comme le Grand Moghol, de son côté, perd son empire. Il nous manquait encore les hautes de gloire qui se situent dans la première moitié du dix-

par Jacqueline Piatier

huitième siècle. Les voici restituées par une femme à travers « la plus belle femme de l'Inde », cette Jeanne Dupleix qui, de l'aveu même des dictionnaires, fut le bras droit du gouverneur qui fit de Pondichéry la capitale d'un royaume sans lendemain.

JEANNE ALBERT était mâtresse, qu'on ne peut préciser. Son père était français, chirurgien de la Compagnie des Indes. Sa mère, Maman Rose dans le livre, était indienne. Les conversions se portaient bien dans ce temps-là. Elles étaient l'œuvre des capucins ou des jésuites. Les premiers, plus radicaux, exigeaient une abjuration totale. Les seconds, plus diplomates, admettaient une superposition des rites. Entre les deux ordres, la torchon brûlait.

Quel avenir était promis à cette petite fille de dix ans, dont la beauté an harbe n'échappait pas au capucin confesseur de sa mère ? Elle est de bonne bourgeoisie, mais entachée de sang indien. Cette goutte impure causera à la fois sa fortune et sa perte. Jeanne lui doit la connaissance intuitive de l'Inde qui renforce une bonne éducation. Elle parle le tamoul et le portugais de naissance, son père insiste pour qu'elle apprenne le persan, la française va de soi. Mais quand la dégrise arrive, c'est comme « moricauda » qu'elle sera incriminée devant la cour de Versailles.

ENTRE ces deux extrêmes, quelle destinée ! L'amour y jouera un rôle capital. Jeanne avait été mariée à treize ans avec un marchand, bientôt conseiller de la Compagnie, Jacques Vincent, qui lui fit onze enfants. Il n'était pas à sa taille. Dès que Dupleix débarqua sur l'Arakan, en 1722, Jeanne, qui vient de mettre au monde son troisième bébé, reconnaît quelqu'un de sa fratrie. L'amitié, les liens de parenté, donneront quelques années de change. Puis, un beau jour, cet homme qu'on prend pour le parrain devient le maître. C'est à l'occasion d'un bal offert par le gouverneur anglais de Madras. Jeanne s'y rend sans son mari, malgré les remontrances de Maman Rose qui juge l'expédition peu convenable. Celle-ci a d'ailleurs malicieusement drogué le pâté du pique-nique. Il s'ensuit une diatribe pour les invités. A l'aube d'une nuit sans sommeil, Jeanne et Dupleix se retrouvent à l'orée d'un temple perdu sur le rivage. Le lien entra eux est scellé à jamais.

Il mettra longtemps à se réaliser. Les mœurs de nos comptoirs sont loin d'être aussi libres que ceux de la cour de France, nous apprend Rose Vincent. Partout des yeux apaisés. Et d'ailleurs Dupleix part pour Chandanagar, où, nommé directeur, il va donner sa mesure et restaurer le commerce de la Compagnie au Bengale. Il y fera venir les Vincent et c'est là, sans doute, que l'adultère se consumma. Quand, en 1736, naît le onzième enfant de Mme Vincent, une fille, Chonchon, les mauvaises langues ne l'appellent que Mlle Dupleix.

Jacques Vincent meurt sur ces entrefaites. Le temps du deuil observé, les deux amants s'unissent dans le mariage, et c'est, en 1742, le retour triomphal des Dupleix à Pondichéry, dont lui vient d'être nommé gouverneur. La véritable ascension commence.

(Lire la suite page 24.)

La suite du chef-d'œuvre de
FRANK HERBERT
vient de paraître

L'empereur-Dieu de Dune

Deja parus :
• DUNE suivi du MESSIE DE DUNE
• LES ENFANTS DE DUNE

ROBERT LAFFONT Collection « Ailleurs et Demain »

nous occupons la faille

"... nous n'avons pas connu la guerre, en 45 nous surveillions l'holocauste au bout du désir de nos parents, pendant la campagne d'Algérie nous apprenions à lire..."

Une écriture qui met en scène la vivante contradiction entre le poétique et le politique, face à l'alliance du discours des pouvoirs et du discours commun. La dernière génération d'écrivains venue.

En librairie Le discours cinétique

REST

Il s'agit de ceci suivi de La folie de mai

EMMANUEL DONN

éditions provisoires anarkos

36 bis, rue du Louvre, 75002 Paris

L'écrivain qui n'écrivait pas

Paul Tabet

Elissa Rhais

roman

"Avec une audace tranquille, Paul Tabet rompt le sceau du silence, prend ses responsabilités, triomphe du maléfice. Jamais l'expression de Marguerite Yourcenar, "l'œuvre au noir", n'aura sonné plus juste."

François George

Libération

"Un livre fascinant, aussi passionnant que le plus hanté des thrillers. Histoire captivante et insolite mêlant le monde des lettres et les sorcelleries de l'islam."

Gilles Pudlowski

Paris-Match



GRASSET

DANS SON NUMÉRO DE JUIN

Le Monde DE L'ÉDUCATION

COLLÈGE: SORTIR DE L'ÉCHEC



A quoi servent les associations de profs? Vacances en poney ou à cheval

DES RÉPONSES AUX QUESTIONS

QUE VOUS VOUS POSEZ

Le Monde DE L'ÉDUCATION

La publication de référence

VOUS PROPOSE DE VOUS ABONNER
VOUS NE PAIEREZ QUE 100 F, 1 AN FRANCE
POUR ONZE NUMÉROS AU LIEU DE 110 F

Le Monde DE L'ÉDUCATION

BULLETIN D'ABONNEMENT

OUI je m'abonne au Monde de l'Éducation et vous joins la somme de 100 F (étranger 148 F).

NOM

PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL

VILLE

06/03/82

Envoyez votre règlement à : LE MONDE, Promotion Abonnements, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS Cedex

Du nouveau sur Montesquieu

René Moreau vient de publier dans le numéro de mai-juin de la Revue d'histoire littéraire de la France (Armand Colin) soixante-huit lettres inédites de la correspondance de Montesquieu. Une parodie découverte est un événement. Dans la première édition de la Correspondance générale parue en 1914, après l'ouverture des archives du château de La Brède, il y avait une lacune entre 1733 et 1737, soit entre les Considérations et l'Esprit des lois. Nous savons désormais pourquoi. Joseph de Montesquieu, petit-fils du philosophe, avait sorti de La Brède, pour le donner au fils de l'illustre La Fayette, un dossier de « lettres diverses » restées jusqu'à ce jour chez les descendants de ce dernier, les d'Aux.

Ces lettres nous apportent de multiples renseignements. Ils confirment l'importance et la variété des correspondants de Montesquieu : Mme de Tencin, mère de D'Alembert, dont il fréquente le salon, Mlle de Clermont, princesse du sang à qui il fait une cour pressante, Mme de Grave, son ancienne maîtresse, Burkeley, anglais servant dans les armées françaises et parent du maréchal de Berwick, le Père Castel, jésuite génial, inventeur d'un « clavier oculaire », le duc de Richmond et seize autres encore. Ils précisent son intérêt pour l'implantation en France de la franc-maçonnerie britannique, pour la guerre de succession de Pologne, pour la « réception » de ses Considérations. Ils éclairent ses activités mondaines dans les salons ou à la cour de Choiseul, ses séjours à La Brède, sa vie sentimentale. A travers des anecdotes, on voit se dessiner les idées sur l'honneur, le principe de la monarchie, sur la « centralisme », antichambre du despotisme, qui prévalent à la philosophie politique de l'Esprit des lois.

Ces lettres sont d'autant plus précieuses qu'elles datent d'une époque où peu de correspondants ont survécu, car la vie privée d'un écrivain ne retient pas encore l'attention. Elles permettront d'écrire un chapitre entièrement nouveau de la biographie de Montesquieu. — CHRISTIANE PICARD.

Autour de Quevedo

Un peintre, Orlando Pelayo, un traducteur poète, Frédéric Magne, et un éditeur, La Différence, viennent de s'associer pour présenter en un précieux volume bilingue les Sonnets amoureux, de Quevedo. D'autre part, le grand poète et satiriste espagnol du Siècle d'Or, né à Madrid en 1580 et mort peu après sa sortie

la vie littéraire

Le quatrième Polyphonix

Polyphonix, Festival international de poésie, musique et vidéo, va réunir, du 21 au 29 juin, à Paris, plus de soixante poètes, musiciens et artistes originaires de quinze pays. Vingt heures d'art vidéo sont prévues à cette manifestation où seront présentées des œuvres inédites de réalisateurs français, italiens, allemands et américains. Du côté de la poésie-action, ont été invités des membres de Fluxus — mouvement schizmatique inspiré de John Cage-Vostell, Higgins, Fillou, Dupuy. On entendra aussi, pour la première fois à Paris, le remarquable désagréjable jamaïcain Linton Kwesi Johnson, le Guinéen Michael McCollure, le New-Yorkais Bob Holman, quatre poètes néerlandais, deux japonais, un chinois et des dizaines d'autres parmi lesquels André Pieyre de Mandiargues, Edouard Glissant, Hans Magnus Enzensberger. Les musiques aussi seront plurielles : l'arabesque, avec le groupe Khamsa ; le rock, avec le groupe la Souris déglutissante ; le performance, avec Joëlle Léandre, Louis Roquin, Michel Lohio et Tran Quang Hai, Caroline Gautier et Denis Levaillant ; le jazz, avec François Cahen.

En attendant la fondation, à Bercy ou ailleurs, de l'ensemble transculturel international — dont Polyphonix est une des composantes, avec le Collège philosophique et la Maison de l'audio-visuel, — ce Festival propose d'ores et déjà des voies nouvelles et vivantes aux fœdes stéréotypes de l'industrie culturelle.

Les poèmes de G. De Chirico

Alberto Savinio, le frère de G. De Chirico, était à la fois un grand écrivain, un peintre et un musicien. On sait moins que son « grand frère », lui aussi, fut un écrivain d'importance : *Hebdomeros*, admirable récit

poétique et onirique (naguère publié chez Flammarion) en est la meilleure preuve ; mais Chirico fut aussi un poète, et c'est un véritable événement que la publication récente du texte original de certains de ses poèmes, rédigés en français et qu'on ne connaissait que par des traductions italiennes, parfois faites à partir d'une première traduction en anglais. Les originaux, en effet, en avaient été perdus, et il faut attendre l'édition complétée qu'en a donné Jean-Charles Vergilino, qui les a retrouvés dans les archives Paulhan (Paris, Solin, 1981, collection « La traversée des Alpes »). La parodie d'inspiration entre les tableaux de la période « métaphysique » et ces fragments est une évidence, et la lecture des textes, paradoxalement, illustre de façon saisissante le propos du peintre. Mais ces poèmes existent aussi pour leur compte, et méritent par eux-mêmes une voix singulière, entre le futurisme et le surréalisme, que ceux qui aiment Chirico ne sauraient négliger. — MARIO FUSCO.

Hystérie, théâtre et littérature

Vers le milieu du dix-neuvième siècle, on ne parle plus, à propos des femmes, de « hystérie » — ce qui est « tempérament », mais d'« hystérie ». Le critique Franck Schreyer, commentant en 1983 dans le *Mot* et le *Chef* la fortune singulièrement rapide de ce terme, écrit qu'il « est sorti des livres de médecine, et convient tout à fait à un siècle matérialiste qui ne voit dans l'homme qu'un sujet d'études physiologiques ».

Si les médecins peuplent le monde d'hystériques, les gens de lettres se passionnent pour les expériences menées à la Salpêtrière où Charcot, comme plus tard Lacan, a noué une alliance avec les écrivains et les philosophes de son temps (1).

Jacqueline Carroy-Thirard, dans une remarquable étude, « Hystérie, théâtre, littérature au dix-neuvième siècle », publiée par la revue *Psychanalyse à l'université* (numéro 26, Ed. Erès, 19 rue Gustave-Gourbet, 33400 Toulouse), raconte comment cet étrange mal qu'est l'hystérie vint combler une quête du bizarre, du merveilleux, de l'artifice, du diabolique, tourment littéraire à l'image d'un tourment nosologique.

Dans le même numéro de *Psychanalyse à l'université*, on lira un article d'Anne Juranville sur la figure de la mère chez Virginia Woolf, ainsi que des textes de Maurice Dayan, Gabrielle Corey et Guy Rosolato. — ROLAND JACCARD.

(1) Voir à ce sujet l'exposition sur « Charcot et l'hystérie » dans la chapelle de la Salpêtrière ainsi que la bel opéra-collage « Hystérie » qui s'y joue jusqu'au 15 juin, à 20 h 30.

en bref

● GIRAUDOUX EN L'ÉROU-
SIN y est le thème du vingt-neuf-
vième Festival national de Bellec,
qui se déroulera du 12 juin au 14
juillet. Parmi la série de manifesta-
tions prévues, notons l'exposition
du Centre culturel consacré à
Giraudoux et le Limousin (du
12 juin au 31 août), l'hommage
publié qui commémorera le centé-
naire de la naissance de l'écri-
vain (4 juillet, 12 heures, gare de
Rueil-la-Moussaye), le concert
consacré à ses musiques de
scène et donné par l'Orchestre de
chambre de Limoges (dimanche,
18 heures) et l'interprétation de
« Four Lotties » par Françoise Au-
driot, Virginie Billardet, Bruno
Fradet, Bernard Sousselier, etc.,
dans une mise en scène de Jean-
Pierre Lamy (6 juillet, 21 h 30,
jardins de la sous-préfecture).

De son côté, Grasset réédite, à l'occasion du centenaire, le
« Théâtre complet » en trois vo-
lumes dans l'édition de 1971.
(Chaque volume 65 F.)

● EN HOMMAGE À MAXIME
ROBINSON, un recueil illustré de
300 pages, intitulé « Le Cadi-
sac » et « Le Philosophe », réunissant
une série d'études d'ethnographie
historique, du Proche-Orient, est
mis en souscription, jusqu'au
30 septembre 1982, par la librairie
G.-P. Maisonneuve et Larose, 25,
rue Victor-Consul, 75003 Paris)
au prix de 128 F.

● LA PREMIÈRE MAISON
D'ÉDITION ISRAËLIENNE DE
LANGUE FRANÇAISE, l'Opheï, qui
a été créée en 1981 à Jérusalem
par un groupe d'écrivains se pré-
occupant de diffuser la culture
juive traditionnelle, vient de pu-
blier deux recueils : « Akiba » de
Nadine Carpi et « Rue des Juifs »
de Yehuda Levi. Le prix réservé
aux documents est consacré à celui
de Françoise Chaudemagne « l'Al-
lie du roi » (Juillard).

● LE PRIX DU LIVRE INTER-
NATIONAL a été décerné à Marcel
Schneier pour son livre « Le
Lumière du Nord » (Grasset). La
sélection du livre « Inter » se tenait
en quatre à la Bibliothèque de
Fanny Deschamps (Albin Michel).
« Belle alliance » de Christine de
Rivoyre (Grasset), et « Le Gâteau
des morts », de Dominique Rolin
(Denoël).

vient de paraître

ROMANS
BERNARD CLAVEL : *l'Homme du
Lézard*. — Un héros pose le
pied d'un bûche de bois dans
des sables treu. Avec lui pré-
sentent le parfum de l'aventure et
l'espérance qu'inspirent les terres
lointaines. (Balland, 188 p., 54 F.)
CLAUDE MICHELET : *Rockfella*.
— Deux hommes, l'un sous
Louis XI, l'autre en 1970, vont se
battre pour que vive une demeure
de paysan, symbole de dignité et
de liberté. Par l'auteur des *Grands
sauteurs*, prix des libraires 1980.
(Robert Laffont, 220 pages, 55 F.)
MONIQUE LANGER : *les Cahiers
de bain*. — En convalescence en
Bretagne, à Roscoff, une jeune
femme rencontre un vieux mou-
sieur aux yeux bleus. Elle y puise
le courage de faire le bilan de sa
vie. (Gallimard, 140 pages,
45,90 F.)

MARIE CHAIX : *le Salon des anges*.
— Dans un palais de Venise, deux
femmes parlent d'un homme que
toutes deux ont passionnément
aimé. A cette confrontation, l'un
des protagonistes perd la vie. (Par
l'auteur des *Lumière de la nuit*,
52 F.)
HENRI VINCENT : *les Étoiles
de Compostelle*. — Les tribula-
tions et l'initiation de Jean le
Yonnois, « frère comesteur »,
qui participe un jour aux chan-
ciers des grandes cathédrales. Par
l'auteur de *la Bible de Jean*. (De-
nos, 316 pages, 72 F.)
Lettres étrangères
NAZIM HIKMET : *les Romanes-
ques*. — D'innu à Moscou, un
roman à caractère autobiographique
par un des plus grands poètes de
notre temps. Traduit du turc par
Maurice Andrieux. Préface d'Abi-
dine. (Temps actuels, 206 pages,
65 F.) Du même auteur : *Antho-
logie poétique*. (Temps actuels,
312 pages, 53 F.)

Poésie
HENRI THOMAS : *Jeune sur-
pris*. — Un nouveau recueil de
poèmes placés sous le signe du
quotidien, par l'auteur du *Pro-
moteur*, prix Femina 1961.
(Gallimard, 84 pages, 38,70 F.)
Homages
COLLECTIF : *Pour Abdelkader
Lahli*. — Des poèmes, des témoignages
et des contributions de cinquante
écrivains, en l'honneur de grand
auteur algérien qui fut déno-
uit années dans les prisons
marocaines pour délit d'opinion.
(La Table ronde/Nouvelles éditions
Rupert, 250 pages, 53 F.)
Mémoires
ROBERT DESTANQUE ET JORIS
IVENS : *Joris Ivens ou la mé-
moire d'un regard*. — Les cen-

conces avec les surréalistes, les
anarchistes et les communistes,
avec des écrivains et des cinéastes,
les souvenirs d'un éditeur qui a
parcouru le monde en quête
de l'histoire vibrante de souffran-
ces et d'horreur. (B.E.B., 350 p.,
89 F.)

Politique
ALBERT DU ROY, ROBERT
SCHNEIDER : *le Roman de la
Rosa*. — Du Congrès d'Épinal
en 1971 à la victoire du 10 mai
1961, le récit d'une double
conquête des socialistes : celle
de la vieille S.F.I.O. et celle du
pouvoir en France. (Seuil, 298 p.,
65 F.)
GEORGES DUMÉZIL : *Apollon
seigneur et maître*. — Un
recueil d'études poétiques sur la
conception de la voix et de la
parole commune à divers peuples
indo-européens. (Gallimard, « Bi-
bliothèque des sciences huma-
nes », 256 pages, 94 F.)

Michel de Certeau : *la Faible
Mystique*. — Aux sciences et
disciplines séculières, des poétiques
diverses : cosmologie, le « change
d'une science expérimentale ap-
pelle la mystique ». Ce livre en
étude les aspects majeurs pour
dessiner « une poétique du corps
paillard ». (Gallimard, « Biblio-
thèque des Histoires », 414 p.,
124 F.)
Histoire
RAYMOND COLAS : *Nivernais,
Normandie*. — Portait historique et
culturel d'une province. (Ras-
semblement, 430 pages, 64 F.)
JEAN-CHARLES SOURNIA : *Ha-
bitat et méditerranée*. — Une
réflexion d'ordre épistémologique.
(Reyrol, 335 pages, 79 F.)
DANIEL MEYER : *Quand les rois
régnaient à Versailles*. — Symbole
du droit divin et modèle pour
l'Europe entière, le château de
Versailles, au temps de sa gloire.
(Reyrol, 250 pages, 64 F.)

Elie Faure et Abel Gance

LORSQUE, préface *Priamus*, un livre d'Abel Gance, Elie Faure évoque « la goût profond des choses qui ne se voient pas, des choses dont la présence réside dans la pénombre des âmes », il définit la nature même de l'incarnation qui nous porte vers la littérature. « L'âme humaine est chair, dit-il encore. Vous n'ignorez pas qu'elle saigne. Des étreintes poignantes ne cessent de s'y nouer, de s'arracher l'une de l'autre. Deux êtres vivants s'y cherchent... L'un d'eux est obéissant par l'invisible, l'autre est hanté par le désir d'annexer cet invisible au monde qui se touche et qui se voit. » Comme les religions, les arts sont faits de cette âpre dispute, de ce combat sans vaincu ni vainqueur. Ils se perdent quand le renoncement à mêler la peinture du monde et le présentiment de ce qu'il cache. La vraie littérature et le vrai cinéma démontent à chacun de leurs signes le pouvoir et la séduction d'un présage. Citant la phrase d'Abel Gance : « L'intuition, c'est le mémoire de l'avenir », Elie Faure salue cet homme « tourmenté sans répit par un génie qui devance les heures ».

Ce bel éloge, très inspiré, qui fut écrit en 1929, figure dans le n° 1 des *Cahiers Elie Faure*. On y trouve aussi les textes que firent le cinéaste et l'écrivain pour la présentation du *Napoleon* d'Abel Gance à l'Opéra, en 1927. « *Napoleon* est un paroxysme dans son époque, laquelle est un paroxysme dans la lampe. Et le cinéaste, pour moi, est le paroxysme de la vie », disait Abel Gance. De son côté, Elie Faure célébrait, avec le même enthousiasme, les ambitions qui savent triompher des « résistances mesquines dans le cœur des hommes ».

FRANÇOIS BOTT.

* *CAHIERS ELIE FAURE*. Ce numéro comporte, en outre, une biographie d'Elie Faure, le début de sa bibliographie et diverses études (Mme Chastelain, Les Roches, La Perrière, 6839 Saint-Georges-de-Banville).

Les éditions Pierre Paulus publient, d'autre part, un essai d'André Barraud : « LA RENCONTRE D'ELIE FAURE. Enfin, le *NAPOLEON*, d'Elie Faure, publié en 1927, va paraître en juillet, aux éditions de l'Éclat.

مكتبة الأمل

LA SECONDE VAGUE DES ROMANS

Bélibaste, le cathare

● Le « Parfait » malgré lui.

EN ce tout début du quatorzième siècle, le catharisme à bout de souffle n'est plus représenté que par quelques Parfaits vagabonds, qui vont dangereusement porter la Parole aux « bons croyants » éparpillés, la grande masse étant récupérée par l'Eglise, de bon ou de mauvais gré.

Guillaume Bélibaste est rien moins qu'un saint homme. Fainéant à ses heures, menteur et parjure à l'occasion, bien tranquille dans sa petite vie, il aime son sort. Les femmes, l'amour sans se poser de questions. « Le service de Dieu » Grande Jattique

pour promesse de douleur. Or le voilà, par accident, projeté au-delà de son destin bien humain et contraint d'abandonner sa famille pour suivre Philippe d'Alayrac, un des derniers Parfaits qui survivent en Ariège, toujours menacés de délation, et le bûcher au bout. Le beau et sobre roman d'Henri Gourgaud renouvelle le sujet du catharisme, si à la mode ces temps-ci, les persécution sur le devant de la scène, autant d'hérétiques, autant de héros. Rien de tel, ici. Nulle idée de dépassement de soi, ni de sacrifice. N'hésite Guillaume, dont la foi, certaine, ne se double pas d'une vocation de martyr. Sa marche vers la vérité est celle d'un âne bété qui bronche, recule de cinq

pas quand il en a fait trois, l'avance que par force, fomenté, harcelé, en remuant. A peine atteinte la certitude d'être dans la volonté de Dieu que ce Parfait se rend, obé à l'appel des sens, s'ébroue dans sa chaude médiocrité retrouvée. Soigné entre son amour de la vie et la nécessité du salut, il est conscient de la distorsion entre les vraies couleurs de ses pensées et la glorieuse mission dont il est investi.

De Cathiers, son village natal, jusqu'aux confins de la Catalogne, il vit sous nos yeux, son aventure cahotante, tantôt tranquille, tantôt benoîtement installée dans le confort de la chair et de l'esprit. Jusqu'au jour où l'événement le révèle à lui-même, plus grand, plus complexe, dans le sacrifice, d'avoir été faillible, mais digne de la grâce qui lui était faite. Et c'est précisément parce que lui, le moins doué pour l'ascèse et l'héroïsme, bécote dans la grandeur qu'il va semer « la folie de Dieu » dans l'âme de son dénominateur, qui deviendra son disciple.

L'histoire de Guillaume Bélibaste sort ainsi de l'histoire pour entrer dans notre histoire personnelle. Ce qui est en cause, ici, sous le symbole du catharisme, c'est tout engagement quel qu'il soit, aussi éphémère que soit la route, aussi grande les déchirements et les exigences. Les saints de vitrail sont rares, nous dit ce paysan un peu fruste, mais chacun de nous, à sa mesure, peut s'élever au-dessus de sa boue.

GINETTE GUITARD-AUVISTE.

★ BÉLIBASTE, d'Henri Gourgaud. Le Seuil, 288 p., 39 F.

Un portrait de John Law

L'EPOQUE à laquelle s'attache Cendrigne de Portail en ce roman historique est l'une des plus passionnantes de notre passé. Depuis quelques années, la paix est faite. Et surtout, le vieux roi Louis XIV meurt, en cette quinzième année du Siècle des lumières. La conjoncture, de toute manière, est favorable. Une grosse partie de l'humanité s'est déjà jetée à corps perdu dans quelques lustres dans l'histoire de l'expansion économique et démographique. C'est vrai de l'Europe, de la Chine, de l'Amérique latine, anglaise... où partout bondissent les peuplements, les richesses. La France n'a qu'à se donner la peine de prendre le train en marche. Encore faut-il que l'Etat, par une fiscalité trop lourde, n'y fasse pas obstacle.

A partir de 1716-1717, cette mise en mouvement se dessine avec fermeté : en le docteur l'esprit du temps, bien sûr, que symboliseront bientôt Voltaire et Rousseau, on le doit aussi à trois hommes d'Etat, doués de flair et parfois de génie.

Le régent Philippe d'Orléans, sur les débâcles duquel il est inutile d'insister, se sent maître du jeu, en politique, en stratégie, comme en peinture et en musique. Philippe desserre les étreintes du despotisme. Il donne leur chance aux aristocrates, voire aux parlementaires. Il attire à lui les hommes à idées. L'abbé Dubois, bientôt cardinal, et qui fut le maître à penser du duc d'Orléans, se révèle, avec sa « base » nésienne, comme un personnage intuitif et subtil. Il se rapproche

des puissances maritimes (Hollande, Angleterre) et du capitalisme de l'époque.

Enfin, l'économiste Law, en tant d'une prodigieuse ascension, devient le maître de nos finances ; il lance à grands coups d'inflation la lourde machine de l'économie ; son « système » de « billets de banque » réduit les taux d'intérêt ; le fortinement, donc soufflante le monde rural et la société urbaine.

Une ambiance légère

Edgar Faura, historien, de haute qualité, avait écrit un ouvrage sur le dévouement de Law. Notre romancier y revient, dans l'ambiance légère de la fiction, trop légère parfois (le « Grand Hiver » n'est pas de 1710, mais de 1708, à Cendrigne). Voilà donc Law, romancé. Dolt-on faire, à ce propos, le fine bouche ? Fortement. Cette œuvre nous parle à la Caroline, nouvelle manière. Mais peut-être fera-t-elle enfin connaître aux Français (et aux Françaises) le nom et l'action, amoureusement mises à part, d'un de leurs plus grands hommes d'Etat ; il va bien dans son genre Colbe ou Polignac ; il avait, qui plus est, de charme à revendre.

E. LE ROY LAURIE

★ LES FORTUNES DE LA CENDRIGNE, d'Edgar Faura. Le Seuil, 288 p., 39 F.

L'ermite fait pape

(Suite de la page 21.)

Après un combat inégal, plein de faiblesse et de larmes, le nouveau pape accepte de suivre ceux qui sont venus le chercher. Est-ce bien Dieu qui lui envoie cette épreuve ? On le laisse sur un âne. Il fait piéte figure, sale et puant, bruyamment, malgré à faire peur, se doutant d'apparaître sous ses haillons. Sa route sera pourtant triomphale, le peuple émerveillé se pressant à sa rencontre pour demander sa bénédiction. Après de lui, son fidèle disciple, le frère Bartolomeo, aussi simple que lui, est le seul à partager sa peine. C'est à Aquila qu'un installera provisoirement Césaire V, inconnu des luttes qui ont amené ce choix. A peine arrivé à destination, le pape disparaît, et entre en prières. Rien ne semble l'intéresser : il

cherche dans la solitude et ne retrouve pas le bonheur qu'il a connu dans sa petite infirmité de novices, mais où Dieu lui parlait. Cette sécheresse spirituelle est-elle le signe qu'il s'est trompé ? A-t-il été porté par un mouvement d'orgueil en obéissant à son trop brillant entourage ? Cela ne lui importe.

Un dialogue de sourds

Dès lors, les intrigues autour de lui se multiplient : car le nouveau pape est, bien, aussi étranger aux affaires qu'on pouvait l'espérer, mais il se montre trop entêté pour qu'on puisse le manœuvrer comme il était prévu. Un dialogue de sourds s'est engagé entre

l'homme de Dieu et les puissances qui le corrompent, tout d'abord les riches, des hommes dont ils sont avides et des ambitions politiques à qui le pape n'entend rien.

En définitive, une fois prié, Césaire V sera inébranlable. Il retournera à sa montagne, et son dévouement, qui est la seule voie pour lui.

JOSANE DURANTEAU.

★ LE POUVOIR ET LA SAINTE, de Jean Fauriol. Grasset, 284 p., 32 F.

CLEF MONDE ARABE

Séances intensives du 5 juillet au 31 juillet et du 6 au 30 septembre 1982.

ARABE MAGHREBIN ARABE MODERNE

Nouvelle adresse : 148, rue du Fg-Saint-Denis 75010 PARIS. Tél. 239-18-88 et 239-45-48 de 14 h à 19 h.

le prêt à porter des grands (1m85 à 2m15) ... et des costards



berdy

PARIS 12^e
86 av. Ledru-Rollin
Tél. 628.18.24
M^{rs} Ledru-Rollin
Gare Lyon

PARIS 17^e
79 av. des Ternes
Tél. 574.35.73
M^{rs} Étoile/Ternes

LYON 7^e
26 Crs Gambetta
Tél. 861.13.83
M^{rs} Saxe-Gambetta

Jeanne Dupleix

(Suite de la page 21.)

DIZU années mouvementées, qui seront de commerce et de guerre, de sièges imposés ou subis, d'expéditions dans le Dacca, assurées des conquêtes. Elles porteront Dupleix, marchand devenu chef d'armée par la force des choses, jusqu'au titre de vice-roi de l'Inde du Sud. Très vite, il s'est appuyé sur Jeanne pour ses affaires, pour le choix des troupes, des porcelaines à envoyer aux marquis de Versailles, pour la construction de ses belles demeures, pour l'instauration d'un faste qui est dans l'Inde une technique de gouvernement, mais aussi pour ses tractations avec les nababs du voisinage, avec lesquels il faut s'allier contre l'Angleterre. Car, en Europe, la guerre de Succession d'Autriche a repris et elle n'est pas sans conséquence sur les établissements lointains.

Dupleix ne cesse de demander de l'aide à Paris. La Bourdonnais arrive, enlève Madras, puis le rend aux Anglais. Dupleix se sent trahi, accuse l'amiral d'avoir été payé par l'ennemi. Sa doute il a raison, car, six années plus tard, des accusations d'un autre ordre, mais tout aussi graves, provoqueront son rappel en France, alors qu'aux Indes il est encore au faite de sa gloire ? Le 4 octobre 1754, il s'embarquera avec toute sa maison sur la Duc d'Orléans. Dans toutes les possessions françaises de l'océan Indien, l'accueil qu'il reçoit est triomphal. Mais sur les quais de l'Orléans (sic), personne, sinon un inspecteur qui fait retentir et fouiller les bagages. Jeanne n'a plus alors que deux ans à vivre dans l'humidité parisienne et l'ingratitude des hommes.

Que reproche-t-on à Dupleix ? De ne pas avoir su faire avec les Anglais une paix qu'à Paris la Compagnie jugeait nécessaire à sa prospérité ; d'avoir confondu ses biens, ses revenus avec ceux de la société ; ses comptes sont si embrouillés qu'ils paraissent troubles. Et les colonnes sur lui sont éliées bon train. On peut y voir le vengeur d'un puissant courtier indien avec lequel Jeanne n'a jamais pu s'entendre. Cette femme qui a si bien aidé à l'ascension de son mari aurait ainsi provoqué indirectement sa chute.

ROSE VINCENT, agrégée de mathématiques, a longuement travaillé dans la presse féminine où elle a occupé des postes de responsabilité. Puis, suivant son mari nommé ambassadeur en Inde, elle a vécu quatre ans dans ce pays. Elle en a déjà rapporté un livre, *Mohini ou l'Inde des femmes* (Le Seuil, 1977). C'était un reportage sur la condition féminine, qu'elle avait baptisé roman. Le *Temps d'un royaume* est une biographie historique où tout est vrai, faits et personnages. Et de nouveau elle la donne pour un roman.

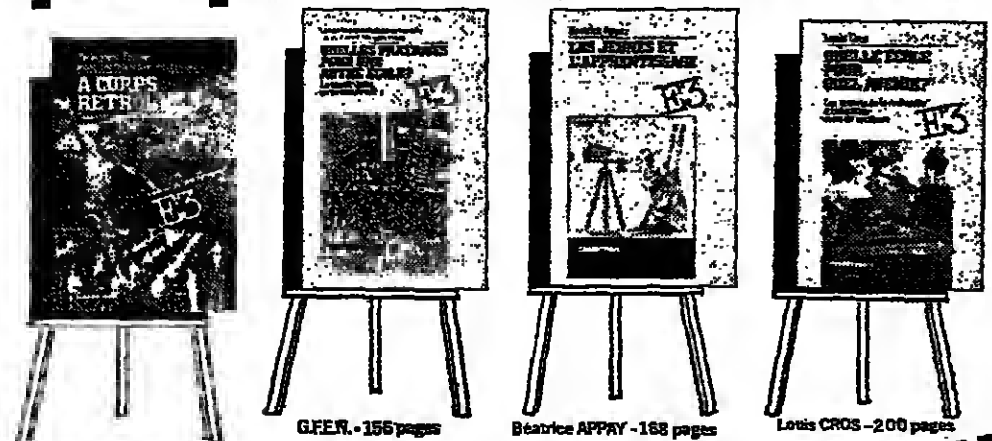
Elle dit avoir rêvé la vie de Jeanne, qu'on connaît mal, à la différence des hommes qui ont assuré ou croisé sa destinée. Mais c'est à un rêve très près du réel qu'elle s'abandonne. A l'inverse d'Irène Frain, qui agrandissait jusqu'à l'épique son *Rosa Madec*, Rose Vincent ne fait pas de son héroïne un personnage romanesque porté par l'exaltation des passions. Elle en fait au contraire un être très humain. Les maternités qui se succèdent, souvent suivies de deuil — Jeanne verra mourir tous ses enfants, les uns en très bas âge, les autres dans la fleur de la jeunesse, — les mariages des sœurs, des filles, qui ont tant d'importance en Inde, les réceptions brillantes, les fêtes, forment autant le trame de cette existence que les événements militaires, les intrigues de Paris ou de Pondichéry qui assurent son ascension ou causent sa perte.

TOUTS ces faits privés ou publics, économiques, politiques ou militaires, sont mis directement en scène, dans un présent insistant, et l'objectif se déplace constamment, de la côte de Coromandel à la cour de Versailles. C'est dans ce montage, souvent très hautes quand est brossé la croquis rapide d'un paysan dans sa rizière ou de ces charmeurs de serpents qui purgent des cobras le futur jardin de Jeanne, que Rose Vincent se montre romancière, peintre au tout cas, et peut-être poète.

JACQUELINE PIATIER.

★ LE TEMPS D'UN ROYAUME, de Rose Vincent — Le Seuil, 329 pages, 65 F.

La formation des jeunes passe par l'information des adultes.



48F COLLECTION H3 L'AVENIR DE VOS ENFANTS

MAX WEBER la ville

"Ce texte pose les bases de ce qui allait devenir la sociologie urbaine. Une telle pensée fascine..."

Collection Res / Champ urbain - 72 F

AUBIER

THE GUARDIAN

The Washington Post WEEKLY Le Monde

Une sélection d'articles du « Monde », en anglais, paraît toutes les semaines dans le « Guardian Weekly » (spécimen sur demande).

Tarif d'abonnement annuel :

- Voie normale (tous pays) P.F. 230
- Voie aérienne : P.F. 235
- Europe P.F. 235
- Afrique du Nord et Moyen-Orient P.F. 237
- Autres pays P.F. 244

Les abonnements peuvent être souscrits, par notre intermédiaire, à l'adresse ci-dessous :

LE MONDE
5, rue des Italiens
75407 Paris Cedex 09

Paiement par chèque, transfert bancaire ou mandat.

An English Service of "The Guardian" is published, once a week, in collaboration with the "Guardian Weekly" (specimen copy on demand).

Annual subscription rates (payable in advance):

- Surface mail (all countries) P.F. 230
- Air edition: P.F. 235
- Europe P.F. 235
- North Africa & Middle East P.F. 237
- All other countries P.F. 244

Subscriptions can be ordered directly at the following address :

LE MONDE
5, rue des Italiens
75407 Paris Cedex 09

Payment by check, bank transfer or money order.

Halte au Vol

1 serrure à 5 points
IZIS - LAPICHERIE
ou PICARD
Matériel
GARANTIE 5 ANS
+ 1 blindage acier
15/10
+ 4 goujons d'acier
anti-dégondage
+ renforcement
du bât bois par
1 cornière en acier
+ 1 cornière anti-pince
à l'extérieur sur le
pourtour de la porte
3.350 F TTC
Pose et dépose comprise
PARIS-SEINE-SEINE
Société
PARIS PROTECTION
(Tél. 40.00.00)
55, av. de la Motte Picquet
75015 PARIS
566.65.20
CREDIT GRATUIT
3 MOIS

مكتبة الأصل

**40, rue des Saints-Pères
75007 PARIS (France)**

HACHETTE

مركز امن الامم

150 من الامم

Le Monde

société

VINGT ANS, SEUL ET SANS TRAVAIL
La mort d'un jeune chômeur

De notre envoyé spécial
Besançon. — Bruno Marconnet venait d'avoir vingt ans. Il avait ses éternelles lunettes, ses cheveux courts, ses dents blanches, son sourire facile. Une petite fille ordinaire pour marquer la date, c'est tout. Puis il était revenu à son domicile supposé de sa grand-mère, à Trois-Châteaux, dans les faubourgs de Besançon.
Enfant naturel, il avait préféré vivre auprès de son aïeule, qui l'avait élevé jusqu'à l'âge de six ans. Ça n'était pas toujours très bien avec son beau-père. A Trois-Châteaux, il se sentait chez lui dans cette petite maison perdue dans la nature.
Il avait décidé de s'y installer après son service militaire en juillet de l'an dernier. Depuis cette époque, il cherchait du travail... en vain. Il ne prétendait pas à un emploi très qualifié, il avait juste besoin de gagner sa vie. Après quelques années d'études, il avait travaillé pendant un an comme ambassadeur, dans une petite entreprise du village de sa mère. La fabrique avait fermé et il s'était retrouvé au chômage. Il y est resté pendant plus d'une année et, de guerre lasse, il a devancé l'appel sous les drapeaux.
Son service militaire terminé, le même problème s'est à nouveau posé. Son grand-père lui disait : « Bouge-toi un peu, les patrons ne vont pas venir te chercher ». M. Raymond Marconnet ne comprenait pas : « Il n'avait pas beaucoup de travail, je ne sais pas moi, j'aurais fait n'importe quoi, j'en suis sûr, on fait son petit truc. C'était mon devoir de lui dire tout ça, il ne le prenait pas bien ». Son grand-père vivait séparé de sa femme — « la mère de mes enfants » — comme il dit. Quand il venait chez elle, Bruno le voyait.
En fait, ce garçon a peine senti le poids de l'adolescence, « un jeune homme », comme on dit son grand-père, qui n'avait pas de petite amie et peu de copains.

Trop tard

Un soir d'orage, dans la nuit du 2 au 3 juin, il est allé chercher une bouteille de gaz butane dans le garage. Il s'est allongé sur son lit, dans « cette maison où il avait tout fait du boulot », dit le grand-père. A ce moment, le robinet. Sans un mot d'adieu ni d'explication. Son grand-père le trouva, le lendemain après-midi, mort. La maison était entièrement démolie. Une étincelle, provoquée sans doute par le réfrigérateur, avait entraîné une explosion.
Dans la boîte aux lettres, la police a trouvé une missive de la mère de Bruno, arrivée le 3 au matin. Une lettre l'informant qu'il était convoqué pour le 11 juin. Le secrétaire général de la mairie de Besançon, arrivé le 3 au matin, a dit : « Il avait des choses à dire, j'ai vu qu'il avait des choses à dire, j'ai vu qu'il avait des choses à dire, j'ai vu qu'il avait des choses à dire ».
MICHEL BOLE-RICHARD.

DÉFENSE

LES GÉNÉRAUX DEV, FAVERDIN ET MULTON
REÇOIVENT LEUR QUATRIÈME ÉTOILE

Sur proposition de M. Charles Hernu, ministre de la défense, le conseil des ministres du mercredi 9 juin a approuvé les promotions et nominations suivantes dans les armées.
● TERRE — Sont élevés au rang et à l'appellation de général de corps armée : le général de division Robert Dev, André Faverdin et Pierre Multon.
Sont promus : général de division Jacques Degroot, Pierre Morin, Henri de Broca, Yves Barjon et Jean Poty ; général de brigade les colonels Freddy Damblancourt, Philippe Fouquet-Lapay, Paul Barrois, Raymond Genin, Michel Jaquet, Fernand Libonnet (nommé adjoint au général gouverneur militaire de Nancy, commandant la 4^e division blindée et la 5^e division militaire territoriale) et Alain Lionnet (nommé adjoint territorial au général gouverneur militaire de Nancy, commandant la 4^e division blindée et la 5^e division militaire territoriale).
Sont promus : lieutenant général de deuxième classe les lieutenants généraux de première classe André Druot (nommé sous-directeur « prévision-budgétaire » à la direction centrale de l'armement) et Pierre Camoin (nommé adjoint au directeur de l'intendance du 3^e corps d'armée et de la 1^{re} région militaire).
Sont nommés : adjoint au général commandant la 1^{re} armée et gouverneur militaire de Strasbourg le général de division Jean Chénier ; commandant la 2^e division blindée, le général de brigade François Gerin-Rose ; sous-directeur « organisation » personnel « instruction » à la direction centrale des transmissions, le général de brigade Bernard Chevalier.
● AIR — Est promu général de brigade aérienne le colonel Jacques Simonpieri.
Sont nommés : commandant en second les forces aériennes stratégiques le général de brigade aérienne Michel Chesquière ; adjoint au général commandant les écoles de l'armée de l'air, le général de brigade aérienne Jacques Borelli.

PRESSE

Certains prête-noms de M. Robert Hersant
seraient inculpés avant les vacances judiciaires

M. Claude Grellet, juge d'instruction chargé du dossier Hersant, relatif aux intrusions commises par rapport à l'ordonnance d'août 1944, avait convoqué, mercredi 9 juin, les représentants des quatre syndicats de journalistes, S.N.J., C.F.D.T., C.G.T., F.O. et leurs avocats, ainsi que ceux de l'Union fédérale des consommateurs, dépositaires de la plainte depuis mars 1977.
A l'issue de cette audition, les représentants syndicaux ont indiqué que le magistrat chargé des poursuites engagées à l'initiative de leurs organisations, parties civiles, contre M. Robert Hersant, inculpé, le 29 novembre 1978, d'infraction à l'ordonnance du 26 août 1944 sur l'organisation de la presse, s'appuyait à inculper, avant les vacances judiciaires, de nouveaux prête-noms de M. Hersant.
Le juge, ont-ils précisé, considère — contrairement à la thèse soutenue par M. Hersant — que l'interdiction de diriger à la fois plusieurs organes de presse s'applique non seulement aux personnes physiques, mais aussi aux personnes morales.
Le juge a indiqué, d'autre part, qu'il a fait procéder à des investigations financières dans les comptes de la Socpress — société holding du groupe Hersant — dont il attend les résultats dans les plus brefs délais.
En revanche M. Grellet n'a été encore saisi d'aucune nouvelle plainte portant sur les « opérations » de M. Hersant postérieures à mars 1977, comme M. Georges Fritouil en avait exprimé le projet, début mai, au nom du gouvernement.

La vente de « France-Soir »
M. MAX THERET A REÇU
TROIS REPRÉSENTANTS
DE LA RÉDACTION

Trois représentants du conseil d'administration de la société des rédacteurs de France-Soir ont été reçus, mercredi 9 juin, par Max Thérêt, chef de file de ceux, encore inconnus, qui se proposent de racheter le titre. Cette rencontre avait été précédée d'une entrevue avec M. Jacques Hersant, P.-D.G. de Presse-Alliance. Il ressort de ces deux rencontres, selon M. Claude Lambert, président de la société des rédacteurs, que l'opération sera fixée avant quinze jours sur l'issue des discussions, encore au stade préliminaire.
Le rachat du seul fonds de commerce est envisagé, par opposition à la société Presse-Alliance dont les engagements multiples restent trop complexes. Sous réserve d'un contrat adéquat, l'impression resterait chez M. Robert Hersant. Une règle publicitaire propre à France-Soir serait créée.
M. Max Thérêt, tout en indiquant qu'il ne pouvait révéler à ce stade le nom des personnes qui lui font confiance dans les démarches actuelles, a tenu, selon M. Lambert, à donner toutes les assurances à la rédaction sur son avenir.

FAITS ET JUGEMENTS

L'affaire de Broglie :
Pierre de Varga
ne sera pas jugé.

La chambre criminelle de la Cour de cassation, présidée par M. André Brauschweig, a déclaré irrecevable le pourvoi formé par Pierre de Varga contre l'arrêt de la cour d'assises de Paris, du 24 décembre 1981, qui l'a condamné à dix ans de réclusion criminelle pour complicité dans le meurtre de Jean de Broglie.
Le délai de cinq jours francs imparti au condamné par l'article 588 du code de procédure pénale venait à expiration le mardi 29 décembre à 24 heures, mais la Cour de cassation, qui ne peut que confirmer ou réformer, a déclaré irrecevable le pourvoi de Pierre de Varga, car celui-ci n'avait pas formé de recours.
Un attentat à l'explosif visant la maison d'Alain Jaccot, a été commis, mercredi 9 juin à 3 h 15. L'engin était placé contre la porte de l'établissement pénitentiaire, situé non loin du palais de justice. La déflagration a arraché le bas de la porte de la prison et causé des dégâts à deux voitures. Cet attentat n'a pas été revendiqué.

Un groupe interministériel
va enquêter sur les sectes

Un groupe interministériel permanent sera prochainement constitué pour vérifier la légalité des activités de certaines sectes, annonce le ministre de la justice, en répondant à une question écrite de M. Guy Ducloux, député (P.C.) des Hauts-de-Seine.
M. Badier souligne que « les problèmes soulevés par l'action de certaines sectes sont actuellement traités dans le cadre d'une concertation entre tous les ministères concernés ». « Ainsi, ajoute M. Badier, sera prochainement créée une commission interministérielle permanente, qui aura notamment pour mission de vérifier si les sectes mises en causes respectent l'ensemble des dispositions législatives en vigueur et, spécialement, si des infractions pénales peuvent être relevées à leur encontre. Ce groupe se prononcera également sur l'opportunité de définir une incrimination spécifique qui pourrait s'avérer nécessaire, en dépit de la difficulté de légiférer dans une matière aussi étroitement liée à la liberté de conscience ».

RELIGION

L'Union des offciers, dont M. Francis Perrin est le président d'honneur, vient de réunir son congrès annuel à Paris avec la participation de deux cents personnes. Au programme : le Saint-Sacrement de l'Union, les difficultés de l'Union, la démission, etc.
M. Albert Beauchamp, président, a présenté une étude sur les sectes et s'est prononcé pour « une association libre des pasteurs et des pasteurs, sans associations ordinaires régies par le droit général de ces groupements sans mesures coercitives spécifiques et sans privilèges ».

SCIENCES
L'UNION SOVIÉTIQUE
AURAIT ESSAYÉ EN VOI
UNE NAVETTE SPATIALE

L'Union soviétique aurait lancé, le 3 juin, une navette spatiale et l'aurait récupérée dans l'océan Indien, après cent dix minutes de vol, soit un peu plus d'un tour du globe. Cette information, attribuée par l'Associated Press à « des sources gouvernementales américaines qui ont préféré garder l'anonymat », doit être considérée avec prudence.
L'U.R.S.S. étudie depuis longtemps une navette spatiale, qui serait d'ailleurs très différente de la navette américaine et se rapprocherait plutôt du projet Oryx Soar étudié il y a vingt ans aux Etats-Unis ou du projet français Hermès : un engin de patte d'éléphant, lancé par une fusée comme un satellite classique, mais ayant une forme d'avion qui lui permettrait de planer et de se diriger après sa rentrée dans l'atmosphère.
En 1978, il avait été fait état de largages d'un prototype d'un « atmosphère par un Tupolev Tu-95 » et Radi-Moscou avait indiqué une longueur de 60 mètres (fusée de lancement comprise) et un « diamètre » — à prendre sans doute au sens d'envergure — de 8 mètres. Il a ensuite été indiqué, de source américaine, qu'une piste d'atterrissage était en construction à la base de lancement de Baikonour.
En mars de cette année, un membre de l'ambassade soviétique à Washington a confirmé l'existence du projet, mais indiqué un ancrage dans cinq ans, ce qui cadrerait assez bien avec les hypothèses précédemment émises. Le lancement du 3 juin vient donc apparemment trop tôt.

DEUX COMMÉMORATIONS
LES FUSILLÉS
DU MONT-VALÉRIEN
LE SAMEDI 12 JUIN

La cérémonie du souvenir des fusillés du Mont-Valérien aura lieu samedi 12 juin, à 14 h 30, sous la présidence de M. Jean Laurain, ministre des anciens combattants. De 1940 à 1944, plus de quatre mille cinq cents soldats sont tombés au Mont-Valérien des catholiques comme l'officier d'Estienne d'Orves, ou le jeune responsable de la J.O.C. Claude Wacziarguer ; des juifs, des communistes, des syndicalistes, des immigrés, comme ceux du groupe Massonchian, immortalisés par « l'Affaire de la rue ». Le comité national du souvenir des fusillés du Mont-Valérien appelle la population, notamment les jeunes, à se joindre à cette cérémonie qui marque le quarantième anniversaire de l'année qui fut sans doute la plus sanglante, celle des exécutions massives d'otages.

LES FUSILLÉS
DU MONT-VALÉRIEN
LE SAMEDI 12 JUIN

La cérémonie du souvenir des fusillés du Mont-Valérien aura lieu samedi 12 juin, à 14 h 30, sous la présidence de M. Jean Laurain, ministre des anciens combattants. De 1940 à 1944, plus de quatre mille cinq cents soldats sont tombés au Mont-Valérien des catholiques comme l'officier d'Estienne d'Orves, ou le jeune responsable de la J.O.C. Claude Wacziarguer ; des juifs, des communistes, des syndicalistes, des immigrés, comme ceux du groupe Massonchian, immortalisés par « l'Affaire de la rue ». Le comité national du souvenir des fusillés du Mont-Valérien appelle la population, notamment les jeunes, à se joindre à cette cérémonie qui marque le quarantième anniversaire de l'année qui fut sans doute la plus sanglante, celle des exécutions massives d'otages.

LA BATAILLE
DE BIR-HAKEIM

Des manifestations officielles sont prévues, les 10 et 11 juin, pour le quarantième anniversaire de la bataille de Bir-Hakeim, qui s'est déroulée en juin 1942.
— Jeudi 10 juin, à 17 heures : réunion sur la tombe du général Koening, au cimetière Montmartre ; à 19 h 30, ravivage de la flamme à l'Arc de triomphe (avec la participation de la musique de l'infanterie de marine).
— Vendredi 11 juin, à 9 heures : service religieux en l'église Saint-Louis des Invalides consacré par deux anciens combattants de Bir-Hakeim, les Pères Starky et Hirleman (de la légion).
— A 18 h 30 : inauguration de la place du général Koening (ancienne place de la Porte-des-Ternes), en présence du président de la République, M. François Mitterrand, et du maire de Paris, M. Jacques Chirac.

Naissances
— Jean-Pierre CHAMFAVERE, né le 3 juin 1982, 14, rue de la République, 54000 Villejuif.
— Anne et Michel DISTEL, ainsi que Camille, ont le plaisir d'annoncer la naissance de Emilie.
Michel Distel, 11, rue Paul-Louis-Courcier, 75007 Paris.

Marriages
— On nous prie d'annoncer le mariage de Elizabeth CHALIK, et de Sumther VISUVALINGAM, à Senarad, le 3 juin 1982, 50021 Nîmes, Bazarine Hôpital Universitaire, Varanasi 22003 - Uttar Pradesh, Inde.

Décès
— Mme Bontalé, née Chertif, 85 ans, décédée, ont l'honneur de faire part de son décès de
WILHELMINE BONTALÉ, ancien parlementaire, survenue le 29 mai 1982, à Toulouse. Selon sa volonté, l'inhumation a eu lieu en sa terre natale, 38, route d'Albi, 31000 Toulouse. (Le Monde du 10 juin.)

— M. André KARN-WOLF, officier de la Légion d'honneur, commandeur de l'instruction publique, survenue à Paris, à l'âge de sept ans.
Les obsèques auront lieu le lundi 14 juin 1982, à 8 h 30, au cimetière du Montparnasse, dans le caveau de famille.
De la part de : Ses veuves et petits-neveux.
Ces avis tiennent lieu de faire-part.

— M. Georges MIBOUX, survenue le 7 juin 1982, à Valenciennes, en l'église Saint-Géry, le jeudi 10 juin 1982, à 14 h 30.
— Mme Henry Peyret, M. et Mme Jean-François Peyret, Emmanuel et Agathe, 85 ans, ont le plaisir d'annoncer la naissance de leur fils, Henry PEYRET, né le 3 juin 1982, à l'âge de sept ans.
Les obsèques ont eu lieu dans l'église de la Madeleine, à Courmoulin (Bourbonnais). Le présent avis tient lieu de faire-part.
2 bis, square du Croisic, 75015 Paris.
41, boulevard Beaumarchais, 75003 Paris.

Remerciements
— Mme Marcel Bleu, ses enfants, les familles Mire, Dussiel, d'Hont, Poligny, Dubouché, profondément touchés par les marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de M. Marcel BLEU et de sa fille, remercient vivement toutes les personnes qui se sont associées à leur grand deuil.

Communications diverses
— Loge L'Echelle de Jacob n° 27, Paris. Rite anglois Emulation. Mercredi 16 juin, 19 h 30. Conférence : « La Grande Loge de 1777 et l'architecture ». Sur invitation : B.P. 848 - 75161 Paris Cedex 04. Notice documentaire sur demande.

— La promotion 1982 de SUP de CO de Bordeaux a été présentée par M. Claude Chesneau. Le baptême de cette promotion aura lieu le lundi 14 juin, à 15 heures, dans les locaux de l'école : « Domaine de Bata », 880, cours de la Libération, 33408 Talence.

Collection des Précis DALLOZ

**LA JUSTICE
ET SES INSTITUTIONS**
par
André VARINARD
Jean VINCENT, Gabriel MONTAGNIER.

Ce Précis permet de connaître les grands cadres de la justice et de ses institutions dans notre Droit.

1^{re} édition 1982, 998 pages. Prix public TTC : 128 F.

DALLOZ
11 rue Soufflot 75240 PARIS CEDEX 05

En vente chez votre libraire

du temps
pour payer
toute la vie
pour en profiter...

Cette alliance saphirs et diamants créée par MP, vaut 12 600 F vous la porterez sans attendre avec un versement comptant de 1 260 F le solde jusqu'à 24 mois dont de 3 à 6 mois de crédit gratuit après acceptation du dossier.

MP
4, pl. de la Madeleine
260.31.44
86, rue de Rivoli
138, rue La Fayette

Un choix considérable d'alliances diamants de 6.500 F à 90.000 F.

catalogue couleur gratuit sur demande.

ÉDUCATION

Les moyens pour assurer la rentrée scolaire « sont dérisoires » à Paris, déclare M. Jacques Chirac

C'est un véritable réquisitoire contre la politique menée par le gouvernement à propos de l'enseignement dans la capitale qu'a dressé, mercredi 9 juin, au cours d'une conférence de presse, M. Jacques Chirac.

« La ville ne peut se substituer à l'Etat lorsque celui-ci est défaillant », a déclaré le maire de Paris, qui a ajouté : « Il ne peut être accepté, en effet, que l'insuffisance des moyens dont dispose l'éducation nationale soit imputée à la municipalité comme en le fait volontiers. »

● LA PERIODE DES EXAMENS. — « Aujourd'hui, la plupart des lycées et des collèges sont annexés par le baccalauréat : 20 000 élèves au moins sont donc nés en vacances de fait deux ou trois semaines avant la date officielle du 29 juin. Pourquoi par exemple ne pas chercher de locaux disponibles pour faire passer ces examens ? Pourquoi ne pas laisser les candidats dans leur classe comme en Allemagne ou en Grande-Bretagne, sous surveillance appropriée, bien entendu », a ajouté M. Chirac.

● LA PARTE SCOLAIRE. — Sur les 1 719 postes de professeurs

de second degré ouverts par l'Etat en métropole à la rentrée prochaine, 27 le seront dans la capitale. Or, affirment les services de la mairie, nos effectifs augmentent, contrairement aux calculs officiels. A la rentrée 1981, les collèges parisiens ont, en effet, accueilli 1 400 élèves de plus que ne le prévoyaient les services académiques. « Les moyens attribués (...) apparaissent donc dérisoires », a affirmé M. Chirac. A propos des écoles maternelles et élémentaires, selon la mairie, la situation « n'est guère meilleure ». Le ministère de l'éducation nationale attribue, en effet, à Paris 42 postes d'instituteurs et d'institutrices (contre 236 à l'académie de Lille et 168 à l'académie de Marseille) sur les 2 167 dont il dispose.

● LA SECURITE. — Dans le domaine des très grands établissements scolaires, nous franchissons les limites du raisonnable », estime M. Chirac, qui a précisé : « Les dotations des établissements parisiens en personnel de surveillance sont tombées à un niveau tel qu'il fait insupportable et cette année nous annonce la création de seulement cinq emplois pour l'ensemble des établissements de la ville. »

UNIT. PEDAGOG. ACT. SARI

Enseignem. Privé Laïc 2^e-1^{re} Term. 720-36-80

Seconde-Premières-Terminales

BAC A.B.C.D.G2.G3.

COURS ANNUELS - COURS DE VACANCES

NADAUD 18/24, rue Tiphaine 75015 PARIS
Tél. 579.82.37 et 337.71.18 +
Métro La Motte Picquet Grenelle

COURS DEVIENNE

Enseignement privé dans la calme et la verdure à « LA CHARMERIE » à CINIÈRE (NICE)
Professeurs hautement qualifiés

Internat - Externat - Demi-pension
ANNÉE SCOLAIRE
des classes élémentaires aux terminales A, B, C, D

COURS DE VACANCES 1982
du 29 juillet au 24 août 82, de la 6^e aux terminales
50 HEURES DE MATH
du 26 août au 4 septembre 82

2, av. Villebois-Mareuil - NICE - Tél. (93) 81.42.82

DÉMÉNAGEMENT DE MOBILIER ET MORT D'UN HOMME

Les drames de la Limace bleue

La Limace bleue fait peur : pourtant, sous l'appellation tirée d'un roman de Boris Vian, l'Arrache-cœur, ce n'est qu'un simple école maternelle de Roubaix. Sa directrice, Mme Michèle Carlier, le veut non seulement différent dans sa présentation pédagogique, mais aussi radicalement autre par son ouverture aux adolescents du quartier, ces jeunes sans travail ni loisirs, qui n'en reviennent pas qu'on leur offre un lieu - quatre murs, une clef - pour ébrécher leur mal de vivre et des interlocuteurs pour les entendre - un éducateur et les enfants, ou, les enfants (le Monda dété 27 et 28 septembre 1981).

Une année a passé. Une année scolaire, celle du changement. Pour la Limace bleue, celle des déconvenues, des embûches et des drames. Mme Carlier, c'est vrai, n'est pas comédienne : elle a ses convictions, les défend pied à pied, dit nettement leur fait à ses détracteurs. En l'occurrence, la municipalité (union de la gauche) et son maire, socialiste, M. Pierre Prouvost. Propriétaire des locaux, celui-ci souhaite un retour à la norme, la fin de ce coté-toilette personnel des âges. Depuis septembre 1981, la guérite n'a pas cessé.

Le général Daniel Guillon est nommé directeur général de l'Ecole polytechnique

Le général de brigade Daniel Guillon a été nommé, par le conseil des ministres du mercredi 9 juin et sur la proposition de M. Charles Hernu, ministre de la défense, directeur général de l'Ecole polytechnique, en remplacement du général Jacques Saunier, qui occupait ce poste depuis 1978.

(Né le 7 octobre 1930 à Combercy (Loiret-Cher) et ancien élève de Polytechnique, le général Daniel Guillon appartient à l'armée des transmissions. Après plusieurs séjours en Algérie et en Allemagne fédérale, il commande en 1971 le 58^e régiment de commandement et de transmissions à Compiègne (Oise) et il sert, de 1973 à 1976, au Centre de prospective et d'évaluations au ministère de la défense. Après avoir détenu des responsabilités au secrétariat général de la défense nationale et à la direction centrale des transmissions à Paris, il était, depuis 1980, avec le grade de général de brigade, au commandement des transmissions du 2^e corps d'armée et des forces françaises en Allemagne fédérale.)

De l'autre bord, pourtant, des appuis. Le comité de soutien à la Limace bleue, groupe des sections syndicales C.F.D.T., C.G.T., S.N.E.S., ainsi que le parti communiste et le parti socialiste unifié. S'y ajoutant des démarches de pédagogues, de professeurs d'écoles normales, de psychologues aussi, jusqu'à auprès de la direction des écoles du ministère de l'éducation nationale.

Rien n'y a fait. La municipalité est restée chez elle. Le jeudi 27 mai, nous signalons notre correspondant à Lille, des employés municipaux ont donc démonté le mobilier, acheté grâce à des dons d'habitants du quartier et installé dans un « lieu de rencontre », dernier symbole du « renouveau de la pédagogie », qui lui survient. Et puis, il y a Simone Sad Saoud. Un habitant du quartier, âgé de trente ans, qui, en mars, avait fait une grève de la faim pour l'école. Viscéralement attaché à ce lieu, il voyait dans la Limace bleue « l'école de la vie, la destruction des barrières, la rencontre de mondes différents ». Il disait qu'il avait vécu « l'effacement de la délinquance », qu'il s'en était sorti parce qu'il voulait « assister au présent », « décider lui-même et ne pas attendre d'un M. le maire qu'il lui accorde ce droit ». Une tentative de suicide, il y a quinze jours. Et sa mort, mercredi 2 juin, sans qu'on en sache encore précisément la cause.

Le comité de soutien affirme qu'il n'a pas supporté que l'école soit « escamotée par l'enchaînement des pouvoirs publics roublaisiens ».

EDWY PLENEL

● Le parti communiste et la Fédération de l'éducation nationale demandent, au terme d'une rencontre entre leurs secrétaires généraux, que « le prochain budget de l'éducation nationale marque une réelle priorité dans les choix de la nation en faveur des investissements éducatifs qui constituent l'une des clefs pour sortir de la crise et l'un des axes fondamentaux du changement ».

Tout en déclarant apprécier les premières mesures prises par le gouvernement, la FEN et le P.C. attendent un « vaste effort » et « souhaitent que ces moyens nouveaux soient déployés de la prochaine rentrée scolaire pour réaliser des objectifs prioritaires : développer l'enseignement technique, réviser le plan d'insertion professionnelle et sociale de cent mille jeunes de seize ans à dix-huit ans, poursuivre la lutte contre les inégalités ».

SPORTS

PARIS-COLMAR A LA MARCHE

Annie aux 513,500

Vingt-huit marcheurs, dix-huit Français, cinq Belges, deux Néerlandais un Luxembourgeois, un Polonais et un Italien, sont partis mercredi 9 juin à 19 heures du stade Moulin-Neuf d'Aulnay-sous-Bois pour une odyssee de 513,5 km qui doit conduire le vainqueur à Colmar samedi 12 au alentours de 16 h 15. Vingt-huit marcheurs et une marcheuse, Annie Van Der Meer, qui est la première femme à participer à cette épreuve de grand fond depuis sa création en 1926. Comme les autres concurrents elle s'est qualifiée en couvrant deux cent kilomètres, en moins de vingt-quatre heures, soit plus de 8 km/h de moyenne, performance réussie à Roubaix lors d'une épreuve de sélection qu'elle terminait troisième.

Elle n'a pas la renommée du Belge Pictquin qui va tenter de gagner ce démontiel Paris-Colmar pour la troisième année consécutive. Elle n'a pas l'expérience de l'insaisissable Simon, dont l'organisation est digne d'un cosmologue. Elle n'a pas l'ambition du policier Quémener, qui fut le dernier Français vainqueur de l'épreuve en 1979. Pourtant cette brune est la reine de la petite kermesse qui précède le départ du Marathon de la marche : Annie Van Der Meer, 35 ans, institutrice à Oldehoitpade, au milieu des tulipes, des moulins à vent. C'est la première femme à se lancer dans cette marche infernale de plus de cinq cent kilomètres. « Mon objectif est de faire l'impossible, c'est-à-dire terminer », dit-elle avec un sourire confiant.

Impossible cette compétition ou la défaillance terrible menace à tout instant l'aventurier ? Les physiologistes estiment désormais que l'endurance naturelle de la femme est supérieure à celle de l'homme. Et Annie Van Der Meer a gagné sa sélection en terminant troisième à Roubaix, derrière deux hommes mais devant beaucoup plus.

Son entraînement est, certes, moins intensif que celui du Belge Pictquin, qui a couvert plus de mille cinq cents kilomètres pour se préparer. Elle s'est contentée de deux sorties de quinze kilomètres et d'une randonnée de plus de quarante kilomètres par semaine : « Soixante kilomètres, c'est à la portée de tout le monde, dit-elle, après il suffit de serrer les dents ».

Les serrer très fort quand les pieds déjà fatigués par les kilom-

tres accumulés ne sont plus que douleur. C'est la principale inquiétude de la Néerlandaise. Jamais malade, elle ne s'arrête pas chez le médecin. En revanche, elle fait de longues stations chez le podologue qui lui a préparé spécialement des semelles pour la course. Si ses pieds ne résistent pas, Paris-Colmar sera pour elle Paris-Cauchemez, selon l'expression d'un confrère (1).

Pour l'aider à arriver au bout de ce qui vent rester un rêve, dix marcheurs de son club ont ris, une semaine de vacances. Ils se relayeront à ses côtés pendant trois jours avec Joop, un robuste Batave, qui l'a comme au cours d'une randonnée fait par l'école d'Annie il y a dix ans et qui l'a épousée. Aujourd'hui l'accompagnement sur un grand vélo hollandais. Après plus de quinze mille kilomètres es-compétition, ses pieds ne marchent plus. Pour Paris-Colmar il n'était pas trop d'accord. Il a cédé après que son épouse ait confirmé sa sélection à Mons (Belgique) en terminant quatrième.

Qu'est-ce qui fait donc marcher cette femme qui avait arrêté le passage de vitesse sur place pour devenir institutrice ? Sûrement pas l'argent. Elle paie de sa poche la remplaçante qui s'occupe de sa classe pendant les compétitions. Et son premier cadeau lui a été offert par une firme américaine pour la circonstance : trois paires de chaussures, qu'elle utilisera sur le parcours. Ce cadeau, elle ne l'attendait d'eux pas : au Fay-Bes, le football et le cyclisme monopolisent l'attention et les soins des commanditaires, les autres sports n'ont pratiquement rien. Et Annie Van Der Meer se satisfait amplement du seul plaisir qui lui procure sa discipline : « Une journée de classe correspond environ à la durée de cinquante kilomètres à la marche. Des deux, les cinquante kilomètres sont les moins fatiguants ».

ALAIN GRAUDD.

(1) L'Équipe Magazine du 5 juin.

Se perfectionner, ou apprendre la langue est possible en suivant
LES COURS D'ANGLAIS DE LA BBC
Cours avec explication en français
Documentation gratuite
EDITIONS DISQUES BELLIN
8, rue de Belfort - 75006 Paris

OFFICIERS MINISTÉRIELS

Vente sur surenchère au Palais d'Evry, MARDI 29 JUIN 1982, à 14 heures
MAISON ÉPINAY-SUR-ORGE (ESSONNE)
Secteur - Les Froids-Culs - 57, rue de la Montagne
Mise à Prix : 860 200 F
S'adresser **S.C.P. ELLUL-GRIMAL-NOUVELLON ROUZIES** Avocats
3, rue du Village, à Evry 9111. Tél. : 077-96-10.

Vente sur liquidation de biens au Palais de Justice de PARIS le JEUDI 24 JUIN 1982 à 14 heures
UNE PROPRIÉTÉ à LANGON (41)
Lieu dit - Préjeux -
117 hectares 69 ares 30 centiares
MISE A PRIX : 1 300 000 FRANCS
S'ad. M^r BERNARD DE SARIAC, avocat à Paris, 70, av. Marceau. Tél. 720.82.38 - M^r FERRARI, synd. à Paris, 85, rue de Rivoli - M^r HERRISSAY, synd. à Paris, 130, rue de Rivoli - M^r LAFONT, adm. judiciaire à Paris, 25, rue Godeot-de-Mauroy.

Vente au Palais de Justice de Pontoise, jeudi 17 juin 1982 - 14 h.
MAISON à MONTLIGNON (V.-O.)
3 pièces cuisine
71, rue des Rosiers
Mise à prix 300 000 F
S'adresser pr. ren. à Pontoise
1) S.C.P. d'avocats **PETIT-MALAVOY** Tél. : 032-20-77
2) M^r BUISSON avocat à Pontoise. Tél. : 032-31-62

Vente sur saisie immobilière après subrogation au Palais de Justice de Bobigny Cité administrative, avenue P.-V.-Courcier, MARDI 29 JUIN 1982, à 13 h 30
PROPRIÉTÉ TREMBLAY-LES-GONNESSE DES CHÊNES
Cadastré Section A.M. n° 701, pour 439 m²
Mise à Prix : 120 000 F. S'ad. M^r NICOLAS avocat demeurant à Paris (9^e), 9, rue Moncey. A tous avocats près Tribunaux de Grande Instance de Paris, Bobigny, Créteil et Nanterre.

Vente après Liquidation des biens au Palais de Justice de PARIS le JEUDI 24 JUIN 1982 à 14 heures - EN UN SEUL LOT
UNE PROPRIÉTÉ à MELUN (77)
comprendant un pavillon élevé s/s-sol d'un r.-de-ch. div. en entré, s. à manger, petit salon, bureau, cuis. et d'un ét. div. en 3 ch., cab. de toilette et W.-C., grenier au-dessus av. ch. mansardée - Hangars, terrain, le tout cadastré sect. AR n° 220 pr 7 a 10 ca.
rue Delaunoy, numéro 9
MISE A PRIX : 150.000 FRANCS
S'ad. à M^r J. LYONNET DU MOUTIER, av. à PARIS, 182, r. de Rivoli. Tél. : 260-20-49 - M^r B. MEILLE, synd. à PARIS (13^e), 79, r. du Temple. Au Greffe des Créances du T.G.I. de PARIS, où le cahier des charges est déposé. Et sur les lieux pour visiter.

Vente s/sais. Immo. Pal. de Just. Bobigny MARDI 29 JUIN 1982, à 13 h 30
APPART. 3^e ét. : 6 Pcs, cave
RÉS. BAILLI DE SUFFREN
2, RUE DE SUFFREN, bat. - EGÉE -
NEUILLY-SUR-MARNE (93)
Mise à Prix : 70 000 F
S'adress. M^r MAGLO avocat (9^e) 18, rue de Lisbonne. Tél. : 387-18-90.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de NANTERRE le JEUDI 24 JUIN 1982 à 14 heures
PAVILLON à ASNIÈRES (92)
couvert en tuiles mécaniques, comprenant : rez-de-chaussée comp. de 2 pièces princ. - 1^{er} ét. de 2 autres pièces princ., grenier au-dessus. Sous-sol, jardin derrière le pavillon. Le tout clôturé par un mur et des grilles. Coûtée. 2 à 23 ca
RUE STEFFEN, N° 32
MISE A PRIX : 100 000 FRANCS
S'adresser pour tous renseignements à M^r F. INBONA de la S.C.P. Morris Lucas Inbona, tit. d'avocats, 4, av. Sully-Prudhomme, Paris-7^e. Tél. : 555-74-06

Vente sur liquidation au Palais de Justice de CRÉTEIL (Val-de-Marne) le JEUDI 24 JUIN 1982 à 9 heures 30 - EN 2 LOTS
1^{er} Lot : UN LOGEMENT
Avenue Foch, numéro 68 - Occupé
JOINVILLE-LE-PONT (94)
MISE A PRIX : 35 000 FRANCS
2^e Lot - UNE PROPRIÉTÉ
comprendant une maison d'habitation et terrain - Occupée
à FRETEVAL (Loir-et-Cher)
MISE A PRIX : 80 000 FRANCS + rente viagère
M^r Yves TOURAINE, av. anc. avoué à Paris-9^e, 48, rue de Cléry, téléph. : 374-45-85. M^r GUILLEMONAT, synd. à Paris, 43, rue de Richelieu.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de NANTERRE le JEUDI 24 JUIN 1982 à 14 heures
UNE MAISON à ASNIÈRES (92)
élevée s/caves, d'un rez-de-chaussée div. en vestibule, cuis., 4 pcs et w.-c. d'un 1^{er} ét. comp. 3 chambres et cab. toil. et d'un 2^e ét. comp. 4 pcs, grenier perdu couvert en tuiles et ardoises. Installation du chauffage central
Contenance 650 mètres carrés
34, rue Steffen (ancien n° 26) et rue de Bois sans numéro à l'angle de ces deux voies
MISE A PRIX : 150 000 FRANCS
S'adresser pour tous renseignements à M^r F. INBONA, de la S.C.P. Morris Lucas Inbona, tit. d'avocats, 4, av. Sully-Prudhomme, à Paris-7^e. Tél. : 555-74-06

Vente au Palais de Justice de PARIS le LUNDI 21 JUIN 1982, à 14 h.
LIBRE DE PROPRIÉTÉ LOCATION
MONTGERON des Bourgeois
Mise à Prix : 30 000 F
S'ad. M^r F.X. CHARVET et Ch. GARDEL, avocats, 2, av. Hoche, à Paris (9^e). Tél. : 380-44-32. Greffe criées Tribunal Palais de Justice de Paris, où le cahier des charges est déposé. A tous avocats près Tribunaux de Grande Instance de Paris, Bobigny, Créteil et Nanterre.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de NANTERRE le JEUDI 24 JUIN 1982 à 14 heures
1^{er} Lot - UN APPARTEMENT A PARIS (17)
au 5^e étage, 2^e pte dte s/cour, comp. de : ent., 2 pièces, puit, 666 m² et une cave n° 7 formant le lot n° 50 de la division de l'immeuble.
9, Impasse des Jardinières et 22, passage Dumas
OCCUPÉ le quart en usufruit de lot 49 de la div. de l'immeuble consistant en
ge 1^{re} pte dte s/cour et une cave n° 22. Dte au w.-c. comp. du 5^e
UNE CHAMBRE AU 5^e ÉTAGE
MISE A PRIX : 50 000 FRANCS
S'ad. à M^r J. LYONNET DU MOUTIER, av. 182, r. de Rivoli, PARIS-1^{re}, Tél. : 260-20-49 - M^r B. MEILLE, synd. à PARIS-3^e, 79, r. du Temple. Au greffe des criées du T.G.I. de PARIS où le cahier des charges est déposé. Et sur les lieux pour visiter.

Vente s/saisie immobilière au Palais de Justice de BOBIGNY le MARDI 29 JUIN 1982, à 13 h 30
APPARTEMENT
en une cave dépendant d'un immeuble
40-42, rue d'Estienne-d'Orves
RUEIL-MALMAISON (92)
MISE A PRIX : 75 000 F
S'ad. au Ct de M^r J.N. BAULIEU et A. LEMOINE, avoc. ass. à RUEIL-MALMAISON (92) - 5, rue Hervet. Tél. : 708-30-30

Vente s/saisie immobilière au Palais de Justice de NANTERRE le JEUDI 24 JUIN 1982 à 14 heures
1^{er} Lot - UN APPARTEMENT A PARIS (17)
au 5^e étage, 2^e pte dte s/cour, comp. de : ent., 2 pièces, puit, 666 m² et une cave n° 7 formant le lot n° 50 de la division de l'immeuble.
9, Impasse des Jardinières et 22, passage Dumas
OCCUPÉ le quart en usufruit de lot 49 de la div. de l'immeuble consistant en
ge 1^{re} pte dte s/cour et une cave n° 22. Dte au w.-c. comp. du 5^e
UNE CHAMBRE AU 5^e ÉTAGE
MISE A PRIX : 50 000 FRANCS
S'ad. à M^r J. LYONNET DU MOUTIER, av. 182, r. de Rivoli, PARIS-1^{re}, Tél. : 260-20-49 - M^r B. MEILLE, synd. à PARIS-3^e, 79, r. du Temple. Au greffe des criées du T.G.I. de PARIS où le cahier des charges est déposé. Et sur les lieux pour visiter.

Vente s/saisie immobilière au Palais de Justice de NANTERRE le JEUDI 24 JUIN 1982 à 14 heures
1^{er} Lot - UN APPARTEMENT A PARIS (17)
au 5^e étage, 2^e pte dte s/cour, comp. de : ent., 2 pièces, puit, 666 m² et une cave n° 7 formant le lot n° 50 de la division de l'immeuble.
9, Impasse des Jardinières et 22, passage Dumas
OCCUPÉ le quart en usufruit de lot 49 de la div. de l'immeuble consistant en
ge 1^{re} pte dte s/cour et une cave n° 22. Dte au w.-c. comp. du 5^e
UNE CHAMBRE AU 5^e ÉTAGE
MISE A PRIX : 50 000 FRANCS
S'ad. à M^r J. LYONNET DU MOUTIER, av. 182, r. de Rivoli, PARIS-1^{re}, Tél. : 260-20-49 - M^r B. MEILLE, synd. à PARIS-3^e, 79, r. du Temple. Au greffe des criées du T.G.I. de PARIS où le cahier des charges est déposé. Et sur les lieux pour visiter.

Vente s/saisie immobilière au Palais de Justice de NANTERRE le JEUDI 24 JUIN 1982 à 14 heures
1^{er} Lot - UN APPARTEMENT A PARIS (17)
au 5^e étage, 2^e pte dte s/cour, comp. de : ent., 2 pièces, puit, 666 m² et une cave n° 7 formant le lot n° 50 de la division de l'immeuble.
9, Impasse des Jardinières et 22, passage Dumas
OCCUPÉ le quart en usufruit de lot 49 de la div. de l'immeuble consistant en
ge 1^{re} pte dte s/cour et une cave n° 22. Dte au w.-c. comp. du 5^e
UNE CHAMBRE AU 5^e ÉTAGE
MISE A PRIX : 50 000 FRANCS
S'ad. à M^r J. LYONNET DU MOUTIER, av. 182, r. de Rivoli, PARIS-1^{re}, Tél. : 260-20-49 - M^r B. MEILLE, synd. à PARIS-3^e, 79, r. du Temple. Au greffe des criées du T.G.I. de PARIS où le cahier des charges est déposé. Et sur les lieux pour visiter.

et ventes par adjudication

Vente après liquidation de biens au Palais de Justice de PARIS le JEUDI 24 JUIN 1982 à 14 heures
1^{er} Lot - UN APPARTEMENT A PARIS (17)
au 5^e étage, 2^e pte dte s/cour, comp. de : ent., 2 pièces, puit, 666 m² et une cave n° 7 formant le lot n° 50 de la division de l'immeuble.
9, Impasse des Jardinières et 22, passage Dumas
OCCUPÉ le quart en usufruit de lot 49 de la div. de l'immeuble consistant en
ge 1^{re} pte dte s/cour et une cave n° 22. Dte au w.-c. comp. du 5^e
UNE CHAMBRE AU 5^e ÉTAGE
MISE A PRIX : 50 000 FRANCS
S'ad. à M^r J. LYONNET DU MOUTIER, av. 182, r. de Rivoli, PARIS-1^{re}, Tél. : 260-20-49 - M^r B. MEILLE, synd. à PARIS-3^e, 79, r. du Temple. Au greffe des criées du T.G.I. de PARIS où le cahier des charges est déposé. Et sur les lieux pour visiter.

Vente s/saisie immobilière au Palais de Justice de BOBIGNY le MARDI 29 JUIN 1982, à 13 h 30
APPARTEMENT
en une cave dépendant d'un immeuble
40-42, rue d'Estienne-d'Orves
RUEIL-MALMAISON (92)
MISE A PRIX : 75 000 F
S'ad. au Ct de M^r J.N. BAULIEU et A. LEMOINE, avoc. ass. à RUEIL-MALMAISON (92) - 5, rue Hervet. Tél. : 708-30-30

Vente s/saisie immobilière au Palais de Justice de NANTERRE le JEUDI 24 JUIN 1982 à 14 heures
1^{er} Lot - UN APPARTEMENT A PARIS (17)
au 5^e étage, 2^e pte dte s/cour, comp. de : ent., 2 pièces, puit, 666 m² et une cave n° 7 formant le lot n° 50 de la division de l'immeuble.
9, Impasse des Jardinières et 22, passage Dumas
OCCUPÉ le quart en usufruit de lot 49 de la div. de l'immeuble consistant en
ge 1^{re} pte dte s/cour et une cave n° 22. Dte au w.-c. comp. du 5^e
UNE CHAMBRE AU 5^e ÉTAGE
MISE A PRIX : 50 000 FRANCS
S'ad. à M^r J. LYONNET DU MOUTIER, av. 182, r. de Rivoli, PARIS-1^{re}, Tél. : 260-20-49 - M^r B. MEILLE, synd. à PARIS-3^e, 79, r. du Temple. Au greffe des criées du T.G.I. de PARIS où le cahier des charges est déposé. Et sur les lieux pour visiter.

Vente s/saisie immobilière au Palais de Justice de NANTERRE le JEUDI 24 JUIN 1982 à 14 heures
1^{er} Lot - UN APPARTEMENT A PARIS (17)
au 5^e étage, 2^e pte dte s/cour, comp. de : ent., 2 pièces, puit, 666 m² et une cave n° 7 formant le lot n° 50 de la division de l'immeuble.
9, Impasse des Jardinières et 22, passage Dumas
OCCUPÉ le quart en usufruit de lot 49 de la div. de l'immeuble consistant en
ge 1^{re} pte dte s/cour et une cave n° 22. Dte au w.-c. comp. du 5^e
UNE CHAMBRE AU 5^e ÉTAGE
MISE A PRIX : 50 000 FRANCS
S'ad. à M^r J. LYONNET DU MOUTIER, av. 182, r. de Rivoli, PARIS-1^{re}, Tél. : 260-20-49 - M^r B. MEILLE, synd. à PARIS-3^e, 79, r. du Temple. Au greffe des criées du T.G.I. de PARIS où le cahier des charges est déposé. Et sur les lieux pour visiter.

Vente s/saisie immobilière au Palais de Justice de NANTERRE le JEUDI 24 JUIN 1982 à 14 heures
1^{er} Lot - UN APPARTEMENT A PARIS (17)
au 5^e étage, 2^e pte dte s/cour, comp. de : ent., 2 pièces, puit, 666 m² et une cave n° 7 formant le lot n° 50 de la division de l'immeuble.
9, Impasse des Jardinières et 22, passage Dumas
OCCUPÉ le quart en usufruit de lot 49 de la div. de l'immeuble consistant en
ge 1^{re} pte dte s/cour et une cave n° 22. Dte au w.-c. comp. du 5^e
UNE CHAMBRE AU 5^e ÉTAGE
MISE A PRIX : 50 000 FRANCS
S'ad. à M^r J. LYONNET DU MOUTIER, av. 182, r. de Rivoli, PARIS-1^{re}, Tél. : 260-20-49 - M^r B. MEILLE, synd. à PARIS-3^e, 79, r. du Temple. Au greffe des criées du T.G.I. de PARIS où le cahier des charges est déposé. Et sur les lieux pour visiter.

Vente s/saisie immobilière au Palais de Justice de NANTERRE le JEUDI 24 JUIN 1982 à 14 heures
1^{er} Lot - UN APPARTEMENT A PARIS (17)
au 5^e étage, 2^e pte dte s/cour, comp. de : ent., 2 pièces, puit, 666 m² et une cave n° 7 formant le lot n° 50 de la division de l'immeuble.
9, Impasse des Jardinières et 22, passage Dumas
OCCUPÉ le quart en usufruit de lot 49 de la div. de l'immeuble consistant en
ge 1^{re} pte dte s/cour et une cave n° 22. Dte au w.-c. comp. du 5^e
UNE CHAMBRE AU 5^e ÉTAGE
MISE A PRIX : 50 000 FRANCS
S'ad. à M^r J. LYONNET DU MOUTIER, av. 182, r. de Rivoli, PARIS-1^{re}, Tél. : 260-20-49 - M^r B. MEILLE, synd. à PARIS-3^e, 79, r. du Temple. Au greffe des criées du T.G.I. de PARIS où le cahier des charges est déposé. Et sur les lieux pour visiter.

Vente s/saisie immobilière au Palais de Justice de NANTERRE le JEUDI 24 JUIN 1982 à 14 heures
1^{er} Lot - UN APPARTEMENT A PARIS (17)
au 5^e étage, 2^e pte dte s/cour, comp. de : ent., 2 pièces, puit, 666 m² et une cave n° 7 formant le lot n° 50 de la division de l'immeuble.
9, Impasse des Jardinières et 22, passage Dumas
OCCUPÉ le quart en usufruit de lot 49 de la div. de l'immeuble consistant en
ge 1^{re} pte dte s/cour et une cave n° 22. Dte au w.-c. comp. du 5^e
UNE CHAMBRE AU 5^e ÉTAGE
MISE A PRIX : 50 000 FRANCS
S'ad. à M^r J. LYONNET DU MOUTIER, av. 182, r. de Rivoli, PARIS-1^{re}, Tél. : 260-20-49 - M^r B. MEILLE, synd. à PARIS-3^e, 79, r. du Temple. Au greffe des criées du T.G.I. de PARIS où le cahier des charges est déposé. Et sur les lieux pour visiter.

15.50

Le Monde

culture

MUSIQUE

LE PALMARÈS DU CONCOURS DE CHANT DE PARIS Sans Grand Prix, ni Français

Disputée, cette année à Radio-France, la finale du quatorzième concours international de chant de Paris, le 9 juin, fut d'un niveau honorable, mais n'a guère apporté de révélations, surtout dans le domaine de l'opéra, ce qui ne laisse pas d'être inquiétant à partir d'un aussi large échantillonnage (et de l'importance des prix) : les candidats étaient cent vingt-trois, avec vingt-cinq français dont aucun n'a atteint l'ultime épreuve.

Le jury, présidé par M. Gabriel Dussange, a donc en raison de ne pas décerner de Grand Prix, même si l'on peut juger qu'il s'est montré assez généreux. Premier prix femme, la belle Martha Senn (Colombie) a certes une superbe étoffe de mezzo très grave (qu'elle a tendance à exagérer), mais la technique lourde, le jeu forcé avec maintes intonations, incertitudes d'être vigoureux, ont fait que les deux incontestables puissent vraiment s'accomplir.

Le premier prix homme récompense le fabuleux travail d'assimilation du Coréen du Snd Kwan-Dong Kim, qui a façonné sa voix à la musique et aux prononciations européennes comme par une reconstitution d'ordinateur : il semble difficile

de lui demander mieux que son air étourdissant du Figaro (du Barbier de Séville) auquel il a pris autant de plaisir que ses auditeurs...

Anneliese Fried (Allemagne fédérale) méritait sans doute davantage que son second prix, car sa voix de mezzo, qui se déploie largement dans une belle gamme de couleurs et un phrasé très juste, dénote une assez rare richesse intérieure, qui s'est révélée à la fois dans Debussy, Strauss et Wagner. Second prix homme, Lawrence Bakst (Etats-Unis) est un bon ténor, à la voix timbrée et très égale, mais sans personnalité très remarquable.

Parmi les sujets intéressants, on signalera Gilles Cachenaill (Suisse, premier prix de la mélodie française, prix Mozart et prix d'art lyrique), élément solide qui satisfait n'importe quel théâtre d'opéra dans tous les répertoires, aussi à l'aise dans les mélodies de Poulenc et de Wolf que dans l'air de Figaro (du dernier acte des Nozze), et surtout le baryton Kuo Ojima (Etats-Unis, second prix de la mélodie française et prix de l'opéra français), qui s'il n'a pas un « coffre » suffisant pour l'opéra, est un excellent chanteur de mélodie, à la voix fine, légère, agréablement timbrée, très sensible et subtile, avec une prononciation française parfaite. Ses interprétations de Duparc (Phydlis) et surtout de Poulenc, l'immédiateté exceptionnelle de ses attitudes (en particulier dans le Retour du sergent) étaient le meilleur hommage qu'on pouvait rendre à Pierre Bernac, à la mémoire de qui ce concours était dédié.

Les prix de la mélodie française femmes ont été décernés à deux demi-finalistes : Lora L. Culmer (Etats-Unis) et Myong-Sook Kim-Lee (Corée du Sud). Les concurrents étaient fort bien accompagnés par le Nouvel Orchestre Philharmonique, sous la direction de Yan-Pascal Tortelier, et des pianistes tels que Marie-Claude Arbelaz.

JACQUES LONCHAMPT.

Patrice Fontanarosa en nocturne

Le violoniste Patrice Fontanarosa tient tous les soirs, Salle Gaveau, une pageuse en donnant un récital seul à 23 h. 30. Mais si ce concert, au cœur de la nuit, a pu rebouter certains, il a aussi permis de créer une magie nocturne qui a ajouté au plaisir du public de fidèle qui, le 7 juin, avait eu le courage de venir entre deux orages.

A l'issue du concert l'artiste semblait satisfait de son expérience et de l'accueil réservé à ses interprétations de Ysaye, Kreisler, Honegger, Paganini, Bach, bien qu'il ait été obligé d'écourter son programme pour faciliter les retours journaliers. (Jusqu'au 17 juin.)

CINÉMA

La mort de R.W. Fassbinder

(Suite de la première page.)
L'œuvre de Fassbinder est immense, irrégulière. Combien de pièces, de films ? Plus de soixante sans doute. Sans cesse, il observe et raconte, sa lucidité ne laisse rien échapper des pièges que tendent la gloire, la misère, l'amour, l'amitié, l'égoïsme, l'admiration, la peur. C'est sa peur qu'il réinvente dans l'Allemagne d'aujourd'hui, l'isolement à l'intérieur de son corps-massif. Quand on a eu froid trop longtemps, on gèle toute sa vie.

Fassbinder se bat, se dépêche de vivre, travaille jusqu'à la folie, ne cherche pas l'éternité et pourtant : « J'espère, dit-il, vivre assez longtemps pour réaliser une douzaine de films qui recomposeraient l'Allemagne dans sa globalité, telle que je la vois. Je cherche en moi, où je suis dans l'histoire de mon pays, pour qu'elle soit allemande ».

Fassbinder, un Allemand déshérité, qui ne connaît que l'exil, qui refuse de se laisser séduire par les calmes paysages de Bavière, cette contrée dont un autre révolté, Brecht, a dit : « Ici, on ne peut pas mourir ». Fassbinder, qui a dit : « Elle ne s'applique pas seulement au film, elle s'applique à la vie ». Fassbinder écrit et dirige son premier long métrage, l'Amour est plus froid que la mort, assez mal reçu à Berlin. Mais bientôt, Katzebach attire l'attention des critiques de cinéma, remporte un prix, tandis que d'autres films réalisés pour la télévision, comme le Marchand de quatre saisons (1971) élargissent son audience. En 1970, Qu'est-ce qui fait courir R. Amok représente l'Allemagne au festival de Berlin, et remporte encore un prix.

C'est à Cannes, en 1974, qu'il reçoit la consécration internationale avec Tous les autres s'appellent Ali, récompensé par le Prix de la critique.

« Une semaine de la création » est organisée par FINA, la S.F.P., et la 16ème section du festival de Cannes des Films. Ce jeudi 10 : « La vidéo et le récit » ; samedi 12 : « Vidéo américaine, quelques réflexions ». Des tables rondes sur ces thèmes auront lieu à 19 heures, suivies des projections à 20 h 30. L'ensemble des programmes est repris le samedi 10 de 10 heures à 23 heures. (Forum des Halles - Salle Berger.)

« Le chef allemand Gustav Wand, souffrant, sera remplacé à la tête du nouvel Orchestre philharmonique de Radio-France pour la 1^{re} Symphonie de Bruckner, salle Pleyel, le 15 juin, par le Bulgare Emil Tabakov.

THÉÂTRE

« L'HISTOIRE DU SOLDAT », par Jérôme SAVARY

Le diable à la Scala

La Scala de Milan célèbre Stravinski avec deux chorégraphes (Petrouchka et l'Oiseau de feu) qui ne sont pas nouvelles, plus une création, une mise en scène de Jérôme Savary pour l'histoire du soldat, dont il y a deux ans, Dario Fo a donné une adaptation avec des joutes de musique et de texte personnels. Jérôme Savary s'en tient au poème de Rimbaud et l'illustre dans sa manière à lui, celle du Magic Circus - délicatesse luxuriante et blasée que n'écrase pas le cadre orageux de la salle légendaire - et l'immensité du plateau apportant un élément de féerie, comme une profondeur magique se superposant à la surface plane d'un livre d'images.

D'abord, dans le clair-obscur fétide de l'aube, claquent les derniers coups de feu d'une guerre rétro, défilent en contre-jour des silhouettes de piqués fatigués qu'un général retentit fait manœuvrer. En réaction contre la lassitude, l'écroulement, il se laisse emporter par sa fantaisie, organise un théâtre - qui n'est plus celui des opérations - distribue au chef d'orchestre sa baguette, au soldat son violon, à chacun son rôle. Et lui-même raconte. Une petite scène s'éclaircit, le soldat qui s'en revient chez lui marche sur place, tandis que des comédiens-machinistes font se dérouler des paysages peints sur une toile qui s'enroule. Le diable, offrant au jeune homme tous les plaisirs de la chair, le détourne à plusieurs reprises de sa route, l'entraîne au devant - sur la plateaux où naissent des merveilles de tableaux - les vaches rousses gambadeuses (la séquence a pour titre « Pastorale ») ; une jeune femme enceinte dans une robe blanche en-

tournée de patins à glace qui dansent : une extraordinaire jeu de (faux) miroirs qui multiplie le reflet du soldat et lui substitue celui du diable... (Le décor est de Michel Leboucq, les costumes sont de Michel Dussange.)

Cette histoire de brave garçon éduqué par les pièges du démon rappelle les Sept Péchés capitaux de Brecht et Kurt Weill, en plus insulaire, moraliste et, pour tout dire, assez mièvre. Mais Jérôme Savary prend appui sur la sécheresse ironique de Stravinski, craque la contradiction, joue des ambiguïtés. La nostalgia grignote la jovialité, comme si l'insouciance était une chanson ancienne dont on se souvient avec un pincement d'angoisse.

Cet affinement du style Magic Circus tient aussi aux trois protagonistes : Michel Labret (le soldat), Alain Salomon (le diable), Mario Gonzales (le diable), qui ne sont pas des « animaux tristes », ne sont plus seulement des clowns trépidants et pathétiques se jouant eux-mêmes. Ils installent une vérité immédiate qui leur permet mille inventions fulgurantes, mille nuances émouvantes ou méchantes : il y a quelque chose d'effrayant dans la façon dont Alain Salomon, général qui commande une manœuvre idiote, devient progressivement chef de troupe tyrannique, la façon dont, par son récit, il fabrique le spectacle, dont il manipule et le soldat et le diable, multiforme : grêle angélique, lutin farceur, poupée inquiétante, vieillard pervers, acteur fantastique...

COLETTE GODARD.

* Milan, les 10 et 11 juin. Puis au Festival de Carcassonne, les 5 et 6 juillet.

MECONTENTEMENT DE LA C.G.T.

L'union syndicale C.G.T. des employés et des cadres techniques et administratifs du spectacle (SNETA ET S.N.C.T.A.S.) ont publié un communiqué dans lequel ils évaluent « la plus solennelle protestation contre l'absence de concertation avec le ministère » - mais à part, précisent-ils, « le secteur des maisons de la culture ».

En effet, M. Dominique Wallon, directeur du développement culturel, a commencé une série d'entrevues avec les représentants de l'administration du spectacle. Le rapport Faure, qui conclut à l'utilité des maisons de la culture (Le Monde du 28 mai). De son côté, M. Jacques Renard, conseiller technique au théâtre, s'étonne de ce communiqué, rappelant que les représentants syndicaux sont régulièrement reçus par M. Robert Abrachad, directeur du théâtre, et que si la rencontre qui devait avoir lieu le 1^{er} juin avec M. Jack Lang, a dû être reculée, elle n'est pas pour autant annulée.

Du 11 juin au 2 juillet

Festival de la foire Saint-Germain

Le Théâtre d'Atelier du Luxembourg, animé par Jean-Louis Bihoreau, présente, du vendredi 11 juin au vendredi 2 juillet inclus, le Festival de la foire Saint-Germain avec quatre créations : « Jean Bête à la foire », de Beaumarchais ; « Le Tricorne enchanté », de Théophile Gautier ; « Narcisse ou l'Amant de lui-même », de Jean-Jacques Rousseau et, par la compagnie Jean-Marie Boyer, « Le Chasse au Shark », d'après Lewis Carroll.

Les représentations seront données, dans le sixième arrondissement de Paris, à 16 heures et à 17 heures, au Théâtre forain (angle des rues Férou et Palestro) et, à 20 h 45, au Théâtre de la mairie (78, rue Bonaparte).

Relâche le 14 juin, le 21 juin, le 28 juin, le 30 juin, le 1^{er} et le 2 juillet pour le Théâtre forain et le 13 juin, le 22 juin pour le Théâtre de la mairie.

« Le conseil d'administration de la Maison de la culture de Créteil a reconduit pour trois ans le mandat du directeur Jean Morlock. Il pourra ainsi poursuivre sa politique d'ouverture sur les différentes disciplines - danse, théâtre, musique - et élargir son implantation dans le Val-de-Marne.

EXPOSITIONS

DESSINS DE CUECO A L'ARC

Dans la nature

Avec Cueco, on plonge corps et biens dans l'herbe haute aux mille fleurs, feuilles et tiges emmêlées, d'un coin de campagne, quelque part en Corréze, où la végétation pousse dru avant l'été et la sécheresse qui craquelle la dos des moutons et couvre la sol de crottes de terre et de brindilles cassantes.

Pour qui n'a pas suivi l'artiste dans ses pérégrinations au pays natal où, il y a deux ans, il avait montré une partie des dessins exposés aujourd'hui à Paris parmi d'autres plus récents, ces œuvres de très grand format ont de quoi surprendre. Comme d'autres compagnons de route, « figuratifs critiques » mal assis dans le contexte des années 70, peu favorables aux desseins militants, Cueco a opéré un sérieux déplacement d'objectif. Crayon en main, il a fait le saut dans une réalité qui, jusque-là, lui était étrangère (plastiquement parlant) : celle de la nature-nature. Il a franchi la barrière des villes et les grilles-prisons qui structuraient ses tableaux, fait taire les meutes de chiens, s'est mis à l'écoute aventureuse du paysage.

Depuis cinq ou six ans, le peintre dessina, les pieds et la dernière dans l'herbe, sur le motif (at à l'atelier), dans le motif, le regard au plus près du sol, sans recul, sans distance, découvrant, éprouvant, avec une patiente attention, fibre après fibre, tige après tige, les lacs végétaux qui envahissent tout, remontent la long des jambes, encerclant l'œil, la tête - douce drogue, - gagnant le blanc du papier, très haut, jusqu'au bord de l'ensevelissement. Au bord salement. L'artiste, tant, mais pas fou, entretient des rapports compliqués avec le spectacle vécu et sait se ménager quelques sorties, quelques trouées, quelques blancs d'aération.

En ces années d'exploration et d'exercices au sol, en couleurs et à la mine de plomb, au trait sans ombres parfois ou à l'acrylique blanche sur papier blanc ou à l'acrylique blanche sur papier paillé doré (par le blanc), fabriqué à Uzerche, la vision de l'artiste s'est apaisée, décentrée, élargie dans la bonheur du crayon et de porter ses petits brins et bouts de champs à la puissance murale. Depuis les formats triangulaires qui limitaient tout en l'ouvrant l'espace fouillé, depuis la découverte de la mort, en filigrane dans la terre, en rappel des maquis de la Résistance : la parcours panoramique des dernières immenses toiles de papier a de quoi faire jubiler, par l'ampleur du mouvement des touffes et des semis de taches blanches défilées qui irradiant et font vibrer les fonds bruns.

C'est beau, mais il y a un risque, celui de basculer dans le charme d'un décor vita usé. L'artiste, qui est parmi les plus intelligents et les plus lucides qui soient, la sait sûrement, depuis le début. Et c'est peut-être cela aussi qui le pousse à réincarner le quotidien et la vie de l'intellectuel en griffonnant ici et là, au milieu des feuilles, quelques pensées sur l'air, à écrire des bouts de phrases, à glisser des bribes de confidences, à profiter d'un moment creux pour rappeler, comme sur un pense-bête, qu'il doit téléphoner à un tel.

GENEVIÈVE BREERETTE.

* ARC, musée d'art moderne de la Ville de Paris, jusqu'au 14 juin. Catalogue et numéro 3 des Cahiers de l'Image, où l'on peut mesurer les talents d'écriture de l'artiste.

* Le portrait de la Dame aux camélias, peint par Victor et représentant Marie Duplessis, sera mis en vente par Sotheby Park Bernet, en Sporing d'hiver de Monte-Carlo, le 14 juin, ainsi qu'une importante collection d'objets se rapportant à Alexandre Dumas père et à Alexandre Dumas fils.

* C'est du 16 au 20 juin que Carolyn Carlson reprendra son dernier spectacle, Underground, à la Maison des arts de Créteil, après le Théâtre de Paris (Le Monde du 4 juin).

RENCONTRES MEDITERRANÉENNES

Ballets du XX siècle Maurice

Béjart THALASSA

En Arles, aux Arènes le 14 juin à 22 h

Nouveau Théâtre Populaire de la Méditerranée

13, bd Duguesclin 34500 Beziers (67) 62.16.89

14 JUILLET PARNASSE

11, rue Jules-Chaplin (6^e)

326-58-00

CHARLES AZNAVOUR

TIREZ sur le

PIANISTE

MISE EN SCÈNE

FRANÇOIS TRUFFAUT

Actuellement, dans le cadre de la

« Quinzaine des réalisateurs » à

Paris, se tient une exposition des

œuvres de Frank Starowleycki

du hall de la Cinémathèque

du palais de Chailot.

PALAIS DES CONGRES

23 JUIN AU 9 JUILLET 1982 A 20H30 - RELACHE : DIMANCHE LUNDI JEUDI

LES ETOILES ET LE BALLET

OPERA

DON QUICHOTTE

CHOREGRAPHIE ET MISE EN SCENE DE RUDOLF NOUREV D'APRES MARIS PIERA

DECORS ET COSTUMES : NICHOLAS GEORGIOU - ORCHESTRE COLOMBE

LOCATION DE 12H30 A 15H AU PALAIS DES CONGRES ET PAR TELEPHONE AU 751.21.71 - AGENCES

GALERIE FINE ARTS
Hôtel Nido - 61, quai de Grenelle (15^e) - Tél. : 575-62-82
EXPOSITION D'ART ASIATIQUE DU 1^{er} AU 30 JUIN

KIM, HONG-JIP HAN, KI-CHONG KIM, SUN-DONG LEE, MOON-JUNG	KIM, JONG-WOOK KIM, JIN-DK CHOI, SEUNG-KYU	LEE, HANG-SUNG PARG, KAG-SOON MYUNG, CHANG-JUN CHOI, HAK-CHEUN
---	--	---

OUVERT DE 14 H A 20 H

SÉLECTION OFFICIELLE CANNES 1982

RICHARD WAGNER
PARSIFAL
H.J. SYBERBERG

Reproduction de l'œuvre d'art originale de Richard Wagner
pour la production de Parsifal à Bayreuth

Grammont

nouveau drouot

Hôtel des ventes, 9, rue Drouot - 75009 Paris
Téléphone : 246-17-11 - Téléc : Drouot 642260

Informations téléphoniques permanentes : 778-17-17

Compagnie des commissaires-priseurs de Paris

Les expositions auront lieu la veille des ventes, de 11 à 18 heures
sauf indications particulières

LUNDI 14 JUIN (exposition samedi 12)

S. 1. - Tableaux, bibelots, Mobilier. M^{re} Oger, Dumont.
S. 2. - Livres provenant d'Ancy le Franc. M^{re} Lamin, Gellou, Buffe-
tand, Tailleur. MM. de Groléville, Galmard.
S. 3. - Bijoux, argenterie. M^{re} Delorme. MM. Fommervant, Serret.
S. 4. - Art nouveau, art déco. M^{re} Ader, Picard, Tajan, M. Camard.
S. 5. - Armes anciennes et modernes, souvenirs historiques. Carles.
M^{re} Ader, Picard, Tajan.
S. 10. - Tableaux, instruments de musique, beaux meubles. M^{re} Langlade.
S. 13. - Tableaux, orfèvrerie. M^{re} Robert.

MARDI 15 JUIN (exposition lundi 14)

S. 5-6. - Objets d'art et d'ameublement. M^{re} Ader, Picard, Tajan.
MM. Dille, Lery-Lacaze.

MERCREDI 16 JUIN (exposition mardi 15)

S. 2. - Tableaux mod. Art déco. M^{re} Oger, Dumont.
S. 3. - Bijoux, argent, anc. et mod. Métal argenté. M^{re} Andap, Godeau, Solanet.
S. 4. - Tableaux anc. Extrême-Orient, meubles anc. Tapiserie.
M^{re} Desbordes.
S. 8. - Livres anciens et modernes. Manuscrit à peintures du
XV^e siècle, reliure d'époque. M^{re} Ader, Picard, Tajan.
MM. Guérin, Courvoisier.
S. 11. - Armes. M^{re} Buisson de Heeckeren. M. Marchal.
S. 13. - Par autor. de justice, bijoux, pierres précieuses (frais légaux
9 %). M^{re} Pescheteau, Pescheteau-Budin, Ferrier.

VENDREDI 18 JUIN (exposition jeudi 17)

S. 1. - Tableaux anc. Meubles et objets d'art. M^{re} Lamin, Gellou, Buffe-
tand, Tailleur. MM. de Groléville, Galmard.
S. 3. - A 11 h et 14 h 15, bibliothèque de M. J. de F. Livres anc. et
modernes. M^{re} Ader, Picard, Tajan. MM. Schuler et Clavreuil.
Expo. chez Experts, 17, rue de Tournon, 75006 (326-97-67) les
15 et 16 juin sur rendez-vous.
S. 6. - Sculptures, gouaches, tableaux provenant de l'anc. coll. Edouard
Marcel Sandor. M^{re} Wapler.
S. 7. - Importants tableaux anciens. M^{re} Ader, Picard, Tajan.
MM. Antouin et Herdiche.
S. 10. - Tableaux, bibelots, mobilier ancien et de style. M^{re} Andap,
Godeau, Solanet.
S. 15. - Meubles. M^{re} Boudin.
S. 16. - Objets d'art et d'ameublement des XVIII^e et XIX^e siècles.
M^{re} Ader, Picard, Tajan.

Études annonçant les ventes de la semaine :

ADER, PICARD, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 261-30-07.
AUDAP, GODEAU, SOLANET, 32, rue Drouot (75009), 770-67-68.
BINOCHÉ, 5, rue la Boétie (75008), 742-78-01.
BOISGARD, DE HECKEREN, 2, rue de Provence (75009), 770-81-36.
J. Ph. et D. BONDUR, 17, rue Drouot (75009), 770-36-16.
DELOREME, 3, rue de Valenciennes (75008), 265-57-63.
DEURBERGER, 19, bd Montmartre (75002), 261-36-50.
LANGLADE, 12, rue Descartes (75017), 227-00-91.
LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR (anciennement
RHEIMS, LAURIN), 12, rue Drouot (75009), 246-61-16.
OGER, DUMONT, 22, rue Drouot (75009), 246-96-95.
PESCHETAUD, PESCHETAUD-BUDIN, FERRIER, 16, rue de la Grange-
Batelière (75009), 770-83-38.
ROBERT, 5, avenue d'Eylau (75016), 737-95-34.
WAPLER, 16, place des Vosges (75004), 278-57-10.

VENTE AUX ENCHÈRES

Lundi 21 juin 1982
à 14 heures

SUCCESSION TOYEN

Peintures - Collages - Aquarelles - Dessins - Gravures

TOYEN (1902-1980) - Jindrich STYRSKY (1899-1942)
Karel TEIGE et divers

M^{re} Vincent F. WAPLER
Commissaire-Priseur
16 pl. des Vosges Paris 9^e
278-57-10

Exposition publique
à Drouot

Samedi 19 juin 1982
11 heures à 18 heures

SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

ELLA TELEGRAMMES, Centre
Fonctionnel (277-12-33), 18 h 30.
EN REVOIR, Athénée (742-67-27),
21 heures.
LA NOURRISSIE DES ÉTOILES,
Montreuil, salle Berthelot (838-
65-23), 21 heures.
DINER BOURGEOIS, Vincennes,
Sorane (374-73-74), 21 heures.
PIERRE PELLERIN, L'Enfer,
(543-71-16), 20 h 30.
MAISON DE POUPÉE, Centre
culturel de la 17^e (227-68-81), 21
heures.
LA FORÊT DES BIENFAITS, Es-
pace Galilée, (327-95-94), 22 heures.
REBE ROSE, Cécil, M.J.C. (899-
75-40), 20 h 30.

Les salles subventionnées et municipales

Opéra (742-57-50), 19 h 30 : Le Songe
d'une nuit d'été.
Théâtre des Champs-Élysées (Opéra)
(723-47-77), 20 h 30 : Scènes de ballets.
Comédie-Française (296-10-20), 20 h 30 :
Le Plaisir de rompre ; le voyage de
M. Perrichon.
Châtelet (727-81-15), Grand théâtre,
20 h 30 : Les Géants de la montagne ;
salle Gémier, 20 h 30 : Schiama ;
Grand foyer, 18 h 15 : La Sonate en si mi-
nor ; la Voie lactée.
TNP (797-06-06), 20 h 30 : El Comediantes.
Féris TNP (797-06-06), 20 h 30 : le
Voyage fantastique de la Tintinologie.
Comédie Caennaise (742-12-33), 18 h 30 :
Jeu de stratégie et jeu ; Théâtre,
18 h 30 : Beyond the far blue mountains.
Théâtre de la Ville (274-22-77), 18 h 30 :
Marie Clara ; 20 h 30 : Carolyn Carlson
(au Théâtre de Paris).
Carré Silvia-Monfort (531-28-34), 21
heures : Phédon.
Théâtre Molière de Paris (261-19-43),
20 h 30 : Ensemble intercontemporain,
dir. : P. Boulez (Schoenberg, Stock-
hausen, Méliani).

Les autres salles

Antoine (208-77-71), 20 h 30 : Pouché.
Atelier (606-49-24), 21 h : Le Némorin.
Athénée (742-67-27), 20 h 30 : Le cahier
triste.
Cartoucherie, Atelier du Chaudron (328-
97-04), 20 h 30 : Ballade de la femme-
santou.
Centre d'arts éclectique (258-97-62),
21 h 30 : Appel au monde.
Centre culturel du Marais (272-73-52),
20 h 30 : Bouillottes.
Chapelle Saint-Louis de la Salpêtrière
(506-12-12), 21 h : Histoire.
Clé Internationale (326-18-69), Réservoir,
20 h 30 : Le Prix Martin ; Galerie,
20 h 30 : Hors-jeu ; Grand Théâtre,
20 h 30 : Michel et ses amis.
Comédie Caennaise (742-12-33), 21 h :
Reviews d'été à l'Élysée.
Comédie des Champs-Élysées (720-
08-24), 20 h 45 : Escalier.
Comédie Intermédiaire (321-22-32), 20 h 30 :
Le Servant amoureux ; 18 h 30 et 22 h 30 :
Mammie Marcia.
Comédie de Paris (281-00-11), 18 h 30 :
Figaro suit ; 20 h 30 : Jalababé.
Doux Portes (361-49-92), 20 h 30 : la
Grosse Bertha.
Escalier d'or (523-15-10), 21 h : Dialectes
anonymes.
Espace Marais (271-10-19), 20 h 30 : la
Moquette ; 22 h 30 : le Philologue sol-
dant.
Espace Champert (758-21-34),
20 h 30 : Hamlet.
Général Mousseront (322-16-18), 20 h 15 :
Koudoukappa ; 22 h : le Jeu le plus com-
pliqué (326-63-51), 20 h 30 : Entrecu-
risme Mr. Sionne.
Grand Théâtre Montparnasse (296-04-06),
20 h 30 : Art et la peste.
Hôtel de Gallifrey (222-12-78), 18 h : Or-
lando Furioso.
Hochet (226-38-99), 20 h 15 : la Cante-
rienne ; 21 h 30 : la Légion ;
22 h 30 : l'Homme du sous-sol.
Jardin d'été (235-74-00), 18 h : Écritures
de femmes.
La Brochure (374-76-99), 20 h 30 : Un roi
qu'a des malheurs.
Lacourrière (544-57-34), Théâtre Noir,
18 h 30 : l'Œuvre des esclaves ; 20 h 30 :
le Cœur de Cécile ; le Sang des fleurs ;
22 h 15 : Sylvie Joly. Théâtre Rouge,
18 h 30 : Madame Fénélope Première ;
20 h 30 : Tchernobyl ; 22 h 15 : Une saison
en enfer ; Petite salle, 18 h 30 : Paroles
françaises ; 21 h : le Félicien.
Marie-Stuart (508-17-80), 20 h 30 : Troi-
tois.
Marigny, Salle Gabriel (225-20-74), 21 h :
le Cœur d'apprenti.
Mathurins (265-90-00), 21 h : Emballage
perdu.
Michel (265-53-21), 21 h 15 : On diters au
lit.
Michelet (742-95-22), 21 h : Joyeux
Piqués.
Montparnasse (320-89-90), 21 heures :
Trahisons ; Petite salle, 20 h 30 : le
Bier de l'oeuvrier ; 22 h : Hommage à
Pierre Dac.
Opéra (742-57-50), 20 h 45 : Qui a peur
de Virginia Woolf ?
Palais-Royal (297-59-81), 20 h 45 : Pa-
vre France !
Palisade (320-00-06), 20 h 30 : la Ca-
marade.
Poche (543-92-97), 21 h : Souvenirs du
laocao malais.
Ruebelle (288-64-44), 20 h 15 : Pas sur la
bouche.
Saint-Georges (748-63-47), 20 h 45 : le
Charlatan.
Salle Bertrand (783-64-66), 20 h 30 : les
Contes de la dame verte.
Salle des Champs-Élysées (723-35-10),
20 h 45 : le Cœur sur la main.
Salle Fontaine (322-1-02), 20 h 30 : les
Béats-cadres ; 22 h : Nous, on fait ça
sous dit de faire.

Pour tous renseignements concernant
l'ensemble des programmes ou des salles
« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
704.70.20 (lignes groupées)
(de 11 heures à 21 heures,
sauf les dimanches et jours fériés)

Jeudi 10 juin

Théâtre en Rond (387-88-14), 21 h :
Demain Jérusalem.
Théâtre de l'Épicerie (258-70-12),
20 h 30 : l'Amant.
Théâtre du Lys (327-88-61), 20 h 30 : His-
toires de bouffe.
Théâtre de la Mairie (378-50-77), 20 h 30 :
Henri IV.
Théâtre de la Mer (520-74-15), 20 h 30 :
Voulez-vous jouer avec moi ?
Théâtre des 400 Comps (633-01-21),
20 h 30 : les Pastilles ; 22 h 30 : Escorial.
Théâtre du Rond-Point (256-70-80),
20 h 30 : l'Amant anglais ; Petite
salle, 20 h 30 : Une femme, Camille
Claudel.
Théâtre 18 (226-47-47), 20 h : Arctique ;
22 h : Gaspard.
Théâtre-Bernard (523-08-40), 20 h 45 : les
Chaises.
Variétés (233-09-92), 20 h 30 : Chéri.

Les cafés-théâtres

As bec fin (256-29-35) 19 h : Théâtre chez
Léonard ; 20 h 30 : Tobu Babou ; 22 h :
le Président ; 22 h 30 : Vous descendez à
la prochaine.
Bianca-Montcaux (887-15-84), 1.
20 h 15 : Arahé ; 21 h 30 : les De-
scentes Louises ; 22 h 30 : Des balles dans
l'encier ; 22 h 15 : Embrouille-moi,
idiot ; 21 h 30 : Qui a tué Betty Grand ?
22 h 30 : Comment on va Zami ?
Café d'été (222-11-02), 1., 20 h 30 :
Tien, voilà deux bouffes ; 21 h 45 :
Mangoues d'homme ; 22 h 45 :
Praline et Berlingotte ; 21 h 45 :
L'homme, c'est comme un fruit.
Compte-Chef (372-01-73), 22 h : Par la fe-
nêtre.
L'Éclair (347-33-66), 19 h : C. Camer-
lynck ; 20 h 45 : Les voyages déformés
des rêves.
Fanal (233-91-17), 20 h : Impossibles ;
21 h 15 : Une maison en enfer.
La Gueuse (367-62-45), 21 h : la Gar-
çonne ; 22 h 30 : C. Camerlynck.
Le Petit Chapeau (278-36-50), 21 h :
Doubly... be good ; 22 h 30 : les Bas de
Hurlevent.
Point Virgule (278-67-03), 20 h 15 : Vi-
cent B. ; le Vagabond ; 21 h 30 : Da
romant sur les bords.
La Soupe (278-27-54), 21 h 30 : Pourquoi
c'est comme ça ; 22 h : J. Ansel.
Salle Saint-Martin (208-21-93), 22 h :
Dumy's Bar.
Le Trianon (887-33-82), 18 h 30 :
l'Apprenti fou.
Théâtre de Dix-Heures (606-07-48),
20 h 30 : C'est où, les Bas de Hurlevent ?
21 h 30 : Boulevard Diderot ; 22 h 30 : Ca-
rolyn Carlson.
Vieux Grille (707-60-93), 20 h 30 :
A. Burton, 22 h 30 : Fontaine et Araki.

La danse

American Center (321-42-20), 21 h :
A. Dreyfus.
Bouffes du Nord (239-34-00), 20 h 30 : le
four solitaire.
Centre Mandapa (589-61-00), 20 h 45 :
Dance.
La Forge (371-71-89), 20 h : Tanaka Min.
Galerie Oufu (271-83-65), 20 h : S. Hyo-
dan.
Palais des Congrès (758-21-78), 20 h 30 :
Théâtre de la danse Kiro de Leningrad.
Théâtre de Paris (380-09-30), 20 h 30 :
Carolyn Carlson.
Vieux Palais Koo (636-80-82), 21 h 30 :
Sous-croches.

Le music-hall

Bolide (322-74-84), 20 h 45 : Pierre Dos-
glas.
Café de Paris (874-26-22), 20 h 45 :
Dance.
Olympia (742-25-49), 21 h : E. Rondo, Son-
Carle, Los Calchak.
Palais des Glaces (607-49-93), - Petite
salle, 20 h 45 : B. Sauter.
Palais-Sports (828-40-90), 21 h : Da-
niel Balavoine.
La Tintin (377-74-39), 20 h 45 :
D. de Marynoff, A. Gay, P. Dondoux.
Théâtre de Paris (380-09-30), 18 h 30 :
M. Carz, A. Janset.
Théâtre des 400 Comps (633-01-21),
18 h 30 : Abou Chahin.
Théâtre de la Mairie (378-50-77), 21 h :
Horacio Molina.

Les concerts

Salle Gaveau, 21 h : V. Cortez ; 23 h 30 :
P. Fontanarosa (Rach, Paganini, Krei-
ter).
Salle Pleyel, 20 h 30 : Orchestre de Paris,
dir. D. Barenboim (Mozart).
Ruebelle, 18 h : S. Boullin, W. Christie
(Couperin).
Grand Auditorium,
20 h 30 : Nouvel orchestre philharmoni-
que de Radio-France, dir. E. Krivine
(Mozart, Haydn).
Hôtel de la Ville, 21 h : N. Ber-
tagne (Chopin, Ravel).
Porte de la Seine, 20 h 30 : R. Sclari,
R. Bosch, A. Grimm.
Salle-Chapelle, 21 h : Ensemble
d'Arches française, dir. A. Bernard (Bel-
lini, Dvorak, Mozart).
Crypte Sainte-Agathe, 20 h 30 : A. Devo-
laine, R. Martin (Haendel, Fauré,
Debussy, Bach).
Église Saint-Germain-des-Près, 21 h : Les
Solistes de Paris, dir. P.A. Urias.
Salle Fontaine, 21 h : Ce sera à rem-
Tal, Théâtre d'Essai (278-10-79),
20 h 30 : l'Écoute des jours ; 22 h :
Jeanne d'Arc au bûcher.
Théâtre d'Édgar (322-1-02), 20 h 30 : les
Béats-cadres ; 22 h : Nous, on fait ça
sous dit de faire.

Espace Galilée (327-95-94), 18 h 30 : Ro-
bin chair.
Festel (271-33-41), 22 h : C. Berthelot,
J.-L. Ponthieux, J. Mahaux.
Fête Juive (335-28-99), 21 h 30 :
G. Leroux, Quercy.
Fest Opéra (236-01-36), 20 h 30 :
R. Rina.
Fête, Espace, Auditorium 106, 18 h 30 :
J.-L. Chastemps, J. Di Donato,
D. Humeir.
Show-Club (233-84-30), 21 h 30 : C. Luter,
Salle Théâtre 14 (546-49-77), 20 h 30 :
Royal Tropicana Orchestra.
Théâtre Noir (797-45-15), 20 h 30 : Tan-
sition.

FESTIVAL DE L'ÎLE-DE-FRANCE
(723-48-44)
Saint-Ouen, Châtelet, 18 h : Ensemble Pa-
risien et ses chœurs, dir. : S. Callet (Gounod,
Johannes).

FESTIVAL DU MARAIS
(887-74-31)
Ensemble, 18 h 30 : J. Charby ; 22 h 15 : De
quelle faim, d'où venons ?
Ensemble d'Alman, 21 h 30 : Compagnie
Alain Gernand.

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux
moins de treize ans, (**) aux moins de dix-
sept ans.

La Cinéma-thèque

CHATELAIN (704-24-34)
15 h : Princesse Tam-Tam, de E.-T. Gre-
ville ; 19 h et 21 h : Quinzaine des réalisa-
teurs, Cannes 1982 (19 h : Ton far to go, de
F. Cook ; 21 h : les Papiers d'Aspern, de
E. de Guingues).
BEAUBOURG (278-35-57)
15 h : L'œuvre de R. Vaillant en ci-
néma : Un jeune homme seul, de J. Mail-
land ; 17 h et 19 h : Quinzaine des réalisa-
teurs (17 h : Poupées de roseau, de
J. Fehérat ; 19 h : The Scarrows, de
S. Pillsbury).

Les exclusivités

ABSENCE DE MALICE (A.L. v.a.) :
Géorgie V. 9 (562-41-46) ; (v.f.)
ALLEMAGNE MERE BLAFADE
(A.L. v.a.) : Marnie, 9 (278-47-86).
AMERICAN TOUR OF THE ROLLING
STONES 1981 (A. v.a.) : Vidéo-
cent B. ; le Vagabond ; 21 h 30 : Da
romant sur les bords.
LES ANNEES DE PLOMB (A.L. v.a.) :
Studio de la Harpe, 6 (354-34-83).
LES AVENTURIERS DE L'ARCHE
PERDUE (A.L. v.a.) : Géorgie V. 9 (562-
41-46) ; (v.f.) : 3 Histoires, 9 (770-
47-57).
BANDITS, BANDITS (A.L. v.a.) :
Cluny-Boules, 9 (254-20-12) ; - V.L. :
U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32).
LE BATEAU (A.L. v.a.) : U.G.C. Min-
imal, 9 (225-18-45).
LE BEAU MARIAGE (F.) : Gaumont-
Halle, 14 (287-49-70) ; Impérial, 9
(742-72-52) ; Hantefeuille, 6 (633-
79-38) ; Olympia-Luxembourg, 6 (633-
97-77) ; Montparnasse 83, 6 (544-
10-10) ; Montparnasse 14, 6 (544-
10-10) ; Montparnasse 15, 6 (544-
10-10) ; Montparnasse 16, 6 (544-
10-10) ; Montparnasse 17, 6 (544-
10-10) ; Montparnasse 18, 6 (544-
10-10) ; Montparnasse 19, 6 (544-
10-10) ; Montparnasse 20, 6 (544-
10-10) ; Montparnasse 21, 6 (544-
10-10) ; Montparnasse 22, 6 (544-
10-10) ; Montparnasse 23, 6 (544-
10-10) ; Montparnasse 24, 6 (544-
10-10) ; Montparnasse 25, 6 (544-
10-10) ; Montparnasse 26, 6 (544-
10-10) ; Montparnasse 27, 6 (544-
10-10) ; Montparnasse 28, 6 (544-
10-10) ; Montparnasse 29, 6 (544-
10-10) ; Montparnasse 30, 6 (544-
10-10) ; Montparnasse 31, 6 (544-
10-10) ; Montparnasse 32, 6 (544-
10-10) ; Montparnasse 33, 6 (544-
10-10) ; Montparnasse 34, 6 (544-
10-10) ; Montparnasse 35, 6 (544-
10-10) ; Montparnasse 36, 6 (544-
10-10) ; Montparnasse 37, 6 (544-
10-10) ; Montparnasse 38, 6 (544-
10-10) ; Montparnasse 39, 6 (544-
10-10) ; Montparnasse 40, 6 (544-
10-10) ; Montparnasse 41, 6 (544-
10-10) ; Montparnasse 42, 6 (544-
10-10) ; Montparnasse 43, 6 (544-
10-10) ; Montparnasse 44, 6 (544-
10-10) ; Montparnasse 45, 6 (544-
10-10) ; Montparnasse 46, 6 (544-
10-10) ; Montparnasse 47, 6 (544-
10-10) ; Montparnasse 48, 6 (544-
10-10) ; Montparnasse 49, 6 (544-
10-10) ; Montparnasse 50, 6 (544-
10-10) ; Montparnasse 51, 6 (544-
10-10) ; Montparnasse 52, 6 (544-
10-10) ; Montparnasse 53, 6 (544-
10-10) ; Montparnasse 54, 6 (544-
10-10) ; Montparnasse 55, 6 (544-
10-10) ; Montparnasse 56, 6 (544-
10-10) ; Montparnasse 57, 6 (544-
10-10) ; Montparnasse 58, 6 (544-
10-10) ; Montparnasse 59, 6 (544-
10-10) ; Montparnasse 60, 6 (544-
10-10) ; Montparnasse 61, 6 (544-
10-10) ; Montparnasse 62, 6 (544-
10-10) ; Montparnasse 63, 6 (544-
10-10) ; Montparnasse 64, 6 (544-
10-10) ; Montparnasse 65, 6 (544-
10-10) ; Montparnasse 66, 6 (544-
10-10) ; Montparnasse 67, 6 (544-
10-10) ; Montparnasse 68, 6 (544-
10-10) ; Montparnasse 69, 6 (544-
10-10) ; Montparnasse 70, 6 (544-
10-10) ; Montparnasse 71, 6 (544-
10-10) ; Montparnasse 72, 6 (544-
10-10) ; Montparnasse 73, 6 (544-
10-10) ; Montparnasse 74, 6 (544-
10-10) ; Montparnasse 75, 6 (544-
10-10) ; Montparnasse 76, 6 (544-
10-10) ; Montparnasse 77, 6 (544-
10-10) ; Montparnasse 78, 6 (544-
10-10) ; Montparnasse 79, 6 (544-
10-10) ; Montparnasse 80, 6 (544-
10-10) ; Montparnasse 81, 6 (544-
10-10) ; Montparnasse 82, 6 (544-
10-10) ; Montparnasse 83, 6 (544-
10-10) ; Montparnasse 84, 6 (544-
10-10) ; Montparnasse 85, 6 (544-
10-10) ; Montparnasse 86, 6 (544-
10-10) ; Montparnasse 87, 6 (544-
10-10) ; Montparnasse 88, 6 (544-
10-10) ; Montparnasse 89, 6 (544-
10-10) ; Montparnasse 90, 6 (544-
10-10) ; Montparnasse 91, 6 (544-
10-10) ; Montparnasse 92, 6 (544-
10-10) ; Montparnasse 93, 6 (544-
10-10) ; Montparnasse 94, 6 (544-
10-10) ; Montparnasse 95, 6 (544-
10-10) ; Montparnasse 96, 6 (544-
10-10) ; Montparnasse 97, 6 (544-
10-10) ; Montparnasse 98, 6 (544-
10-10) ; Montparnasse 99, 6 (544-
10-10) ; Montparnasse 100, 6 (544-
10-10) ; Montparnasse 101, 6 (544-
10-10) ; Montparnasse 102, 6 (544-
10-10) ; Montparnasse 103, 6 (544-
10-10) ; Montparnasse 104, 6 (544-
10-10) ; Montparnasse 105, 6 (544-
10-10) ; Montparnasse 106, 6 (544-
10-10) ; Montparnasse 107, 6 (544-
10-10) ; Montparnasse 108, 6 (544-
10-10) ; Montparnasse 109, 6 (544-
10-10) ; Montparnasse 110, 6 (544-
10-10) ; Montparnasse 111, 6 (544-
10-10) ; Montparnasse 112, 6 (544-
10-10) ; Montparnasse 113, 6 (544-
10-10) ; Montparnasse 114, 6 (544-
10-10) ; Montparnasse 115, 6 (544-
10-10) ; Montparnasse 116, 6 (544-
10-10) ; Montparnasse 117, 6 (544-
10-10) ; Montparnasse 118, 6 (544-
10-10) ; Montparnasse 119, 6 (544-
10-10) ; Montparnasse 120, 6 (544-
10-10) ; Montparnasse 121, 6 (544-
10-10) ; Montparnasse 122, 6 (544-
10-10) ; Montparnasse 123

سكنى من الأمل

SPECTACLES

*** LE MONDE - Vendredi 11 juin 1982 - Page 31

RADIO-TELEVISION

Jeudi 10 juin

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 35 Téléfilm : Ralentir... école. De A. Dhonally. Avec E. Riva, P. Doris, H. Douchamps... L'école d'un petit village est menacée de fermeture et les habitants sont contrariés. Surcouf, l'employé communal, qui est amoureux de l'institutrice.

22 h Série : Chasse à l'homme. de J. Chollet et A. Voisin : la part de l'absolu.

23 h Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20 h 35 Débat : 1 heure de vérité. De M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C.

21 h 40 Magazine : Les enfants du rock. Houbi-Houbi : Le concert des Rolling Stones, enregistré le 5 juin à Rotterdam, suivi d'une interview de Mick Jagger. Un extrait du concert de J. Gailis Band et une interview de Peter Dinklage.

23 h 15 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 Cinéma : L'Affaire Mattei. Film italien de F. Rosi (1972), avec G. M. Volonte, L. Colli, F. Graciosi, E. Jotta, E. Mariani, E. Ferrone. (Rediffusion.) Enquête pour cerner la personnalité d'Enrico Mattei, président de la Société pétrolière italienne des hydrocarbures, mort, le 27 octobre 1962, dans un accident d'avion qui était, pour-tout, un attentat. La maîtrise de Francesco Rosi dans un

reportage-fiction : traduction cinématographique d'un fait divers authentique. Le cinéaste a recherché tous les détails historiques et politiques pouvant faire comprendre le mythe Mattei. Grande interprétation de Gian-Maria Volonte.

22 h 30 Journal.

23 h Il était une fois le Festival de Cannes. Une émission de A. Halimi, avec la participation de R. Favre Le Bret.

23 h 55 Prélude à la nuit. Récital Shlomo Mintz.

FRANCE-CULTURE

20 h Le Marathon, de C. Conforti, avec l'auteur, J. Higelin et S. Frey.

21 h 48, Musique enregistrée. 22 h Bonnes nouvelles, grands classiques : « Tous les feux, le feu », de J. Cortazar, par A. Dussollier.

22 h 30, Nuits magiques : Cinéma.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30, Concert (en direct du Grand Auditorium de Radio-France) : « Adagio et fugue », « Concerto pour piano et orchestre n° 27 », de Mozart ; « Symphonie London », de Haydn, par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. E. Krivine, sol. A. Planes, piano.

22 h 30, La nuit sur France-Musique, 23 h : Studio de recherche radiophonique : contes, de Rudyard Kipling ; 0 h 5, Kurt Weill, de Berlin à New-York.

Vendredi 11 juin

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

12 h 5 Faillite : La vérité tient à un fil.

12 h 30 Les visiteurs du jour.

13 h Journal.

13 h 35 Émissions régionales.

18 h C'est à vous.

18 h 25 Un, rue Sésame.

18 h 45 Quotidien régional.

18 h 50 Les paris de TF 1.

19 h 5 A la une.

19 h 20 Émissions régionales.

19 h 45 Vous pouvez compter sur nous.

20 h 35 Variétés : Spécial Jairo au Mexique. De M. G. Carlier, avec Sylvie Varan, Michel Sardou, Maria de Lourdes, Les Mariachis.

21 h 35 Faillite : Marion. De J. Pignol. Avec M. Demongot, P. Guers, J. Ripoll... Troisième épisode. Marion, par un mariage, Marion reconstruit un puzzle qui lui est proposé sous la forme d'un bonnet accident de voiture.

22 h 30 Série : Histoires naturelles. De L. Barthe, E. Lelou et J.-P. Fleury. Tourne au sud de la Saône, dans la région de Vézou, une enquête consacrée à la chasse à courre au sanglier.

23 h Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

12 h 30 A.N.T.O.P.E.

12 h 5 Passez donc me voir.

12 h 30 Jeu : J'ai la mémoire qui flanche.

12 h 45 Journal.

13 h 35 Émissions régionales.

18 h 45 Série : La vie des autres. Portraits d'un inconnu : R. Dégé-Jimenez.

19 h 5 Série : Embarquement immédiat. La fille du directeur.

19 h 5 Magazine : Un temps pour tout. Dossier : la forêt ; Espaces pour demain ; Bizarres-bizarres : un

19 h 5 Document : Alchimie de Chagall. De D. Lecomte (doublette partie : Rediffusion). Le plafond de l'Opéra de Paris, la peinture, mais aussi la gravure, la lithographie, et puis des artistes et des décors : on retrouve Matisse, et Chagall parle de Vallard et Tardieu.

18 h 30 C'est la vie.

18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.

19 h 20 Émissions régionales.

19 h 45 Woody Woodpecker.

20 h Journal.

20 h 35 Faillite : Les invités. De J. Robert, réal. R. Pignol. Avec A. Falcon, J. Desailly, M. Londe, N. Calpin... Où la piscine accueille un traître, le cadavre du coureur Chabrier, témoin à charge pour Stann. Dans quelles eaux troubles allons-nous donc nager ?

21 h 35 Apostrophes. Magazine littéraire de B. Pivot. Vous reconnaissez-vous dans les Français ? Avec L. Chouchou (Mytho et Mégalo sont sur un bateau), F. de Closets (Toujours plus), S. et J. Lacour (En passant par la France), D. Tiffine (Le Bonheur à Souillac).

22 h 5 Ciné-club lycéale et jeune cinéma français : Les Belles Manières. Film français de J.-C. Gaudin (1978), avec H. Surprenant, E. Lenoir, M. Simonet, H. Dubamel, N. Silber. Une jeune fille, pauvre, comme employée de maison, une jeune prostituée sans travail venu de province. Elle établit avec lui un lien d'amitié, d'affection, mais un jour le garçon se rebelle contre sa « bienfaitrice ». Passionnante étude sociale, nouée autour des rapports de classes et du travail de la sexualité, de désir et d'une conduite libérale. Un film à tiroirs secrets, remarquablement interprété.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes. Vidéoclips.

18 h 55 Tribune libre. La C.F.T.C.

19 h 10 Journal.

19 h 20 Émissions régionales.

19 h 35 Dessin animé. Il était une fois Thomas.

20 h Les jeux.

20 h 30 D'accord, pas d'accord (I.N.C.).

20 h 30 Le Nouveau Vendredi : Gagner à Madrid. Une émission de R. Pignol. Reportage : M. Dhéry. Troisième épisode, réalisé à Barcelone, évoque les problèmes d'organisation, de sécurité et d'argent du Mondial. Le second se passe à Font-Romeu, où l'équipe de France est en stage ; il est suivi d'une rétrospective sur la participation de l'équipe de France en Coupe du monde au cours des années précédentes. En dernière partie, un portrait de Philippe Mahut.

21 h 35 Fête pour un pays qui meurt. Une émission d'A. Griffon, réal. A. Bonnard.

22 h 30 Journal.

23 h Prélude à la nuit. Récital Shlomo Mintz, violon.

FRANCE-CULTURE

7 h 2, Matinales : Festival de la culture à Vendôme ; l'Afghanistan ; Le star system ; Mous, cinq, avec J.-P. Pétit.

8 h, Les chemins de la connaissance : Castes et classes (le précapitalisme hindou) ; à 8 h 32, Ulysse parmi nous : le voyage imaginaire.

8 h 50, Échec au hasard.

9 h 7, Matinales des arts du spectacle.

9 h 45, Le texte et la parole : « Gershwin », avec Denis Jeam-...

11 h 2, Musiciens français contemporains : Claude Foray.

12 h 5, Agorà : Les cahiers Jean Guéhenno, avec Henri Godard.

13 h, Panorama : avec J.-F. Chappé.

13 h 30, Musiques extra-européennes : Un gamelan de cour à Java.

14 h, Soirs : Maison ma mère.

14 h 5, Un livre, des voix : « Le meilleur parti. Journal 1979-1980 », de M. Cury.

14 h 47, Les inconnus de l'histoire : Le docteur Laurent Cerise.

15 h, Contact.

16 h, Mémoires de la musique : Musique sans frontières.

16 h 30, Tournées, merveilleuses et frissons d'autrefois : La tête coupée du fantôme à la tête coupée, d'après L. Heurt.

17 h 25, Jazz à l'ancienne.

19 h 30, Les grandes avenues de la science moderne : le 200^e anniversaire du Centre national des études spatiales.

20 h, Relecture : Épisode Fronton.

21 h 30, Black and blue : Jeu de plumes.

22 h 30, Nuits magiques : contrechamp, lectures critiques sur le cinéma.

FRANCE-MUSIQUE

6 h 2, Musiques du matin : œuvres de J.-S. Bach, Haydn, Delalande, R. Strauss, Liszt, Chopin.

8 h 7, Questions Musiques.

8 h 10, D'une oreille à l'autre : œuvres de Stravinski, Gluck, Schubert, Balassa, Mozart, Sibelius.

12 h, Équivalences : Œuvres de Bach.

13 h 30, Jazz à l'ancienne.

14 h, Les enfants d'Oryctes.

15 h, Pablo Casals : de l'archet à la direction d'orchestre ; œuvres de Schubert, Beethoven, J. Brahms, Bruch, J.-S. Bach.

17 h 2, L'histoire de la musique.

18 h 30, Studio Concert (en direct du studio 106) : œuvres de Debussy, Ravel, Le Roi, R. R. Robinson, Johnson, Paladino, Huwiler, Dowland, par P. O'Dette, luth.

19 h 38, Jazz : Le clavier bien rythmé.

20 h, Musiques contemporaines.

20 h 30, Concert : (émis de Paris) : « Simple symphony » de Britten ; « Concerto pour violon et orchestre d'harmonie » de Weill ; « Chants de paysans hongrois » de Bartók ; « Sinfonietta » de Poulenc, par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. H. Soudant, soliste N. Gorkovsky, violon.

22 h 15, La nuit sur France-Musique : Les mots de Françoise Xénakis ; 23 h 5, Écrans ; 0 h 5, Musiques traditionnelles.

TRIBUNES ET DÉBATS

JEUDI 10 JUIN

— M. Roger-Gérard Schwartzberg, président du M.R.G., est invité de FR 3, à 18 h 55.

— M. Georges Marchais, est l'invité de « L'heure de vérité » sur A 2, à 20 h 45.

— M. Rémy Carle, directeur de l'équipement à l'E.D.F., et M. Haroun Tazieff sont reçus à France-inter, à 19 h 20.

VENDREDI 11 JUIN

— M. Jack Rallie, ministre de la santé, est l'invité du journal d'A 2 à 12 h 45.

— M. Jacques Taubon, député du quinzième arrondissement, est reçu au journal de TF 1 à 13 heures.

TENNIS A PARIS CET ÉTÉ

Porte d'Orléans
Meudon - La Défense

STAGES INTENSIFS
2 h 30 par jour durant 1 semaine

tennis-action - Forest Hill

246 16 55

PARIS (AIL, v.a.)

PARIS (AIL, v.a.) : Ambassade, 6 (359-19-08).

PARIS (AIL, v.a.)

PARIS (AIL, v.a.) : Ambassade, 6 (359-19-08).

PARIS (AIL, v.a.)

PARIS (AIL, v.a.) : Ambassade, 6 (359-19-08).

PARIS (AIL, v.a.)

PARIS (AIL, v.a.) : Ambassade, 6 (359-19-08).

PARIS (AIL, v.a.)

PARIS (AIL, v.a.) : Ambassade, 6 (359-19-08).

PARIS (AIL, v.a.)

PARIS (AIL, v.a.) : Ambassade, 6 (359-19-08).

PARIS (AIL, v.a.)

PARIS (AIL, v.a.) : Ambassade, 6 (359-19-08).

PARIS (AIL, v.a.)

PARIS (AIL, v.a.) : Ambassade, 6 (359-19-08).

PARIS (AIL, v.a.)

PARIS (AIL, v.a.) : Ambassade, 6 (359-19-08).

PARIS (AIL, v.a.)

PARIS (AIL, v.a.) : Ambassade, 6 (359-19-08).

PARIS (AIL, v.a.)

PARIS (AIL, v.a.) : Ambassade, 6 (359-19-08).

PARIS (AIL, v.a.)

PARIS (AIL, v.a.) : Ambassade, 6 (359-19-08).

PARIS (AIL, v.a.)

PARIS (AIL, v.a.) : Ambassade, 6 (359-19-08).

PARIS (AIL, v.a.)

PARIS (AIL, v.a.) : Ambassade, 6 (359-19-08).

PARIS (AIL, v.a.)

PARIS (AIL, v.a.) : Ambassade, 6 (359-19-08).

PARIS (AIL, v.a.)

PARIS (AIL, v.a.) : Ambassade, 6 (359-19-08).

PARIS (AIL, v.a.)

PARIS (AIL, v.a.) : Ambassade, 6 (359-19-08).

PARIS (AIL, v.a.)

PARIS (AIL, v.a.) : Ambassade, 6 (359-19-08).

PARIS (AIL, v.a.)

PARIS (AIL, v.a.) : Ambassade, 6 (359-19-08).

PARIS (AIL, v.a.)

PARIS (AIL, v.a.) : Ambassade, 6 (359-19-08).

PARIS (AIL, v.a.)

PARIS (AIL, v.a.) : Ambassade, 6 (359-19-08).

PARIS (AIL, v.a.)

PARIS (AIL, v.a.) : Ambassade, 6 (359-19-08).

PARIS (AIL, v.a.)

PARIS (AIL, v.a.) : Ambassade, 6 (359-19-08).

PARIS (AIL, v.a.)

PARIS (AIL, v.a.) : Ambassade, 6 (359-19-08).

PARIS (AIL, v.a.)

PARIS (AIL, v.a.) : Ambassade, 6 (359-19-08).

PARIS (AIL, v.a.)

PARIS (AIL, v.a.) : Ambassade, 6 (359-19-08).

PARIS (AIL, v.a.)

PARIS (AIL, v.a.) : Ambassade, 6 (359-19-08).

PARIS (AIL, v.a.)

PARIS (AIL, v.a.) : Ambassade, 6 (359-19-08).

PARIS (AIL, v.a.)

PARIS (AIL, v.a.) : Ambassade, 6 (359-19-08).

PARIS (AIL, v.a.)

PARIS (AIL, v.a.) : Ambassade, 6 (359-19-08).

PARIS (AIL, v.a.)

PARIS (AIL, v.a.) : Ambassade, 6 (359-19-08).

PARIS (AIL, v.a.)

PARIS (AIL, v.a.) : Ambassade, 6 (359-19-08).

PARIS (AIL, v.a.)

PARIS (AIL, v.a.) : Ambassade, 6 (359-19-08).

PARIS (AIL, v.a.)

PARIS (AIL, v.a.) : Ambassade, 6 (359-19-08).

PARIS (AIL, v.a.)

PARIS (AIL, v.a.) : Ambassade, 6 (359-19-08).

PARIS (AIL, v.a.)

PARIS (AIL, v.a.) : Ambassade, 6 (359-19-08).

PARIS (AIL, v.a.)

PARIS (AIL, v.a.) : Ambassade, 6 (359-19-08).

PARIS (AIL, v.a.)

PARIS (AIL, v.a.) : Ambassade, 6 (359-19-08).

PARIS (AIL, v.a.)

PARIS (AIL, v.a.) : Ambassade, 6 (359-19-08).

PARIS (AIL, v.a.)

PARIS (AIL, v.a.) : Ambassade, 6 (359-19-08).

PARIS (AIL, v.a.)

PARIS (AIL, v.a.) : Ambassade, 6 (359-19-08).

PARIS (AIL, v.a.)

PARIS (AIL, v.a.) : Ambassade, 6 (359-19-08).

PARIS (AIL, v.a.)

PARIS (AIL, v.a.) : Ambassade, 6 (359-19-08).

PARIS (AIL, v.a.)

PARIS (AIL, v.a.) : Ambassade, 6 (359-19-08).

PARIS (AIL, v.a.)

PARIS (AIL, v.a.) : Ambassade, 6 (359-19-08).

PARIS (AIL, v.a.)

PARIS (AIL, v.a.) : Ambassade, 6 (359-19-08).

PARIS (AIL, v.a.)

PARIS (AIL, v.a.) : Ambassade, 6 (359-19-08).

Y-A-T-IL UN FRANÇAIS DANS LA

SALLE ? (Fr.) (*) : Berlitz, 2 (742-60-33) ; S. M. S., 2 (326-79-17) ; Marignan, 6 (359-92-82).

Les grandes reprises

ALICE AU PAYS DES MERVEILLES (A.), Grand Palais, 15 (554-46-85) ; Napoléon, 17 (380-41-46).

L'ARNAQUEUR (A., v.a.), Studio G. le Cour, 6 (326-80-25).

AUTANT EN EMPORTE LE VENT (A., v.l.) : Hausmann, 9 (770-47-55).

AVOIR 20 ANS DANS LES AUBES (Fr.), Bercy, 15 (326-12-99).

BABY DOLL (A., v.a.), Palais Croix-Nivert, 15 (374-95-04).

LE BAL DES VAMPIRES (A., v.a.), Élysees Point Show, 6 (225-67-29).

BANANAS (A., v.a.), Ciné-Beaubourg, 2 (271-52-36) ; Paramount Odéon, 6 (325-59-83) ; Paramount City, 8 (562-45-76) ; V.F., 2 (326-83-93) ; U.G.C. Ge-...

LA BELLE AU BOIS DORMANT (A., v.l.) : U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ; Grand Palais, 15 (554-46-85) ; Napoléon, 17 (380-41-46).

BEN HUR (A., v.a.), U.G.C. Danton, 6 (325-59-83) ; Paramount Odéon, 6 (325-59-83) ; U.G.C. Ge-...

LE BON L. LAUTE ET LE TRÉJAND (A., v.a.), U.G.C. Danton, 6 (325-59-83) ; Ermitage, 8 (359-15-71) ; (v.l.) : Rex, 2 (236-83-93) ; Mont-...

LES CHARIOTS DE FEU (A., v.a.), Studio de la Harpe, 5 (354-34-43) ; U.G.C. Marbeuf, 6 (225-14-45).

LES CHEVAUX DE FEU (Sov., v.a.), Rivoli-Cinéma, 6 (272-63-32).

LE CHERIST S'EST ARRÊTÉ À EBOLI (Il., v.a.), A. Bérlioz, 13 (337-76-39).

LA CITE DES FEMMES (Il., v.a.), Rivoli-Cinéma, 6 (272-63-32).

COLLEGE (A.), Marais, 4 (278-47-56).

LE CRI DU SORCIER (A., v.a.), Desfer, 14 (321-41-01).

LE CRIME ETIAT PRESQUE PAR-FAIT (A., v.a.), Action Chrétienne, 6 (325-47-46).

2001, L'ODYSSÉE DE L'ESPACE (A., v.l.), Hausmann, 9 (770-47-55).

LES DAMNÉS (Il.-Al., v.a.), Rivoli-Cinéma, 6 (272-63-32).

DEUX NIGAUDS CONTRE FRAN-KESTEIN (A., v.a.), Action-Ecoles, 5 (325-72-07).

DODES CADDEN (Jap., v.a.), St-Lambert, 15 (312-91-68).

LE DICTATEUR (A., v.a.), Ranelagh, 16 (286-44-44).

DONA FLOR ET SES DEUX MARIS (Bré., v.a.), Desfer, 14 (321-41-01).

ELEPHANT MAN (A., v.a.), Palais Croix-Nivert, 15 (374-95-04).

LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.), Ranelagh, 16 (286-44-44).

EN MARGE DE L'ENQUÊTE (A., v.a.), Action Chrétienne, 6 (325-47-46).

FELLEN-ROMA (Il., v.a.), Champ, 5 (354-51-60).

LA FIEVRE DANS LE SANG (A., v.a.), Action Chrétienne, 6 (325-47-46).

FRANKENSTEIN JR. (A., v.l.), Opéra-Night, 2 (296-62-54).

GLISSEMENTS PROGRESSIFS DU PLAISIR (Fr.), Desfer, 14 (321-41-01).

LA GUERRE DES ÉTOILES (A., v.a.)

Gaumont-Halles, 1 (297-49-70) ; Quar-ter Latin, 5 (326-84-85) ; Marignan, 6 (359-92-82) ; V.F., 2 (326-83-93) ; Richelieu, 2 (333-56-70) ; Fau-...

LA GUERRE DES ÉTOILES (A., v.a.)

Gaumont-Halles, 1 (297-49-70) ; Quar-ter Latin, 5 (326-84-85) ; Marignan, 6 (359-92-82) ; V.F., 2 (326-83-93) ; Richelieu, 2 (333-56-70) ; Fau-...

LA GUERRE DES ÉTOILES (A., v.a.)

Gaumont-Halles, 1 (297-49-70) ; Quar-ter Latin, 5 (326-84-85) ; Marignan, 6 (359-92-82) ; V.F., 2 (326-83-93) ; Richelieu, 2 (333-56-70) ; Fau-...

LA GUERRE DES ÉTOILES (A., v.a.)

Gaumont-Halles, 1 (297-49-70) ; Quar-ter Latin, 5 (326-84-85) ; Marignan, 6 (359-92-82) ; V.F., 2 (326-83-93) ; Richelieu, 2 (333-56-70) ; Fau-...

LA GUERRE DES ÉTOILES (A., v.a.)

Gaumont-Halles, 1 (297-

150 من الال

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOI	71,00	83,50
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	24,70
IMMOBILIER	48,00	56,45
AUTOMOBILES	48,00	56,45
AGENDA	48,00	56,45
PROP. COMM. CAPITAL	140,00	164,84

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	Le m. ca. *	Le m. ca. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	40,00	47,04
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,10
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	31,00	36,45

* D'après tarifs en vigueur au moment de la parution

L'immobilier

terrains

45 km. sud Paris R.E.R. terrain résidentiel à bâtir 4000 m² prix 318.000 F. H.T. Tél. 01.32.25.77

CROISSY-SUR-SEINE

300 m. terrain. Beau terrain 800 m². grande maison. Prix 1.100.000 F. Tél. 01.32.25.77

viagers

St-Me Cécile - 3 p. ch. - 2 s. - 60.000 F. - 1400 m². occupé par 77 ans. Tél. 01.32.25.77

maisons individuelles

BLOIS (41)

Particulier vend. CENTRE VILLE. maison ancienne 180 m². ent. rénovée, ent. salon, s. à manger, ch. de nuit, 4 ch., 3 s. m. Par. jardin clos de murs. Tél. : (04) 78-58-48

LOUENES

(INDRE-ET-LOIRE)
Pav. 16, meublé, rénové, 5 pièces, 90 m². Cour - 1800 m² de la gare, face école, 50 m forêt de Sologne. P. 430.000 F. Tél. : 01.32.25.77

LE VESINET

VILLA récente style normand 5 pièces. P. 1.400.000 F. S.M.C.L. : 742-40-83

villas villas

COTE D'AZUR

Particulier vend à particulier à 5 minutes de VIDAUBAN et du Lac superbe villa plain-pied, vue magnifique dominante, coin tranquille non isolé, 184 m² habitables, séjour 51 m², 2 chambres à 27 m², chambre d'hôte avec cuisine, par. double, piscine, terrasse couverte 24 m², terrain arboré 3.850 m². P. 1.350.000 F. Ecrire : Westerbink, Les Bains, VIDAUBAN 83550. Téléphone : (94) 73-63-34

LE VESINET

Très commerciale. Charming VILLA. r. de c. + 1^{er} étage. 54, 3 ch. m. 2 b. m. S. de jour. Jardin 400 m². P. 800.000 F. AGENCE DE LA TERRASSE LE VESINET Tél. : 976-90-88

MORANGIS

A vendre Vannes, quart. résid. calme, libre vente, maison de 6 p. m. ent. rénovée, 3 ch. m. 2 b. m. S. de jour. Jardin 400 m². P. 800.000 F. AGENCE DE LA TERRASSE LE VESINET Tél. : 976-90-88

BOIS D'ARCY CTR

CALME, RECENTE, SOLIDE 5 p. m. ent. rénovée, 3 ch. m. 2 b. m. S. de jour. Jardin 400 m². P. 800.000 F. AGENCE DE LA TERRASSE LE VESINET Tél. : 976-90-88

CANNES

300 m. terrain. Beau terrain 800 m². grande maison. Prix 1.100.000 F. Tél. 01.32.25.77

propriétés propriétés

COTE D'AZUR

Dans la vallée de l'Eure A 75 km de Paris. Part. vend pavillon sur s/sol, pièce à cuisine d'été. Séjour, salon, 3 ch. m. 2 b. m. S. de jour. Jardin 400 m². P. 800.000 F. AGENCE DE LA TERRASSE LE VESINET Tél. : 976-90-88

CROISSY (78)

Beau domaine, 12 p., belles cheminées 300 m² habitables (travaux à prévoir), 150 m². eau-sol aménagée (cave à vin), 200 m². P. 2.000.000 F. Tél. 01.32.25.77

fermettes

Région Montmirail (51), part. vend 2 fermes à bâtir, non restaurées, 1.000 m². P. 1.000.000 F. Tél. 01.32.25.77

PROPRIÉTÉ DE CHASSE SOLOGNE

Chasse, vue panoramique, 1.000 m². P. 1.000.000 F. Tél. 01.32.25.77

SALLANCOURT (51)

Profession libérale vend BELLE PROPRIÉTÉ 3 ch. m. 2 b. m. S. de jour. Jardin 400 m². P. 800.000 F. Tél. 01.32.25.77

SAIGON-ET-LOIRE

BEAU DOMAINE 18 p. m. ent. rénovée, 3 ch. m. 2 b. m. S. de jour. Jardin 400 m². P. 800.000 F. Tél. 01.32.25.77

PANORAMA IMMOBILIER

COQUES-RIVES

77, avenue du Pdt Kennedy 14500 TROUVILLE
T. (31) 88-46-23

L'ORÉE DE SERVAL

POUR VIVRE AVEC OU SANS LES AUTRES

LA CHAPELLE EN SERVAL A 25 MN DE LA GARE DU NORD

A côté de la Chapelle en Serval, le beau terrain de l'Orée de Serval attend votre projet. Il vous offre, sur un terrain bordé de bois, un ensemble de maisons modernes de 144 m², chacune entourée d'un jardin privatif.

Pans n'est qu'à vingt minutes par train directs depuis Orléans. La ville est à trente minutes par l'Autogare du Nord. Serval et Chantilly sont à deux pas.

L'Orée de Serval : un lieu privilégié pour reprendre à vivre avec la nature, avec les saisons, avec soi-même, avec ou sans les autres (* trajet réalisé à 11 h du matin)

Bureau de vente : Chemin du Pont Saint Jean 60250 La Chapelle en Serval Tél. : 15 (4) 454.88.35. Ouvert les lundis, jeudis et vendredis de 14 h à 18 h. Samedi et dimanche de 11 h à 13 h et de 14 h à 18 h. Possibilité de prêt conventionné.

Je désire recevoir une documentation

Nom : _____

Adresse : _____

Téléphone : privé : _____ Professionnel : _____

Coupon à retourner : Capri, 4 place Raoul Dautry 75015 Paris. Tél. : 321.47.93.

Côte d'Azur

Baie de Cannes

298 000 F*
2 pièces
+ terrasse 10 m² + parking

A proximité des plages et du centre ville, au cœur du quartier résidentiel de Cannes-Mandelieu, une résidence de style méditerranéen. Ecrire en studios et 3 pièces. Cuisine entièrement équipée. Cédée 10, 15, 20 ans avec 5% à la réservation, soit 14900 F.

* à partir de

Bis s.a. 33, rue Galilée - 75116 Paris (1) 723.72.24

MOI

Veillez m'envoyer gratuitement votre documentation.

Nom : _____

Adresse : _____

Tél. : _____ Tél. bureau : _____

LA FONTAINE REBEVAL

Situé sur la Vallée de la Seine

Vivez un quartier d'avance sur les autres

Vivez à Paris ou à la campagne. La Fontaine Rebeval, vous offre un quartier d'avance sur les autres. C'est là que vous propose la Fontaine Rebeval un ensemble de grandes demeures, avec terrasses, bords de Seine, piscine, parc arboré, grand standing, du 2 pièces de 40 m² au 5 pièces de 120 m².

Avec la Fontaine Rebeval, vous faites du 19^e un quartier d'avance sur les autres. C'est là que vous propose la Fontaine Rebeval un ensemble de grandes demeures, avec terrasses, bords de Seine, piscine, parc arboré, grand standing, du 2 pièces de 40 m² au 5 pièces de 120 m².

Je désire recevoir une documentation - La Fontaine Rebeval

Nom : _____

Adresse : _____

Téléphone : privé : _____ Professionnel : _____

Coupon à retourner : Capri, 4 place Raoul Dautry - 75015. Tél. 321.47.93

résidence des Albères

Votre appartement du studio au 3 pièces au centre de Canet Plage et à 100 m de la mer.

Pour recevoir votre documentation, veuillez nous renvoyer votre carte de visite et un timbre.

14, avenue de la Méditerranée, 66140 CANET PLAGE
Tél. (68) 80.59.15

A CRÉTEIL (VAL DE MARNE)

le Parc de la Brèche et Résidence Orélie

Quartier de l'Ormetteau

MÉTRO CRÉTEIL PRÉFECTURE

appartements du studio au 6 pièces dont quelques duplex

financement PC (APL possible) prix fermes et définitifs à la réservation

Renseignements sur place tous les jours sauf mardi, mercredi de 14 h à 19 h. 899.40.34

159 r. Nationale 75013 Paris 584.74.21

Pour tous renseignements concernant cette rubrique RÉGIE-PRESSE

Mme P. BALAGUER, tél. 233-89-55

ETRANGER

VOTRE VILLA

Au bord de la mer sur la COSTA BRAVA pour 2 600 FF/m²

- Près des principaux centres touristiques
- Nombreux appartements et villas disponibles
- Crédit personnalisé - Location possible

Autres programmes à : Malaga-Alicante-Mallorque

Demandez notre documentation

DECESA - 87, rue de la Tour - 75016 Paris - Tél. : 504.79.31

Nom : _____

Adresse : _____

N.P. : _____ Localité : _____

50 من الأصل

une semaine avec

LE LANGUEDOC ROUSSILLON



Le Monde

Le temple et l'église

par HENRI FESQUET

SANS parler de l'éventuelle cathédrale des XII^e et XIII^e siècles et de ses chapelles romanes, le Languedoc, et tout particulièrement les Cévennes, fut le théâtre de l'épopée camisarde (1702-1704), point culminant de plus de cent ans d'affrontements religieux entre catholiques et protestants, inextricablement mêlés à des options politiques et culturelles.

Calvinistes et catholiques renaissent aujourd'hui en petit, parfois dans l'entière. Mais comment les premiers pourraient-ils se désintéresser de tant de faits glorieux ou douloureux qui ont bûné leur personnalité, détruit leurs temples, décapité leur famille ? Et pour les autres, il est impossible d'oublier que la raison du plus fort n'est pas forcément la meilleure. Entendus par les historiens du cru et par les récits des anciens, les souvenirs restent tenaces, ils donnent aux rapports humains une certaine gravité et alourdissent encore parfois les relations interfamiliales ou communales.

A l'instigation de leurs interlocuteurs, les descendants des guerriers de religion acceptent volontiers, mais avec pudeur, de se laisser entraîner sur les chemins du passé, indispensables pour saisir la situation actuelle.

Il faut se fier aux apparences. A Nîmes, qui fut un des bastions du calvinisme et que l'on appelait le « Genève du Midi », le passé aurait tort de s'évanouir de cette inscription : « Maison de saint protestant » et dans une autre rue : « Service protestant du tourisme et de l'information ». Il n'y a certes pas de « Banque du Saint-Esprit » comme à Rome, mais l'on préconise que l'académie locale contribue à faire la balance égale entre réformés et catholiques romains, de même que le conseil d'admini-

stration de la Caisse d'épargne. Pourtant, les protestants ne constituent plus aujourd'hui que 10 à 12 % de la population. Leur influence demeure sans proportion avec leur nombre.

D'une façon générale, l'exode a rudement touché les effectifs, en ville comme à la campagne, si l'on excepte quelques villages de la Basse-Lozère toujours en majorité protestants.

Quant aux cimetières, ils parlent d'eux-mêmes. Dans certains bourgs, le maire autorise les familles huguenotes qui le désirent à inhumer leurs morts dans leur propre jardin. A Montpellier, le cimetière protestant est dans une enceinte à part, comme il le fut à Alès jusqu'en 1980 ; à cette date, le mur de séparation était si croulant que l'on se résigna — un peu par économie ? — à le supprimer. Nîmes conserve les traditions ; son cimetière est totalement indépendant, géré et entretenu par l'association culturelle de l'Eglise réformée, les familles versent une cotisation volontaire de 30 F par an. Si l'on faisait un concours artistique entre les cimetières, celui-ci viendrait dans le peloton de tête.

Il faut très soigneusement songer au Grand Massif. La végétation — incomparable — a des « grâces d'été » et l'on ose dire. Sans exotisme, les tombes et les monuments sont éparpillés par le vert, les lauriers, la mousse. Les arbres ignorent la troncature et les ellipses, le gravier. On comprend que les étudiants viennent dans ce havre de paix et de fraîcheur végétale pour étudier ou pour rêver à cette phrase d'Esprit Seguir encadré par ses ennemis : « Mon Dieu est un jardin plein d'ombres et de fontaines ». Au hasard d'une allée, ils peuvent se recueillir devant le stèle de Charles Dide, économiste, enfant du terroir.

Rue Saint-Barthélemy

Mais une autre surprise attend le visiteur non initié. Pas une croix — du peu s'en faut — sur les monuments. Pour comprendre, cette « anomalie », il faut rassembler ses souvenirs historiques. Les huguenots s'étaient mis à honorer ce symbole du catholicisme brandi par leurs adversaires comme un défi à la conversion ou le signe de leur abjuration ou la consécration à la bourse.

Ce réflexe, qui équivaut en fait à gémir, et ce n'est l'ombrage, du moins l'alpha du chrétienisme, est en voie de disparition, comme le sont les croix peintes à la chaux par des catholiques sur leurs portes villageoises au titre de la liturgie paroissiale, mais aussi, dans une certaine mesure, pour faire connaître publiquement leur identité.

Mais, dès 1688, un orfèvre protestant de Nîmes eut l'idée de créer le « croix huguenote », sorte de pendentif ressemblant à la croix de Melze plus ou moins dissimulée par une décoration circulaire servant de support à une petite colonnade mobile représentant le Saint-Esprit, ou à une « lame » rappelant les langues de feu de la Pentecôte.

Le peuple protestant s'est vite enrichi de cette croix confessionnelle. Elle est toujours portée par de nombreux huguenots d'origine, et l'on cite telle menuiserie des Cévennes où les ouvriers ont choisi d'afficher ainsi leurs convictions. Ce qui, a contrario, fait penser aux mineurs du bassin d'Alès qui étaient obligés de présenter leur « billet de confession » à leur employeur.

(Lire la suite page 36.)

Alès, les Cévennes et le charbon de la dernière chance

LA haute tour de béton s'illumine brutalement ; ses façades grises, salées par la poussière de charbon, s'éclairent sous les feux du feu d'artifice. Le 11 juin est jour de fête sur le carreau du puits Destival. Les mineurs, Alès, les Cévennes, le Languedoc fêtent la victoire : un an d'occupation de la mine, douze mois d'actions spectaculaires et le « 10 mai » aidant, ils ont réussi à faire mettre un genou à terre aux puissants Charbonnages de France. Malgré tout ce qu'ils avaient pu dire et redire depuis tant et tant d'années, ceux-ci acceptent de lancer les dernières gueules noires cévennoles à l'assaut du gisement de Ladrecht au moins pour regarder si les centaines de tonnes de charbon enfouies entre Alès et La Grand-Combe sont exploitables. Le 11 juin 1982, toute une région fête un changement qui pour elle n'est pas que symbolique. Les Cévennes veulent continuer à croire que le pire n'est pas sûr.

L'industrie est aussi ancrée dans les traditions cévennoles que ses mas isolés sur les flancs du mont Lozère. Plus d'un siècle de travail en usine ou dans la mine a autant marqué les mentalités que le souvenir de l'épopée des camisards. La vie industrielle a plus façonné le paysage que l'agriculture qui n'a jamais pu être ici que de subsistance. Si l'éclavage des vers à soie, sauvé de la maladie par Pasteur, a succombé sous l'attaque des textiles modernes et de la concurrence étrangère, c'est à Salindres, aux portes d'Alès, qu'est né en 1855 l'établissement chimique qui devait donner naissance au groupe Pechiney. Longtemps même, à Alès et à Besseges, des hauts fourneaux prouvaient que la sidérurgie pouvait être fille de la houille. Car bien entendu, c'est d'abord le charbon qui fit la richesse des Cévennes.

Les grandes heures de 46

Ici, comme dans le Nord ou en Lorraine, les compagnies minières s'élevaient à un empire : le Paris-Lyon-Méditerranée fut d'abord le trio de la houille, s'arrêtant aux pieds des puits ou aux portes de « la maison des administrateurs ». Grâce à elles, les Cévennes purent rester dans leur montagne. Avant que ne fut inventée l'usine à la campagne, ici existait la mine dans la forêt. Ces heureux temps est fini ; Les

22 000 salariés des charbonnages cévennois de 1946 n'ont en 1982 que 1 100 descendants. Ni le Pas-de-Calais ni la Moselle n'ont connu une telle saignée.

Dans les Cévennes, la crise n'est pas née en 1974, mais dix ans auparavant quand M. Bettencourt, alors ministre de l'Industrie, annonça que le charbon cévenol était plus digne d'une économie moderne. C'est alors que toutes les entreprises petites et moyennes qui gravitaient autour des houillères compriment — de gré ou de force — que survie impliquait adaptation. Celles qui ont su, qui ont pu faire cet effort, étaient armées pour faire face au choc pétrolier et à ses conséquences. La conversion industrielle ne fut pas qu'une expression. Alès sur remarquablement tiré son épingle du jeu. Pour gagner la partie, elle se dota d'une équipe de choc.

Excès et usure du pouvoir

Le parti communiste s'empare de la mairie en 1965, en chassant de l'hôtel de ville un socialiste, M. Paul Beehard, victime tout à la fois de l'usure du pouvoir et des excès de sa

politique de réhabilitation urbaine. Le nouveau maire, M. Roger Rousseau, personnalité de poids dans son parti et à l'extérieur, fait alliance avec le président de la chambre de commerce et d'industrie, M. Jean Richard-Ducros, un Alésien qui d'une petite entreprise familiale de métallurgie a fait une importante affaire nationale. Et si, maintenant, l'hôtel consulaire fait figure de contre-pouvoir à la puissance du maire, à l'hôtel de ville comme à la chambre on se félicite de la « collaboration » qui les a fait, ensemble, retrouver leurs manches.

Aujourd'hui, Alès ne donne pas l'impression d'une ville au bord de la ruine : commerce puissant et dynamique, quartier ouvrier partiellement H.L.M. dominant jusqu'au chevet de la cathédrale, immenses zones industrielles. Alès a pu gagner de 2 000 à 3 000 habitants depuis 1968, malgré la quasi-disparition des charbonnages ; et le recensement qui vient de s'achever devrait montrer une quasi-stabilité par rapport à celui de 1975.

THIERRY BRENIER.

(Lire la suite page 36.)

Midi Libre, l'Indépendant : deux rois dans leur empire

Si la prospérité d'un journal se mesure à son outil de fabrication, la « forteresse » de verre et d'acier que *Midi Libre* a fait construire à 6 kilomètres de Montpellier (1) en est le signe le plus évident. Mais toute médaille a son revers : comme tant d'autres grands quotidiens régionaux qui ont dû pour cause — d'expansion quitter le centre-ville la rue d'Alger — *Midi Libre* se languit de ne plus voir ses lecteurs lui rendre spontanément visite, comme jadis.

Issu du Mouvement de libération nationale, en septembre 1944, *Midi Libre* est symbolique des luttes intestines qui, à cette époque, opposèrent des résistants de couleurs politiques différentes, soudain confrontés à la possession et à la gestion d'un organe de presse. Les socialistes, qui estimaient avoir été quelque peu floués dans cette aventure, en conservèrent une amertume certaine. M. Georges Frêche, actuel maire (P.S.) de Montpellier, n'hésite pas, dit-on, à croquer le fer avec M. Maurice Bujon, qui préside aux destinées de *Midi Libre* (2) depuis 1956. Il est non moins vrai que le quotidien montpelliérain n'a pas été d'une neutralité sans faille lors des dernières élections municipales.

Midi Libre tire à 200.000 exemplaires par jour, 215.000 le dimanche, répartis en quatre éditions, précise M. Robert Scotto, rédacteur en chef depuis trois ans — pied-noir, ancien collaborateur de l'Est républicain. « Dans la Lozère, le Gard et l'Hérault, nous sommes en situation de monopole, grâce aux accords sur les zones de vente passés avec Le Provençal, avec lequel, par ailleurs, nous faisons une édition commune dans l'Arèche ».

Aux limites de notre région naturelle, nous devons compter aussi avec la Dépêche du Midi, mais c'est surtout au sud que la concurrence est la plus chaude avec l'Indépendant de Perpignan, sur les Pyrénées-Orientales et sur l'Aude. Enfin, il y a peu de temps encore, Centre Presse, arrivait à Nîmes. Le retrait du quotidien d'Hérault du département a ouvert à *Midi Libre* un créneau potentiel de 20.000 exemplaires supplémentaires. La décision récente de Centre Presse constitue un apport appréciable pour le quotidien languedocien dont les ventes accusent, comme nombre d'autres journaux, un certain tassement. En contrepartie, M. Robert Hirsant s'est vu offrir 10% des parts de capital de *Midi Libre* (selon des sources officielles dignes de foi, « plus que ça »). Un court instant, la rédaction du quotidien a paru s'en ému.

Sans plus. La rédaction se compose de cent neuf journalistes permanents et d'une trentaine d'employés de rédaction, lesquels sont tenus d'observer, conformément à l'article 3 de la convention collective, précise M. Scotto, une certaine réserve sur l'expression publique de leur liberté d'opinion par rapport au journal. *Midi Libre* serait-il à ce point apolitique que ses rédacteurs doivent en porter témoignage ? C'est d'abord un journal d'information, précise M. Scotto, qui ne peut cependant dissimuler bien longtemps qu'il est en fait de centre droit, ce qui ne va pas sans problèmes dans une région dont la sensibilité est plutôt rosée.

Le « cas *Midi Libre* » repose essentiellement sur la personnalité de M. Maurice Bujon — par ailleurs président de la Fédération nationale de la presse française et, comme tel, interlocuteur privilégié des pouvoirs publics, quel que soit le régime en place — qui a su imposer à l'intérieur de son entreprise un « esprit maison » et un style de relations sociales qui, pour être subi, n'en semble pas moins admi. Ce label Bujon se prolongera-t-il à travers son fils — médecin, mais aussi directeur général de *Midi Libre* lorsque sonnera pour le père l'heure de la retraite ?

Siège, à travers qui ? La succession s'annonce chaude dans cette entreprise de six cent cinquante salariés.

A quelque 150 kilomètres de Montpellier, au terme d'un parcours ferroviaire tracé dans les vignobles qui s'étendent à perte de vue, l'Indépendant de Perpignan cultive religieusement sa force tranquille au cœur de la vieille capitale catalane. Depuis 1846, le titre régit sur le département. Relancé en avril 1950, il a délibérément franchi ses frontières naturelles en direction de l'Aude (à la grande fureur du *Midi Libre*) et tire aujourd'hui à 80 000 exemplaires (dont 19 000 vendus dans l'Aude).

L'Indépendant, qui emploie quatre cents personnes dont cinquante journalistes, a fait sa mutation

technologique depuis plusieurs années : la photocomposition et l'offset y règnent comme dans la plupart des quotidiens régionaux, mais « les rotatives sont plus légères ». Peu de comparaison avec la Coloman 35 que s'est offert M. Bujon pour *Midi Libre*. Il est vrai aussi que le nombre d'éditions et le tirage ne sont pas comparables.

M. Paul Chiehet, directeur-gérant de l'Indépendant, n'a pas le profil supposé du patron de quotidien départemental, branché sur les affaires de clocher : « Petit à petit, les gens se détachent de l'information locale, du bourg, il faut en tenir compte ».

CLAUDE DURIEX.

(Lire la suite page 36.)

FR 3

Journalisme électronique

LE Bureau régional d'information de FR 3 Montpellier, qui dépend de la direction régionale de Toulouse, a été le premier centre d'actualité télévisée de France entièrement équipé en caméras électroniques. Depuis mai 1979, l'expérience se poursuit. Elle avait, pour l'ancienne direction de FR 3, valeur de test pour l'équipement éventuel des autres centres régionaux. Depuis le 10 mai 1981, l'extension du système semble gelée.

« Le journalisme électronique présente des avantages incontestables, déclare M. Jacky Ovin, rédacteur en chef (un « pied-noir » qui vient de FR 3 Lille, mais dont la nomination, à Montpellier, fin 1981, semble indépendante des événements politiques). Le temps gagné par le système (pas de pellicule, pas de développement) constitue des facteurs précieux pour l'information. En outre, la qualité de l'image a séduit tout le monde. » M. Davin souhaiterait maintenant qu'on lui attribue bientôt « un petit car-régie pour faire du direct ».

La BRI de Montpellier, qui emploie quarante-cinq personnes (y compris le bureau annexe de Perpignan), dispose de trois équipes opérationnelles de quatre membres. Mais le rédacteur en chef souhaiterait pouvoir disposer d'un nombre plus important de correspondants (qui assurent 20 à 25 % du programme) et réaliser davantage de petits sujets dans le Gard, la

Lozère, l'Aude et même l'Hérault.

L'équipement en caméras électronique exigeait aussi que les équipes de reportage disposent d'un plus grand nombre de « boîtes noires » sur les récepteurs (il suffit alors de brancher la caméra électronique pour que les images soient immédiatement transmises, par voie hertzienne, au centre régional d'actualité télévisée). Mais ces boîtes noires sont du ressort de T.D.F.

Enfin — mais cela suppose des crédits pour embaucher quelques personnes supplémentaires — M. Ovin et son équipe ont d'autres projets qui sont actuellement soumis à la direction générale, à Paris. Il s'agit, d'une part, de prolonger, chaque soir, l'émission de 19 h 20 (jusqu'à 19 h 55 au lieu de 19 h 40) avec un dossier régional ; d'autre part, d'« ouvrir » l'antenne à la journaliste (13 h 30) pour un journal court, purement montpelliérain.

En attendant ce « feu vert » hypothétique — qui s'inscrirait pourtant dans la ligne politique de régionalisation affirmée dans la nouvelle loi sur l'audiovisuel — F.R.S. tente de mettre en pratique l'attitude de moindre dépendance du BRI vis-à-vis des autorités locales ou régionales. Ce qui ne va pas sans heurt, tel ce « rendez-vous manqué » lors de l'inauguration, à l'automne dernier, des nouveaux aménagements de la gare de Montpellier, qui a déclenché un accès de colère chez le maire de la ville. — C. D.

Rameau
pianos
"plus
musicaux
que jamais"
8 modèles,
28 variantes
de pianos droits
à partir de 16.000 F
En vente chez les
meilleurs détaillants

LE LANGUEDOC-ROUSSILLON

VOIX DU PAYS

Région et solidarité nationale

NOTRE pays renoue avec le Plan. La lenteur et l'incertitude de la croissance, l'inflation, l'instabilité monétaire, les révolutions technologiques, la montée de la concurrence internationale comme les problèmes d'environnement ou d'énergie sont autant d'obstacles au retour du plein emploi. Il importe d'éviter à la France un repli autarcique, sans altérer ses cohérences et ses libertés.

Les plans régionaux de développement des activités productives et de l'emploi ont ainsi joué un rôle éminent dans les prochaines années. Ils doivent permettre de diversifier sur le territoire national les activités qui favoriseront une meilleure insertion de la France dans l'économie mondiale. Ils auront à mobiliser les initiatives économiques locales afin d'élargir le champ de la planification, souvent limitée aux équipements collectifs.

La région se voit ainsi conférer la lourde responsabilité d'articuler les grands objectifs de la nation et les activités locales. Sous sa responsabilité, elle aura à associer les autres collectivités territoriales, à élargir la concertation dans toutes ses dimensions.

Cette œuvre difficile est déjà commencée en Languedoc-Roussillon. Le conseil régional, les conseils généraux et les partenaires économiques et sociaux sont déjà à l'œuvre pour définir les grandes orientations du Plan qui devraient être retenues vers le milieu 1982.

Chacun, en effet, a bien compris que seul un projet régional essentiel, sans doute la maîtrise de l'eau est-elle nécessaire, la tourisme est-il un secteur important, la fonction de carrefour, de lien entre le Nord et le Sud se concrétise-t-elle... Ce sont là des acquis qu'il faut adapter et développer, mais il importe d'aller plus loin.

D'abord, en tirant parti des ressources propres de la région en aidant l'agriculture à pénétrer nos circuits de distribution avec des produits mieux adaptés, en confirmant la vocation touristique et, particulièrement, en faisant place au tourisme social, en développant la solidarité interne pour trouver un équilibre entre la montagne et la littoral, entre l'Est dynamique de la région et l'Ouest qui s'enfonce dans la crise...

Le plan de la région fera sans doute appel à la solidarité nationale, car le Languedoc-Roussillon a longtemps fait les frais d'une politique européenne favorable aux régions du Nord, développées, en croissance forte. Mais la région affirmera aussi une double vocation. D'une part, sa vocation méditerranéenne, sa capacité à tirer parti non seulement de sa position géographique privilégiée, mais aussi des liens qu'elle a su tisser avec les collectivités du pourtour méditerranéen. D'autre part, sa capacité à développer l'économie sociale pour entraîner le monde de l'artisanat et de la petite et moyenne entreprise à construire un tissu économique original.

La région a su, dans un passé récent, tirer avantage de ses atouts. De grandes infrastructures comme le canal du Bas-Rhône-Languedoc ou l'aménagement du littoral sont venues donner corps à la vision que les régionaux s'étaient donnée de leur pays au début des années 50.

Ce passé est garant de l'avenir. Il importe aujourd'hui de conforter les acquis, de valoriser davantage les richesses traditionnelles. Mais il convient aussi, parce que la région est libre de toute inertie liée à l'amortissement de structures industrielles lourdes, d'innover, de décaler et de promouvoir tous les flots de modernité sur lesquels se construit l'économie du vingt et unième siècle, d'accueillir tous ceux, hommes, femmes, entreprises, administrations, etc., qui, au-delà des difficultés de l'heure, croient en l'avenir de cette région neuve.

La télématique, la robotique, les prothèses médicales, la chimie biogénétique... à côté des industries agro-alimentaires, sont là pour témoigner de l'innovation et de la volonté du Languedoc-Roussillon de contribuer largement à l'essor de la nation. La planification régionale en cours aura à confirmer ces choix et à définir un projet qui recouvre l'adhésion de tous.

Le conseil régional, en ouvrant le débat du plan dès aujourd'hui, entend mobiliser toutes les forces vives du Languedoc-Roussillon, afin que chacun décide, travaille et vive au pays, heureux et prospère.

JEAN-PIERRE VIGNAU.

Premier vice-président (P.S.) du conseil régional.

Le chemin de fer revient dans les voitures du T.G.V.

A l'heure de la régionalisation et de la décentralisation qu'elle implique, certains (et pas seulement les séparatistes occitans) auront peut-être tendance à considérer comme personnel le soutien avec lequel les Languedociens ont accueilli, le mois dernier, la diminution d'une heure et demie (grâce au T.G.V.) de la durée du trajet de liaison entre Montpellier, capitale régionale, et Paris.

En réalité, cette satisfaction ne relève aucunement d'un quelconque paradoxe. Elle est de la même substance que l'enthousiasme qui salue, il y a quelques années, les premiers vols d'Air Inter entre Orléans et Fréjus ou Nîmes-Garons. Et, presque à la même époque, l'ouverture de l'autoroute « la Languedocienne », qui, à partir d'Orange, greffait le réseau routier rapide méridional sur l'autoroute A 7 avec la possibilité de joindre Paris « sans feu rouge ».

Les provinciaux, et à un degré tout particulier ceux de cette région-ci, sont convaincus que l'autonomie de décision est incompatible avec le culte de la diligence et que les motifs carénas d'orange du T.G.V. peuvent constituer une bonne allégorie, non de leur sujétion au pouvoir central mais de leur indépendance.

Laissons cependant les technocrates et les politiques les sont quelquefois les mêmes) jouer avec les

qualificatifs « centrifuge » et « centripète » que mérite simultanément le dernier en date des « plus brillants fleurons de la technologie française ». Car, entre Rhône, Cévennes et Méditerranée on n'a pas, pour le T.G.V., le même regard bridé qu'on pourrait l'avoir de Tokyo.

Certes, on y apprécie de pouvoir disposer dès maintenant de trois aller-retour quotidiens sur Paris (chaque parcours en cinq heures quinze minutes) et de savoir que, dans quinze mois, ce seront sept liaisons dans les deux sens qui mettront, chaque jour, Montpellier à quatre heures quarante-huit minutes de la capitale (et Nîmes à quatre heures vingt minutes). Mais ce progrès est savoureux non pas comme un aboutissement mais comme une nouvelle étape d'une déjà très ancienne tradition de développement économique qui fait du Languedoc le partenaire historiquement privilégié du « chemin de fer ».

Une inauguration en 1839

On se souvient — et pas seulement parce que cela a été rappelé par des orateurs officiels lors des récentes baptêmes des rames Ville-de-Montpellier et Ville-de-Nîmes — que c'est en 1839 (un an avant la

mise en service de la ligne Paris-Versailles) que fut inauguré le tronçon ferroviaire expérimental Nîmes-Béziers. On s'inquiétait plus alors des dangers du rail que maintenant, et, pour la toute petite histoire, rappelez qu'une ambulance bien équipée avait été prévue en gare de Béziers pour soigner les victimes éventuelles de ce trajet de 20 kilomètres parcouru « à grande vitesse ».

Cant quarante-trois ans ont passé : les craintes ont fait place à la conviction que le rail est lié à l'essor de Montpellier et de Nîmes. D'abord parce qu'il confirme, fortifie et développe ces chefs-lieux dans leur fonction historique de points de passage et d'intersection économiques ; ensuite parce qu'il est générateur d'emplois.

MM. Frêche (P.S.) et Jourdan (P.C.), maires de ces deux villes, n'ont pas dissimulé, avec des sensibilités différentes et chacun dans son domaine territorial, que les chemins étaient pour eux des interlocuteurs privilégiés.

La nouvelle gare de Montpellier, inaugurée le 21 mai (pour la deuxième fois, mais au diable l'avenir !), et celle de Nîmes, avec son dépôt à l'électrification, étaient jusqu'à maintenant, des monuments perpétuant la mémoire du génie ingénieur et directeur du P.L.M., Paulin Talabot

(1799-1885), statué à Nîmes. Mais des monuments où le symbole avait trop de part. N'a-t-on pas constaté, en effet, lors de la dernière cérémonie ferroviaire nîmoise, que plus du quart des membres de la jeune chambre économique locale n'étaient jamais entrés dans une gare ?

Les études prospectives de la S.N.C.F., appuyées sur les résultats enregistrés déjà par le Cévenol, les trains Corail et, sur d'autres lignes, par le T.G.V., débouchent sur un optimisme réconcilié.

La vitesse l'emporte

Ak Inter ne nourrit pas d'inquiétude majeure : les « décideurs » méditerranéens seront encore nombreux à se présenter, attachés-cas en main, devant l'écran du train pour Paris. Cependant, les séductions de la grande vitesse confortable sont indéniables : fortifiées qu'elles sont actuellement par les attraits de la nouveauté.

Ce qui devrait permettre aux stations de Montpellier et de Nîmes de devenir les témoins concrets de la dynamique décentralisatrice-gouvernementale. Cela veut bien, on le considère, la symbolique d'un autre, d'une autre gare languedocienne : celle de Perpignan.

JEAN-CHARLES L'HEUREUX.

Deux rois dans leur empire

(Suite de la page 35.)

Ce qui ne veut pas dire qu'il encourage sa rédaction à se désintéresser de ces problèmes. Il reconnaît, d'autre part, que ses rapports avec M. Bujon sont parfois conflictuels, jusqu'à engager contre lui un procès, en 1981, pour distribution intensive d'exemplaires gratuits de Midi-Libre à Perpignan. M. Bujon, pour sa part, pouvait invoquer la légitime défense.

En octobre 1979 se lance un hebdomadaire, le Journal de Montpellier, né de la désertion de Sud, hebdomadaire régional que dirigeait Jacques Moléat et qui avait dû abandonner la partie en mai 1980, après une croisade hétéroclite de plus de quatre années. Avec le Journal de Montpellier, Pierre Serra — ancien « complice » de Moléat (3) — reprend le flambeau, mais en limitant strictement ses ambitions à l'agglomération montpelliéraine, forte de deux cent mille habitants. Ce qui n'empêche pas Midi-Libre d'en prendre ombrage. La bataille fait rage sur le front des recettes publicitaires, dont l'appoint est vital pour le Journal de Montpellier, à la recherche d'au moins 12 000 exemplaires vendus. Au bout d'un an, la partie semble perdue : le déficit d'exploita-

tion atteint 1 million de francs par an. C'est alors que, face à Golath, David sort sa fronde : le Journal de Montpellier cède 56 % de son capital à l'indépendant et peut ainsi poursuivre sa route avec le trentaine de personnes qu'il emploie, dont dix journalistes.

« Nous n'avons aucune rubrique nationale ni internationale, dit Pierre Serra, notre information est strictement locale. Nous tentons de « recréer » l'intérêt des gens de Montpellier sur leur ville, étant personnellement convaincu qu'il n'y a à proprement parler, de conscience régionale. »

Attention aux radios départementales

En fait, si la tentative méritoire de diversification de l'information poursuivie par le Journal de Montpellier agace Midi-Libre (leur tour depuis que l'indépendant s'en est mêlé), elle n'entame guère la position de force qu'occupe le quotidien de M. Bujon dans la région où il se rachète, en son temps, quelques périodiques (le Journal de Millau, Hérault Tribune ou

Cri Cévenol). Parmi les rares rivaux capés, mentionnons la Luzerne nouvelle, hebdomadaire départemental dirigé par M. l'abbé Buisson et diffusé à 20 000 exemplaires.

Sur le plan publicitaire, Midi-Libre fait la loi grâce à la régie qu'il partage avec l'Agence Havas, ainsi qu'à l'exploitation de journaux gratuits, tel Présence, qui, à Montpellier, à Béziers, à Nîmes et à Alès rattache l'essentiel des annonces.

Il y a bien aussi le phénomène des radios libres. On en dénombre pas moins d'une douzaine dans l'agglomération montpelliéraine, dont trois publiques. Mais la vraie concurrence, selon M. Scotti, réside dans le monde des radios départementales dont Radio-France accélère l'implantation : dans le secteur de l'information départementale (faits divers, résultats sportifs, etc.), elles constituent une menace sérieuse pour les éditions de Midi-Libre.

CLAUDE DUREUX.

Le temple et l'église

(Suite de la page 35.)

Effort plus en profondeur : l'instauration d'une catéchèse commune. En outre, les aumôniers de lycée et d'université des deux confessions entretenaient, dit-on, d'excellents rapports.

Dans les villages de l'Hérault et du Gard, c'est la personnalité du curé ou du pasteur qui est déterminante. Telle bourgade s'entretient jusqu'à une date récente le souvenir de son évêque pillé, des ornements brûlés, des vases sacrés fondus et, de l'autre côté, d'un temple incendié (1815), des ceps de vigne arrachés, des oliviers sectionnés. Depuis, les haines se sont estompées, mais l'œcuménisme est le fait d'une faible minorité.

En montagne, les enfants des deux écoles confessionnelles ne se battent plus en rangs serrés comme autrefois. L'exode a d'ailleurs agi en faveur du catholicisme, des résidences secondaires se sont construites un peu partout. Les brouilles familiales se sont atténuées. Les mariages mixtes — pierre de touche extrêmement sensible dans les Cévennes — sont moins d'objections : parfois, les deux communautés organisent des collectes charitables en commun ou même des cérémonies mixtes.

roulaient des fidèles des deux Eglises.

On déplore cependant un peu partout une grave ignorance réciproque des doctrines et des rites des deux confessions. Les protestants sont parfois à la traîne par ils sont débordés par les réformes conciliaires et se sentent menacés dans leur identité par les mutations du catholicisme.

« J'aimerais que le catholicisme protestant, nous a dit un pasteur de haute responsabilité, reflète l'évolution des pasteurs au lieu de se poser en contradicteur. » Mais la législation catholique des mariages mixtes, est sévèrement jugée par une majorité.

En Languedoc comme partout — et même plus qu'ailleurs — le rapprochement entre catholiques et protestants reste incertain, et le droit écrit ou coutumier bloque des situations plus déterminées par l'histoire que par la logique et l'évangile. La politique est en mille, les réformes étant massivement à gauche et les romains massivement à droite. Il faudra sans doute attendre que les étudiants d'aujourd'hui, entrant dans l'arène pour ce qui se modifie profondément : un clivage politico-religieux plus ou moins à bout de souffle.

HENRI FESQUET.

Déserts huguenots

RÉDUITS pendant un siècle à se terrer, à célébrer leur culte dans des grottes, des ravins ou des coins recules, les huguenots ont baptisé « désert » ces retraites précieuses et ont fait un musée (Musée de la Réformation, à Miallet), près d'Anduze, dans le Gard. La succès de ce haut lieu, d'une grande beauté, où chaque année se tient en septembre une assemblée internationale, ne cesse de grandir.

Le musée du désert ne semble point trop souffrir d'une réputation traditionnelle qui commence d'ailleurs à s'estomper. Mais il n'est guère commode de raviver le souvenir de quatre cent soixante villages exodés, d'une

douzaine de milliers de victimes de camisards brûlés, de femmes emprisonnées, de centaines de galériens, d'actes de terreur de toutes sortes, dans un coin de montagne ? Ce musée du désert est « peu à peu » devenu l'occasion d'une réflexion géographique.

Il est d'ailleurs, dans la région, des monuments, rappelant les guerres de Religion. A Castelnau-Volence, près d'Alès, une stèle commémore au bord de l'Isère, le mort, à vingt-quatre ans, en 1704, de Pierre Laporte, chef camisard tombé dans une embuscade. Epitaphe : « L'expulsion de toutes les nations ».

Alès, les Cévennes et le charbon de la dernière chance

(Suite de la page 35.)

Cette mutation ne va pas malheureusement sans inconvénient. La nouvelle industrie, contrairement à l'ancienne, n'est guère accrochée au tissu local. Ni par ses dirigeants (plus de la moitié des emplois relève de sièges sociaux installés en dehors de la région), ni par ses matières premières ni par ses débouchés. Dans une région où l'industrialisation est fortement aidée, les « chasseurs de primes » ont fait quelques ravages entraînant parfois dans leur chute quelques entrepreneurs locaux qui avaient cru en leurs belles histoires.

Plus grave, la nouvelle histoire de la région pourrait être tirée « Alès ou le désert cévenol ». Si la sous-préfecture survit, les bourgs et villages voisins meurent. Tous voient leur population s'enfuir : même les retraités préfèrent la ville et ses facilités à la solitude des baux-montagnards, à la tristesse des petites villes où la vie a disparu en même temps que la mine.

La Grand-Combe, créée de toute pièce à la fin du dix-neuvième siècle par sa compagnie minière, a eu jusqu'à dix-huit mille habitants ; elle en avait encore plus de treize mille en 1965, aujourd'hui, il ne doit rester que quelques huit mille... La fermeture de la centrale thermique du Fesch en 1981 a fait disparaître une taxe professionnelle de 3 millions de francs pour un budget de 27 millions... Rien n'est venu la remplacer si ce n'est une subvention du ministère de l'intérieur qui n'aura qu'un temps. Mais où poser les usines dans cette vallée étroite où les rares espaces utiles sont occupés par les bâtiments vétustes des charbonnages ; quelques dizaines d'ouvriers

s'y occupent encore là où des centaines s'affairaient au temps des années fastes.

Les panneaux des H.B.C.M.

Partout dans ces basses Cévennes, les houillères ont laissé les traces de leur puissance ancienne : villages en valais par des immeubles de trois étages, peu ou prou abandonnés ; hangars industriels où ne résonne plus que le bruit du vent s'engouffrant par les toits crevés, les fenêtres béantes ; bâtiments administratifs où osent encore se deviner des inscriptions magiques : « bureau d'embauche », « sécurité minière », « chemins noirs par les déchets du «dieu charbon » et encore barrés par les traditionnels panneaux rouillés « H.B.C.M. » (Houillères du bassin Centre-Midi). Là où les Charbonnages n'ont pas baissé les bras, c'est pour exploiter des mines à ciel ouvert, des « découvertes ». Les mineurs se sont faits terrassiers, transformant les vallons cévenols en paysage lunaire. Des tonnes et des tonnes de terre ocre et de cailloux noirs sont charriées par de vilains camions jaunes pour extraire quelques kilos de charbon (1 pour 30 kilos de terre). La verte forêt y perd son âme. Ici, la « conversion » ne fut qu'un mot, qu'une promesse sans suite. Le carreau moderne de Saint-Florent fut dynamité pour laisser la place à une usine Alsthom... mais les mille emplois promis ne furent rien d'autre que cent cinquante sept... dont deux mineurs.

Crise énergétique aidant, il n'était plus question pour les Cévenols de

faire table rase du passé houiller. Ladrecht fut l'ultime sursaut d'un mourant qui ne voulait pas disparaître. Curieuse histoire que celle des ces cent quatre-vingt mineurs du puits Desvial, l'avant-dernier à être ouvert dans le bassin cévenol. C'était retrouver là, au fil des mutations, tous les « durs à cuire », tous les amoureux de ce métier de bagnard, tous ceux qui avaient refusé une « conversion » comme gardiens d'usine, conducteurs de bulldozers ou... pré-retraités. Tous des militants acharnés. La C.G.T. en profita pour mener ici une de ces « opérations choc » dont elle a le secret : le puits devait être fermé. « Il est non rentable », avaient déclaré le ministère de l'industrie et la direction des Charbonnages ; le fond de la mine fut occupé sans interruption pendant plus de douze mois. « Mieux vaut du charbon français que du pétrole étranger », éclaircissaient les mineurs et leurs défenseurs. « Un trésor dort sous nos pieds dans le quartier minier de Ladrecht, il faut aller le chercher. »

La « bataille de Ladrecht »

P.C. et C.G.T. firent de cette occupation leur affaire ; interdisant à tous ceux qui n'étaient pas dans « la ligne » de s'en approcher. Il y allait du maintien de leur influence dans ce qui était — et qui reste — un de leur fief. Mais ce conflit symbolisait si bien le sursaut d'une région que, bientôt, tout le monde, chambre de commerce comprise, approuva la « bataille de Ladrecht », même si ce ne fut pas toujours de bon cœur. Le Larzac du Gard, le Plogoff du Languedoc. Refus des décisions technocratiques prises

THIERRY BRÉHIER.

مكتبة الأمل

150 من الأملي

LE LANGUEDOC-ROUSSILLON

PETITES CLASSES

Les quarante-deux chouchous du collège de Sainte-Énimie

ENTRE deux causes, comment choisir le moindre ? Pardon pour ce colportage, mais vous allez vers Mende au nord, ou vers Montpellier au sud, il vous faudra vous hisser du fond de la saignée qui sépare à vie le coussin de Sauveterre et la cause Méjan. Au bas, le Tarn, qui sera la soie verte de ses eaux, ne s'empresse guère de vous faire quitter le pays.

Sainte-Énimie est la chasse d'écureuil et de bleu tendre. Deux cents ans au village. Autour de la fontaine de la Burle où se lava de la robe du roi Dagobert. Le triple d'habitants, avec ceux blottis aux niches des 15 kilomètres de gorges et ceux du plateau, 600 mètres plus haut, où le vent mène la laine sur le dos des moutons. Pas grand monde entre deux, sur ces fines collines en terrasses, qu'on appelle, ici, « planchies » : incinérées pour mieux boire le soleil. Quelques amandiers encore, de la vigne, puis les pins noirs d'Austriche, plantés au début du siècle.

Pas facile de s'échapper de Sainte-Énimie. D'ailleurs, quand on y est, on s'y trouve plutôt bien. M. Jean-Claude Ducros, par exemple, arrivé de Mende en 1963, professeur de mathématiques au collège dont il est devenu principal il y a quatre ans. Lui et sa femme, fille du précédent directeur, se plaisent à Sainte-Énimie. Ils ne redoutent rien tant que la fermeture du collège.

Cette fermeture est « un problème qui se pose en permanence », confesse-t-il. Déjà, en 1966, il avait fallu une intervention énergique d'élus locaux à l'inspection académique pour l'empêcher. Récemment, au début du mois de mai, l'annonce de la suppression

d'un demi-poste de surveillant a ravivé toutes les inquiétudes. Les parents ont pétitionné. « S'il le faut, on se battra encore », prévient M. André Paulat, boucher-charcutier de son état et père d'une élève de cinquième. C'est qu'il ne pèse pas lourd le collège de Sainte-Énimie au trébuchet des comptables soucieux de rentabilité : il a contre lui la terre absolue : il est petit, tout petit, le plus petit de France assurément. Quarante-deux élèves, tout bien compté. Treize en classe de sixième, dix-neuf en cinquième, six en quatrième et six en troisième. Même celui de Mayrueis, à l'extrême sud du département, en rassemble davantage : cinquante-sept. Et celui de Villeneuve, dans les Cévennes, soixante-six.

Surdotés

Pour cette poignée d'élèves, dix-huit, adultes : enseignants, ouvriers, un cuisinier, un gestionnaire, une infirmière. « Si l'on applique les normes nationales, nous sommes surdotés », reconnaît M. Ducros. Mais, en deçà d'un certain seuil, les normes ne signifient plus rien. Ainsi, des surveillants. La règle habituelle est d'un pour deux cents demi-pensionnaires. Elle tombe à un pour vingt-huit à Sainte-Énimie. Mieux encore si l'on veut : la présence d'internes impose un surveillant pour le dortoir des garçons, un autre pour les filles. A raison d'un pour trente élèves. Ils sont dix internes au total à Sainte-Énimie : deux garçons qui ont tout de même leur surveillant, et huit filles, leur surveillante.

Question inévitable : si l'on fait fi des normes usuelles, pourquoi ne

pas aménager aussi le règlement et laisser les deux garçons en particulier organiser seuls leur vie extrascolaire ? Le directeur est formel : « D'accord pour mettre deux gamins en autodiscipline ; d'accord, mais occasionnellement, pas tous les soirs et toutes les nuits. N'y aurait-il pas de la lâcheté à laisser tout le temps les gosses entre eux ? »

La critère de rentabilité. M. Ducros n'a pas grand mal à le balayer. « La Lozère non plus n'est pas rentable. Elle a pourtant un préfet, une direction de l'équipement... Chaque service public y existe comme ailleurs. » Et si, au demeurant, la rentabilité n'avait elle-même quelque avantage à la petite taille de cet établissement de belles pierres qui jouxta la salle capitulaire de l'ancien monastère ? « Ici, il y a moins de gaspillage », a constaté M. Jean-Claude André, agent comptable du lycée Cheptal à Mende et de sept collèges dont celui de Sainte-Énimie.

Et puis, loin des chiffres il y a le bonheur aussi, et autre chose. Il suffit d'écouter parents, enfants et enseignants. Mme Danièle Fraisse, mère d'un élève de cinquième : « Le collège, c'est un peu la vie de famille. » Son mari, qui dirige le centre de plein air où les enfants viennent le mercredi faire du canoë, du kayak ou de la spéléologie, et qui reçoit des classes de nature d'autres établissements : « Les enfants de Sainte-Énimie sont plus calmes, ils ne cherchent pas à cogner les bûches », M. Paulat : « La drogue, tenez, on entend siffler parfois que dans les lycées ça fume, ici, s'ils fument, ça chloie, on s'en aperçoit tout de suite. » Mme Geneviève Soler,

épicière : « Les élèves sont mieux suivis. »

Ce qui n'empêche pas son fils, Guillaume, de se sentir « plus libre » à certains égards : « Un soir, j'avais terminé mon travail bien avant la fin de l'étude. Le directeur a appelé mes parents et je suis rentré. Dans un gros collège, il ne pourrait pas téléphoner à tout le monde. »

« Ici, jamais de vol »

Les enseignants eussent leur idée. Nicole Solignac, maîtresse auxiliaire d'espagnol, a exercé auparavant dans un lycée de Montpellier : « Là-bas, il y a constamment des problèmes de discipline, des vols de cyclomoteurs, des bagarres. Ici, jamais de vol, il m'est arrivé de laisser de l'argent sur mon bureau pendant l'inter-classe. » Des élèves ont confectionné un repas avec le cuisinier. « Jamais dans un gros établissement, pensa une enseignante, les cuisiniers n'accepteraient qu'on vienne tripatouiller dans les cuisines. » Mme Jacqueline Portier, professeur de français : « A Sainte-Énimie, les enseignants ne peuvent pas se tromper d'enfants lorsqu'ils parlent aux parents, comme je l'ai vu ailleurs. » Elle ajoutera surtout : « On parvient à tirer jusqu'à la troisième des élèves qui, ailleurs, ne dépasseraient pas la cinquième. »

Les jugements n'en sont pas pour autant sans nuances. Lilliput n'est pas le paradis. « Les profs sont toujours derrière nous », regrettent des élèves. « Tout se sait, tout se dit sur nous. » « On est vite repêché... » David aurait aimé apprendre l'allemand, mais le choix se limite à

l'anglais et l'espagnol. « J'aurais aimé... mais je préfère encore rester ici », Christophe, élève de troisième, estime que « six dans une classe ce n'est pas assez ; on devrait être une douzaine ». Yven résume son opinion d'une formule : « Peu nombreux, c'est mieux pour le travail, c'est moins bien pour les jeux. » La preuve : « On ne peut pas faire d'équipe de foot ! »

Nicole, la maîtresse auxiliaire d'espagnol, a demandé à revenir l'an prochain à Sainte-Énimie. La vie y est sans distraction et l'hiver bien long. « Mais on travaille avec plaisir. » Elle considère toutefois que les élèves n'ont pas l'égalité de chances, à cause de l'absence de centre de documentation, d'atelier pour l'option technologique en classe de quatrième.

Alors, quel est l'avenir du collège de Sainte-Énimie ? Faut-il la regrouper avec celui de Florac, par exemple, distant de 27 kilomètres et qui compte, lui, plus de deux cents élèves ? L'inspecteur d'académie, en résidence à Mende, y verrait un avantage, majeur à ses yeux : « Permettrait aux élèves de se froter les uns aux autres et aux enseignants d'avoir plus de contacts et d'échanges entre eux. » Mais il considère néanmoins que les petits collèges ont quelques vertus : « Et puisque la volonté de la sauvegarde existe (...), il conviendrait de leur donner les moyens de fonctionner correctement. » En s'interdisant de leur appliquer les barèmes nationaux ; en leur reconnaissant un « caractère propre », va-t-il jusqu'à dire. Une spécificité « climatique » pour certains. D'accueil d'enfants rejetés pour d'autres. En assurant aussi la gratuité du transport hebdomadaire pour les internes.

En tout cas, les habitants de Sainte-Énimie sont unanimes. Ils ne veulent pas que leurs enfants soient voués à l'internat. Comme les soixante et onze écoles de moins de six élèves qui subsistent dans le département, leur collège doit survivre. « Sinon, ce sera la décadence, prophétise un commerçant, parent d'élève. Plus aucun fonctionnaire ne voudra venir. » Et il vrai que la brigade de gendarmerie, les ponts et chaussées, la perception, grossissent la population scolaire...

La barre des soixante

M. Ducros a calculé que si tous les enfants présents à l'école primaire de Sainte-Énimie entrent au collège, l'effectif remonterait à soixante élèves l'an prochain. M. Gilbert Bouty, premier adjoint et historiographe de Sainte-Énimie, diagnostique : « Un passage à vide provisoire. » Ce natif du pays, élu depuis dix-huit ans et qui fut vigneron, distillateur de lavande, guide et contrôleur à l'aven Armand, ne parvient pas à désespérer de Sainte-Énimie. A condition, concède-t-il, que les villageois sachent profiter « de l'essor des loisirs plutôt que de l'exploitation facile du tourisme », aident le centre de plein air à se développer, à accueillir plus de classes transplantées, qu'ils organisent des vacances à thèmes (équitation, géologie...), qu'ils fassent un effort pour allonger la saison de mers à novembre. Qu'ils « prennent les choses en main », pour tout dire.

CHARLES VIAL

Maternale, un kolkhoze dans le Capcir

QUAND l'agriculture de montagne devient de plus en plus difficile, qu'adviendra la population d'un village vieillissant inexorablement, quand les finances de la commune s'évanouissent, que restera-t-il d'un village pour vivre ? En 1975 le village de Maternale, dans le Capcir, dans les Pyrénées-Orientales, est en faillite, le maire, mis en demeure de démissionner, est remplacé par M. Raymond Trilles, un conseiller municipal qui sera élu en 1977.

Pour équilibrer le budget, il est question de multiplier les impôts par huit. Il se reste, qu'un seul dévoué en activité dans la commune, la population permanente, est à peine de cent six habitants et pour la majorité des personnes âgées. Pas question d'endettement encore, plus la commune. Près d'un barrage artificiel, à quelques kilomètres du village, la commune de Maternale va vendre des terrains et créer un lotissement communal (cent, soixante-dix parcelles et un centre de vacances C.C.A.S. de trois cents lits). Les dettes sont éponges mais la mort du village n'est que différée.

Inventer, toujours inventer

Pour faire revivre l'école et commencer à inventer, la leçon de M. Raymond Trilles cherche des activités permettant surtout de créer des emplois au village et de fixer des familles. Après avoir loué, durant une année, en 1975, un bâtiment communal à un centre de ski de fond du Capcir, il décide de l'année suivante de municipaliser le centre-école afin non seulement de développer la tourisme lié au ski de fond mais aussi de créer des emplois. En 1977, M. Raymond Trilles et son équipe sont élus sur ces objectifs de maintien de la vie au village. Plus que des socialistes, on choisit l'espoir et le regain.

Le centre communal de ski de fond engendre la création de la saison 77/78 de quatre emplois permanents et d'une dizaine d'emplois saisonniers. Parallèlement la commune va s'attacher à maintenir des services.

La commune construit un bâtiment qu'elle loue pour une épicerie, met en place un programme de gîtes communaux en rachetant de vieilles maisons souvent indivises dans des héritages. Ajoutant à l'activité apportée par le tourisme maîtrisé que constitue le ski de fond, la commune s'inscrit en équilibre sur les travaux communaux. Elle achète les outils (tractopelle, bétonnières, etc.) et réalise à meilleur coût pendant l'hiver - printemps et l'automne - des travaux allant du réseau d'eau et d'égouts à la restauration des fontaines du village. Cette politique a fait passer en 1982 le nombre d'emplois permanents à sept et le nombre de saisonniers à dix (dont huit sur six mois et deux sur six mois).

A chaque fois, on essayait de répondre à des besoins de la population, la municipalité cherche à compléter ou à créer un nouvel emploi dans le village. Le résultat est perceptible le temps d'un mandat : de cent six en 1975, la population est, aujourd'hui, de cent soixante-huit personnes, et surtout la variation porte sur l'abaissement de la moyenne d'âge du village : vingt-cinq enfants de moins de douze ans, et soixante-treize personnes dont l'âge varie de dix-huit à cinquante ans.

On peut noter ici que la réouverture de l'école avait eu lieu en 1978 après un mois d'occupation des locaux par les parents d'élèves qui assurèrent eux-mêmes la classe avant d'obtenir la nomination de l'instituteur. Derrière toutes les actions de cette commune, une même volonté de maintien de l'activité et un effort pour résoudre sur place les problèmes. A tel point que

Ton parle dans les environs du « kolkhoze » de Maternale. Le seul problème actuel est la disparition totale de l'agriculture. Le tourisme qui a fait monter les prix des terrains et le cadre préservé (par rapport à des stations-champignons des environs) ont favorisé l'abandon total d'une agriculture déjà en perte de vitesse.

La municipalité ne souhaite plus d'expansion en dehors du lieu-dit et d'un périmètre très strict dans le village. Une fois de plus, c'est sur elle-même que la commune doit se tourner pour inventer son développement. Elle est en train de réaliser avec l'office départemental H.L.M. une douzaine de studios pour accueillir les travailleurs migrants qui viennent, du printemps à l'automne, travailler dans les coupes de bois des forêts avoisantes. Ces locaux serviront en hiver d'accueil supplémentaire pour les vacanciers.

Un budget multiplié par dix

La commune a su aussi, il y a quelques années, donner un coup de frein au développement de son centre-école de ski de fond, qui avait atteint une trop grande capacité. En refusant de sacrifier l'âme de son village, M. Raymond Trilles a engagé une dynamique qui se répète dans le village et chez les nouveaux arrivants. Les fêtes traditionnelles reprennent vie, des marchés locaux pour tout le Capcir ont lieu et ont été avec un succès grandissant et marquent à leur manière la réussite de ce regain. Une gestion volontariste peut sauver un village : le budget qui a été multiplié par dix, de 1975 à 1981, pourrait être la mesure pour qui ne verrait pas le bonheur de vivre dans ce village qui vit une forme d'autogestion.

JEAN-CLAUDE MARRE

Squatters de garrigues à Carrus

BERNARD et Jeannette Gaschard. Ils sont connus ici comme des loups blancs. Depuis leur installation dans les Corbières en 1966, ils sont devenus la mauvaise conscience des spéculateurs fonciers. Bernard venait de la communauté de l'Arche et Jeannette, qui était alors une dirigeante nationale de la Jeunesse ouvrière chrétienne féminine, faisait du secrétariat à Nantes. Ils se sont mariés et ont décidé de retourner à la terre. Sans le sou, mais pleins d'espoir. Après bien des recherches, ils ont déniché une propriété à vendre pour 3 000 F : une bouchée de pain. Carrus, au fond de la vallée de Jonquières, dominée par le plateau de Lacamp, ne valait guère plus. Quelques pierres envahies par les ronces, 17 hectares de garrigues impénétrables, plus de chemin d'accès, pas d'eau. Plus personne ne passait plus par là, à l'exception des chasseurs de sanglier.

Les environs sont déserts, livrés aux bûcherons épiques, mais les Gaschard vont l'apprendre très vite, l'abandon n'est qu'apparent. Deux personnes en réalité se partagent la vallée, annoncée leur domaine réservé : l'une est le célèbre couturier Paco Rabanne, l'autre un architecte parisien, Claude Joubert. L'arrivée des Gaschard les étonne. Ils croyaient avoir tout acheté dans le secteur et découvrent soudain que près de 20 hectares leur échappent. Les premiers temps sont toutefois encourageants. Puisque Carrus est en ruine, ils proposent aux nouveaux venus de leur échanger ce domaine enclavé dans leurs terres contre une « campagne » voisine, la Bernède. Les Gaschard acceptent, s'installent à la Bernède, restaurent l'habitation, font venir l'eau d'une source voisine et commencent à élever des chèvres. Un enfant naît, trois autres viendront au fil des ans. Mais le climat s'est depuis longtemps détérioré entre les trois propriétaires de la vallée. Car, lorsque la Bernède est

devenue habitable, Claude Joubert et Paco Rabanne ont prié les Gaschard de partir. Ils sont trop encombrés ces gens qui mènent une vie de pauvreté, travaillent durement, attirent de nombreux hippies et respirent le bonheur de vivre.

Le temps des procès commence. Les Gaschard ne se laissent pas faire. Ils obtiennent le soutien des élus de gauche, des vétérans, des militants occitanistes. Ils sont pourtant obligés de repartir de zéro en s'installant définitivement à Carrus qu'à force de courage ils remettent pierre par pierre sur pied.

A qui la terre ?

Écourté par tant de résistance, Paco Rabanne vend sa propriété en 1971 à un autre Parisien, le comte d'Alençon. Ce dernier à son tour tentera d'éliminer les Gaschard en mettant en question les limites de leur propriété. Il n'aura pas le dernier mot. Après plusieurs procès, des manifestations en faveur de ceux qui sont devenus les « éleveurs des Corbières », il vendra à son tour en 1979 une terre où il n'a pratiquement jamais mis les pieds.

« Ils ont prouvé qu'on peut vivre ici », dit Jean Vialade, l'un des chefs de file de la viticulture autochtone, à propos des Gaschard. Mais à quel prix ? Ils n'ont jamais cessé de lutter pour cela et, alors qu'ils auraient pu savourer leur victoire et vivre désormais dans la paix, ils ont continué à se battre pour faire échec à la spéculation foncière dans une zone désertique que les promoteurs du tourisme, après avoir envahi le littoral, se sont mis à convoiter.

Leur présence dans la vallée de Jonquières est le symbole d'un combat qui n'est pas désespéré pour que la terre reste ou revienne à ceux qui la travaillent. Elle a rendu espoir à de nombreux jeunes Autois qui ont décidé de « vivre au pays ».

Mais une nouvelle menace pèse sur les Gaschard. La construction d'un barrage est envisagée sur la commune de Saint-Martin-des-Puits. La plupart des terres de la vallée de Jonquières seraient alors inondées et le plan d'eau ainsi créé deviendrait un lieu de loisirs. Une fois de plus les Gaschard sont le grain de sable qui peut faire échouer le projet. Ils sont les seuls propriétaires à habiter dans la vallée. Les centaines d'hectares restants sont incultes et appartiennent à des résidents occasionnels tels que MM. Gaudiffé (230 hectares à lui seul), Claude Joubert (30 hectares) et Alain de Bougrenet de la Tocnaye. Or ce dernier met en vente ce domaine de la Bernède. Les acheteurs éventuels sont des pharmaciens de Boulogne. Les Gaschard décident d'intervenir. Pour faire échec au plan d'eau, il faut rendre à la vallée de Jonquières, dans la mesure du possible, sa vocation agricole. Mais la Bernède n'a pas échappé à la spéculation. Cette propriété de 90 hectares avait été vendue 6 000 F en 1964, par ses derniers habitants. Depuis, ses propriétaires successifs l'ont payée 40 000 F en 1966, 80 000 F en 1971 et 300 000 F en 1978. La parcelle mise en vente en 1981 pour 215 000 F ne compte que 20 hectares.

Les Gaschard ne perdent pas leur temps. Ils lancent un appel à travers les syndicats professionnels et auprès de leurs nombreux amis pour constituer un G.F.A. (groupement foncier agricole) qui puisse racheter la somme nécessaire pour acheter la Bernède. La SAFER évalue la valeur agricole de la terre en vente à 95 000 F, mais ce prix est révisé par le ministère des finances qui le porte à 150 000 F - ce raisonnement est retombé économique du tourisme ». La SAFER préemptera en faveur du G.F.A., et les Gaschard pourront ainsi bienôt « sauver la Bernède ».

BERNARD REVEL

CONSEIL REGIONAL DU LANGUEDOC-ROUSSILLON
20, RUE DE LA REPUBLIQUE - 34000 MONTPELLIER - TEL. (67) 58/05/58

AFFIRMER L'ORIGINALITE DE L'AGRICULTURE MERIDIONALE POUR LA DEVELOPPER, VIVRE ET TRAVAILLER AU PAYS. STOP

SIGNÉ : EDGAR TAILHADES, PRESIDENT DU CONSEIL REGIONAL

LE LANGUEDOC-ROUSSILLON

LOZÈRE : les enfermés du Gévaudan

LES records, la Lozère les accumule, tantôt avec plaisir, tantôt avec agacement. D'abord, et ce n'est pas le moindre, elle est le département le moins peuplé de France, avec environ 72.000 habitants (les responsables lozériens attendent avec quelque inquiétude les résultats du recensement). Record de l'altitude moyenne (mille mètres) pour ce département de montagne qui culmine à 1.700 mètres avec le mont Lozère. Record de scolarisation et notamment de scolarisation dans le secteur privé : un peu plus de la moitié des enfants du second degré, un peu moins de la moitié de ceux du premier degré, fréquentent les écoles libres. Record de la non-criminalité, presque nulle. Record pour la résistance à la crise économique en 1981. Drôle de département, la Lozère. Drôle de « pays », plutôt, comme on dit ici, pays du Gévaudan, célèbre grâce à sa « bête », un loup-cervier qui, selon la légende, aurait dévoré une cinquantaine de personnes dans les années 1760, mettant le royaume de France en émoi. Pays composite, déformant, où le paysage change d'aspect. Depuis l'Anbrac et ses monts volcaniques au nord, la Margeride et ses granits à l'est, les massifs schisteux des Cévennes au sud et les plateaux calcaires des Causses à l'ouest : causses de Sauveterre, causses Noires, causses Méjean où la densité de population n'excède parfois pas deux habitants au kilomètre carré. Record...

Dans ce pays, rien n'est comme ailleurs, pas même les villes. La capitale départementale, Mende (12.000 habitants), ressemble à une douce sous-préfecture, la sous-préfecture, Florac, à un agréable chef-lieu de canton. Quant aux chefs-lieux de canton, ce sont des villages, et les villages des hameaux. La société de Lozère est une société de hameaux d'où, au fil des ans, la population a pris la poudre d'escampette : il y avait 150.000 habitants

en Lozère en 1850. Au train où vont les choses, les statistiques officielles prévoient qu'il en restera 50.000 pour l'an 2000. Alors, faut-il céder au pessimisme et écrire, comme le fait Jean-Pierre Chabrol à propos des Cévennes : « Ce n'est rien qu'un petit pays d'épopées, un tout petit pays où les destins du monde infini se sont croisés, un petit pays incapable de changer, qui se laisse crever, qui ne survit plus qu'à l'état d'âme » ? Pour conjurer les mauvais sorts, les Lozériens ont trouvé un mot magique, qu'ils répètent et utilisent comme ils le feraient d'une méthode Coué : « désenclavement ». Quand le désenclavement sera réalisé, disent les élus et les responsables socio-économiques, la Lozère, enfin, pourra « décoller ». Il est vrai que, coïncidence entre le Massif Central et la côte du Languedoc, la Lozère a été depuis un siècle la grande oubliée des moyens de communication. La ligne de chemin de fer Paris-Béziers ne dessert pas Mende, mais s'arrête à trente kilomètres de là, à Marvejols, où il faut attendre la correspondance, un autorail qui se rend dans la « capitale » quatre fois par jour. Mende se trouve ainsi reléguée à douze heures de Paris.

Pauvre nationale 88

Par la route, ce n'est guère plus brillant : hormis la nationale 9, Clermont-Ferrand-Béziers, qui borde l'ouest de la Lozère du nord au sud, le réseau routier laisse pour le moins à désirer. La nationale 88, transversale, qui conduit de Mende au Puy et à Saint-Étienne, réserve des conditions de circulation particulièrement difficiles : au cours de l'hiver 1980-1981, les barrières de dégel sont restées en place six semaines.

La chambre de commerce et d'industrie avait bien essayé, à la fin des

années 70, d'ouvrir un aéroport à Mende, mais faute de voyageurs (seulement trois mille par an), le déficit se creusa et l'État ne voulut pas le combler. L'aéroport domine, mais il ne sert plus qu'à des avions privés. Désenclavement, donc, encore et toujours. Pour que Mende ne soit plus qu'à quatre heures de Lyon, à trois heures de Nîmes, de Clermont et surtout de la capitale régionale, Montpellier : « Quel autre chef-lieu de département, est aussi éloigné de sa capitale régionale ? », Lequel, en effet ? Mais désenclaver n'implique pas les mêmes solutions pour tout le monde. Les uns souhaitent une ouverture vers Albi, Nîmes et la Méditerranée, les autres, un passage facile vers Saint-Étienne et Lyon. Autrement dit vers le T.G.V.

Tout le monde feint donc de croire que le désenclavement règlera tous les problèmes. Pour guérir la Lozère, que les livres consacrés à la région Languedoc-Roussillon qualifient de pays « exsangue », les « médecins » devront essayer quelques autres traitements. Heureusement, de médecins, la politique locale n'en manque pas. L'histoire politique de la Lozère est étroitement liée à sa géographie. Traditionnellement, le nord du département est conservateur et catholique, tandis que le sud (les Cévennes) est « rouge » et protestant.

Au tout début du dix-huitième siècle, les Cévennes s'opposent au pouvoir central lors de la révolte des Camisards. Dès 1789, les Cévennes élitent révolutionnaires : un peu plus tard, elles devenaient bonapartistes avant d'élire deux députés républicains en 1848.

L'Anbrac, au contraire, était sensible en 1792 aux échos de l'insurrection vendéenne, à l'influence de la noblesse et du clergé, qui resta royaliste jusqu'en 1892, ce qui autorisa le préfet de l'époque à traiter en 1886 l'évêché de « seul comité réactionnaire permanent ». Puis, la Lozère est tombée sous le coupe des médecins : de Théophile Roussel, député de Florac en 1883, à Jacques Blanc, l'actuel leader départemental de l'opposition (que l'on appelle « Monsieur le docteur Blanc »), jusque dans les colonnes de la presse locale, la vie politique a toujours regorgé de médecins : on en compte huit dans l'actuel conseil général, sur vingt-cinq membres, contre seulement deux agriculteurs. C'est sans doute à tous ces médecins que l'on doit l'exceptionnel équipement de la Lozère en établissements gérontologiques et psychopédagogiques, ainsi que la création de neuf hôpitaux publics ou privés.

De 1958 à 1981, la Lozère est devenue légitimiste. Et quoi de plus normal, quand on compte sur son territoire des communes qui ont nom Le Pompidou, Chirac ou Barredes-Cévennes ? Le 10 mai 1981, la Lozère accordait 59,42 % de ses suffrages à M. Giscard d'Estaing. Record, toujours. Les deux députés et le sénateur sont membres de l'U.D.F., ainsi que le président du conseil général, le nouvel homme fort du département : M. Joseph Caupert. Un vrai Lozérien, disent les connaisseurs : un brin austère, difficile à cerner, mais saisi par instants d'éclats de chaleur et d'humour.

Au conseil général, qui ne compte ni membre du R.P.R. ni membre du parti communiste, la gauche compte cinq représentants : trois sont au parti socialiste, deux sont « divers gauche ». Et c'est un « divers gauche » que l'assemblée départementale d'opposition, par sonci d'ouverture, a élu second vice-président, le premier vice-président étant une femme. Pas si conservatrice que ça, la Lozère...

Refuser le départ vers la ville

Le premier diagnostic de nos « médecins » portera sur l'agriculture, traditionnellement principale ressource de la Lozère et qui emploie 32 % de la population active. Certes, la Lozère n'est pas la Beauce, que l'on cite souvent dans les campagnes lozériennes comme un pays de paradis. L'agriculture lozérienne, plus modeste, est basée sur l'élevage : ovins dans les Causses et la Margeride, bovins dans l'Anbrac et la Margeride, caprins dans les Cévennes. Le nombre des exploitations, qui avait baissé de 3,1 % entre 1955 et 1970, et de 2,8 % entre 1970 et 1980, se stabilise aujourd'hui autour de 4.200 ; entendent 4.200 exploitants à l'heure de la défection, qui avait d'abord touché les Causses, est cruciale aujourd'hui en Margeride.

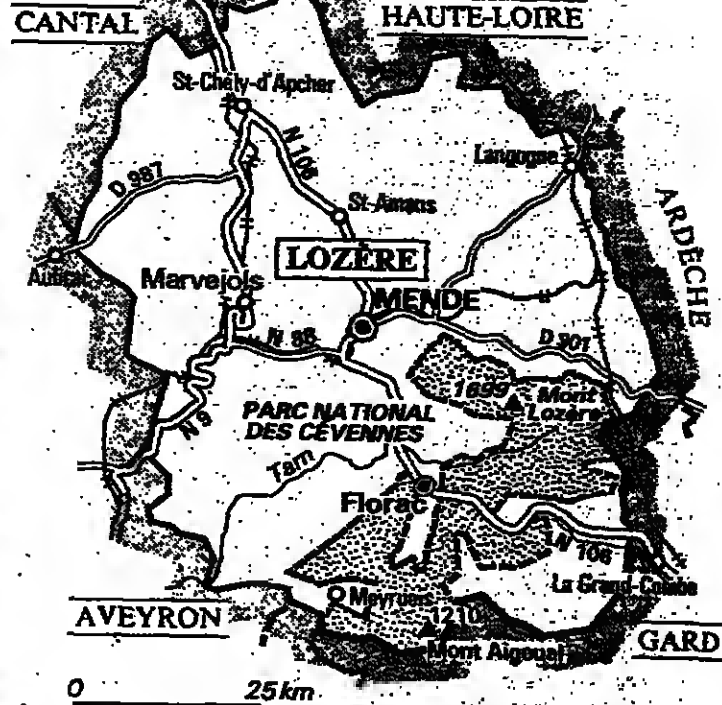
Parce qu'ils sont individualistes, les agriculteurs lozériens ont longtemps bésité, d'une part, à emprunter, d'autre part, à mettre en commun leurs techniques et leurs machines. Mais l'espoir restait lentement. Le Crédit agricole gère en effet 1 million de francs de crédit, et les prêts aux jeunes agriculteurs ont quadruplé en trois ans. Pour 8 %, les exploitants et pour 19 %, les actifs ont moins de trente-trois ans. D'ici dix ans, près de 50 % des exploitants, atteints par la limite d'âge, devront céder la place. Reste à savoir, s'inquiètent les jeunes agriculteurs, si ce sera pour voir se créer réellement de nouvelles exploitations, ou simplement, s'agrandir des exploitations déjà existantes.

C'est que, en 1982, les jeunes Lozériens veulent, comme le suggère naguère un slogan politique, « vivre et travailler au pays ». S'il y a dix ans, partir à Montpellier (ou, à plus forte raison, à Paris) constituait un brevet de réussite, c'est aujourd'hui le fait de s'installer en Lozère qui est considéré comme une réussite, voire un exploit. D'ailleurs, pensent un certain nombre de jeunes, à quoi bon partir « à la ville », si c'est pour aller y grossir les rangs des files d'attente de l'A.N.P.E. ?

En réponse aux pessimistes pour lesquels « ce pays est en train de crever », d'autres relèvent le gant et prétendent qu'« on vit mieux ici qu'à Montpellier ». A ceux pour qui « la Lozère est loin du monde », certains objectent en avant ce privilège : « Ici, chaque homme compte, on ne se dilue jamais dans la masse ».

Et, quoi qu'on dise — car si elle est le département des records, la Lozère est aussi le département des mythes — la population n'est pas aussi pauvre qu'on le prétend. Le département est pauvre, certes, avec un manque évident de matières premières, mais les Lozériens, si l'on en croit le Crédit agricole et la Caisse d'épargne, ont plus d'un sou dans leur sac d'économies chèrement gagnées.

L'agriculture en difficulté, l'industrie aurait pu prendre la relève et assurer l'avenir de la Lozère. Mais, toujours à cause de l'enclavement, les industriels hésitent à venir s'installer dans le département, à moins d'y avoir des attaches préalables, ou de sérieuses motivations. Il faut comprendre. Tous les coûts de production sont 25 % plus élevés qu'ail-



leurs, en raison de l'état des routes, et de la longueur des hivers. Et ce ne sont pas les propos désabusés de tel responsable de la chambre de commerce et d'industrie qui reversement de côté la vapeur. En Lozère, la taille des entreprises constitue, elle aussi, une manœuvre de record : dix entreprises seulement ont plus de cinquante salariés, et quatre plus de cent salariés. Les deux plus importantes sont Creusot-Lore, qui emploie 397 personnes, et Saint-Chély-d'Apcher, et la Compagnie française d'uranium avec 218 employés, à Châteauneuf-de-Randon.

Mais peut-être ne faut-il pas vouloir à tout prix installer de grandes industries en Lozère, là où l'artisanat se porte plutôt bien et où il convient avant tout de rester à l'échelle du département. C'est ce que tente de faire le comité d'expansion économique depuis 1975, en implantant, par exemple, des petites entreprises d'électronique, s'inspirant à la fois dans les sites naturels, ce qui fait dire au directeur du comité, M. Laquerbe : « Nos usines, on ne les voit pas, nous les cachons dans les forêts ». Quand on sait que la Lozère est recouverte de forêt sur un tiers de sa superficie, on peut en conclure qu'il y a encore de la place pour de nombreuses petites usines.

C'est ainsi qu'à Chazac, chef-lieu de canton proche de Mende, une petite entreprise fabriquant des calculatrices pour la production des vaches laitières s'est installée dans l'école d'un hameau désaffecté. Avec une main-d'œuvre dont on dit souvent qu'elle est « fiable et socialement paisible », le comité d'expansion compte développer son action. Car s'il a pu créer 1.200 emplois en sept ans, il reste à 800 chômeurs en Lozère, dont plus de mille femmes. « Avec trente ou quarante emplois créés par canton », affirme Jacques Blanc, c'est gagné. Il est à noter que toutes les entreprises qui viennent en Lozère choisissent le milieu rural de préférence à Mende.

Car Mende est l'un des gros problèmes de la Lozère. « Mende n'existe pas », entend-on dire. Mende n'existe, en fait, que par la présence des services départementaux sur son sol. Ville de fonctions, c'est une capitale départementale morte. Belle, mais morte, où règne ce que d'anciens appellent le « vide social ». Son unique cinéma joue cinq soirs par semaine, et son théâtre n'ouvre pas ses portes souvent. Dommage, car c'est un bel équipement. Alors les jeunes, qui sont nombreux à Mende, en sont réduits à se retrouver dans les cafés de la ville, où ils boivent davantage de pastis que de Coca-Cola, et où l'on compte une nombreuse population de hippies et de baby-boom, en attendant les jeux électroniques qui ne sont pas encore arrivés jusque-là.

Tourisme chez les « Indiens »

Agriculture à l'avenir encore incertain, industrie rebelle à la Lozère, il reste le tourisme. Depuis quelques années, c'est l'un des chevaux de bataille de la plupart des élus, même si l'on dit à la chambre de commerce que le tourisme, c'est du « chômage organisé ». La Lozère (nouveau record) a été le premier département à s'équiper d'un système de réservation informatisé, pour louer ses huit cents gîtes ruraux et les six mille lits de son équipement hôtelier. Elle a ouvert une Maison de la Lozère à Paris, avec sur les deux trottoirs de la rue Hauteville, un restaurant et un centre artisanal. 300.000 personnes viennent faire du tourisme chaque année en Lozère, mais on estime à 500.000 le nombre de celles qui traversent le département en allant visiter les gorges du Tarn, premier attrait touristique de la Lozère avec le parc national des Cévennes.

Pourtant, deux risques menacent le tourisme lozérien. D'abord, qu'il ne soit qu'un tourisme saisonnier, rompingant gîtes et hôtels deux mois par an. C'est pourquoi un effort particulier a été fait pour développer le tourisme d'hiver avec la création de pistes de ski de fond sur le mont Lozère, tout près des sentiers de grandes randonnées qu'a lui-même tracés Philippe Lannier, l'homme qui a « fait » la côte du Languedoc-Roussillon.

Deuxième risque : que le tourisme lozérien devienne « une affaire de fric ». « Nous sommes des Indiens », dit joliment Guy Julien, le directeur du tourisme. Mais des Indiens qui ne veulent pas tomber entre les mains des marchands, tout en se joignant de voir le chiffre d'affaires du tourisme atteindre les 22 milliards de francs (28 pour l'agriculture). Des Indiens qui s'engagent ainsi de voir les propriétaires de 12.000 résidences secondaires prendre peu à peu le pouvoir, y compris le pouvoir politique. 25 % des permis de construire délivrés actuellement le sont pour des résidences secondaires. Néanmoins, le temps de ce que tout le monde lui appelle encore les « hippies », l'automne en Lozère, les Cévennes, pour élever des montons dans les années 60-70, est aujourd'hui révolue. C'est que les enfants des « hippies » ont une sérieuse envie de retourner à la ville !

Alors, les Indiens reprenant, on pourra transformer tout naturellement les gîtes ruraux en résidences principales. Ainsi le tourisme aura-t-il été l'un des tremplins pour le renouveau de la Lozère.

Victimes de la décentralisation ?

Ce renouveau, qui n'est dans beaucoup de domaines qu'un développement, passe aussi, et les élus de Lozère le savent, par le « changement ». Un changement qu'ils n'ont pas appelé de leurs vœux, lui en fait, mais avec lequel ils devront bien composer. Non sans inquiétude. Depuis longtemps, en effet, le département s'est appuyé sur l'État, pour le dépeçage et l'ordre. L'adoption d'un tel chapitre, quand le budget du département ne dépasse pas 170 millions de francs ? Quand il faut, pour obtenir 200.000 F, augmenter la pression fiscale de 1 % ?

Les élus craignent donc doublement d'être victimes de la décentralisation. D'abord, parce qu'ils se demandent à quelle sauce les mangera la nouvelle répartition financière entre l'État et le département ; ensuite parce qu'ils s'interrogent sur la place que laissera à la Lozère, au sein du Languedoc-Roussillon, l'élection au suffrage universel. Si le mode de scrutin retenu est le proportionnel avec des listes régionales, il est évident que la Lozère sera réduite à la portion congrue, dans une région qui vote à gauche et où elle a déjà toutes les raisons de se sentir isolée. Les conseillers régionaux assurent que la région « ignore superbement » leur département. Un exemple : dans le budget régional, les hommes vident pour la Lozère sont égaux à celles engagées pour la démolition d'un ensemble des cinq départements.

La Lozère est dans la région Languedoc-Roussillon, explique un élu, « parce qu'il a bien fallu la mettre quelque part ». Se serait-elle sentie plus à l'aise au sein de la région Auvergne ? Rien de moins sûr. Pour ce pays individualiste, pour ce pays pas comme les autres, il est fallu créer une région spéciale. A défaut de l'appeler « Lozère », on aurait pu, pourquoi pas, y rattacher le Sud-Vest Gévandien de... BEATRICE HOUGHANG.

Montpellier, l'entrepreneuriante.

Parce qu'ils sont individualistes, les agriculteurs lozériens ont longtemps bésité, d'une part, à emprunter, d'autre part, à mettre en commun leurs techniques et leurs machines. Mais l'espoir restait lentement. Le Crédit agricole gère en effet 1 million de francs de crédit, et les prêts aux jeunes agriculteurs ont quadruplé en trois ans. Pour 8 %, les exploitants et pour 19 %, les actifs ont moins de trente-trois ans. D'ici dix ans, près de 50 % des exploitants, atteints par la limite d'âge, devront céder la place. Reste à savoir, s'inquiètent les jeunes agriculteurs, si ce sera pour voir se créer réellement de nouvelles exploitations, ou simplement, s'agrandir des exploitations déjà existantes.

C'est que, en 1982, les jeunes Lozériens veulent, comme le suggère naguère un slogan politique, « vivre et travailler au pays ». S'il y a dix ans, partir à Montpellier (ou, à plus forte raison, à Paris) constituait un brevet de réussite, c'est aujourd'hui le fait de s'installer en Lozère qui est considéré comme une réussite, voire un exploit. D'ailleurs, pensent un certain nombre de jeunes, à quoi bon partir « à la ville », si c'est pour aller y grossir les rangs des files d'attente de l'A.N.P.E. ?

En réponse aux pessimistes pour lesquels « ce pays est en train de crever », d'autres relèvent le gant et prétendent qu'« on vit mieux ici qu'à Montpellier ». A ceux pour qui « la Lozère est loin du monde », certains objectent en avant ce privilège : « Ici, chaque homme compte, on ne se dilue jamais dans la masse ».

Et, quoi qu'on dise — car si elle est le département des records, la Lozère est aussi le département des mythes — la population n'est pas aussi pauvre qu'on le prétend. Le département est pauvre, certes, avec un manque évident de matières premières, mais les Lozériens, si l'on en croit le Crédit agricole et la Caisse d'épargne, ont plus d'un sou dans leur sac d'économies chèrement gagnées.

L'agriculture en difficulté, l'industrie aurait pu prendre la relève et assurer l'avenir de la Lozère. Mais, toujours à cause de l'enclavement, les industriels hésitent à venir s'installer dans le département, à moins d'y avoir des attaches préalables, ou de sérieuses motivations. Il faut comprendre. Tous les coûts de production sont 25 % plus élevés qu'ail-

Maîtriser l'urbanisme.

9 zones d'aménagement... 300 ha en chuintier.

A nous de prendre les rênes ! En point d'orgue. Antigonie, 25 ha à bâtir en plein centre ville. 1.000 logements sociaux.

Une grande première européenne. Montpellier met son cœur à l'ouvrage... A vous d'orchestrer. RICARDO BOFFIL !

S.E.R.M. SOCIÉTÉ D'EQUIPEMENT DE LA RÉGION MONTPELLIÉRINE rue de la Spirale - B.P. 9033 34041 Montpellier Cedex - Tél. : (67) 65.79.90

Le cœur battant du Languedoc.

مكتبة الأصيل

150 من الأصل

RÉTROMANIE

Les antiquaires à l'école

« Profession : antiquaire. » Ce titre dont certains s'emparent, et se parent, produit aux yeux naïfs l'effet d'un quartier de noblesse chargé d'une espèce d'honorabilité culturelle. Et rien n'est plus facile que de se l'acquiescer.

Ainsi qu'il faut décrocher un C.A.P. pour devenir garçon coiffeur, ou passer de sérieux examens pour obtenir un emploi dans les P.T.T., n'importe quel, sans aucune préparation, peut entrer au sein d'un antiquaire.

Les syndicats eux-mêmes demandent une protection du titre d'antiquaire et veulent que l'accès de la profession soit plus sévèrement réglementé. Il faut croire que le besoin d'ordre s'agit : les écoles, les cours, les stages, se multiplient, qui cherchent à attirer tous ceux qui veulent en savoir davantage sur les meubles et objets anciens, soit pour acheter à bon compte, soit pour vendre à bon prix.

Au sein du Syndicat national des Antiquaires, expert près des tribunaux, mais surtout éternel « chasseur d'idées », René Albert s'est depuis longtemps rendu compte que pour révaloriser la profession, il fallait commencer par le commencement : organiser le métier à partir d'une information.

C'est à partir de ce constat qu'a pris naissance le Centre d'étude d'objets d'art (C.E.A.), baptisé par son fondateur « la première école de formation à la profession d'antiquaire ». Y sont admis pour trois années d'études, sanctionnées par un diplôme, aussi bien les professionnels soucieux de répondre aux exigences de leur métier, que les amateurs — et ils sont nombreux — qui souhaitent acquiescer les connaissances nécessaires à de bons achats.

Le C.E.A., installé au quartier Latin, 140, rue Théodore, 75006 Paris, tel. : 634-05-80, compte actuellement trois cents élèves de première et deuxième année : la troisième année sera consacrée, à partir d'octobre prochain, à l'étude approfondie d'une spécialité avec quatre options : multiples régionales, faïences, gravures, porcelaines. Le montant annuel des cours est de 5 800 francs (soit environ 60 francs de l'heure pour un programme établi d'octobre à juin).

Les cours sont assurés, par des professionnels chevronnés, experts dans leurs spécialités, qui dispensent leurs connaissances avec le sentiment élevé d'un apôtre.

Théorie et pratique

D'autres « écoles d'antiquaires » fonctionnent en dehors de Paris. L'Institut de formation professionnelle pour antiquaires (IFPA) assure, à Toulon et à Cannes, une formation complète en trois ans. A raison de quatre heures par semaine, les cours s'échelonnent de septembre à juin ; ils portent notamment sur l'évolution chronologique du mobilier et d'autres spécialités. Environ deux cents élèves suivent cette formation à la fois attrayante et sérieuse. Renseignements : (04) 42-25-51.

La formule mise au point par le Centre d'initiation aux pratiques artistiques consiste à concentrer en un stage intensif

de huit jours toutes les connaissances possibles sur les meubles anciens. Le stagiaire entre ici de plain-pied dans un vaste atelier de menuiserie et d'ébénisterie ; il commence par apprendre à reconnaître les bois non seulement en les observant, mais en éprouvant leur dureté avec gouges et rabots, sous la direction d'un sculpteur charpentier ancien ébéniste et fils de brocanteur ; les stagiaires sont rapidement familiarisés avec toutes les ficelles du métier. Ils apprendront à tenir la scie et le trusquin, à coller un placage, à décapier, à cirer et à vernir au tampon. La pratique est complétée par des séances d'audiovisuel portant sur les styles et leur évolution. De plus, de nombreuses heures sont consacrées au dépistage des faux — notamment par les marques de l'outil, avec pour finir quelques exercices pratiques chez les antiquaires de la région. Malgré sa brièveté, cet enseignement empirique est d'une incontestable efficacité. Le stage de huit jours plaira avec, pour tous les participants, des outils à produits coûte 2 000 francs, y compris un stage de perfectionnement gratuit six mois plus tard. Les prochains stages auront lieu du 19 au 26 juin, du 3 au 10 juillet et du 21 au 28 août, du 4 au 11 septembre. S'adresser pour tous renseignements, à M. Stacks, I.P.A., 8, rue Pierre-et-Victor-Billard, 17200 Royan ; tel. : (45) 05-46-99.

Plus modeste, mais répondant au même désir de savoir, un petit atelier parisien organise des cours théoriques et pratiques avec, pour tous les participants, des outils à produits coûte 2 000 francs, y compris un stage de perfectionnement gratuit six mois plus tard. Les prochains stages auront lieu du 19 au 26 juin, du 3 au 10 juillet et du 21 au 28 août, du 4 au 11 septembre. S'adresser pour tous renseignements, à M. Stacks, I.P.A., 8, rue Pierre-et-Victor-Billard, 17200 Royan ; tel. : (45) 05-46-99.

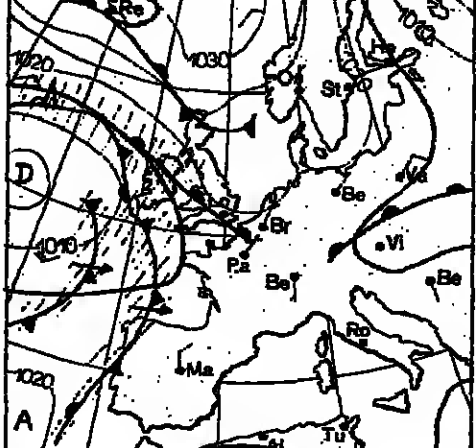
Le Syndicat national du commerce de l'antiquité et de l'occasion (S.N.C.A.O.), qui, avec près de cinq mille membres, est l'organisation professionnelle la plus importante, ne pouvait rester indifférent à cet appel de connaissances. Il a institué des cours d'initiation gratuits réservés à ses adhérents. Ces antiquaires et des experts, qui font autorité dans leur spécialité, transmettent, généralement à leurs collègues tout leur savoir. Ces cours ont lieu les mercredis après-midi au siège du syndicat (18, rue de Provence, 75009 Paris ; tel. : 770-88-76). D'autres cours d'initiation professionnelle, patronnés par le S.N.C.A.O., s'implantent en province, notamment à Lyon.

En attendant de rendre les diplômés obligatoires pour exercer le métier d'antiquaire, les professionnels du passé commencent à préparer leur avenir.

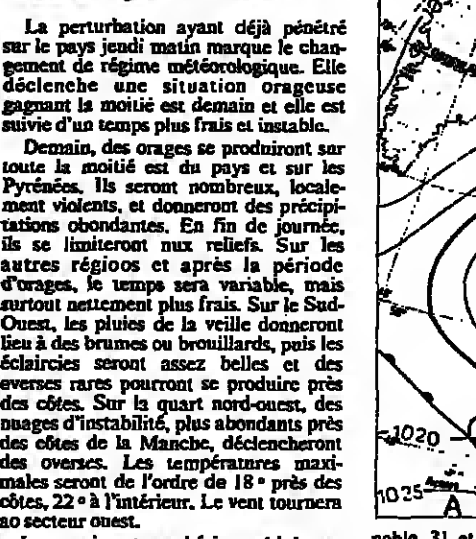
GERSAINT.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 10-06-82 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 11.06.82 DÉBUT DE MATINÉE



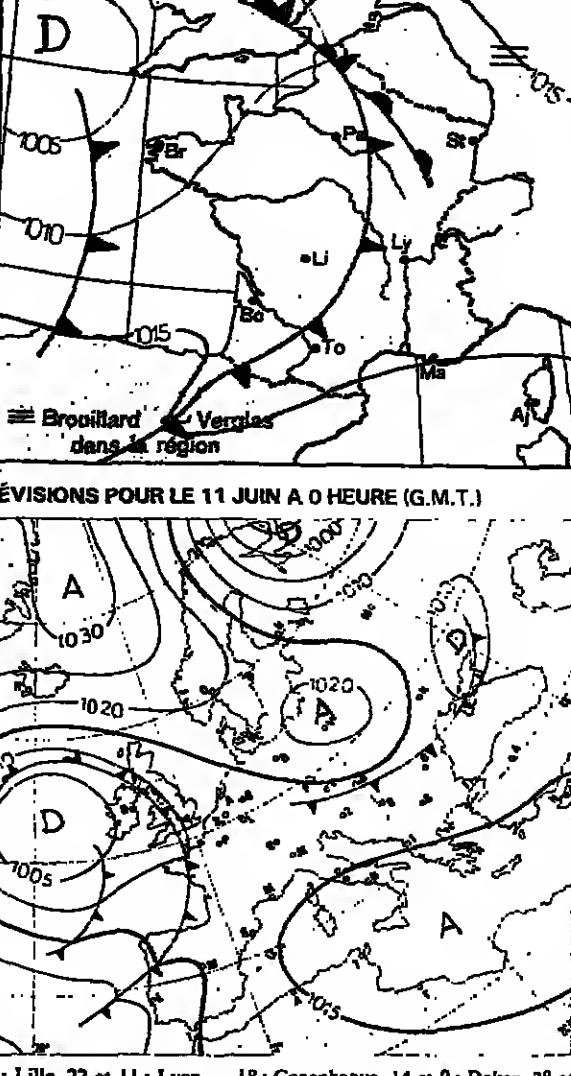
La perturbation ayant déjà pénétré sur le pays jeudi matin marque le changement de régime météorologique. Elle déclenche une situation orageuse jusqu'à la moitié de la nuit et elle est suivie d'un temps plus frais et instable.

Demain, des orages se produiront sur toute la moitié est du pays et sur les Pyrénées. Ils seront nombreux, localement violents, et donneront des précipitations abondantes. En fin de journée, ils se limiteront aux reliefs. Sur les autres régions et après la période d'orages, le temps sera variable, mais surtout nettement plus frais. Sur le Sud-Ouest, les pluies de la veille donneront lieu à des brumes ou brouillards, puis les éclaircies seront assez belles et des averses rares pourront se produire près des côtes. Sur le quart nord-ouest, des nuages d'instabilité, plus abondants près des côtes de la Manche, déclencheront des orages. Les températures maximales seront de l'ordre de 18° près des côtes, 22° à l'intérieur. Le vent tournera au secteur ouest.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 10 juin à 7 heures de 1 015,9 millibars, soit 762,0 millibars de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 9 juin ; le second, le minimum de la nuit du 9 au 10 juin) : Ajaccio, 24 et 19 degrés ; Biarritz, 30 et 17 ; Bordeaux, 32 et 18 ; Bourges, 30 et 16 ; Brest, 28 et 15 ; Caen, 26 et 16 ; Cherbourg, 20 et 13 ; Clermont-Ferrand, 29 et 16 ; Dijon, 28 et 16 ; Gre-

PRÉVISIONS POUR LE 11 JUI A 0 HEURE (G.M.T.)

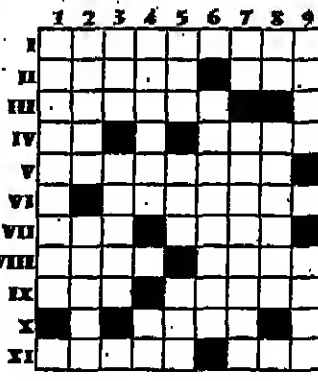


noie, 31 et 17 ; Lille, 22 et 11 ; Lyon, 30 et 17 ; Marseille-Marinade, 27 et 19 ; Nancy, 26 et 13 ; Nantes, 32 et 17 ; Nice-Côte d'Azur, 24 et 19 ; Paris-Le Bourget, 25 et 14 ; Pau, 32 et 17 ; Perpignan, 27 et 18 ; Rennes, 31 et 20 ; Strasbourg, 27 et 15 ; Tours, 29 et 16 ; Toulouse, 33 et 18 ; Poitiers, 25 et 25.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 28 et 15 degrés ; Amsterdam, 20 et 9 ; Athènes, 25 et 18 ; Berlin, 18 et 13 ; Bonn, 23 et 9 ; Bruxelles, 23 et 9 ; Le Caire, 34 et 18 ; Les Canaries, 24 et

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3208



HORIZONTALEMENT

I. Abus de confiance. — II. Succès de plats aboutissant à des reliefs. Une hufre qui se gobe. — III. Soumettre à une épreuve de longévité. — IV. Le vice en tête. Couverture permettant un découvert. V. Une telle mine ne peut s'exploiter sans galeries. — VI. Débusqués par un chasseur de loup. — VII. Marque de garantie ou de dépravation.

Solution du problème n° 3207

Horizontalement
I. Concubine. — II. Orse. Ales (Ales). — III. Mai. Oie. — IV. Migration. — V. Use. Scis. — VI. N6 (no). Tirets. — VII. Ino. Si. — VIII. Et. Eau. — IX. Ninas. Air. — X. Ré. Etend. — XI. Bée. Salée.

Verticalement
I. Communion. — 2. Oraison. Ire. — 3. Neige. Océne. — 4. Ce. Ta. — 5. Oais. Soc. — 6. Batterie. Ai. — 7. Hôte. Teal. — 8. Ne. Ost. Aine. — 9. Eson. Sourde.

MODE

EXPOSITIONS DENTELLIÈRES. — Deux manifestations dentellières sont organisées à Valenciennes et au Puy-en-Velay. Du 10 au 16 juin, l'hôtel de ville de Valenciennes expose des dentelles anciennes et modernes, réalisées à la main, avec démonstration de leurs techniques par les élèves du cours de dentelle locale. En même temps, une rencontre internationale de dentellières de Belgique, de Grande-Bretagne, d'Italie, de Hollande et d'Allemagne devrait permettre de créer une association internationale de dentelle et de promotion de l'art dentellier.

La 14 juin sera inaugurée, en même temps que la liaison Airliner Paris-Le Puy, l'exposition internationale de la dentelle au Puy-en-Velay (Haute-Loire) organisée par la Fédération nationale de dentelles, de tulle, de broderies, de guipures et de passementeries, ainsi que le centre d'enseignement de la dentelle du Puy.

ERRATUM SOLDES

Lanvin, 22, faubourg Saint-Honoré, affiche ses soldes pour les 16 et 17 juin, tandis que la boutique pour hommes, Lanvin-2, 2, rue Cambon, les programmes du 23 au 26 juin, contrairement à ce qui a été écrit dans nos éditions du mercredi 9 (daté 10 juin).

Édité par la S.A.R.L. Le Monde
Gérants : Jacques Faure, directeur de la publication, André Laurens.

Imprimerie du « Monde » 10, rue de Valenciennes, PARIS-11^e

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437.
ISSN : 0395-2037.

PARIS EN VISITES -

SAMEDI 12 JUI

- Autour de la place des Victoires, 14 h 30, centre de la place, M^{me} Colin.
- Le carmel de Saint-Oeais, 14 h 45, métro Saint-Denis-Basilique, M^{me} Legeyrols.
- La maison de Balzac, 15 h, 47, rue Raynouard, M^{me} Bachelier.
- Paris et ses îles, 15 h, parvis de Notre-Dame, M^{me} Brussa.
- Port-Royal des Champs, 15 h, place de la Concorde, M^{me} Lemarchand.
- Hôtel de Sully, 15 h, 62, rue Saint-Antoine, M. Lépay.
- Hôtels du Crédit foncier, 15 h, 62, rue Saint-Antoine, M^{me} Oswald (Caisse nationale des monuments historiques).
- La Cour de cassation, 15 h 30, 5, quai de l'Horloge (Connaissance d'ici et d'ailleurs).
- Hôtel de Sens, 15 h, métro Saint-Paul (M^{me} Haullier).
- Hôtel de Lassay, 15 h 30, 2, place du Palais-Bourbon (Tourisme culturel).
- Le Vieux Marais, 14 h 30, 2, rue de Sévigné (Le Vieux Paris).
- Histoire de l'écriture, 11 h, Grand Palais (Visages de Paris).

CONFÉRENCES

- 14 h 30, 5, rue Laffittière, M. J.-L. Chapai : « L'entreprise et la conscience professionnelle » (Nouvelle Acropole).
- 9 bis, avenue de l'Éna, Suzanne Rousseau et José-Louis Mercet, 15 h : « La Haute-Bavière et les châteaux royaux de Louis II » ; 17 h 30 : « Veiois, la langue et les îles » (Projection).
- 15 h, Palais de la découverte, avenue Franklin-D.-Roosevelt, M. J.-P. Rothe : « Un an au Scoresbury Sand » (Greenland).
- 15 h, Sorbonne, amphithéâtre Bacheland, 1, rue Victor-Cousin, M. P. Canivet : « La flûte enchantée » (Université populaire de Paris).

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du jeudi 10 juin :

UN DÉCRET

• Instituant dans certains départements d'outre-mer une taxe parafiscale sur les expéditions de fruits et de préparations à base de fruits hors de ces départements.

UN ARRÊTÉ

• Fixant la contribution des différents régimes d'assurance-maladie au financement des assurances sociales des étudiants.

UNE DÉCISION

• Relative à l'application du régime des prix des produits pétroliers.

Le Diamant.
Beaucoup plus qu'un bijou ?

- Le Diamant monté en bague garde-t-il toute sa valeur ?
- Pourquoi connaît-il une hausse aussi importante depuis des générations ?
- Quel est son avenir ?
- Devient-il un bien de famille ?
- Pourquoi est-il considéré comme un des meilleurs éléments du patrimoine familial ?
- Peut-on l'acquiescer à crédit ?
- Comment peut-on le revendre et avec quelles garanties ?

A l'Union de Diamantaires, nous vous offrons des réponses claires, précises à toutes les questions que vous vous posez.

Pour en bénéficier, complétez le BON DIAMANTAIRE ci-dessous et retournez-le à :

UNION DE DIAMANTAIRE
GIE régie par l'Ordre des 23.03.07
17, rue Saint-Florentin
75008 PARIS
(Angle rue Saint-Honoré)

L'un des plus puissants Groupements d'Intérêt Economique français dans sa spécialité : 27 directions régionales à votre disposition.

Concorde ou Madeleine
Accueil du lundi au vendredi de 10 h à 18 h et le samedi de 10 h à 17 h.

Bon Gratuit

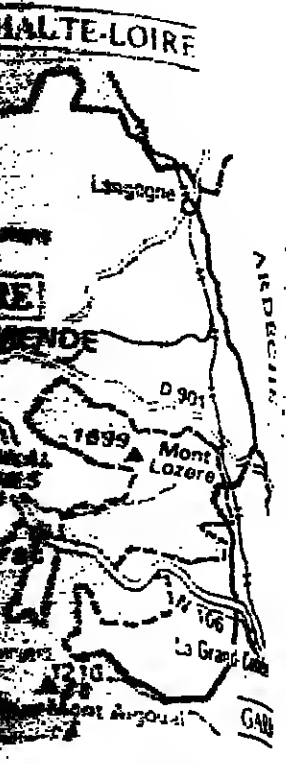
Sans engagement de ma part, veuillez me faire bénéficier d'une information personnelle, confidentielle et gratuite sur le Diamant.

Nom (Mme, Mlle, M.)
Prénoms
N° Rue

Localité
Code postal MO 260

Quelles destinations

UNION DE DIAMANTAIRE
GIE régie par l'Ordre des 23.03.07
17, rue Saint-Florentin 75008 PARIS



Victimes de la décentralisation

Victimes de la décentralisation

Victimes de la décentralisation

Victimes de la décentralisation

Victimes de la décentralisation

Victimes de la décentralisation

Victimes de la décentralisation

Victimes de la décentralisation

Victimes de la décentralisation

Victimes de la décentralisation

Victimes de la décentralisation

Victimes de la décentralisation

Victimes de la décentralisation

Victimes de la décentralisation

Victimes de la décentralisation

AFFAIRES

UN ENTRETIEN AVEC LE PRÉSIDENT DU CENTRE DES JEUNES DIRIGEANTS D'ENTREPRISE

« Nous commençons par nous mettre en cause nous-mêmes »

nous déclare M. Philippe Nocturne

Le Centre des jeunes dirigeants d'entreprise (C.J.D.E.) tient son congrès à Deauville les 10, 11 et 12 juin, sur le thème : « Tant qu'il y aura des entrepreneurs... ». Le président de la République devait se rendre à l'inauguration de ce congrès. Mais son emploi du temps ne lui permettant pas de le faire, il s'est excusé à la dernière minute. M. Delors, ministre de l'économie et des finances, et M. Gattaz, président du C.N.P.F., se rendront à Deauville samedi pour y prendre la parole. Nouveau président du C.J.D.E., M. Philippe Nocturne nous indique quel sera le thème et le sens du congrès.

« Le thème de votre congrès, qui s'avère le 10 juin, est : « Tant qu'il y aura des entrepreneurs... », et il doit déboucher sur une charte de bien entreprendre. Qu'est-ce que cette charte ?

« La charte est en relation directe avec le thème du congrès. Tant qu'il y aura des entrepreneurs, dire cela, c'est traduire l'inquiétude que certains peuvent avoir de voir l'entreprise menacée par la situation économique, celle que l'on connaît depuis 1974, et par les incertitudes sociales et politiques liées au changement intervenu depuis à peine plus d'un an. Le sens de cette charte, c'est que la réponse à la question implicite : y aura-t-il toujours des entrepreneurs ? dépend d'abord de nous. Qu'est-ce qui dépend de nous pour qu'il y ait toujours des entreprises performantes ? Nous commençons par nous mettre en cause nous-mêmes, par nous interroger sur les règles qu'il importe que nous suivions pour être de bons entrepreneurs dans la France de 1982.

« Tout cela résulte d'une préparation en vue du congrès. Peut-on en imaginer certaines des conclusions ?

« La préparation du congrès remonte à janvier 1980. Le choix du thème est antérieur au changement politique. Notre réflexion s'est organisée autour de trois pôles : le premier, c'est quel dirigeant demain,

quel type d'homme il convient de promouvoir ou de former pour que les entreprises soient bien dirigées ; le deuxième, c'est vivre ensemble une éthique commune - ce qui est une préoccupation essentielle de notre mouvement ; le troisième pôle autour duquel s'articule notre réflexion, c'est maîtriser son environnement. Le C.J.D.E. se demande comment il convient de procéder pour que l'ensemble de l'environnement soit plus favorable à l'entreprise.

« Est-ce que cet environnement, de votre point de vue, a beaucoup changé depuis que les socialistes sont au pouvoir ? Avez-vous à vous adapter à des conditions nouvelles, ou avez-vous le sentiment de vous retrouver dans une situation qui n'aurait pas à ce point évolué ?

« A titre personnel, je suis plutôt sensible à une certaine permanence, c'est-à-dire que je crois (peut-être en avez-vous une part de responsabilité, vous les médias) que l'on a tendance à développer de façon un peu excessive le rôle du politique, je suis frappé de constater que, dans un certain nombre de pays, les performances semblent peu dépendre des hommes politiques en place. En Allemagne fédérale comme en Angleterre, les changements de majorité n'ont pas modifié les tendances profondes de la situation économique, pour prendre deux exemples. En France aussi il y a beaucoup de choses qui ne dépendent pas du pouvoir politique. Il y a beaucoup de choses qui ont changé dès avant le 10 mai, parce que c'était dans l'air du temps.

« Vous réagissez ainsi en tant que chef d'entreprise ?

« Pour beaucoup d'entre nous, les plans de financement sont prévus depuis plus d'un an. Il me paraît impossible d'imaginer qu'un chef d'entreprise puisse faire la grève de l'investissement. L'entreprise, c'est un peu comme le vélo : il est plus facile de trouver son équilibre en avançant plutôt qu'en restant sur place. En fait, l'investissement n'était pas déjà très fort avant le 10 mai parce que la situation des entreprises ne le permettait pas.

« Pourront, le patronat, dans son ensemble, paraît beaucoup plus inquiet qu'il ne l'était auparavant. Du moins ne manque-t-il pas l'occasion de le manifester si l'on s'en tient aux prises de position du C.N.P.F.

« C'est sans doute parce que, aux inconnues économiques, sont venues s'ajouter des inconnues politiques et sociales. C'est déjà difficile de jongler avec une ou deux balles, ça l'est plus encore si vous en mettez quatre. Ajoutez à cela qu'au niveau du langage, il y a eu quelques débordements - on a parlé du langage de Valence - ce qui fait que l'une des tentations du patronat est une tentation de défensive. Mais la peur serait mauvaise conseillère.

« Certains projets gouvernementaux font peur au patronat, comme les « lois Auroux ». Partagez-vous ces alarmes ?

« Sur ce point, notre position est sensiblement plus nuancée aussi bien de celle du patronat. Même si ça n'engage pas beaucoup, nous avons dit que l'exposé des motifs du rapport Auroux nous paraissait plutôt bon. Faire ce sorte que, dans la société française, les chefs d'entreprise prennent plus en compte les facteurs sociaux, et que l'ensemble des salariés prennent plus en compte les facteurs économiques, est un souhait auquel nous souscrivons. Le droit d'expression dans l'entreprise peut être une dynamique féconde, à la fois pour les salariés parce que c'est un des besoins fondamentaux des personnes humaines de s'exprimer, et pour les entreprises, car l'un des défis auxquels nous sommes confrontés dans les années 80, c'est celui de l'innovation. Cet effort, indispensable pour soutenir la concurrence sur le plan international, passe certainement par une mobilisation de toute la maîtrise grise de l'entreprise. Le droit d'expression peut avoir aussi pour conséquence le fait de favoriser la créativité dans l'entreprise. Nous cherchons, quant à nous, quel est le bon usage de ces nouvelles lois.

« Il y a aussi l'obligation de négociation annuelle.

« Ce qui est gênant, c'est le

terme « obligation ». Mais la négociation c'est un processus qui se développe beaucoup dans notre société : on négocie avec ses clients, on négocie avec ses fournisseurs, on négocie dans sa vie familiale. La négociation c'est aussi un moyen de rapprocher les points de vue. En même temps on donne de l'information. Ce peut donc être une façon d'aller vers ce fameux consensus si souvent souhaité et pour lequel trop peu de gens trouvent concrètement l'obligation de négociation ne peut vraiment gêner que dans la mesure où l'information ne circule pas dans l'entreprise.

« Vous recevrez, à votre congrès, M. Delors. Avez-vous des propositions concrètes à lui faire ?

« Nous recevrons M. Delors au titre de ministre de l'économie et des finances dont les responsabilités ne peuvent laisser indifférents les chefs d'entreprise. Mais nous n'oublions pas qu'en tant qu'homme M. Delors est quelqu'un dont le style et le contenu du discours ne nous a jamais laissés indifférents. Nous voulons, selon la tradition de notre mouvement, lui faire des propositions précises. Ces propositions seront annoncées au congrès, mais je puis vous indiquer qu'elles tourneront autour de deux thèmes généraux. Le premier sera celui de la « guerre économique », une question abordée par le ministre lui-même, le 20 mai à la télévision. Le second thème aura trait à l'innovation, parce que c'est pratiquement un des points de passage obligé des entreprises. Dans ce domaine, nous proposerons à M. Delors une des maximes prononcées par M. Fabius : le problème n'est pas de dépenser plus mais de dépenser mieux. Et là, nous aurons une proposition très précise à faire pour le financement de l'innovation.

Propos recueillis par FRANÇOIS SIMON.

MICHELIN A SUBI 290 MILLIONS DE FRANCS DE PERTES CONSOLIDÉES EN 1981

Au vu des résultats récemment annoncés par la Manufacture française des pneumatiques Michelin pour l'exercice 1981 (661,7 millions de francs de pertes après un déficit de 32 millions de francs l'année précédente), il apparaissait clairement que le résultat consolidé s'inscrirait « en rouge », et les dirigeants du groupe l'avaient annoncé, mais les chiffres publiés vont bien au-delà des prévisions avancées par certains spécialistes.

Selon les documents remis aux actionnaires en prévision de l'assemblée générale de la firme, qui doit se tenir le 25 juin à Clermont-Ferrand, la Compagnie générale des établissements Michelin, qui joue le rôle de holding, fait état d'une perte consolidée de 289,7 millions de francs en 1981, après un résultat bénéficiaire de 815,4 millions l'année précédente sur un chiffre d'affaires, également consolidé, de 31,33 milliards de francs contre 28,17 milliards en 1980. Ces chiffres s'entendent, au surplus, sans l'incorporation des résultats déficitaires de Kléber-Colombes, dont Michelin a repris le contrôle.

quasi total au premier trimestre 1981. Michelin aura donc subi de plein fouet une crise qui a frappé l'ensemble des fabricants modernes de pneumatiques, seul l'Américain Goodyear ayant enregistré un résultat bénéficiaire en 1981.

Anticipant cette contre-performance, le titre Michelin avait perdu près de 12 % de sa valeur mercredi 9 juin à la Bourse de Paris au fur et à mesure que circulaient les informations en provenance d'outre-Rhin où la filiale nœst-allemende du groupe, Michelin Reifenwerke AG, a également subi des déboires l'année dernière, avec une perte de près de 50 millions de deutschemarks (130 millions de francs), sur un chiffre d'affaires de 2,14 milliards de deutschemarks (5,30 milliards de francs), conséquence d'une baisse de 11 % de sa production qui pourrait conduire la société à réduire ses effectifs (dix mille personnes environ) par « voie naturelle » et ralentissement de l'embauche, précise Michelin, toujours très avare de renseignements sur la situation de ses filiales.

Les pertes de C.D.F. Chimie ont doublé en 1981

Le groupe C.D.F. Chimie a vu ses pertes doubler en 1981, atteignant 1,21 milliard de francs contre 546 millions de francs en 1980. Ce déficit aggravé est dû, pour les deux tiers, aux activités pétrochimiques et plastiques, qui n'ont pu répercuter les hausses de coûts dans les prix de vente. C'est aussi le cas pour les engrais de la filiale Azote et, produits chimiques (A.P.C.), dont les résultats, équilibrés en 1979 et en 1980, sont devenus déficitaires de 175 millions de francs en 1981. Sont également incriminées les charges finan-

cières, résultant, en grande part, de la faiblesse des efforts en fonds propres consentis par les pouvoirs publics pour la réalisation d'investissements stratégiques d'intérêt national. Le chiffre d'affaires a progressé de 8 % à 11,8 milliards de francs et la marge brute d'autofinancement a été négative de 580 millions de francs contre moins de 20 millions de francs en 1980. Le groupe a soumis aux pouvoirs publics des propositions pour restaurer sa rentabilité, comportant, notamment, un apport de fonds propres.

Le Banco di Napoli

500 succursales en Italie

ouvre à Francfort pour mieux assister les opérateurs dans leurs relations d'affaires.



Francfort sur le Main - Guinoltstrasse, 54
Tel. 611.723441

Direction Generale: Naples
Bruxelles - Buenos Aires - Londres - Luxembourg - Moscou - New York
Paris - Sofia - Zurich.

ÉNERGIE

MOBIL SE RETIRE DE LIBYE

New-York (A.F.P.). - Mobil Oil, deuxième compagnie pétrolière américaine, a annoncé, le 9 juin, son retrait de Libye. La société a déposé une « déclaration d'abandon » auprès des autorités de Tripoli, le 13 avril, et cessera ses activités au plus tard le 13 juillet, a précisé un porte-parole de Mobil. La firme a notifié sa décision à la compagnie nœst-allemande Vega Oel A.G., partenaire de Mobil en Libye.

Les conversations se poursuivaient avec les autorités libyennes pour déterminer les conditions financières du retrait. Présent en Libye depuis 1955, Mobil participait à une entreprise commune dont elle détenait 34 % du capital, 51 % revenant à la compagnie nationale des pétroles de Libye et 15 % à Vega Oel A.G. Mobil.

Exxon, première compagnie mondiale, s'était retirée de Libye en novembre dernier (le Monde du 14 novembre 1981). Toutefois, aucune des quatre autres firmes américaines présentes en Libye (Occidental Petroleum, Marathon Oil, Conoco et Amerasia Hess), n'a indiqué son intention de faire de même.

TRANSPORT

M. FITERMAN ET LA RÉFORME DE LA S.N.C.F.

M. Charles Fiterman, ministre des transports, a participé le 8 juin à une journée d'études organisée par l'Union interfédérale des transports C.C.T. sur le thème de la « nouvelle politique des transports intérieurs ». A propos du nouveau statut de la S.N.C.F. qui entrera en vigueur en janvier 1983, le ministre a précisé : « La loi sur la démocratisation du secteur public s'appliquera dans la société nationale en prenant naturellement en compte, dans les modalités d'application, la situation existante. Il en est ainsi notamment des dispositions concernant les conseils d'atelier et les comités d'entreprise, avec la création du comité d'établissement au niveau de chaque établissement, ces comités d'entreprise régionaux au niveau de chaque région, d'un comité central d'entreprise au niveau national, et, enfin, d'un comité de groupe formé par la société nationale et ses filiales. Quant au statut des cheminiers, il sera conservé à la fois dans son contenu et dans ses procédures d'élaboration ».

LA PRÉFECTURE DES HAUTES-ALPES 05008 GAF

Le public est informé que la notice d'impact sur les travaux de reconnaissance 1982 du projet d'aménagement hydro-électrique de la Haute-Romanche, qui intéresse les départements de l'Aisne et des Hautes-Alpes, est déposée :

- dans les préfectures de l'Aisne et des Hautes-Alpes,
- à la sous-préfecture de Briancourt,
- dans les mairies de La Grave, Villard d'Arène, Nizoz et Mont-de-Lans.

Toute personne intéressée peut en prendre connaissance aux heures d'ouverture des bureaux susvisés.

Le public peut également avoir accès, aux mêmes lieux et heures, à la préétude d'impact globale sur l'ensemble du projet.

APPEL D'OFFRES

La SONACOS, 32-36, rue Colbert, B.P. 39, à Dakar (Sénégal), Tél. 418 et 665 55. Tél. : 3-10-52. Lance un appel d'offres pour la fourniture de matériels fixes de manutention de tourteaux d'arachide (extracteurs sans sacs, rediers, doseurs, débitmètres).

Les dossiers sont à retirer ou envoyer sur demande à réception d'une somme de 20 000 francs CFA, ou 410 FF. Au secrétariat de la direction générale de la SONACOS, et ce, à partir du mercredi 9 juin. Les offres doivent parvenir à la SONACOS, le 30 juin, à 18 heures au plus tard.

SYRIAN ARAB REPUBLIC

PUBLIC ESTABLISHMENT OF ELECTRICITY
Financial Directorate - External Contract Section
EXTENSION OF THE CLOSING DATE OF TENDERS
No. 1461 - 1460 - 1459 - 1458 - 1457 - 1452

Following our advertisement for the a/m tenders which is mentioned in the daily official Bulletin No. 4177 dated 15-5-1982.

Please be informed that the closing date for providing offers is extended to become as follows :

Tender No.	Subject	The closing date	The opening of the offers at 10 O'clock
1452	5 fork lifts	7-7-1982	8-7-1982
1457	75 pick up	1-8-1982	2-8-1982
1458	6 digger derricks by draught	4-7-1982	5-7-1982
1459	10 sky lifts	27-7-1982	28-7-1982
1460	Trailers for transporting and laying cable	27-6-1982	28-6-1982
1461	15 Wheel drive capacity Domascus, 23-5-1982	11-7-1982	12-7-1982

The General Director of P.E.E. - ENG. R. IDRUS

مكتبة الأمل

Un changement qui pourrait finalement être limité

**CRÉATEURS D'ENTREPRISE.
EXPORTATEURS. INVESTISSEURS
VOTRE SIÈGE À PARIS**
Londres, Jérusalem
de 150 à 250 f par mois
Constitution de Sociétés
G.E.I.C.A. 66 bis, rue du Louvre
75002 PARIS
Tél. 296-01-12 +

se sont élevés à 28,08 milliards de dollars, tandis que les remboursements ont été de 27,51 milliards. — (A.F.P.)

ITALIE

● *Le rythme de la hausse des prix italiens a continué à ralentir au premier trimestre, selon les statistiques définitives publiées officiellement le 9 juin. En mars, la hausse a été de 0,8 % sur un mois et de 16,4 % pour les douze derniers mois (20 % en mars 1981).*

Le dossier français soulève bien des interrogations dans les milieux communautaires. A tel point que, à la demande des commissaires français, MM. Ortoli et Pisani, la Commission (qui a suivi jusqu'ici ses services) a prévu d'organiser une réunion le 23 juin sur la définition précise des critères qu'elle entend retenir à l'avenir pour apprécier, contester ou approuver les aides régionales des États membres. — M. S.

Les sous-marinistes resteront engagés par leurs affres pendant

**SOCIÉTÉ NATIONALE D'EXPLOITATION
ET DE DISTRIBUTION DES EAUX**

23, rue Jawahar-Lal-Nehru - MONTFLEURY, TUNIS

Alimentation en eau potable de la région de BIZERTE
à partir du barrage de JOUMINE

LOT IV

**Avis de concours pour l'étude et l'exécution
d'une station de pompage d'eau brute**

La Société Nationale d'Exploitation et de Distribution des Eaux, lance par le présent avis un concours pour l'étude et la réalisation d'une station de pompage d'eau brute de 1 mètre cube/s pour l'alimentation en eau potable de la région de Bizerte.

Cette station est partiellement financée par le Fonds Koweïtien pour le Développement Economique Arabe.

Les entreprises intéressées par ce concours peuvent se procurer les dossiers auprès de la SONEDE (Services Marchés), contre paiement de la somme de 150 D. par dossier, à partir du 25 mai 1982.

Les offres devront parvenir sous pli recommandé avec accusé de réception ou remise contre reçu, ou plus tard le 30 juillet 1982, à 10 heures.

L'ouverture des plis aura lieu le même jour, à 11 heures.

NEUBAUER

DU 1^{er} AU 30 JUIN 1982

REPRISE DE VOTRE VOITURE MINIMUM 4.000 F
QUEL QUE SOIT SON ETAT

pour l'achat d'une TALBOT SAMBA 82

Dans la limite de nos stocks disponibles

M. GÉRARD : 821-60-21

RECHERCHONS UN PATRON

- pour entreprise de confection maillots de bain et lingerie féminine à céder, cause santé du dirigeant.
- 32 personnes, C.A. H.T. 5 millions de francs. Usine récente 1.200 m². Zone rurale proximité grande ville. Exploitation équilibrée. Marque. Ventes en centrales et aux détaillants.
- Le candidat devra être un gestionnaire et un commercial à l'esprit d'entreprise, connaissant de préférence la confection.
- Capitaux nécessaires 500.000 francs pour le rachat.
- Pour recevoir une présentation de cette opportunité, écrivez au Service Rapprochement de l'Union des Chambres de Commerce et d'Industrie du Massif Central.
- Adresser votre dossier de candidature (lettre, C.V., etc.), qui restera confidentiel :

T. SIGUIER - UCCIMOC
22, rue Morel-Ladonil
63000 CLERMONT-FERRAND

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Champex

S.D.R. de Champagne-Ardenne

Paiement d'un dividende de 15,80 F le 1^{er} juillet

L'assemblée générale réunie à Reims le 26 mai a décidé le paiement le 1^{er} juillet prochain d'un dividende brut de 15,80 F (impôt payé d'avance au Trésor 1,80 F) contre 13,42 F (24,42 F) en 1981.

A cette occasion, le président, M. Romain-Jean Pallouze, a confirmé le lancement au mois de septembre prochain d'une augmentation du capital social visant au doublement de ce dernier.

Il a également fait état d'un niveau d'activité relativement satisfaisant depuis le début de l'année et l'on tient compte à la fois de la faiblesse persistante des investissements et de l'ouverture tardive des procédures de prêts aux entreprises.

Depuis le 1^{er} janvier, Champex a en effet accordé pour 31.000.000 F, et des concours de reconstruction financière pour 1.800.000 F, soit un total de 32.800.000 F (55.000.000 F au cours des cinq premiers mois de 1982).

Sur la place de Nancy, le cours du titre reste stable aux environs de 120 F, ce qui fait ressortir une capitalisation de 4,9 du bénéfice net par action (24,42 F) et un rendement de 14 %.

BANQUE OTTOMANE

Il est porté à la connaissance de MM. les actionnaires de la Banque Ottomane que, par décision de l'Assemblée générale tenue à Londres le 9 juin 1982, un dividende de 4 livres sterling par action sera payé à partir du 1^{er} juillet 1982, contre remise du coupon n° 108.

Le paiement aura lieu :
— à Londres : à la Banque Ottomane, 23, Fenchurch Street, EC3P 3AH, et en cours du change sur Livres ;
— à Paris : à la Banque Ottomane, 7, rue Meyerbeer (97) ;
— à Istanbul : en siège central de la Banque.

Le montant revenant aux parts de fondateur, soit 2.454,10 par part entière, sera payé aux mêmes dates, lieux et places contre remise du coupon n° 52.

IMATIAL

PENARROYA

Assemblée générale ordinaire

Les actionnaires de Penarroya réunis le 9 juin 1982, sous la présidence de M. Bernard de Villeneuve, ont approuvé les comptes de l'exercice 1981, qui se soldent par un bénéfice de 2.232.381 F. Compte tenu des résultats consolidés définitifs et des perspectives à 3 à 5 ans, l'Assemblée a décidé d'affecter ce résultat au report à nouveau, dont le montant s'élevait en conséquence à 35,2 millions de francs.

Le président de Villeneuve a confirmé l'aggravation au cours des premiers mois de 1982, de la crise mondiale que traverse l'industrie des métaux non ferreux. Les cours du plomb, du zinc et de l'argent, et les marges se sont effondrées à environ 35 % au-dessous de la moyenne des années 75-81. L'ensemble de la profession envisage de se faire des pertes qui oscilleront entre 5 et 10 % du chiffre d'affaires. C'est également le cas pour Penarroya. Si certains analystes envisagent une reprise des cours et de l'activité pour la fin de l'année, le président estime cependant que la situation s'aggrave pour une crise relativement longue en adaptant au gestion aux circonstances. Dans cette perspective, s'inscrivent notamment : la suppression du dividende au titre de l'exercice 1981, la limitation des stocks, l'étalement dans le temps des investissements et le recatage des activités.

INTERTECHNIQUE

EXERCICE 1981

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires, réunie le 9 juin, a approuvé les comptes de l'exercice 1981.

Le bénéfice net de l'exercice, soit 35.501.122 F, contre 25.758.551 F en 1980, a été affecté comme suit : participation d'un personnel, 1.001.504 F, contre 2.642.372 F, dividende 7.031.504 F, contre 5.344.858 F, le solde en réserve et report à nouveau.

Le dividende ressort à 19 F par action, soit un revenu global de 24 F, en augmentation de 22 % par rapport à celui de 1980.

Il est rappelé que la société procède actuellement à une augmentation de capital, à raison d'une action nouvelle pour sept anciennes, au prix de 400 F par action, soit 100 F représentant le nominal et 300 F représentant la prime d'émission, et que les dividendes sont, depuis le 17 mai, admis à la cote du titre de la Bourse de Paris.

BANQUE OTTOMANE

Assemblée générale annuelle
Le 9 juin 1982, sous la présidence de M. Desmoulin, le Président a approuvé les comptes de l'exercice 1981, qui se soldent par un bénéfice de 2.232.381 F.

Le bilan au 31 décembre 1981 qui a été soumis aux actionnaires se traduit par un actif global de 2.232.381 F, contre 2.232.381 F au 31 décembre 1980.

Le compte de Profits et Pertes, compte tenu seulement des profits effectivement convertis en livres sterling au 31 décembre dernier, fait apparaître un bénéfice de 2.232.381 F.

Après déduction d'une somme de 2.232.381 F à titre d'affectation aux réserves, il reste un montant disponible de 2.232.381 F et le comité a proposé la distribution d'un dividende de quatre livres sterling par action, ce qui entraînera le paiement aux parts de fondateur d'un montant de 2.454,10 par part entière.

L'Assemblée générale a approuvé les résolutions qui lui étaient soumises et a décidé que la dividende de quatre livres sterling abaisse que la répartition de 2.454,10 par part de fondateur serait mise en paiement à partir du 1^{er} juillet 1982 à Londres, Paris et Istanbul.

société nationale d'irrigation

Société anonyme au capital de 519 000 000 F

Siège social : Tour Aquitaine, 32 - COURMAYEUR

Direction générale : 7, rue Nôlton, 75115 PARIS

R.G.S. MANTERRE 332 B 120 704

AVIS DE CONVOCATION

Les actionnaires de la Société nationale d'Irrigation sont convoqués à la Banque de Paris et des Pays-Bas, service des assemblées, 80, rue de la Harpe, 75001 Paris, le mardi 22 juin 1982 à 10 h 30.

— Soit à ces sections sont en dépôt, au service des assemblées, les documents relatifs à l'Assemblée générale, dont le montant de l'Assemblée et d'un informateur d'Assemblée, cinq jours avant la date de l'Assemblée.

Le service des assemblées de la Banque de Paris et des Pays-Bas, 80, rue de la Harpe, 75001 Paris, est chargé de l'Assemblée et de la distribution des actions.

Il est rappelé que le mandat de l'Assemblée générale, dont le montant de l'Assemblée et d'un informateur d'Assemblée, cinq jours avant la date de l'Assemblée.

Chaque membre de l'Assemblée générale doit présenter, au service des assemblées, un document qu'il possède ou représente d'actions de 10 F soit comme propriétaire, soit comme mandataire.

Tout le document qui, après la date de l'Assemblée, doit être communiqué aux assemblées générales, sera remis à la disposition des actionnaires à la Direction financière, Service des actionnaires, 7, rue Nôlton, Paris (75) ou envoyé aux actionnaires dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

Le conseil d'administration a décidé de voter à chaque assemblée, qui assistera à l'Assemblée générale, un jeton de présence de 30 F, et en quel que soit le nombre d'actions qu'il représente tant pour lui-même que comme mandataire.

A l'issue de l'Assemblée générale, sera présenté le dernier bilan connu et validé par le groupe : Bilan de l'exercice (durée 30 minutes).

Le conseil d'administration.

D'après le Bilan au 31 décembre 1981

ACTIF				PASSIF			
1980	1981	1982	1983	1980	1981	1982	1983
Trésor public	885 548 000	1 406 404 000	1 406 404 000	Trésor public	885 548 000	1 406 404 000	1 406 404 000
Comptes courants postaux	15 273 222 000	25 090 632 000	25 090 632 000	Comptes courants postaux	15 273 222 000	25 090 632 000	25 090 632 000
Trésor public	185 721 000	167 360 000	167 360 000	Trésor public	185 721 000	167 360 000	167 360 000
Comptes courants postaux	5 024 765 000	7 234 573 000	7 234 573 000	Comptes courants postaux	5 024 765 000	7 234 573 000	7 234 573 000
Trésor public	46 071 000	61 858 000	61 858 000	Trésor public	46 071 000	61 858 000	61 858 000
Comptes courants postaux	99 384 000	95 396 000	95 396 000	Comptes courants postaux	99 384 000	95 396 000	95 396 000
Trésor public	737 242 000	935 157 000	935 157 000	Trésor public	737 242 000	935 157 000	935 157 000
Comptes courants postaux	11 071 000	11 071 000	11 071 000	Comptes courants postaux	11 071 000	11 071 000	11 071 000
Trésor public	288 332 000	463 448 000	463 448 000	Trésor public	288 332 000	463 448 000	463 448 000
Comptes courants postaux	46 808 000	46 808 000	46 808 000	Comptes courants postaux	46 808 000	46 808 000	46 808 000
Trésor public	19 492 000	76 132 000	76 132 000	Trésor public	19 492 000	76 132 000	76 132 000
Comptes courants postaux	22 617 707 000	33 606 026 000	33 606 026 000	Comptes courants postaux	22 617 707 000	33 606 026 000	33 606 026 000

Equilibre et efficacité.

Les résultats bruts de l'exercice ont permis d'affecter aux amortissements, provisions et réserves plus de Lit. 623 milliards de francs.

Le bénéfice net de Lit. 30.283 milliards de francs a été distribué à concurrence de Lit. 12.900 milliards de francs.

à des œuvres de bienfaisance, culturelles et d'intérêt public. Les fonds patrimoniaux, y compris les provisions pour risques, et compte tenu de la distribution d'une partie des profits, s'élevaient à plus de Lit. 1.336 milliards.

SANPAOLO BANK

ISTITUTO BANCARIO
ESTABO DI TORINO

UBAF
UNION DE BANQUES ARABES ET FRANÇAISES
اتحاد المصارف العربية والفرنسية

Bilan au 31 décembre 1981

ACTIF				PASSIF			
1980	1981	1982	1983	1980	1981	1982	1983
Trésor public	885 548 000	1 406 404 000	1 406 404 000	Trésor public	885 548 000	1 406 404 000	1 406 404 000
Comptes courants postaux	15 273 222 000	25 090 632 000	25 090 632 000	Comptes courants postaux	15 273 222 000	25 090 632 000	25 090 632 000
Trésor public	185 721 000	167 360 000	167 360 000	Trésor public	185 721 000	167 360 000	167 360 000
Comptes courants postaux	5 024 765 000	7 234 573 000	7 234 573 000	Comptes courants postaux	5 024 765 000	7 234 573 000	7 234 573 000
Trésor public	46 071 000	61 858 000	61 858 000	Trésor public	46 071 000	61 858 000	61 858 000
Comptes courants postaux	99 384 000	95 396 000	95 396 000	Comptes courants postaux	99 384 000	95 396 000	95 396 000
Trésor public	737 242 000	935 157 000	935 157 000	Trésor public	737 242 000	935 157 000	935 157 000
Comptes courants postaux	11 071 000	11 071 000	11 071 000	Comptes courants postaux	11 071 000	11 071 000	11 071 000
Trésor public	288 332 000	463 448 000	463 448 000	Trésor public	288 332 000	463 448 000	463 448 000
Comptes courants postaux	46 808 000	46 808 000	46 808 000	Comptes courants postaux	46 808 000	46 808 000	46 808 000
Trésor public	19 492 000	76 132 000	76 132 000	Trésor public	19 492 000	76 132 000	76 132 000
Comptes courants postaux	22 617 707 000	33 606 026 000	33 606 026 000	Comptes courants postaux	22 617 707 000	33 606 026 000	33 606 026 000

L'Assemblée générale ordinaire réunie le 28 avril 1982 au nouveau siège social de la banque 181 avenue Charles de Gaulle à Neuilly-sur-Seine a approuvé le bilan et les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1981, qui a dégagé un bénéfice net de FF 38 403 738 l'année précédente.

Elle a décidé de distribuer un dividende de FF 27 600 000 contre FF 22 600 000 en 1980.

L'Assemblée générale a ratifié la nomination de Monsieur Bruno DAVAZAC au poste de directeur général de la banque.

L'Assemblée générale a ratifié la proposition du conseil en renouvelant pour une durée de 3 ans aux postes de membres du Conseil le Docteur Mohamed Mahmoud ABUSHADI, la Banque Française du Commerce Extérieur représentée par Monsieur Patrick HAZET et la Compagnie Bank of Syria représentée par Monsieur Maen RASLAN.

Le Conseil d'Administration, conformément à la résolution de l'Assemblée générale extraordinaire réunie le même jour, a élu le Docteur Mohamed Mahmoud ABUSHADI à la présidence du Conseil pour la durée de son mandat d'administrateur.

مصر من العمل

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

9 JUIN
égère hausse
baisse de Michelin

À quelques heures de la conférence de presse de M. Mitterrand, la Bourse de Paris semble avoir fait sa religion sur « une politique de rigueur » qui devrait beaucoup aux grands principes sans impliquer de changement de cap.

Le marché parisien a cependant fait preuve d'une nouvelle résistance, mercredi. L'indicateur instantané s'ajugeant une hausse de 0,3 % environ qui vient s'ajouter aux 0,35 % gagnés la veille.

La première valeur cotée à terme, Michelli, inscrite à la coteille, a fait pourtant mauvaise impression. En baisse de plus de 4 % à l'ouverture, le titre du grand du pneumatique a ultérieurement perdu plus de 11 %. Les spécialistes rapprochant ce vif recul des déboires que rencontrerait la firme outre-Rhin ou sa filiale locale, serait confrontée à une situation déficitaire.

D'autres valeurs subissant un repli, tels Penarroya (-4,8 %), U.F.B. (4,7 %), Imetal et Seb (-3 %), tandis que la cote de la S.A. de la S.A. de Sodexho, candidat à la fusion avec la chaîne de restauration (voir page 39), a abattu une partie de ses

Métallurgie Dunkerque a encore progressé de 7 % environ, entraînant Sacilor avec une hausse identique puis D.M.C., Nord-Est et Générale Entreprise avec des gains de 4 à 5 %. **Machines Bull** s'adjuge 3 %, accentuant son avance de la veille après la signature de l'accord conclu avec Honeywell Tue à propos de CII-H-E.

Aux étrangers, **Hoechst** subit le plus vil repli (10 %) de cette séance alors que se précise la prise de participation de 18 % du Koweït dans la firme allemande.

Avance du lingot, à 65.850 F (+ 650 F), mais stabilité du napoléon (595 F), le cours de l'or baissant à 326.75 dollars l'once à Londres. (330.90 dollars la veille).

NEW-YORK

L'indice Dow Jones des industrielles en dessous de 800

Wall Street a fléchi à nouveau mercredi 9 juin, l'indice Dow Jones des valeurs industrielles enfonçant le seuil de 800 pour retomber au voisinage de son plus bas cours de l'année (795,47), touché le 8 mai dernier.

Après avoir perdu 10 points, il n'en a cédé que 6,66 à 795,57 grâce à quelques achats « de couverture ».

L'aggravation du conflit au Liban et les péripéties de celui des Malouines ont bien été pour quelque chose dans le pessimisme ambiant.

Mais c'est surtout l'impasse où se trouve le débat parlementaire sur la réduction du déficit budgétaire américain et la crainte d'une remontée du taux provoqué par les besoins du Trésor, qui

Pour l'instant, aucun élément n'est de nature à reconforter les opérateurs.

VALEURS	Ours du	
	8 jan	9 jan
Alex	23	22 3/4
Alto	61	61
Boring	18 1/8	18 1/8
Bank Manhattan Bk	39 5/4	41 1/2
Du Pont de Nemours	21 1/2	21 1/2
Eastman Kodak	70 1/4	69 1/8
Exxon	27 1/2	27 1/2
General Electric	21 3/4	21 3/4
General Foods	60 5/8	60 3/8
General Motors	35 1/8	36
Goldman Sachs	22 1/2	22 1/2
IBM	88 1/4	88 1/4
J&J	52 1/2	52 1/2
McBil Oil	23 7/8	24 1/4
Pfizer	52 7/8	52 3/4
Petroleum Refining	38 3/8	38 1/2
Tecumseh	28	28 3/4
UAL Inc	17 1/8	17 1/8
Wendover	43	43 3/4
U.S. Steel	21 3/8	20 7/8
Westinghouse	22 7/8	24 3/8

LA VIE DES SOCIÉTÉS

GÉNÉRALE DE GÉOPHYSIQUE. — Le carnet de commandes de cette société s'élève actuellement à 2 milliards de francs, contre 1,5 milliard en 1981. L'année dernière, à la même époque, ce qui représente un volume d'activités de six à sept mois, a précisé l'entreprise lors de sa récente assemblée générale, ajoutant qu'elle prévoyait d'accroître de 25 % son chiffre d'affaires consolidé pour le présent exercice.

OLIDA ET CARY. — Le groupe annonce pour l'exercice 1983 un bénéfice net de 1,5 milliard de francs (contre 207,7 millions l'année précédente), compte tenu d'une provision de 8,55 millions de francs constituée au titre de la cinquième semaine de congés payés. Dans le

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE, base 100 : 31 déc. 1987)

Valeurs françaises	107,8	107,9
Valeurs étrangères	105,9	104,9

C^e DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 31 déc. 1981)

Justice général 105,3 ..
TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE
 Effets privés du 10 juin 161/4 %
COURS DU DOLLAR A TOKYO

	9 juin	10 juin
1 dollar (en francs)	248,45	248,30

Comptes rendus de la brieveté du défilé qui nous

Compensation	VALEURS	Cours officiel	Premier cours	Dernier cours	C. P. 1990
--------------	---------	----------------	---------------	---------------	------------

même temps, les ventes consolidées se sont accrues de plus de 11% pour atteindre 4,13 milliards de francs d'un exercice à l'autre.

De son côté, la société mère affiche un bénéfice net comptable de 17,25 millions de francs contre 19,39 millions de francs en 1980.

ACACHE-WILLOTT. — La société fondre et financer Agache-Willett annonce pour l'exercice au 31 décembre dernier, un résultat net de 188 millions de francs, résultat déficitaire de 100,43 millions de francs qui doit faire l'objet d'un report à nouveau. Passent en revue ses principales filiales, Agache-Willett fait état d'une perte de 65,83 millions de francs et d'une perte de 12,18 millions de francs pour 1988, contre un résultat net de 118 millions de francs l'année précédente), d'un résultat, également déficitaire, de 21,57 millions de francs, déjà annoncé, pour la société Au Bon Marché (après prise en compte d'une provision exceptionnelle de 47,13 millions de francs). Les autres filiales ont enregistré un résultat net de 10,43 millions de francs en faveur du groupe américain Korvettes et d'une perte de 152,04 millions de francs pour l'exercice au 31 décembre dernier de Bonnesse-Saint-Francis, également d'une durée de six mois (premier exercice au 30 septembre 1988, clos le 30 juin 1981). Seule la société Dior a enregistré 19 millions de francs de bénéfice.

BOURSE DE PARIS Comptant[illegible]

9 JUIN

ALÉPHES	Cours prix	Dernier cours	VALEURS	Cours prix	Dernier cours
Étrangers					
126			Total C.F.M.	80	74
125			Unifin	225	
560	70		Vevey S.A.	145	
445			Romero R.V.	458	458 20
445			S.C. J. Agric. mixt.		
215					
157	188				
57	56				
108					
1175	12 30				
40200					
4200					
54 50	122				
31 70					
45	44				
100					
157 20	157 20				
25	25 50				
20	227				
480					
12					
434 50	395				
30	176				
462					
223	236				
0 40					
223					
273					
102	103				
178 50	178				
268					
32	31				
88	88 70				
310	313				
545					
42 20					
233	231				
234	234				
361					
10 40	10 40				
180					
520	488				
30	30				
47	46				
29 85					
352 60					
80	88 50				
11 80	11 80				
117	115 50				
423 30	423 30				
8 80					
8 80					
1019	1017				
57 50	57 50				
19 10					
128					
85	82				
140 50					
15					
382					
320					
12 20	12 20				
HORS COTE					
Compartiment spécial					
735	734				
181 20					
191 50	181 50				
1086	1085				
205 20	205				
127 50	127 50				
280					
380	373 50				
Autres valeurs hors cote					
12					
34 10					
351	350				
20	20				
146	147				
45					
336					
156	144				
7 50					
120	120				
ALÉPHES					
Cours					
Dernier					
VALEURS					
Cours					
Dernier					
ALÉPHES					
Cours					
Dernier					
VALEURS					
Cours					
Dernier					
ALÉPHES					
Cours					
Dernier					
VALEURS					
Cours					
Dernier					
ALÉPHES					
Cours					
Dernier					
VALEURS					
Cours					
Dernier					
ALÉPHES					
Cours					
Dernier					
VALEURS					
Cours					
Dernier					
ALÉPHES					
Cours					
Dernier					
VALEURS					
Cours					
Dernier					
ALÉPHES					
Cours					
Dernier					
VALEURS					
Cours					
Dernier					
ALÉPHES					
Cours					
Dernier					
VALEURS					
Cours					
Dernier					
ALÉPHES					
Cours					
Dernier					
VALEURS					
Cours					
Dernier					
ALÉPHES					
Cours					
Dernier					
VALEURS					
Cours					
Dernier					
ALÉPHES					
Cours					
Dernier					
VALEURS					
Cours					
Dernier					
ALÉPHES					
Cours					
Dernier					
VALEURS					
Cours					
Dernier					
ALÉPHES					
Cours					
Dernier					
VALEURS					
Cours					
Dernier					
ALÉPHES					
Cours					
Dernier					
VALEURS					
Cours					
Dernier					
ALÉPHES					
Cours					
Dernier					
VALEURS					
Cours					
Dernier					
ALÉPHES					
Cours					
Dernier					
VALEURS					
Cours					
Dernier					
ALÉPHES					
Cours					
Dernier					
VALEURS					
Cours					
Dernier					
ALÉPHES					
Cours					
Dernier					
VALEURS					
Cours					
Dernier					
ALÉPHES					
Cours					
Dernier					
VALEURS					
Cours					
Dernier					
ALÉPHES					
Cours					
Dernier					
VALEURS					
Cours					
Dernier					
ALÉPHES					
Cours					
Dernier					
VALEURS					
Cours					
Dernier					
ALÉPHES					
Cours					
Dernier					
VALEURS					
Cours					
Dernier					
ALÉPHES					
Cours					
Dernier					
VALEURS					
Cours					
Dernier					
ALÉPHES					
Cours					
Dernier					
VALEURS					
Cours					
Dernier					
ALÉPHES					
Cours					
Dernier					
VALEURS					
Cours					
Dernier					
ALÉPHES					
Cours					
Dernier					
VALEURS					
Cours					
Dernier					
ALÉPHES					
Cours					
Dernier					
VALEURS					
Cours					
Dernier					
ALÉPHES					
Cours					
Dernier					
VALEURS					
Cours					
Dernier					
ALÉPHES					
Cours					
Dernier					
VALEURS					
Cours					
Dernier					
ALÉPHES					

Marché à terme

[illegible]

de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette s garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

Compt. Premier cours	Compen- sation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compt. Premier cours
102 10	405	Hochstad A.B.	400	358	365	365
123 80	406	Ind. Chemical	46 80	46 80	46 50	46 90
132 10	41	Ind. Limited	73	71 50	71 50	71 50
376	485	Imperial	477	474	470	470 10
132 10	485	Imperial	477	474	470	470 10
200	200	ITT	185 50	185 50	186 50	186 10
173 70	38	Machinists	34 25	34 25	34 25	35 00
340	880	Mack	585	582	591	584
100	100	Mallory	125 00	125 00	125 00	125 00
86 80	142	Martell	135 00	135 00	135 00	135 00
430	430	Martell Corp.	193 80	191 50	191 50	191 50
430	430	13000 Heile	12500	1274	1275	12850
737	440	Northwestern	330	330	336 10	336 10
430	430	Phillips	725	724	720	720
218	395	Phillips Morris	391	382	397	390
27 21	73	Phillips	69 40	69 40	69 20	67
220 10	210	First Bond	182	182	189 50	185
145	300	Prudential Stone	101 50	178 50	178 20	178 20
23 70	75	Quaker	753	763	763	768
68 80	96	Randamont	352	338	338	338
150	335	Royal Dutch	272	271	271	274
162 50	81	Rio Tinto	85 40	68	58 10	57 20
262 10	138	St Helena Co	136	189 50	189 50	150
528	528	Schellinger	338 50	318	317	317
53 40	53 40	Shell Trans	58 70	58 70	58 70	57 10
228	720	Stamens A.B.	713	710	708	695
169 50	142	Stony	106 50	109	108	106 50
185	185	T.D.C.	445	438	438	431 20
18 10	310	Un. Tenth.	262	236 80	282	280
186	380	Vaal River	389	365 50	367	365 50
548 20	340	West Coast	189 50	182 10	182	182
47 50	280	Wool Hosi.	241	236 20	226 40	240
21 80	275	Zinc Corp.	245 40	241	242	240 20
930	2 32	Zambia Corp.	2 11	2 04	2 02	2 04

c : offert; d : demandé; e : prix précédent (SICAV)

RS DES BILLETS AU GUCHETS		MARCHÉ LIBRE DE L'OR			
net	Vente	MONNAIES ET DEVISES	COURS prix.	COURS 9/6	
150	8 480	Or fin (au baril)	68000	68500	
240	26 800	Or fin (au gramme)	65200	66200	
300	13 700	Pièces suédoises (220 li)	555	527	
340	340	Pièces suédoises (220 li)	519	594	
104	104	Pièces italies (220 li)	475	482	
850	11 450	Souverains	581	587	
1000	11 600	Pièces de 20 shillings	2655	2626	
950	950	Pièces de 10 shillings	1370	1375	
216	216	Pièces de 5 shillings	705	705	
37 900	37 900	Pièces de 50 pence	2805	2950	
300	300	Pièces de 10 florins	506	505	
100	8 100				
570	9 150				
800	540				
430	2 570				

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. CULTURE ET POLITIQUE : « Post-scriptum à l'ombre de la rose », par Yves Fassin ; « Les idées sont ténues », par Alain Legarde ; « Les nouveaux sceptiques », par Alain Rovenne ; « Les deux royaumes », par Gabriel Matzneff.

ÉTRANGER

3-4. L'INVASION DU LIBAN PAR ISRAËL

— Israël est de plus en plus séduit par la perspective « d'en finir » avec la présence syrienne au Liban. M. Gemayel lance un appel à la formation d'un cabinet de salut public.

— Les Dix envisagent l'hypothèse de sanctions économiques contre Israël.

5. EUROPE

6. DIPLOMATIE

— Le sommet de l'OTAN à Bonn.

7. ASIE

— CHINE : les autorités multiplient les obstacles aux contacts entre Chinois et étrangers.

8. AMÉRIQUES

— Le voyage du pape en Argentine.

— La guerre des Malouines.

POLITIQUE

9 à 15. La conférence de presse du président de la République.

16. Les travaux de l'Assemblée nationale.

18. La préparation du congrès du parti républicain.

19-20. HISTOIRE : 6 juin 1936, anniversaire du Front populaire, par Jean-Pierre Bloch.

— Vingt ans après la guerre d'Algérie, l'affaire de Khenchela.

LE MONDE DES LIVRES

21, 24 et 25. LA SECONDE VAGUE DES ROMANS HISTORIQUES :

— Jeanne Dupleix au cœur de l'Inde, par Jacqueline Fiorini.

— Robert Merle, héritier de la Renaissance.

— Béhémoth, le Cathare.

22. LA VIE LITTÉRAIRE :

23. CRITIQUE LITTÉRAIRE : les palimpsestes de la littérature.

26. LETTRES ÉTRANGÈRES : Djuna Barnes et la chronique merveilleuse.

SOCIÉTÉ

27. La mort d'un jeune chômeur.

— PRESSE : certains prête-noms de M. Robert Hersant seraient incriminés avant les vacances.

28. ÉDUCATION : les moyens pour assurer la rentrée scolaire « sont dérisoires à Paris », déclare M. Jacques Chirac.

— PORTS : Paris-Colmar à la marche.

CULTURE

29. MUSIQUE : le concours de chant de Paris.

— THÉÂTRE : L'Histoire du soldat, par Jérôme Savary.

— EXPOSITION : Caneva à l'ARC.

ÉCONOMIE

40. AFFAIRES : un entretien avec le président du Centre des jeunes dirigeants d'entreprise.

41. SOCIAL : l'adoption du projet de loi sur la réforme de la Sécurité sociale.

— Radiotélévision (31) Informations « SERVICES » (39) :

— Rétromanie : Journal officiel ; Météorologie ; Mots croisés ; Loterie nationale ; Loto ; Arlequin.

— Annonces classées (32 à 34) ; Grammes spectacles (30 et 31) ; Carnet (27) ; Pro-31 ; Bourse (43).

Le numéro du « Monde » daté 10 juin 1982 a été tiré à 543 972 exemplaires.

PLUS DE RETOURS GÂCHES

CONFIEZ À LA SURVEILLANCE FRANÇAISE LA GARDE DE VOTRE PATRIMOINE GARDIENNAGE TÉLÉSURVEILLANCE

Surveillance Française 50, rue Ardois 93400 SAINT-OUEN Tél. (1) 262.37.37

A B C D F G H

A POISSY

La solution du conflit des usines Talbot paraît encore lointaine

« C.G.T. c'est fou, les Talbot sont dans la rue... » Jeudi matin 10 juin, le parking des cars à l'extérieur de l'usine Talbot à Poissy (Yvelines) est noir de monde. La C.S.I. a appelé l'ensemble du personnel (environ dix-sept mille personnes), « à manifester sa volonté de vivre et de travailler malgré la terreur imposée ces derniers jours par la C.G.T. et la C.F.D.T. ». La production de l'usine est arrêtée depuis une semaine par un mouvement de grève.

Face aux nombreux manifestants, des rangs compacts de grévistes massés devant l'atelier B 3 (montage de voitures), lancent des slogans tout aussi vigoureux « C.S.I. à la poignée », « C.S.I. à la chaîne ». Alléluia, par petits groupes, des professionnels se regroupent, refusant l'un et l'autre camp.

« Félicitations les grévistes que la C.S.I. a exercés pour nous faire rejoindre ses rangs ; désormais, on est repérés », explique un de ces ouvriers qui se déclare non-violent. La tension est forte. Vient-on aller au-delà de l'investiture ? Quelques drapeaux français se détachent au milieu de milliers de casquettes blanches C.S.I. On entonne la Marseillaise à plusieurs reprises. Les quatre conseillers généraux R.P.R. des Yvelines arrivent et prennent le tête du cortège — quelque trois mille personnes, près du double selon la police — qui s'élève à 9 heures vers la sortie de l'usine pour se rendre en ville où d'autres manifestants viennent les rejoindre.

Une association de commerçants a appelé à fermer boutique en solidarité avec la C.S.I. Passée l'enceinte de l'usine, les premiers rangs rejoignent quelque deux cents militants R.P.R. venus les attendre. Parmi les membres de la direction Talbot restés à l'intérieur, on ne semble guère pénétré par la coloration politique explicite que prend la manifestation pour la liberté du travail.

C'est la C.G.T. qui se déclare prête à rester sur place jusqu'à l'issue de la négociation, qui devait reprendre à 13 heures, à la sous-préfecture de Saint-Germain-en-Laye. Une nouvelle évacuation par les forces de l'ordre n'était pas exclue, comme la veille. Les rebondissements, le 9 juin, ont été purement significatifs. Aux premières heures, les événements se sont déroulés selon un scénario identique aux jours précédents : dans l'usine toutes portes closes, l'issue du matin est arrivée normalement à 8 h 30. Les grévistes ont tenu leur assemblée au B 3 et ont reconquis leur mouvement, et le face à face des deux camps a repris. A 11 h 30, la négociation commençait à la sous-préfecture. A 11 h 50, M. Max Pequereux, directeur de l'usine, quittait la réunion.

En Turquie

LE RÉFÉRENDUM SUR LA NOUVELLE CONSTITUTION AURA LIEU LE 7 NOVEMBRE.

Ankara (A.F.P.). — Le projet de réforme constitutionnelle sur lequel travaille depuis plusieurs mois à Ankara l'Assemblée consultative désignée à l'automne dernier par le Conseil de sécurité, sera soumis à référendum le 7 novembre.

Il s'agit de la première étape du processus de retour à la démocratie dont le général Evren avait présenté, au début de l'année, un calendrier approximatif. Si le projet de Constitution est adopté, des élections « seront organisées au cours des mois suivants pour désigner les parlementaires et éventuellement le président de la République, dans l'hypothèse où le projet de Constitution retient une ou deux des propositions de l'usage universel.

« Gardien de la paix », M. Yves Cornéloup, juge d'instruction à Paris, a fait écrouer pour proxénétisme un gardien de la paix, M. Jacques Galland, garantissant aux affectés du contrôle des proxénètes dans le premier arrondissement. Il a été dénoncé par son amie, une habitante de la rue des Lombards, devenue jalouse d'une deuxième femme qu'il faisait travailler.

● Nominations de magistrats. — Par décret publié au Journal officiel du 9 juin, M. Henry Souffrin, avocat général près la cour d'appel de Paris, est nommé avocat général à la Cour de cassation. M. Paul Malinvaud, substitut à Paris, est nommé procureur de la République au tribunal de grande instance de Nanterre.

● Gardien de la paix. — M. Yves Cornéloup, juge d'instruction à Paris, a fait écrouer pour proxénétisme un gardien de la paix, M. Jacques Galland, garantissant aux affectés du contrôle des proxénètes dans le premier arrondissement. Il a été dénoncé par son amie, une habitante de la rue des Lombards, devenue jalouse d'une deuxième femme qu'il faisait travailler.

● Nominations de magistrats. — Par décret publié au Journal officiel du 9 juin, M. Henry Souffrin, avocat général près la cour d'appel de Paris, est nommé avocat général à la Cour de cassation. M. Paul Malinvaud, substitut à Paris, est nommé procureur de la République au tribunal de grande instance de Nanterre.

● Gardien de la paix. — M. Yves Cornéloup, juge d'instruction à Paris, a fait écrouer pour proxénétisme un gardien de la paix, M. Jacques Galland, garantissant aux affectés du contrôle des proxénètes dans le premier arrondissement. Il a été dénoncé par son amie, une habitante de la rue des Lombards, devenue jalouse d'une deuxième femme qu'il faisait travailler.

● Nominations de magistrats. — Par décret publié au Journal officiel du 9 juin, M. Henry Souffrin, avocat général près la cour d'appel de Paris, est nommé avocat général à la Cour de cassation. M. Paul Malinvaud, substitut à Paris, est nommé procureur de la République au tribunal de grande instance de Nanterre.

● Gardien de la paix. — M. Yves Cornéloup, juge d'instruction à Paris, a fait écrouer pour proxénétisme un gardien de la paix, M. Jacques Galland, garantissant aux affectés du contrôle des proxénètes dans le premier arrondissement. Il a été dénoncé par son amie, une habitante de la rue des Lombards, devenue jalouse d'une deuxième femme qu'il faisait travailler.

● Nominations de magistrats. — Par décret publié au Journal officiel du 9 juin, M. Henry Souffrin, avocat général près la cour d'appel de Paris, est nommé avocat général à la Cour de cassation. M. Paul Malinvaud, substitut à Paris, est nommé procureur de la République au tribunal de grande instance de Nanterre.

● Gardien de la paix. — M. Yves Cornéloup, juge d'instruction à Paris, a fait écrouer pour proxénétisme un gardien de la paix, M. Jacques Galland, garantissant aux affectés du contrôle des proxénètes dans le premier arrondissement. Il a été dénoncé par son amie, une habitante de la rue des Lombards, devenue jalouse d'une deuxième femme qu'il faisait travailler.

● Nominations de magistrats. — Par décret publié au Journal officiel du 9 juin, M. Henry Souffrin, avocat général près la cour d'appel de Paris, est nommé avocat général à la Cour de cassation. M. Paul Malinvaud, substitut à Paris, est nommé procureur de la République au tribunal de grande instance de Nanterre.

● Gardien de la paix. — M. Yves Cornéloup, juge d'instruction à Paris, a fait écrouer pour proxénétisme un gardien de la paix, M. Jacques Galland, garantissant aux affectés du contrôle des proxénètes dans le premier arrondissement. Il a été dénoncé par son amie, une habitante de la rue des Lombards, devenue jalouse d'une deuxième femme qu'il faisait travailler.

● Nominations de magistrats. — Par décret publié au Journal officiel du 9 juin, M. Henry Souffrin, avocat général près la cour d'appel de Paris, est nommé avocat général à la Cour de cassation. M. Paul Malinvaud, substitut à Paris, est nommé procureur de la République au tribunal de grande instance de Nanterre.

● Gardien de la paix. — M. Yves Cornéloup, juge d'instruction à Paris, a fait écrouer pour proxénétisme un gardien de la paix, M. Jacques Galland, garantissant aux affectés du contrôle des proxénètes dans le premier arrondissement. Il a été dénoncé par son amie, une habitante de la rue des Lombards, devenue jalouse d'une deuxième femme qu'il faisait travailler.

La Compagnie générale de radiologie (groupe Thomson) annonce le départ de quatre cents employés

La direction générale de la Compagnie générale de radiologie (C.G.R.), filiale du groupe nationalisé Thomson, a annoncé, mercredi 9 juin, au cours d'un comité central d'entreprise extraordinaire le prochain départ de quatre cents employés de l'entreprise. Cette mesure, qui touchera différents secteurs de la C.G.R. (Seine-Saint-Denis), où deux cent soixante-cinq personnes sont visées. Il ne s'agit aucunement, selon la direction de la C.G.R., d'un licenciement collectif, mais d'un plan d'assainissement de l'entreprise. Pour la C.G.T., il s'agit bien, en revanche, de licenciements camouflés. La C.G.R. doit, en principe, fournir dans différents établissements hospitaliers publics et privés la quasi-totalité des tracts radiographiques « corps entier » dont les autorisations ont été débloquées l'an dernier par M. Jack Ralite, ministre de la santé.

« Temps de repêchage », ou « temps de relance » ? En annonçant le prochain départ de quatre cents personnes, la direction générale de la C.G.R. prend un double risque, politique et industriel. Quelles que soient les modalités retenues (contrats de solidarité, départs anticipés à la retraite), il s'agit bien de quatre cents suppressions de postes. Cette mesure survient quelques mois après la nomination de M. Alain Gomez à la tête du groupe nationalisé Thomson-Brandt.

Le hasard veut de plus que la plus grande partie de ces quatre cents personnes, la direction générale de la C.G.R. prend un double risque, politique et industriel. Quelles que soient les modalités retenues (contrats de solidarité, départs anticipés à la retraite), il s'agit bien de quatre cents suppressions de postes. Cette mesure survient quelques mois après la nomination de M. Alain Gomez à la tête du groupe nationalisé Thomson-Brandt.

Depuis plusieurs années, les pouvoirs publics, directement ou non, avaient adopté une politique qui favorisait la C.G.R. sur le marché intérieur. Il reste que, après une période florissante, cette société enregistre des déficits croissants depuis la fin des années 70. On lui reprochait en particulier certains aspects de sa politique commerciale. On lui reprochait surtout de ne pas avoir perçu suffisamment tôt l'ampleur de

la révolution apportée par la mise au point du scanner en 1975 en Grande-Bretagne.

Après s'être séparée de M. Serge Roger, ancien président-directeur général de l'entreprise, la nouvelle direction de Thomson a donc décidé de prendre une mesure énergique qui survient au moment même où la société connaît de sérieuses difficultés techniques pour assurer la livraison des scanners, réclamés par le corps médical.

Cette mesure sera-t-elle bien comprise ? D'ores et déjà, la C.G.T. s'oppose à ce plan de réduction d'effectifs qu'elle qualifie de « licenciements camouflés ». Tout en estimant que de nombreux aspects de la politique sociale de M. Roger, la C.G.T. estime que, ce total, le démantèlement de l'ancien P.D.G. Stah plus positive que celle aujourd'hui adoptée par la nouvelle direction du groupe nationalisé.

Il semble acquis que ce plan de restructuration a été dressé, en accord étroit avec le ministère de l'Industrie, ministère de tutelle de la C.G.R. Au ministère de la Santé, on est visiblement gêné par cette affaire. On maintient que le secteur biomédical français doit jouer un rôle de pointe, que toutes les techniques sont complémentaires et qu'une relance à court ou moyen terme de la C.G.R. ne doit pas porter atteinte à l'effort récemment consenti.

« Sinon, ajoute-t-on, le retard sera irrattrapable. »

JEAN-YVES NAU.

DECUS PAR L'ATTITUDE DU GOUVERNEMENT

LES AGRICULTEURS CORSES POURRAIENT ORGANISER DES OPÉRATIONS SPECTACULAIRES

(De notre correspondant.)

Bastia. — Les F.D.S.E.A. et C.D.J.A. des deux départements de la Corse ont décidé, jusqu'à nouvel ordre, de cesser toute activité syndicale, laissant à leurs adhérents l'initiative d'agir comme ils l'entendent pour protester contre les promesses non tenues du gouvernement. Cette liberté d'action pourrait inciter les agriculteurs à organiser dans les jours qui viennent des opérations spectaculaires. Déjà, le 2 juin, des militants du C.D.J.A. de Bastia ont organisé une manifestation en hommage à A. Jaccia, une dizaine d'agriculteurs avaient envahi les locaux de la direction départementale, jetant par les fenêtres plusieurs dizaines d'œufs pour une cause contre la porte d'entrée avec cette inscription : « Fermé pour cause de dépôt de bilan de l'agriculture corse ».

A Bastia, mercredi 9 juin, les syndicalistes agricoles ont rappelé, lors d'une conférence de presse, que René Besnon, lors de son voyage dans l'île le 10 février, avait notamment annoncé la mise en place de commissions d'aide aux agriculteurs en difficulté. C'est le fonctionnement de celles-ci, mais plus encore le système d'attribution des aides (dont le plafond est fixé à 30 000 F par agriculteur) qui est contesté par les professionnels. Ils expriment en effet que les critères retenus vont élargir le fossé entre les propriétaires d'Algérie, qui bénéficieraient d'aides spécifiques, alors que la situation de celles-ci, mais plus encore le système d'attribution des aides (dont le plafond est fixé à 30 000 F par agriculteur) qui est contesté par les professionnels.

Les responsables F.D.S.E.A. et C.D.J.A. prennent cependant soin de ne pas incriminer directement leur ministère. Pensés que ces restrictions ont été imposées par le ministère du budget, ils demandent à M. Mauroy d'assurer un arbitrage en faveur des agriculteurs corses. D. A.

● Nominations de magistrats. — Par décret publié au Journal officiel du 9 juin, M. Henry Souffrin, avocat général près la cour d'appel de Paris, est nommé avocat général à la Cour de cassation. M. Paul Malinvaud, substitut à Paris, est nommé procureur de la République au tribunal de grande instance de Nanterre.

● Gardien de la paix. — M. Yves Cornéloup, juge d'instruction à Paris, a fait écrouer pour proxénétisme un gardien de la paix, M. Jacques Galland, garantissant aux affectés du contrôle des proxénètes dans le premier arrondissement. Il a été dénoncé par son amie, une habitante de la rue des Lombards, devenue jalouse d'une deuxième femme qu'il faisait travailler.

● Nominations de magistrats. — Par décret publié au Journal officiel du 9 juin, M. Henry Souffrin, avocat général près la cour d'appel de Paris, est nommé avocat général à la Cour de cassation. M. Paul Malinvaud, substitut à Paris, est nommé procureur de la République au tribunal de grande instance de Nanterre.

M. BERNARD LEFORT QUITTE L'OPÉRA DE PARIS

La ministre de la culture rend officiel ce jeudi le départ de M. Bernard Lefort, dont le mandat d'administrateur à l'Opéra de Paris arrive à expiration en juillet 1982.

Depuis quelque temps, ce départ était annoncé, à la suite notamment du mécontentement de certaines catégories du personnel, et d'une situation difficile dans l'entreprise (« Le Monde » du 4 juin).

En attendant l'arrivée de M. B. Lefort, la direction de l'Opéra de Paris a été confiée à M. Bernard Lefort, M. Paul Ponce, directeur général, M. Alain Lombard, directeur de la musique, et M. Georges Hirsch, administrateur de la scène.

Le ministère de la culture compte à M. Bernard Lefort, qui l'annonce, une mission de portée nationale. Dans le cadre de la préparation de l'exposition universelle, il s'agit d'une mission de réflexion sur l'environnement culturel de cette manifestation, plus particulièrement dans la dimension des arts plastiques.

M. Bernard Lefort vient de renouer à sa conférence de presse du 25 juin, estimant que les deux semaines avaient déjà permis la plus grande partie de ce qu'il devait faire.

GRANDE FERMETÉ DU DOLLAR

Malgré un déchaînement passager mercredi de la dollar est resté très ferme jeudi 10 juin sur les marchés des changes, se maintenant à un peu au-dessus de 243 DM à Francfort et à 243,50 à Tokyo, son plus haut niveau depuis le 25 mai à 243,50 francs. A Paris, il s'est maintenu un peu au-dessus de 639 F, après avoir battu son record mercredi à New-York à 632 F.

La demande sur la monnaie américaine est restée très forte. L'appréciation du dollar sur l'écu laisse ressortir son caractère de valeur refuge (département de l'Amérique, moins de dépendance vis-à-vis de l'Europe), renforcé par la présence de réserves militaires des États-Unis.

A Paris, le franc s'est un peu redressé au sein du S.M.F. Le cours du mark, qui était tombé mercredi jusqu'à 2.617 F, avec l'intervention de la Banque de France, revenait à 2.627 F.

La spéculation internationale n'a pas trévi, dans les propos du chef de l'Etat, l'annonce d'un ajustement que certains s'attendaient avec follement, à J. F. Jaurès.

JEAN-YVES NAU.

FABRICANT - VENTE DIRECTE

MENAGERE modèle Vieux Paris

MÉTAL ARGENTÉ 130 g - GARANTIE 25 ans

49 pièces 2295 F (TTC)

FRANOR 70, RUE ANJOLY 75011 PARIS

Catalogue gratuit M sur demande

Tél. : 700.37.94 - fermé le samedi

TED LAPIDUS

SAINT-HONORÉ

Femmes **SOLDES** Hommes

23, FAUBOURG SAINT-HONORÉ

PLUS DE RETOURS GÂCHES

CONFIEZ À LA SURVEILLANCE FRANÇAISE LA GARDE DE VOTRE PATRIMOINE GARDIENNAGE TÉLÉSURVEILLANCE

Surveillance Française 50, rue Ardois 93400 SAINT-OUEN Tél. (1) 262.37.37

مكتبة الأمل